République du Sénégal

Enabel

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES

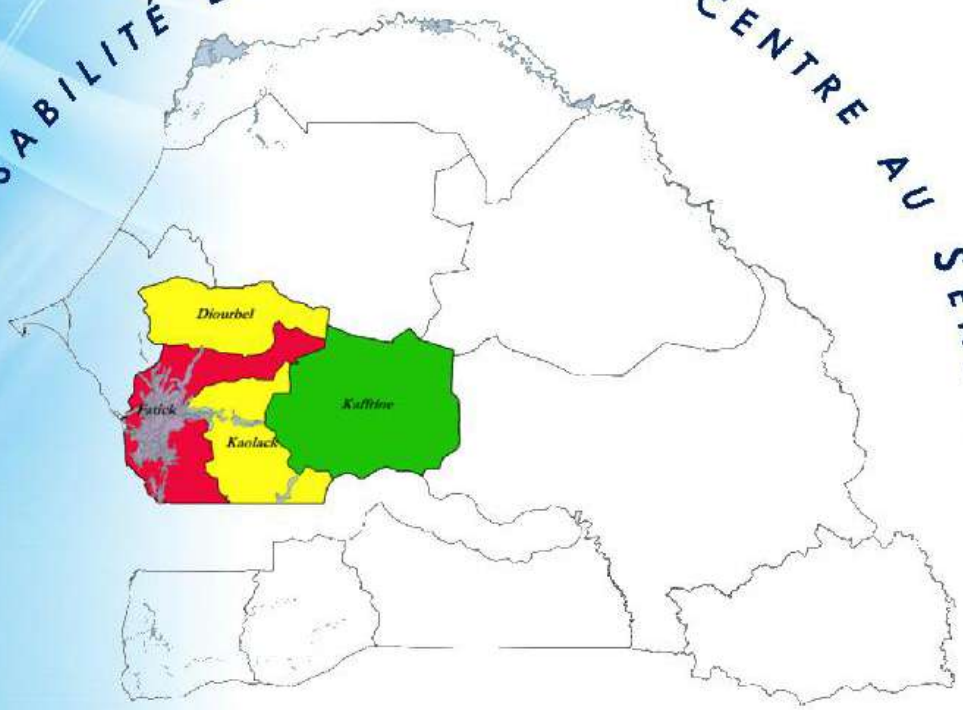
----=0Ξ○Ξ0=----

PLAN SENEGAL EMERGENT (PSE)

BUREAU OPERATIONNEL DE SUIVI (BOS)

Sénégal Emergent

ÉTUDE DE FAISABILITÉ DE L'AGROPOLE CENTRE AU SÉNÉGAL



PLAN D'ACTIONS DE RÉINSTALLATION DU MODULE RÉGIONAL DE KAOLACK, SITE DE MÉDINA SABAKH

VERSION FINALE

ECI Environnement
Villa N°190, La Linguére-Keur Massar, SENEGAL
Tél. : + 221 33 837 80 36/ 77 648 95 33
E-mail : ecienvironnement@gmail.com

IDEA CONSULT INTERNATIONAL

SACI

MAI 2022

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX ..... *v*

LISTE DES FIGURES ..... *v*

LISTE DES ABREVIATIONS ..... *vi*

RESUME NON TECHNIQUE *1*

NON-TECHNICAL SUMMARY *32*

1 Introduction *58*

1.1 Contexte et justification **58**

1.2 Objectifs du PAR **59**

1.3 Méthodologie de l'étude **60**

2 Description et justification du projet *62*

2.1 Présentation du projet Agropole Centre **62**

2.2 Composante infrastructure du projet dans la commune de Médina Sabakh **64**

2.3 Description technique détaillée du module **64**

2.3.1 Programme préconisé au niveau du module régional de Kaolack 64

2.3.2 Coûts d'aménagement du module régional de Kaolack 66

3 Localisation et caractéristiques du site et des filières *68*

3.1 Localisation du module central dans la commune de Médina Sabakh **68**

3.2 Les conditions climatiques **69**

3.3 Données hydrographiques **70**

3.4 Relief et types de sol **71**

3.5 Végétation et faune **71**

3.6 Zone d'emprunt et carrières pour le projet **72**

3.7 Démographie **73**

3.8 Santé **73**

3.9 Education **73**

3.10 Agriculture **73**

3.11 Les activités pastorales **75**

3.12 Les activités industrielles et artisanales **76**

3.13 Les activités halieutiques **76**

3.14 L'exploitation forestière **76**

3.15 Les activités commerciales 77

3.16 Le transport 77

3.17 Les enjeux environnementaux et sociaux de la zone de Kaolack 77

4 Impacts du projet et mesures d'atténuation et de compensation 78

4.1 Activités vectrices de la réinstallation 78

4.2 Zone d'impact de ces activités 78

4.3 Analyse des impacts du projet 79

4.3.1 Analyse des impacts positifs 79
4.3.2 Analyse des impacts négatifs 79

4.4 Alternatives et mécanismes pour minimiser la réinstallation 80

4.5 Mesures de compensation des impacts négatifs 81

5 Participation communautaire 82

5.1 Rencontres institutionnelles et de la consultation publique 82

5.1.1 Objectif des rencontres institutionnelles et de la consultation 82
5.1.2 Méthodologie 83
5.1.3 Résultats des rencontres institutionnelles et de la consultation publique 83
5.1.4 L'acceptabilité sociale et institutionnelle du projet 88
5.1.5 Intégration avec les communautés d'accueil 89
5.1.6 Conclusion des consultations 89

5.2 Information des Personnes Affectées par le Projet 89

5.3 Plan de Communication pour le Développement Local 89

5.4 Stratégie 90

6 Etudes socio-économiques 91

6.1 Sexe et âge des PAP 91

6.2 Localisation des PAP 91

6.3 Situation matrimoniale des PAP et nombre d'enfants 91

6.4 Niveau d'instruction des PAP 91

6.5 Nationalité, religion et ethnie des PAP 92

6.6 Statut de propriétaire et biens affectés 92

6.7 Activités et revenus des PAP 92

6.8 Nombre de personnes en charge 93

6.9 Vulnérabilité et handicap des PAP 93

7 Cadre légal en matière de réinstallation 94

7.1 Le Régime foncier du Sénégal et ses textes de loi 94

7.2 La législation foncière du Sénégal applicable au projet 94

7.3 Politique de la BAD en matière de déplacement involontaire des populations..... 96

7.4 Analyse comparative entre la législation sénégalaise et la politique de réinstallation de la Banque Africaine de Développement 97

8 Cadre institutionnel de la réinstallation au Sénégal 106

8.1 Structures de l'Administration centrale 106

8.1.1 La Direction de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre (DEDT) 106

8.1.2 La Commission de Contrôle des Opérations Domaniales (CCOD)..... 107

8.2 Structures et acteurs de l'administration déconcentrée et décentralisée.....107

8.3 Dispositif institutionnel et responsabilités dans la mise en œuvre du PAR Abrégé 108

8.4 Évaluation des capacités des acteurs institutionnels en matière de réinstallation.....112

8.5 Renforcement des capacités des acteurs institutionnels en matière de réinstallation ...112

9 Eligibilité.....113

9.1 Critères d'éligibilité des personnes affectées par le projet 113

9.2 Date d'éligibilité 113

9.3 Catégories de personnes affectées 114

9.4 Inventaire des biens.....114

10 Evaluation et indemnisation des pertes.....116

10.1 Principes et formes d'indemnisation 116

10.2 Méthode d'évaluation et d'indemnisation des pertes 116

10.3 Évaluation des compensations pour les biens affectés 117

10.4 Synthèse des montants des indemnisations 122

10.5 Le Plan des mesures additionnelles d'atténuation 123

11 Mécanismes de Gestion des Plaintes (MGP) 124

11.1 Objectifs du MGP.....124

11.2 Principes fondamentaux du MGP 125

11.3 Types de plaintes et conflits potentiels.....127

11.4 Structure des organes de gestion des plaintes 127

11.5 Mode opératoire du MGP 132

11.6 Information et vulgarisation locale du MGP.....135

11.7 Suivi Évaluation du MGP 136

11.8 Moyens et budget du MGP 137

12 Calendrier de mise en œuvre de la réinstallation 138

13 Suivi et évaluation 139

13.1 Suivi de la mise en œuvre 139

13.2 Indicateurs de suivi 139

13.3 Organes du suivi et leurs rôles 139

13.4 Evaluation du PAR Abrégé et dissémination des rapports 140

13.5 Coût du suivi-évaluation 140

13.6 Budget de la réinstallation 140

14 Conclusion 142

ANNEXES 143

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Spécifications de l'Agropole Centre 63
Tableau 2. Eléments du module régional de Kaolack, département de Nioro du Rip/Commune de Médina Sabakh 66
Tableau 3. Estimation des coûts du module régional de Kaolack 66
Tableau 4. Images illustrant la localisation, les coordonnées ainsi que les caractéristiques et les inconvénients du site de Médina Sabakh 68
Tableau 5. Evolution de la pluviométrie par poste de 2016 à 2018 (mm) 70
Tableau 6. Répartition et évolution des cultures vivrières selon les superficies, les rendements et les productions par circonscription administrative dans la région de Kaolack 74
Tableau 7. Répartition et évolution des cultures industrielles selon les superficies, rendements et productions, par circonscription administrative dans la région de Kaolack 74
Tableau 8. Evaluation du coût des pertes 80
Tableau 9. Mesures de compensation des impacts négatifs 81
Tableau 10. Synthèse des rencontres institutionnelles 84
Tableau 11. Synthèse de la consultation publique 86
Tableau 12. Revenus des PAP et leur provenance 92
Tableau 13. Synthèse des caractéristiques principales des PAP 93
Tableau 14. Comparaison entre la législation nationale et les procédures de la BAD en matière de réinstallation 98
Tableau 15. Dispositif institutionnel 109
Tableau 16. Type d'impact et critère d'éligibilité 115
Tableau 17. Compensation des pertes de terres agricoles 118
Tableau 18. Compensation des pertes de cultures 119
Tableau 19. Compensation pour les pertes d'arbres fruitiers et forestiers 121
Tableau 20. Compensation de vulnérabilité 121
Tableau 21. Synthèse des compensations 122
Tableau 22. Matrice de compensation 123
Tableau 23. Délai de traitement des plaintes dès leur réception 132
Tableau 24. Buget du MGP 137
Tableau 25. Calendrier de mise en œuvre de la réinstallation 138
Tableau 26.Coût global du PAR Abrégé du module régional de Kaolack 141

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Schéma du module régional de Médina Sabakh 63
Figure 2. Mécanisme de règlement des plaintes du projet Agropole Centre 136

LISTE DES ABREVIATIONS

- ANCAR : Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
- ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
- APD : Avant-Projet Détaillé
- APS : Avant-Projet Sommaire
- ARD : Agence Régionale de Développement
- ASC : Association Sportive et Culturelle
- ASUFOR : Associations d'Usagers des Forages
- BAD : Banque Africaine de Développement
- BOS : Bureau opérationnel de suivi-du Plan Sénégal Emergent
- BT : Basse Tension
- CADL : Centre d'Appui au Développement Local
- CC : Comité Communal
- CCGP : Comité Communal de Gestion des Plaintes
- CCP : Cellule de Coordination du Projet
- CLM : Comité Local de Médiation
- CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- CEP : Cellule d'Exécution du Projet
- CES/DRS : Conservation des Eaux et des Sols / Défense et Restauration des sols
- CILSS : Comité Inter Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
- CP : Comité de Pilotage
- CR : Comité Régional
- CSE : Centre de Suivi Écologique
- CSP : Comité Sahélien des Pesticides
- CSS : Caisse de Sécurité Sociale
- CTNE : Comité Technique National pour l'Environnement
- CVGD : Comités Villageois de Gestion et de Développement
- DAO : Dossier d'Appel d'Offres
- DAPSA : Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques Agricoles
- DAT : Direction de l'Aménagement du Territoire
- DBRLA : Direction des Bassins de Rétention et des Lacs Artificiels
- DEEC : Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés
- DEFCCS : Direction des Eaux et Forêts Chasse et Conservation des Sols
- DIREL : Direction de l'Elevage
- DGPRE : Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau
- DPN : Direction des Parcs Nationaux
- DPV : Direction de la Protection des Végétaux
- DRDR : Direction Régionale du Développement Rural
- EAS : Exploitations et Abus Sexuels

- EESS : Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique
- ECOWAP : Politique agricole de la CEDEAO
- EIES : Etude d'Impact Environnemental et Social
- F CFA : Franc des Colonies Françaises d'Afrique
- FAD : Fonds Africain de Développement
- FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
- GES : Gaz à effet de serre
- GAFSP : "Global Agriculture and Food Security Program"
- GIE : Groupement d'Intérêt Economique
- GIRE : Gestion Intégrée des ressources en eau
- GRN : Gestion des Ressources Naturelles
- GPF : Groupement de Promotion Féminine
- HS : Harcèlement Sexuel
- ICPE : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
- IEC : Information Education Communication
- IREF : Inspection Régionale des Eaux et Forêts
- IRSV : Inspection Régionale des Services Vétérinaires
- ISRA : Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
- IRTSS : Inspection Régionale du Travail et de la Sécurité Sociale
- LOASP : Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale
- LPDA : Lettre de Politique de Développement Agricole
- LPDE : Lettre de Politique de Développement de l'Élevage
- LPDRD : Lettre de Politique de Développement Rural Décentralisé
- MAER : Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural
- MEDD : Ministère de l'Environnement et du Développement durable
- MT : Moyenne Tension
- NS : Norme Sénégalaise
- OCB : Organisation Communautaire de Base
- OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
- OMS : Organisation Mondiale de la Santé
- OMVS : Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal
- ONG : Organisation Non Gouvernementale
- OP : Organisation de Producteurs
- OSB : Opérations de Sauvegarde du Bétail
- OCB : Organisation Communautaire de Base
- OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
- OMS : Organisation Mondiale de la Santé
- OMVS : Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal
- PAP : Personne Affectée par le Projet

- PAR : Plan d'Actions de Réinstallation
- PANA : Plan d'Actions National d'Adaptation
- PAPIL : Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale
- PCGES : Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
- PDC : Plans de Développement Communaux
- PDD : Plans de Développement Départementaux
- PEPAM : Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire
- PLHA : Plan Local d'Hydraulique et d'Assainissement
- PNAE : Plan National d'Actions pour l'Environnement
- PNAR : Programme National d'Autosuffisance en Riz
- PNDE : Plan National de Développement de l'Elevage
- PRACAS : Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise
- PRDI : Plan Régional de Développement Intégré
- PSE : Plan Sénégal Emergent
- RGPHAE : Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage
- RSE : Responsabilité Sociétale de l'Entreprise
- RIA : Robinet d'Incendie Armé
- RN : Route Nationale
- SE/CNSA : Secrétariat Exécutif du Conseil National à la Sécurité Alimentaire
- SES : Situation Economique et Sociale
- SNDD : Stratégie Nationale de Développement Durable
- SNDES : Stratégie Nationale de Développement Economique et social
- SRAT : Schéma Régional d'Aménagement du Territoire
- SREL : Service Régional de l'Elevage
- SRSD : Service Régional de la Statistique et de la Démographie
- UASP : Unité Agro-Sylvo-Pastorale
- UP : Unité Pastorale
- USD : US Dollar
- VIH : Virus d'immunodéficience Humaine

RESUME NON TECHNIQUE

1. MATRICE DE SYNTHESE DE LA COMPENSATION

N°	Variables	Données de base
01	Localisation du projet	Région de Kaolack
02	Département concerné	Nioro du Rip
03	Commune concernée	Médina Sabakh
04	Type de travaux	Construction de Module régional
05	Budget des travaux	4 374 739 000 F CFA
06	Budget du P.A.R	**102 810 000 F CFA**
07	Date limite d'éligibilité	Le 18 juillet 2021
08	Nombre total de ménages affectés à indemniser	09
09	Nombre total de ménages à réinstaller	Néant
10	Nombre de ménages concernés par les pertes d'habitation	Néant
11	Nombre de ménages concernés par les pertes d'activités agricoles	09
12	Nombre de ménages concernés par la perte définitive d'activités commerciales	Néant
13	Nombre de personnes affectées par le projet	09
14	Nombre de femmes affectées par le projet	00
15	Nombre de PAP vulnérables	09
16	Nombre de PAP majeures	09
17	Nombre de PAP mineures	00
18	Superficies totales des terres perdues	15
19	Nombre de ménages ayant perdu des terres agricoles	09
20	Superficies totales de terres agricoles définitivement perdues (ha)	15
21	Nombre de communautés affectées par le projet	Néant
22	Nombre d'arbres à abattre	17
23	Nombre de propriétaires avec titre foncier	Néant

2. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

Le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (PZTA-Centre ou Agropole-Centre) est un des projets phares du Plan Sénégal Emergent (PSE) qui incarne les orientations stratégiques de la politique économique et sociale du Sénégal afin d'en faire, à l'horizon 2035, un pays émergent avec une société solidaire dans un Etat de droit. L'Agropole Centre s'inscrit spécifiquement dans le pilier I du PSE relatif à la transformation structurelle de l'économie et la croissance et fait partie intégrante du volet industriel du PSE, qui prévoit la mise en place de cinq (5) agropoles intégrées et compétitives. La première phase du PSE, avec des investissements publics massifs, a entrainé une croissance forte. Sa deuxième phase a été adaptée pour une relance économique post COVID 19 à travers le Plan d'Actions Prioritaires Ajusté et Accéléré du PSE (PAP 2A-PSE 2021-2023). Le PZTA-Centre est la deuxième agropole appuyée par la Banque, après l'Agropole Sud approuvée en 2019.

Le projet Agropole-Centre couvre un potentiel important mais faiblement valorisé. Il s'étend sur les régions de Kaolack, Kaffrine, Fatick et Diourbel, pour une superficie de 27.992 km² et une population estimée à 4,7 millions d'habitants. Celles-ci assurent 51,8% de la production nationale d'arachide, 65,8% du mil, 41% du maïs, 35% des volailles et 98% de la production de sel. On note également la présence dans la zone de la société privée « Les salins du Sine Saloum » et la Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux du Sénégal (SONACOS), qui sont respectivement les plus grandes entreprises industrielles de production du sel de trituration et de raffinage de l'huile d'arachide du pays.

Au plan géographique, l'Agropole Centre s'insère dans le Plan National d'Aménagement et de Développement territorial (PNADT) qui vise à « promouvoir le développement du Sénégal à partir de ses territoires par une bonne structuration de l'espace et une valorisation durable des ressources et potentialités des territoires ».

Sur le Plan industriel, le projet cadre parfaitement avec la stratégie d'industrialisation du Sénégal 2021-2035, dont l'axe 1 est relatif à la « Transformation des matières premières agricoles, sylvopastorales et halieutiques, pour la souveraineté alimentaire et les exportations ». A terme, l'Agropole-Centre contribuera à la souveraineté alimentaire et à l'émergence de produits agricoles, sylvopastoraux et halieutiques transformés à forte valeur ajoutée sur le marché local et à l'export. L'atteinte de cet objectif nécessite la mobilisation d'investissements directs privés d'une part, et d'autre part, le développement d'un écosystème intégré d'entreprises locales offrant des produits et services tout au long de la chaîne de valeur des différentes filières ciblées.

Sur le plan agricole, le Projet s'aligne sur le Programme National d'Investissement Agricole pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (PNIASAN) 2018-2025, dont le coût total est estimé à 2 465 milliards de FCFA, articulé autour de 6 axes : (i) l'amélioration et la sécurisation de la base productive ; (ii) l'accroissement durable de la productivité et de la production agro-sylvo-pastorale et halieutique; (iii) le développement des chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales et halieutiques; (iv) le renforcement de la sécurité alimentaire, de l'état nutritionnel, de la résilience et de la protection sociale des populations vulnérables; (v) l'amélioration de l'environnement des affaires, la gouvernance et les mécanismes de financement du secteur agricole et agroalimentaire; (vi) le renforcement du capital humain. Il est aussi aligné au Programme Agricole pour la Souveraineté Alimentaire Durable (PASAD 2021-2023), qui vise : i) l'amélioration et sécurisation de la base productive ; ii) l'accroissement durable de la productivité et de la production agricole ; iii) le renforcement du dispositif des services agricoles en matière d'appui à la production ; et iv) l'amélioration de la gouvernance du secteur agricole.

Sur le plan environnemental et social, l'Agropole Centre intègre dans sa conception, les engagements du Sénégal en matière de développement durable à bas carbone tels que définis dans la Contribution Déterminée au niveau National du Sénégal (CDN 2020). Ces engagements visent à atténuer « les pertes et préjudices actuels ainsi que les impacts projetés des changements climatiques sur les terres arables, les ressources hydrauliques et halieutiques, susceptibles de compromettre le succès du PSE », tout en réduisant les émissions des gaz à effet de serre (GES) en 2025 et 2030, de l'ordre de 23,7 et 29,5 % respectivement en 2025 et 2030, avec le soutien substantiel de la communauté internationale. L'Agropole Centre contribuera aussi à mettre en œuvre le volet social du PSE, en répondant notamment aux besoins des jeunes et des femmes des régions concernées en termes de formation, d'emplois décents et durables, de soutien à l'entreprenariat, de réduction des inégalités et plus globalement d'amélioration des conditions de vie des communautés.

Sur le plan genre et autonomisation des femmes, l'Agropole Centre intègre les principaux aspects de genre dans sa conception, sa formulation et les dispositifs institutionnels de sa gouvernance. Il est prévu le développement de chaines de valeur des filières agro-industrielles sensibles au genre, un appui technique et renforcement de capacités aux PME/PMI impliquées dans les filières ciblées, y compris celles dirigées par les femmes. Il est également planifié d'élaborer une stratégie de facilitation de l'accès des femmes et autres groupes vulnérables aux connaissances et aux ressources (terres, intrants, équipements, lignes de financement etc.).

Le renforcement des PME/PMI et la mise en place des installations et services d'appui aux chaînes de valeur de l'agro-industrie nécessitent l'acquisition d'un volume foncier important (217,6 ha dont 15 ha pour le module régional de Kaolack à Médina Sabakh). Cette acquisition aura des impacts négatifs sur les activités socio-économiques et les moyens d'existence des populations. C'est ainsi qu'il a été décidé, conformément aux sauvegardes de la BAD et aux procédures nationales, de réaliser un Plan d'Actions de réinstallation (PAR) Abrégé.

3. DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET

Le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (PZTA-Centre ou Agropole-Centre) est un des projets phares du Plan Sénégal Emergent (PSE) dont l'objectif est d'accélérer le développement économique et social du Sénégal, afin d'en faire un pays émergent à l'horizon 2035. Le Projet vise à contribuer à la transformation structurelle de l'économie par le renforcement des capacités de transformation agro-industrielle du pays. Il couvre quatre (04) régions (Kaolack, Diourbel, Kaffrine, et Fatick) et comprend trois (3) composantes : Composante A « Renforcement des capacités de transformation agro-industrielle et mise en marché » ; Composante B « Accroissement durable de la productivité des filières agro-industrielles » ; Composante C « Coordination, gestion et Suivi-évaluation ».

Dans le cadre de l'Agropole Centre, l'accent sera mis sur les conditions favorables au développement des industries agroalimentaires dans la région du Centre du Sénégal, la maîtrise technologique, le renforcement de la capacité technique et de gestion des entrepreneurs, la mise en place de systèmes financiers sous forme de Partenariat - Public - Privé (PPP) approprié et des stratégies de marketing permettant de répondre, de manière proactive, aux demandes/exigences des consommateurs et de la collectivité nationale d'une manière générale.

De plus, le projet Agropole Centre permettra une gestion centralisée de plateformes partagées d'infrastructures agro-industrielles pour de multiples produits et une communauté fonctionnelle de fabrication et de service. Mais aussi, il sera une force motrice de développement et d'industrialisation régionale à travers notamment l'amélioration de la valeur ajoutée agricole créée au niveau local.

Le projet d'Agropole Centre consistera, entre autres, à mettre en place un module régional de transformation agro-industrielle, dont les caractéristiques se présentent comme suit :

Un module régional de transformation : ce module régional sera implanté dans la Commune de Médina Sabakh située dans le Département de Nioro du Rip. Il est abrité par un site situé dans le village de Keur Sader où est issue la majorité des personnes impactées, en plus des villages de Keur Ngatane, Keur Ayip et Darou Rahmane. Les critères mis en avant pour ce choix sont la proximité des matières premières, l'accessibilité, la proximité de source d'énergie électrique, la proximité des marchés et la connectivité aux réseaux logistique et de transport et la disponibilité de l'assiette foncière. Ce module régional abritera des activités et des services spécialisés dans les domaines de l'administration, de la

transformation primaire des produits agricoles, de la commercialisation, de la logistique, les compétences et des formations, de l'énergie et l'environnement, le financement et les communications, l'entretien et les services sociaux de base ;

Programme préconisé au niveau du module régional de Kaolack : pour l'aménagement du module régional d**e** Kaolack prévu dans la Commune de Médina Sabakh (village de Keur Sader), il est préconisé, dans le cadre d'une tranche initiale, l'implantation de 2 unités agro-industrielles, ainsi qu'un complexe d'ateliers de transformation de produits agricoles et d'autres bâtiments connexes. A terme, le module sera implanté dans superficie globale de 15 ha mais il sera aménagé dans un premier temps sur une superficie d'environ 8,5 ha.

Filières prioritaires retenues au niveau du module régional de Kaolack : arachide, céréales (mil, maïs et sorgho) et sel.

4. OBJECTIF DU PLAN D'ACTIONS DE RÉINSTALLATION

Les objectifs du présent Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé du module régional de Kaolack à implanter dans la Commune de Médina Sabakh, sont les suivants :

- minimiser, dans la mesure du possible, la réinstallation involontaire et l'acquisition de terres, en étudiant toutes les alternatives viables dès la conception du projet ;
- s'assurer que les personnes affectées/déplacées sont consultées effectivement en toute liberté et dans la plus grande transparence et ont l'opportunité de participer à toutes les étapes charnières du processus d'élaboration et de mise en œuvre des activités de réinstallation involontaire et de compensation ;
- s'assurer que les indemnisations, s'il y a lieu, sont déterminées de manière participative avec les personnes en rapport avec les impacts subis, afin de s'assurer qu'aucune personne affectée par le projet ne soit pénalisée de façon disproportionnée ;
- s'assurer que la compensation des personnes affectées/déplacées soit faite selon le coût plein de réinstallation ;
- s'assurer que les personnes affectées, incluant les groupes pauvres et vulnérables, sont assistées dans leurs efforts pour améliorer leurs moyens d'existence et leur niveau et cadre de vie.

5. METHODOLOGIE DE PREPARATION DU PAR ABREGE

La démarche méthodologique adoptée dans la préparation du PAR Abrégé est basée sur deux approches complémentaires. La première est une approche participative qui a combiné, d'une part, la collecte et l'analyse de documents stratégiques, et d'autre part, des entretiens et des focus groups avec des acteurs et partenaires locaux concernés par le projet Agropole (services techniques de l'Etat, autorités administratives, élus locaux, populations locales affectées et riveraines du projet).

La seconde démarche est fondée sur une approche quantitative, basée sur l'administration d'un questionnaire et d'une fiche de recensement aux personnes affectées par les activités du projet. L'objectif visé étant de recenser les personnes et les biens affectés et de déterminer les profils socio-économiques des PAP ainsi que les conditions et moyens d'existences des personnes susceptibles d'être affectées par le projet, pour servir de base de calcul des compensations y afférentes.

A la suite de ces deux phases conduites par le consultant, la Commission Départementale de Recensement d'Evaluation des Impenses (CDREI) du Département de Nioro du Rip, mise en place par arrêté, a aussi procédé à la consultation des PAP dans le cadre de son travail de validation du PAR

abrégé, par la vérification sur le terrain des données et informations fournies par le consultant (recensement des PAP, évaluation des pertes, estimation des compensations). La CDREI a ensuite organisé et supervisé la séance de conciliation avec les PAP, qui a abouti à la signature de procès-verbaux d'accord à l'amiable avec le projet (Cf. annexes).

6. PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES SOCIOÉCONOMIQUES DE LA LOCALITÉ ABRITANT LES PAP

La Commune de Médina Sabakh est située dans l'Arrondissement de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, Région de Kaolack. Elle couvre une superficie de 229 km2 et est limitée :

- au Nord par la Commune de Ngayène ;
- au Sud et à l'Est par la République de Gambie ;
- à l'Ouest par l'Arrondissement de Paos Koto ;
- à l'Est par la République de Gambie.

La Commune de Médina Sabakh est majoritairement peuplée par des Wolofs qui constituent 80% de la population. Le second groupe ethnique est composé des Halpular qui représentent 18% de la population totale et le troisième groupe par les Mandingues qui représentent 2%.

La population totale de la Commune est de 52 142 habitants selon les projections de RGPHAE 2019. La population est légèrement dominée par les femmes (50,2%) contre (49,8%) des hommes. La densité tourne autour d'environ 534 hbts au km2 ; ce qui est supérieure à la densité nationale qui est de l'ordre de 90 hbts au km2.

La prédominance des femmes (avec plus de 50% de la population selon la répartition par sexe) dans la Commune peut s'expliquer par plusieurs facteurs notamment :

- la mortalité infanto-juvénile constatée plus chez les garçons que chez les filles. A cela s'ajoute les départs des jeunes talibés et les migrations des hommes en quête de travail vers les grandes villes ;
- l'émigration des hommes relativement importante dans la zone ;
- l'exposition des hommes à des métiers à risque (main d'œuvre, armée, etc.).

La population de la Commune est inégalement répartie sur le périmètre communal. Si la quasi totalité des 53 villages regroupe important nombre d'habitants respectivement par leur petite taille géographique et par leur statut de village, on note quand même des disparités démographiques au niveau village.

Les gros villages de Medina Sabakh qui sont Ndimba, Keur Ayip, Falifa, Payoma concentrent de fortes populations avec des densités qui dépassent la moyenne communale. En effet, de par sa position géographique et le dynamisme du commerce grâce à sa proximité avec la Gambie et à la traversée de la RN1 reliant Dakar au reste du pays, l'arrivée massive des étrangers.

L'urbanisation de la Commune devrait atteindre son paroxysme dans quelques années (en 2035). L'évolution démographique de la Commune va connaître une évolution mitigée dans les années à venir. En effet, Medina Sabakh connaît, de nos jours, de nombreuses difficultés socioéconomiques liées à la dégradation des ressources naturelles mais surtout à la pauvreté des sols, à la faiblesse relative du niveau de vie des populations, entre autres.

Ainsi, la vocation agropastorale des activités de la Commune favorise l'exode rural dont les foyers d'accueil sont les centres urbains sénégalais, principalement Dakar, la ville de Fatick et celle de Kaolack.

Cette situation s'explique, d'une part, par le fait que les activités économiques se limitent tout simplement aux pratiques de l'agriculture hivernale et de l'élevage pastoral de plus en plus vulnérable, ce qui fait que ces sous-secteurs présentent moins d'opportunités dans la génération des ressources économiques chez la population active.

La Santé : La Commune compte 04 postes de santé qui se trouvent à Medina Sabakh (village centre), Ndimba, Kohel et Falifa. Elle compte, également 08 cases de santé fonctionnelles qui se trouvent dans les villages de Santhie Médine, Djiguimar, Payoma, Keur katim Diama, Keur sett, Sanghap, Passy rip et Keur bakka bassine. On dénombre aussi dans la commune 05 cases de santé non fonctionnelles qui demandent à être rehabilitées, afin de pouvoir satifaire la demande sanitaire.

L'Hydraulique : La commune dispose d'infrastructures dans le secteur de l'hydraulique gérées de façon communautaire ou de manière individuelle. Il s'y ajoute que la qualité de l'eau est souvent propice à la consommation ou à la production ou les deux à la fois.

Le système d'approvisionnement en eau potable compte 08 forages de grande capacité de stockage compris entre 90 et 400m^3 qui assurent la desserte les 58 villages et hameaux de la Commune. Dans le cadre de la réforme de l'Etat du Sénégal sur l'eau potable marquée par la délégation de la gestion à des structures d'approvisionnement en eau seront sous la gestion d'OFOR. Le coût du m^3 d'eau varie entre au minimum 250 FCFA et à 300 FCFA à la borne fontaine publique.

Les puits (plus de 50 recensés) constituent encore un atout que les populations de la Commune peuvent exploiter. Le défi principal pour la Commune est de couvrir la totalité des villages et hameaux et assurer aux populations un service d'eau de qualité.

L'Agriculture : à l'instar du département de Nioro, l'agriculture hivernale constitue la principale activité économique de la Commune de Medina Sabakh. Elle tient une position importante dans le secteur agricole de la Commune. L'agriculture est pratiquée par 85% de la population active de Médina Sabakh (RGPHAE 2013). Du point de vue de la production, la Commune est réputée être performante. Les principales céréales cultivées dans la Commune sont : le mil, le niébé, la pastèque et d'autres spéculations.

Les céréales représentent la base de l'alimentation des populations de la Commune. A noter que la culture de pastèques connait une remontée exponentielle durant les cinq dernières années.

L'arachide en tant qu'activité de rente chez la majeure partie des agriculteurs est pratiquée à 94% dans les activités agricoles de la Commune. Elle représente l'essentiel des surfaces cultivées.

Matrice des filières productives à faire valoir dans la commune

COMMUNE	POTENTIEL SECTORIEL GLOBAL	POTENTIEL STRATEGIQUE
COMMUNE DE MEDINA SABAKH	Agricultue, élevage, commerce	▪ Cultures vivrières (mil, maïs, niébé, sorgho) ; ▪ Elevage pastorale (Bovins, petits ruminants)
	Culture maraîchère, embouche bovine, ovine	▪ Cultures de consommation (élevage destiné aux cérémonies religieuses, fêtes et autres)
	Petit Commerce, Commerce intercommunautaire	▪ Boutiques, gargotes, étables
	Produits de rente	▪ Activités connexes de l'élevage (lait)
	Activités de rente	▪ Culture de l'arachide, embouche bovine

Source : CAPRODIV, Août 2019

Elevage : l'élevage est une des activités économiques dynamiques à côté de l'agriculture et du commerce. Il est de type extensif et traditionnel et occupe la première position en matière de régénération des ressources économiques pour les pasteurs qui le pratiquent. Le cheptel est composé de bovins, de petits ruminants, d'équins, etc.

La Commune ne dispose pas suffisamment d'équipements de promotion du développement du secteur de l'élevage. A part le foirail communal qui sert de parc aux animaux errants aucune autre infrastructure n'est présente dans la Commune. Pourtant, la pratique de cette activité offre d'énormes avantages pouvant améliorer et influencer positivement la situation financière des ménages de plus en plus vulnérables face aux facteurs d'ordres climatiques, économiques voire sociaux.

Commerce : le commerce joue un rôle très important au niveau de la Commune de Médina Sabakh. Sa proximité avec la République gambienne favorise les activités commerciales dans la Commune. Les plus grands flux s'effectuent au niveau du village Keur Ayip Gueye, qui constitue l'épicentre de la transaction commerciale entre le Sénégal et la Gambie.

L'exploitation forestière : avec une étendue communale assez vaste et une faible densité, la Commune de Médina Sabakh dispose d'une forêt riche en produits animaux et végétaux. Les produits végétaux sont cueillis, préparés et vendus à des commerçants venus de Kaolack, Gambie, Dakar et des autres centres urbains du pays. Les exploitants ne se comportent pas comme des professionnels, ils font juste prévaloir un droit d'usage ménager. Ainsi, ils ne disposent d'aucune organisation et payent une taxe aux services des eaux et forêts pour l'acheminement des produits comme le bois mort vers les grandes villes.

Les quelques appuis pour la sauvegarde et l'exploitation des produits forestiers sont :

- l'Etat à travers le service des Eaux et forêts ;
- le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) à travers son projet biodiversité qui aide les populations dans la régénération forestière ;
- le Centre de Suivi Ecologique (CSE) pour la reconnaissance des mares et des feux de brousse.

A l'exception de quelques espèces résistantes à la pression humaine ou protégées, toutes les ressources animales et forestières de la Commune sont en diminution à causes des facteurs du changement climatique tels que les sécheresses répétées, les déforestations et émondages.

Les Mines et Industrie : dans la Commune aucune présence des firmes nationales ou internationales qui s'activent dans les domaines industrielles ou minières. Toutefois, force est de préciser que la Commune regorge d'atouts dans ce domaine. Des carrières et d'autres ressources minières comme le calcaire sont présentes dans beaucoup de villages de la Commune.

Par ailleurs, dans le cadre du Programme National des Plateformes Multifonctionnelles, il est prévu de réaliser des plateformes dans les villages à ressources minières.

Il serait opportun que les plateformes soient gérées par les GPF afin de faciliter une amélioration à l'accès aux sources énergétiques et de développer les activités productives et génératrice de revenu.

La Situation industrielle de la Commune : hormis les ateliers mécaniques à faibles productions, la Commune ne dispose aucune autre activité significative dans le secteur industriel. Les machines disponibles sur place sont les moulins à mil. L'installation d'une usine de transformation agro-alimentaire (mil, maïs et autres spéculations) devrait permettre, d'une part, une réduction non

négligeable du chômage et, d'autre part, de stimuler le développement de ces cultures en offrant un marché pour les récoltes.

L'Energie : l'électricité est l'une source d'énergie utilisée dans la Commune de Médina Sabakh. Cependant seuls trois villages sont accès à l'électricité par les 54 villages. Il s'agit des villages de Médina Sabakh, Ndimba Ndiayenne et Keur Ayip Gueye. Dans le cadre du plan d'actions (2021-2025) du Plan de Développement Communal (PDC), l'accès à l'électricité y occupe une place de choix.

L'accès à l'énergie est aussi assuré par le gaz butane. Ce dernier est largement utilisé dans les foyers depuis l'instauration de la politique de préservation de la nature prônée par l'Etat depuis les années 70.

Toutefois, le bois de chauffe reste la source la plus utilisée par les femmes de ménage dans la Commune de Médina Sabakh. Cela s'explique, entres autres, par le caractère rural de la Commune, par son accessibilité plus facile et moins coûteux, et d'autre part, par des facteurs socio-économiques voire culturels.

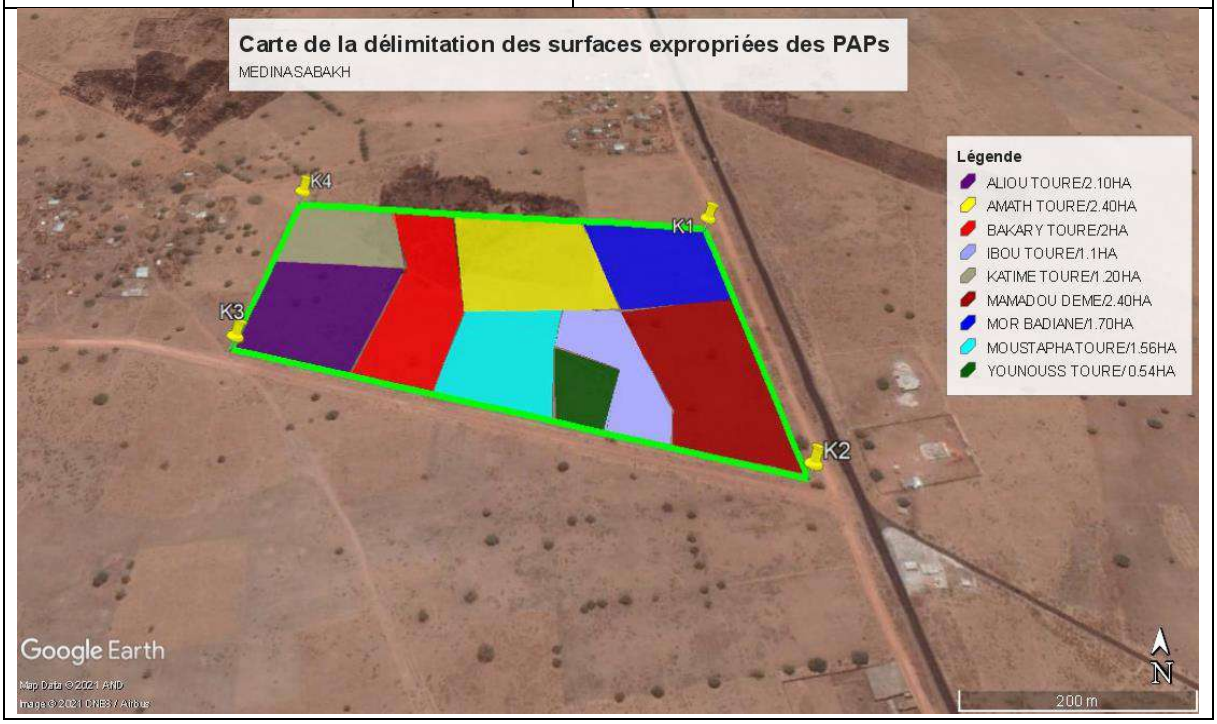
L'Environnement, adaptation aux changements climatiques : l'homme reste l'élément essentiel qui contribue à la dégradation de l'environnement. La coupe abusive des arbres à la recherche de bois de chauffe et l'exploitation minière des firmes internationales restent les facteurs principaux de la menace environnementale dans la Commune.

Il faut dire aussi, que la pratique de l'agriculture dans la zone, caractérisée par la monoculture a fini d'appauvrir les sols, occasionnant du coup une baisse de plus en plus importantes des rendements agricoles. Il faut noter que des spéculations sont développées à travers des jardins communautaires avec des rendements importants. La nature des sols constituée en majeur partie de sols dior, favorise l'infiltration des eaux de pluie, ce qui fait que la Commune n'est pas confrontée à des problèmes d'inondation.

Les images ci-dessous, illustrent la localisation, les coordonnées, ainsi que les caractéristiques du site de Médina Sabakh.

Localisation	Coordonnées	Caractéristiques	Inconvénients
Commune de Médina Sabakh	13,619372 ; -15,6117899	Surfaces disponibles ; En bordure de la N4 (Kaolack-Gambie) ; Ligne moyenne tension en bordure de la RN4 ; Terrains situés au nord de la piste (dir. Kohel) ;	Parcelle traversée par la N4 ; Présence de terrains agricoles cultivés ; Présence de quelques pieds d'arbres ; Présence des habitations à quelque mètre (trop proche du site à une distance d'environ 100 à 135 m) et d'une station de service ; Terrains à usage d'habitations octroyé à des propriétaires ;
Carte de localisation du site de Médina Sabakh pour l'emplacement du module régional de kaolack			

Image d'illustration du site de Médina Sabakh



Source : Enquête terrain du Consultant, 2020

Les enjeux environnementaux et sociaux de la zone de Kaolack
❖ **Les contraintes physiques et climatiques pour l'agriculture** Elles concernent essentiellement les facteurs physicochimiques des sols et les facteurs climatiques pouvant affecter l'agriculture, parmi lesquels nous citons : ➢ l'appauvrissement des sols causé par l'insuffisance des amendements, ➢ les changements climatiques qui peuvent se manifester par des pauses pluviométriques, un arrêt précoce des pluies, des inondations, des vents, ..., ➢ l'avancée de la salinisation des terres réduit les sols de culture et entraîne une pression, ➢ les ravinements, l'érosion hydrique et éolienne comme constatés respectivement dans les Départements de Nioro et de Guinguinéo (plus ou moins), contribuent à la réduction de l'assiette foncière cultivable. ❖ **Les contraintes techniques pour l'agriculture** Elles sont relatives à l'insuffisance d'utilisation des semences certifiées, des engrais et du matériel agricole, entrainant de ce fait, une faiblesse, surtout au niveau des exploitations familiales, qui sont majoritaires dans la zone. D'ailleurs, elles sont caractérisées par une inapplication d'itinéraires techniques performants et rentables, liée le plus souvent à une insuffisance du maillage des conseillers agricoles. ❖ **Les contraintes socio-économiques pour l'agriculture** Ces inconvénients affectent essentiellement deux volets très importants, le sociale et l'économie, qui sont en étroite relation avec l'agriculture. Dans cette catégorie de contraintes, nous notons entre autres : ➢ l'insuffisance de bonnes pistes pour l'acheminement du matériel, des intrants agricoles et l'accès aux marchés, surtout dans le Département de Nioro, malgré les efforts de l'ex PAFA et les réalisations du PUDC ➢ l'insuffisance de magasins de stockage et la vétusté de ceux qui existent ; ➢ les difficultés d'accès aux financements des petits producteurs ; ➢ l'insuffisance de la participation d'une importante partie des producteurs dans les structures organisationnelles censées les représenter ; ➢ le manque de résultats et performances des exploitations agricoles familiales, du fait qu'elles ne sont pas considérées par leurs propriétaires, comme des micros, petites ou moyennes entreprises agricoles devant être compétitives et rentables.

7. IMPACTS SOCIOÉCONOMIQUES SUR LES PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET

Les principales activités du projet qui engendreront la réinstallation, sont essentiellement la libération des emprises, pour la réalisation des aménagements relatifs au module régional de Kaolack.

La zone d'impacts comprend l'ensemble de la zone du projet où les activités vont être réalisées sur 15 ha, c'est à dire dans la Commune de Médina Sabakh, plus précisément dans les villages de Keur Sader, de Santhie Sader, Keur Ngatane, Passirip et Keur Lahine. Le terrain du site se situe aux coordonnées géographiques : 13,619372 ; -15,6117899.

Le projet va générer des impacts positifs considérables sur les économies locales. Les activités et aménagements prévus vont avoir des retombées économiques considérables sur les populations en termes d'emplois créés et de revenus générés du fait de l'utilisation de la main-d'œuvre locale et le développement des services et activités connexes qui dynamiseront l'économie locale et seront

susceptibles de fixer les jeunes dans leur terroir, voire inverser le mouvement migratoire. En effet, il est globalement attendu du projet 26.688 emplois dont 15.556 emplois directs. Le projet s'évertuera à embaucher en priorité la main-d'œuvre non qualifiée issue des villages de Keur Sader, Keur Ngatane, Keur Ayip et Darou Rahmane, qui abritent les personnes qui seront impactées par le projet. Cette amélioration des revenus des populations locales va contribuer à lutter contre la pauvreté. Les aménagements proposés vont aussi favoriser l'intensification et la diversification des productions et par conséquent l'augmentation des productions agricoles.

Au niveau national, 32,1% des ménages ont comme première source de revenus l'agriculture. Par conséquent, un accroissement significatif de la productivité du travail agricole va se traduire par une nette amélioration de la sécurité alimentaire, tout en renforçant la résilience des communautés ciblées.

Le projet va contribuer à réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le département de Kaffrine, d'abord au niveau local, ensuite au niveau national. En effet, le projet va accroître la productivité de l'agriculture, et par conséquent les stocks céréaliers des ménages. Il va contribuer à réduire la pauvreté, la diversification de la diète et au renforcement de la capacité de résilience des ménages et des communautés locales qui seront aussi appuyés par l'Agropole.

Le foncier affecté par l'implantation du module régional de Kaolack (Médina Sabakh) est exclusivement constitué de parcelles de terres agricoles. De façon spécifique, le projet couvre une superficie totale de 15 ha détenus par neuf (09) personnes. Le projet engendrera auprès de ces personnes une perte définitive de terres sans pour autant que ces personnes aient à se déplacer physiquement.

Au moment de la cession des terres aucune infrastructure n'était érigée sur les parcelles et les neuf (09) PAPs habitent ailleurs que sur l'emprise des travaux du projet. Donc le projet n'engendrera aucune perte d'infrastructure et n'occasionnera aucun déplacement physique.

La mise en place du module régional de Kaolack va générer des impacts négatifs sur les personnes, les biens et les moyens de subsistance, liés à l'acquisition des terres. Ces impacts concernent :

- la perte de terres agricoles 15 ha pour 09 PAP tous des hommes ;
- la perte de 37,5 tonnes de cultures d'arachide, de 60 tonnes de cultures de céréales (15 tonnes de mil et 45 tonnes de maïs) et 1500 sacs de fane d'arachide sur une superficie de terres agricoles de 15 ha, ainsi que les revenus générés par ces cultures pour 09 PAP ;
- la perte de 17 arbres fruitiers et forestiers (09 *Cordyla Pinnata* « Dimb», 01 *Prosopis Africana* « Ir » et 07 *Azadirachta indica* « Neem ») pour 04 PAP.

Synthèse des impacts liés à l'acquisition des terres

Région/ Commune	Localité	PAP	Superficie (ha) affectée	Quantité (tonne/sac) par type de culture	Quantité par type d'arbre
Kaolack/Médina Sabakh	Keur Ayib	MRK01	1,7	- 4,25 t d'arachides - 1,7 t de mil - 5,1 t de maïs - 170 sacs de fane d'arachide	- 02 Cordyla Pinnata - 01 Propopis Africana
Kaolack/Médina Sabakh	Keur Sader	MRK02	2,1	- 5,25 t d'arachides - 2,1 t de mil - 6,3 t de maïs - 210 sacs de fane d'arachide	- 04 Cordyla Pinnata
Kaolack/Médina Sabakh	Keur Sader	MRK03	2,4	- 6 t d'arachides - 2,4 t de mil - 7,2 t de maïs - 240 sacs de fane d'arachide	- 07 Azadirachta indica
Kaolack/Médina Sabakh	Keur Sader	MRK04	1,2	- 3 t d'arachides - 1,2 t de mil - 3,6 t de maïs - 120 sacs de fane d'arachide	- 03 Cordyla Pinnata
Kaolack/Médina Sabakh	Keur Ngatane	MRK05	2	- 5 t d'arachides - 2 t de mil - 6 t de maïs - 20 sacs de fane d'arachide	0
Kaolack/Médina Sabakh	Keur Sader	MRK06	1,56	- 3,9 t d'arachides - 1,56 t de mil - 4,68 t de maïs - 156 sacs de fane d'arachide	0
Kaolack/Médina Sabakh	Keur Sader	MRK07	1,1	- 2,75 t d'arachides - 1,1 t de mil - 3,3 t de maïs - 110 sacs de fane d'arachide	0
Kaolack/Médina Sabakh	Keur Ngatane	MRK08	0,54	- 1,35 t d'arachides 0,54 t de mil - 1,62 t de maïs - 54 sacs de fane d'arachide	0
Kaolack/Médina Sabakh	Darou Rahmane	MRK09	2,4	- 6 t d'arachides - 2,4 t de mil - 7,2 t de maïs - 240 sacs de fane d'arachide	0

Total		**09 PAP**	**15 ha**	**97,5 t et 1500 sacs**	**17 arbres**

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, juillet 2021

8. CADRE LÉGAL ET INSTITUTIONNEL EN MATIÈRE DE RÉINSTALLATION

a. Cadre légal d'expropriation foncière et exigences de la BAD en matière de réinstallation involontaire des populations

Le Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé du Projet Agropole Centre, plus particulièrement celui du module régional de Kaolack, repose sur la législation nationale du Sénégal en matière de gestion foncière et d'expropriation pour cause d'utilité publique et les Sauvegardes Opérationnelles (SO) de la Banque Africaine de Développement (BAD), notamment la Sauvegarde Opérationnelle n°2 (SO2) relative à la « Réinstallation Involontaire : acquisition de terres, déplacement et d'indemnisation ». En cas d'écarts entre les deux procédures, c'est celle qui est plus avantageuse pour les populations impactées qui sera appliquée.

❖ ***Régime foncier du Sénégal et ses textes de loi***

La législation foncière du Sénégal est constituée de plusieurs textes, qui permettent de diviser les terres du Sénégal en trois catégories que sont :

- **le domaine national** : le domaine national est régi par la loi 64-46 du 17 juin 1964 et son décret d'application n°64-573 du 30 juillet 1964 ;
- **le domaine de l'État** : selon l'article 2 de la loi de 76-66, le domaine public de l'État regroupe *"les biens qui, en raison de leur nature ou de la destination qui leur est donnée, ne sont pas susceptibles d'appropriation privée"*. Il est divisé en domaine public naturel et domaine public artificiel ;
- **le domaine des particuliers** : le domaine des particuliers est constitué des terres immatriculées appartenant aux particuliers. Pendant longtemps, il a été organisé par le Code civil et le décret du 26 juillet 1932 réorganisant le régime de la propriété en Afrique Occidentale Française. Mais, en 2011, la loi n° 2011-07 du 30 mars 2011 portant régime de la propriété foncière, a abrogé les dispositions antérieures en réactualisant la réglementation pour la mettre en harmonie avec l'arsenal juridique en vigueur au Sénégal.

Les terres du module régional de Kaolack se situent sur le domaine national.

❖ ***Domaine national et ses textes de lois applicables au projet***

La loi 64-46 du 17 juin 1964 et son décret d'application n°64-573 du 30 juillet 1964, sont les textes juridiques qui régissent le domaine national. L'article premier de la loi sur le domaine national dispose ce qui suit : *«constituent de plein droit le domaine national, toutes les terres non classées dans le domaine public, non immatriculées ou dont la propriété n'a pas été transcrite à la conservation des hypothèques à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ne font pas non plus partie de plein droit du domaine national les terres qui, à cette date, font l'objet d'une procédure d'immatriculation au nom d'une personne autre que l'État»*. La loi 64-46 du 17 juin 1964, à son article 4, divise les terres du domaine national en quatre zones que sont : les zones pionnières, les zones urbaines, les zones classées et les zones des terroirs.

Les terres du projet se situent dans les « zones des terroirs ». La zone des terroirs est définie à l'article 7 de la loi 64-46 du 17 juin 1964 sur le domaine national. Cet article stipule que *« la zone des terroirs correspond, à la date de la publication de la présente loi, aux terres qui sont régulièrement exploitées pour l'habitat rural, la culture ou l'élevage ».*

L'article 13 de la loi 64-46 du 17 juin 1964 précise la condition d'immatriculation des terres des zones des terroirs. Cet article stipule en effet, *que « l'Etat ne peut requérir des terres du domaine national constituant des terroirs, ou affectées par décret en vertu de l'article 11, que pour la réalisation d'opérations déclarées d'utilité publique ».* La déclaration d'utilité publique qui déclenche cette procédure, est faite sous forme de décret signé par le Président de la République du Sénégal ou d'arrêté ministériel. Cette déclaration d'utilité qui désigne la zone concernée, sera suivie de l'estimation, par la Commission de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) du ressort, des indemnités à verser aux occupants.

Le décret 91-838 du 22 août 1991 portant modification de la loi 64-46 du 17 juin 1964 sur le domaine national, permet à tous les occupants d'être indemnisés. L'indemnité doit être octroyée en nature ou en espèce.

- ***Autres textes de lois applicables au projet***

La loi 11-2004 du 26 mars 2004, abrogeant la loi 76-67 du 02 juillet 1976, et son décret d'application, constituent les bases légales pour les procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique. L'article premier de cette loi, stipule que *« l'expropriation est une procédure qui permet à la puissance publique d'obtenir sous forme de session forcée, à son profit, de tout ou partie d'un bien immobilier en vue de la réalisation d'un objectif d'utilité publique et moyennant le paiement d'une indemnité juste et préalable »*. L'article 11 de ladite loi, précise que *« l'utilité publique est déclarée par un décret ou un arrêté ministériel qui en fixe la durée de validité, le périmètre concerné et le délai pendant lequel l'expropriation devra être réalisée »*. L'article 13 de la loi 11-2004 du 26 mars 2004 précise le rôle et la composition de la Commission de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) qui consiste essentiellement à *« déterminer contradictoirement les parcelles à exproprier, d'en rechercher les propriétaires, les titulaires des droits réels immobiliers et d'autres intéressés ».*

La loi 2013-10 du 28 décembre 2013 portant Code général des collectivités territoriales est aussi applicable au projet, en ce sens que les terres du domaine national, notamment celles des zones des terroirs où se situe le foncier du module régional de Kaffrine, sont gérées par les Collectivités territoriales (Communes rurales). A l'étape initiale, leur mise à disposition requiert un avis du Conseil Départemental et une délibération du Conseil municipal approuvée par le Préfet. L'article 13 de cette loi, stipule que, « l'Etat peut transférer à une collectivité locale la gestion d'une partie de son domaine public. Il peut également cogérer avec une collectivité locale ou lui affecter ou céder, à titre onéreux ou gratuit, des biens de son domaine privé se trouvant dans le ressort territorial de celle-ci. Pour des motifs d'intérêt général, l'Etat se réserve le droit de reprendre tout ou partie de ces biens à charge d'en rembourser les impenses conformément aux lois et règlements. Les règles relatives au classement, au déclassement, au transfert, à l'affectation, à la désaffectation et à l'aliénation du domaine d'une collectivité locale sont fixées par la loi ». En outre, l'article 31 de la loi 2013-10 du 28 décembre 2013 sur les collectivités territoriales, cite parmi les compétences du conseil municipal, « l'affectation et la désaffectation des terres du domaine national ». En effet, la loi n° 2013-10 portant Code général des Collectivités locales dispose que pour tout projet ou opération de l'État sur les terres des zones des terroirs du domaine

national, celui-ci prend la décision après avis du conseil départemental et du conseil municipal concernés.

❖ ***Politique de la BAD en matière de déplacement involontaire des populations***

En ce qui concerne la politique de la BAD en matière de déplacement involontaire des populations (2003), elle est opérationnalisée au travers de la Sauvegarde Opérationnelle (SO) n°2 intitulée « Réinstallation Involontaire : Acquisition des terres, déplacements de populations et indemnisation ». Cette SO vise à intégrer dans les opérations de la Banque, la réinstallation des personnes/populations affectées par des projets entraînant des déplacements physiques et/ou économiques. Cette SO vise à garantir que les personnes qui doivent être déplacées soient traitées de façon juste et équitable, et d'une manière socialement et culturellement acceptable, qu'elles reçoivent une compensation et une aide à la réinstallation de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer un revenu, leurs niveaux de production et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés, et qu'elles puissent bénéficier des avantages du projet qui induit leur réinstallation.

Les écarts entre la législation sénégalaise et la SO2 de la BAD porte essentiellement sur les points suivants :

- la consultation précoce des PAP et leur participation à toutes les étapes du processus de réinstallation y compris sur les choix de réinstallation ;
- la compensation selon le coût plein de réinstallation ou le coût de remplacement intégral de l'ensemble des pertes subies ;
- la compensation en nature des terres agricoles de préférence en lieu et place d'une compensation en espèces ;
- l'assistance aux personnes vulnérables durant tout le processus de réinstallation à travers des mesures spécifiques ;
- l'assistance aux personnes et communautés affectées dans le rétablissement et l'amélioration de leurs moyens d'existence (mesures d'accompagnement) ;

Le cadre légal du Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé du Projet Agropole Centre, plus particulièrement celui du module régional de Kaolack, repose sur la législation nationale du Sénégal en matière gestion foncière et d'expropriation pour cause d'utilité publique et les Sauvegardes Opérationnelles (SO) de la Banque Africaine de Développement (BAD), notamment la Sauvegarde Opérationnelle n°2 relative à la « Réinstallation Involontaire : acquisition de terres, déplacement et d'indemnisation ». En cas d'écarts entre les deux procédures, c'est celle qui est plus avantageuse pour les populations impactées qui sera appliquée.

b. Cadre institutionnel de la réinstallation au Sénégal

Le présent chapitre présente les institutions et structures, publiques ou privées, qui ont été impliquées à ce jour ou qui seront impliquées dans le processus de réinstallation des populations affectées par le projet.

Les structures de mise en œuvre ont été mises en place de telle manière à assurer une participation des populations affectées tout au long du processus de réinstallation. Des structures spécifiques telles que la présence d'une structure accompagnatrice, la création d'un comité local de médiation et la présence d'un comité de pilotage permettront de renforcer la concertation entre les PAP et le projet.

❖ ***Dispositif institutionnel et responsabilités dans la mise en œuvre du PAR Abrégé***

La réussite de la procédure d'indemnisation dépendra, dans une large mesure, de l'organisation qui sera mise en place et de la définition du rôle et des responsabilités des institutions impliquées. En tant que maître d'ouvrage, la mise en œuvre du PAR Abrégé sera sous l'autorité du Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries (MDIPMI).

Dispositif institutionnel		
Institutions	**Responsable**	**Responsabilités**
Comité de Pilotage du Projet Agropole Centre	Président du Comité de Pilotage	• Validation du PAR Abrégé • Plaidoyer pour la mobilisation de la contrepartie • Supervision du processus de réinstallation des PAP
Cellule d'Exécution du Projet (CEP) Agropole Centre	Coordonnateur de la CEP Agropole Centre	• Surveillance de la planification et de la mobilisation par le Ministère en charge des Finances des ressources financières allouées aux indemnisations/compensations ; • Instruction de la Demande de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du module régional de Kaolack (Médina Sabakh)
	Spécialiste en Sauvegardes et Sociales (SSS) de la CEP Agropole Centre	• Saisine du Préfet pour la mise en place de la Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) ; • Collaboration étroite avec la commune ou autres organes d'exécution ; • Suivi de la mobilisation des ressources financières allouées aux indemnisations/compensations ; • Instruction et suivi du paiement des indemnisations/compensations aux PAP ; • Participation au recrutement des consultants/ONG chargés de l'accompagnement social des PAP dans le processus de réinstallation ; • Supervision Suivi/évaluation de la réinstallation ; • Diffusion du PAR Abrégé auprès du public concerné après validation de la BAD ; • Rapportage périodique de l'état d'avancement de la mise en œuvre du PAR Abrégé ; • Mise en place du Comité de Local de Médiation, du Comité Communal, et du Comité Régional de Gestion des Plaintes • Surveillance du bon fonctionnement du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) et de la bonne tenue des registres de gestion des plaintes
Ministère chargé des Finances	Direction Générale des Impôts et Domaines (DGID)	• Consultation des services du Cadastre et de l'Urbanisme pour le traitement de la Demande de Déclaration d'Utilité Publique du module régional de Kaolack (Médina Sabakh) ; • Convocation de la Commission de Contrôle des Opérations Domaniales (CCOD) pour statuer sur la Demande de Déclaration d'Utilité Publique du module régional de Kaolack (Médina Sabakh) ; • Prise du décret de Déclaration d'Utilité Publique du module Régional de Kaolack (Médina Sabakh) et immatriculation au nom du FONSIS

Dispositif institutionnel		
Institutions	**Responsable**	**Responsabilités**
	Direction de la Programmation Budgétaire (DPB)	• Mobilisation et affectation des ressources financières allouées aux indemnisations/compensations ;
Ministère Intérieur	Préfet de Nioro	• Mise en place de la Commission Départementale de Recensement et d'Évaluation des Impenses (CDREI) ; • Mise en place du Comité Local de Médiation et du Comité Communal de Gestion des Plaintes par arrêtés
Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI)	Membres	• Recensement des PAP, évaluation des pertes, et estimation des indemnisations/compensations, en vérification des résultats du PAR Abrégé sur la base de la législation sénégalaise complétée par les principes et dispositions de la SO2 de la BAD relative à la réinstallation involontaire ; • Validation/actualisation du PAR Abrégé sur la base des résultats de ses travaux ; • Convocation et présidence de la Commission de Conciliation/négociations avec les PAP ; • Paiement des indemnisations/compensations ; • Libération des emprises foncières
Commune de Médina Sabakh	Maire de Médina Sabakh	• Appui à la diffusion du PAR Abrégé ; • Appui à la mise à disposition des Attestations d'Exploitation coutumière aux PAP dont les terres sont impactées par le module régional de Kaolack (Médina Sabakh) ; • Appui à la mise en place du Comité Local de Médiation et du Comité Communal de Gestion des Plaintes ; • Participation au suivi de proximité
	Chef du village de Keur Sader	• Mise à disposition des Attestations d'Exploitation coutumière aux PAP dont les terres sont impactées par le module régional de Kaolack (Médina Sabakh) ; • Participation au Comité Local de Médiation et au Comité Communal de Gestion des Plaintes ; • Appui à la diffusion du PAR Abrégé
	Comité Local de Médiation et Comité Communal	• Appui à la diffusion du PAR Abrégé • Gestion des Plaintes (enregistrement des plaintes et traitement des plaintes); • Participation à la procédure d'indemnisation/compensation ; • Participation au suivi local

Dispositif institutionnel		
Institutions	**Responsable**	**Responsabilités**
Consultants/ONG recrutés par la CEP Agropole Centre		• Accompagnement social des PAP et des projets de développement communautaire ; • Évaluation d'étape, à mi-parcours, et finale de la mise en œuvre du PAR Abrégé et de ses impacts
PAP/Communautés locales		• Participation au Comité Local de Médiation et au Comité Communal ; • Participation au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre du PAR Abrégé.
Justice		• Jugement et résolution par voie judiciaire des conflits (en cas de désaccord avec les PAP sur le règlement à l'amiable des indemnisations/compensations)

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, juillet 2021

c. Évaluation des capacités des acteurs institutionnels en matière de réinstallation

Les structures nationales (Mairies, Cadastre, Urbanisme, Domaine, Agriculture, Eaux et Forêts, Environnement) impliquées dans les opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique ont une longue expérience dans les procédures de recensement et d'indemnisation des personnes affectées par les projets de l'Etat au Sénégal. Ces structures qui opèrent dans le cadre des Commissions Départementales de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) mises en place par arrêtés pris par les Préfets du ressort ont, cependant, tendance a toujours travaillé en se référant aux textes législatifs et réglementaires qui régissent les procédures nationales en matière d'expropriation (loi 64-46 du 17 juin 1964 sur le domaine nationale, loi 11-2004 du 26 mars 2004 abrogeant la loi 76-67 du 02 juillet 1976 sur l'expropriation pour cause d'utilité et son décret d'application, etc.).

Ce faisant, ces CDREI font souvent face à des difficultés lorsqu'elles doivent faire le travail dans le cadre des projets de l'Etat appuyés par des Banques Multilatérales de Développement (BMD) telles que la Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement (BAD) qui ont des politiques de déplacement et de réinstallation involontaires des populations. Pour cause, la plupart des structures membres des CDREI n'ont pas une maîtrise des principes et des procédures qui régissent ces politiques de réinstallation des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et qui sont pourtant applicables et exigés dans le cadre des opérations et projets d'investissement qu'ils financent au profit de l'Etat du Sénégal.

C'est la raison pour laquelle, dans le cadre de la mise en œuvre du PAR Abrégé du module Régional de Médina sabakh, leurs capacités seront renforcées pour optimiser leur intervention en conformité avec les principes et procédures de la Sauvegarde Opérationnelle (SO) n°2 de la BAD relative à la « Réinstallation involontaire : acquisition des terres, déplacement et indemnisation des populations ».

Cette formation portera notamment sur les principes et procédures d'acquisition des terres et la prise en compte des aspects sociaux liés à la réinstallation (consultation des PAP pour avoir leur consentement, application du principe de la hiérarchie des mesures d'atténuation dans la sélection des sites, etc.), les procédures d'enquêtes, de recensement, d'évaluation des biens, de mise en œuvre et de suivi du PAR Abrégé, etc. Il sera identifié les personnes clés au sein de la CDREI pour le partage et le transfert de connaissances.

9. PLAN DE COMPENSATION

a. Propriétaires légaux, évaluation des droits de propriété et critères éligibilité

En adéquation avec la SO2 de la BAD sur la réinstallation involontaire, trois groupes de personnes déplacées vont avoir le droit à une indemnité ou à une assistance de réinstallation pour la perte de terres, de cultures, d'arbres fruitiers, et de revenus impactés par l'implantation du module régional de Médina Sabakh:

- ceux qui ont des droits légaux formels sur les terres ou autres biens reconnus en vertu des lois du pays concerné ;
- ceux qui n'auraient pas de droits légaux formels à la terre ou à d'autres actifs au moment du recensement ou de l'évaluation, mais peuvent prouver qu'ils ont une réclamation qui serait reconnue par les lois coutumières du pays ;
- ceux qui n'ont pas de droits légaux ou de réclamation reconnaissables sur les terres qu'ils occupent dans le domaine d'influence du projet, et qui n'appartiennent à aucune des deux

catégories décrites ci-dessus, mais qui, par eux-mêmes ou via d'autres témoins, peuvent prouver qu'ils occupaient le domaine d'influence du projet pendant au moins 6 mois avant une date butoir établie par l'emprunteur ou le client et acceptable pour la Banque.

Les personnes éligibles dans le cadre du projet sont constituées que de personnes physiques et de personnes morales.

- **Individu affecté** (Personne Physique) : un propriétaire ou exploitant d'une terre à usage agricole et toutes autres personnes économiquement actives sur l'emprise qui seront contraintes de laisser ou déplacer leurs biens et activités en raison de la réalisation du projet. Ces sujets constituent des personnes affectées par le projet ;
- **Communautés** (Personne morale) : les communautés subissant des pertes collectives du fait de la perte d'accès à la zone d'empreinte du projet et à la perte de ressources du fait des abattages d'arbres sont aussi considérées comme une catégorie de Personnes Affectées par le Projet (PAP) éligibles à la compensation (exemple des exploitants des produits forestiers).

b. Recensement et date d'éligibilité

La date limite d'éligibilité correspond à la date d'achèvement des opérations de recensement des pertes, à laquelle les biens affectés sont éligibles à la compensation. Dans le cadre dudit projet, cette date correspond au 18 juillet 2021. A cet effet, un communiqué de cette date butoir a été rédigé et transmis au Chef de village de Keur Sader le 14 juillet 2021. Avant ce communiqué, le Chef de village avait été préalablement infofrmé au téléphone et l'information était déjà largement diffusée auprès des PAP potentielles (voir annexe).

Sur la base du recensement, le projet a occasionné des pertes de 03 catégories de biens appartenant à neuf (09) PAP. Les biens affectés par le projet s'établissent comme suit :

- la perte définitive de terres agricoles 15 ha pour 09 PAP de sexe masculin ;
- la perte de 37,5 tonnes de cultures d'arachide, de 60 tonnes de cultures de céréales (15 tonnes de mil et 45 tonnes de maïs) et 1500 sacs de fane d'arachide sur une superficie de terres agricoles de 15 ha, ainsi que les revenus générés par ces cultures pour 09 PAP ;
- la perte de 17 arbres fruitiers et forestiers (09 *Cordyla Pinnata* « Dimb», 01 *Prosopis Africana* « Ir » et 07 *Azadirachta indica* « Neem ») pour 04 PAP.

Les quatre (04) critères de vulnérabilité ci-dessous, ont permis d'identifier et de recenser les PAP vulnérables :

- être veuve (femme cheffe de ménage) ;
- être âgé de 60 ans et plus sans autre source de revenus ;
- avoir un handicap (moteur, visuel, auditif) ;
- avoir 15 personnes et plus en charge.

Sur la base de ces critères, toutes les neuf (09) PAP ont été jugées vulnérables. Parmi elles, 08 PAP ont au moins 15 personnes à leur charge et 01 PAP, en plus de ce critère, est agée de 60 et plus sans aucune autre source de revenus. Par ailleurs, aucune perte communautaire n'a été notée.

c. Principes d'indemnisation et taux applicables

L'évaluation sera faite sur la base de la valeur acquise, qui correspond à la valeur actualisée et qui prend en compte la valeur intrinsèque du bien considéré, mais aussi la plus-value qui s'y est incorporée (correspondant au renchérissement général du coût des biens). En outre, la loi 64-46 du 17 juin 1964 dans sa version modifiée par le décret 91-838 du 22 août 1991, permet à tout occupant du domaine national faisant l'objet de déplacement d'être indemnisé. La compensation en espèces est le principe dans la législation sénégalaise lorsqu'il s'agit d'une expropriation pour cause d'utilité publique ou de retrait d'une terre du domaine national. Du fait de l'absence de barème dans le décret, les indemnités proposées ci-après, semblent correctes pour compenser l'intégralité du préjudice subi, suivant le principe du coût plein de réinstallation ou coût de remplacement intégral.

- ***Terres***

Etant donné les contraintes de disponibilité de terres dans la zone et le risque d'exacerbation des conflits fonciers qui peuvent émaner de la désaffectation d'autres acteurs au profit des PAP, la Commune de Médina sabakh a exclu toute possibilité d'octroyer des terres de substitution aux PAP. Les terres affectées par l'implantation du module régional de Kaolack (Médina Sabakh) sont donc compensées en espèces au prix du marché, en intégrant les coûts de transactions éventuels pour l'acquisition de nouvelles terres et une aide forfaitaire de 150.000 F CFA/ha pour leur préparation (apprêtement et fertilisation des nouvelles pour atteindre au moins le niveau de production des terres perdues).

- ***Cultures***

Les pertes de cultures annuelles (arachide, mil, maïs) sont compensées selon la valeur de production annuelle (pour une campagne).

La valeur d'une production annuelle est calculée à partir du rendement estimé de la culture pendant la dernière campagne et le prix unitaire de la culture sur le marché de collecte (Valeur de la production = superficie (ha) * rendement (kg/ha) * prix unitaire du produit (prix/kg) ;

Ces informations sont obtenues et validés en discutant avec les PAP.

- ***Arbres fruitiers et forestiers***

Pour les cultures pérennes (arbres fruitiers et forestiers), il est considéré la valeur de la production perdue jusqu'à ce que l'arbre atteigne sa phase de production (coût de compensation des arbres forestiers = valeur de production * nombre d'année jusqu'à phase de production).

La valeur de la production est déterminée comme suit : production annuelle moyenne par pied en kg * nombre de pieds * valeur de la production sur le marché.

Ces informations sont obtenues et validées en discutant avec les PAP.

- ***Pertes de revenus***

Les personnes économiquement déplacées sont obligatoirement privées de leurs sources de revenu pendant un certain temps, c'est-à-dire la vente des produits issus des cultures (arachide, mil, maîs) et du bois d'œuvre. Même si elles disposent de nouvelles terres, il leur faut du temps pour les aménager, les cultiver, et de voir les arbres atteindre le stade de maturation et de production. Sur la base de l'enquête socio-économique, une compensation pour perte de revenu sera prise en compte. Elle

couvrira toute la période de transition et sera calculée sur la base du revenu journalier de la catégorie socioprofessionnelle, qu'elle soit dans le secteur formel ou informel.

- ***Indemnité de vulnérabilité***

Les PAP jugées vulnérables sur la base des quatre (04) critères retenus auront une indemnité forfaitaire de vulnérabilité d'un (01) million de F CFA, en plus des compensations auxquelles elles ont droit. L'indemnité forfaitaire est cumulative en fonction des types de vulnérabilité décelés chez la personne.

d. Estimation des pertes actualisées et leur coût de compensation intégrale

La base d'évaluation des pertes et de leur compensation a été expliquée aux 09 PAP durant les différentes phases de consultations (consultation publique, enquêtes socioéconomiques et recensement des biens affectés, phase de conciliation). Globalement les compensations telles que mentionnées dans les tableaux qui suivent, sont conformes aux coûts de compensation intégrale. Leur approbation par les PAP s'est traduite par la signature de procès-verbaux d'accords à l'amiable, sous l'égide de la Commission de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) de Nioro du Rip, avec un taux de conciliation de 100%.

- ***Compensation des pertes de terres agricoles***

Module	N° Code PAP	Superficie (ha)	Prix de cession (ha) selon le coût du marché majoré	Montant compensation pertes de terres (F CFA)	Montant de l'aide à la préparation de nouvelles terres (F CFA)	Montant intégral de la compensation des terres (F CFA)
Module Régional de Kaolack	MRK01	1,7	3 000 000	5 100 000	255 000	5 355 000
	MRK02	2,1	3 000 000	6 300 000	315 000	6 615 000
	MRK03	2,4	3 000 000	7 200 000	360 000	7 560 000
	MRK04	1,2	3 000 000	3 600 000	180 000	3 780 000
	MRK05	2	3 000 000	6 000 000	300 000	6 300 000
	MRK06	1,56	3 000 000	4 680 000	234 000	4 914 000
	MRK07	1,1	3 000 000	3 300 000	165 000	3 465 000
	MRK08	0,54	3 000 000	1 620 000	81 000	1 701 000
	MRK09	2,4	3 000 000	7 200 000	360 000	7 560 000
TOTAL		**15 ha**		**45 000 000**	**2 250 000**	**47 250 000**

Source : Consultant, IDEACONSULT international – SACI Sénégal, enquêtes socio-économiques des impactés du module régional de Kaolack, juillet 2021

Pour les 09 PAP concernées par les pertes de terres agricoles, le montant total de la compensation est de **47 250 000 F CFA.**

Le prix de l'hectare de terre sur le marché local est estimé par les PAP entre 2 000 000 et 2 500 000 F CFA. Ce montant a été majoré de 500 000 F CFA et ramené à 3 000 000 F CFA l'hectare pour tenir compte des augmentations éventuelles entre l'évaluation et le paiement des compensations.

➢ ***Compensation des pertes de cultures (arachide, mil et maïs)***

Module	N° Code PAP	Superficie (ha)	Product.annuelle (kg ou sacs)	Valeur sur le marché du kg (F CFA)	Montant total par spéculation	Nombre de campagne	Montant compensation intégrale des cultures (F CFA)
Module Régional de Kaolack	MRK01	1,7 ha d'arachide (graines)	4250 kg	250	1 062 500	1	3 272 500
		1, 7 ha de fane d'arachide	170 sacs	2500	425 000		
		1,7 ha de mil	1700 kg	300	510 000		
		1,7 ha de maïs	5100 kg	250	1 275 000		
	MRK02	2,1 ha d'arachide (graines)	5250 kg	250	1 312 500	1	4 042 500
		2,1 ha de fane d'arachide	210 sacs	2500	525 000		
		2,1 ha de mil	2100 kg	300	630 000		
		2,1 ha de maïs	6300 kg	250	1 575 000		
	MRK03	2,4 ha d'arachide (graines)	6000 kg	250	1 500 000	1	4 620 000
		2,4 ha de fane d'arachide	240 sacs	2500	600 000		
		2,4 ha de mil	2400 kg	300	720 000		
		2,4 ha de maïs	7200 kg	250	1 800 000		
	MRK04	1,2 ha d'arachide (graines)	3000 kg	250	750 000	1	2 310 000
		1,2 ha de fane d'arachide	120 sacs	2500	300 000		
		1,2 ha de mil	1200 kg	300	360 000		
		1,2 ha de maïs	3600 kg	250	900 000		
	MRK05	2 ha d'arachide (graines)	5000 kg	250	1 250 000	1	3 850 000
		2 ha de fane d'arachide	200 sacs	2500	500 000		
		2 ha de mil	2000 kg	300	600 000		
		2 ha de maïs	6000 kg	250	1 500 000		
		1,56 ha d'arachide (graines)	3900 kg	250	975 000		3 003 000

Module	N° Code PAP	Superficie (ha)	Product.annuelle (kg ou sacs)	Valeur sur le marché du kg (F CFA)	Montant total par spéculation	Nombre de campagne	Montant compensation intégrale des cultures (F CFA)
	MRK06	1,56 ha de fane d'arachide	156 sacs	2500	390 000	1	
		1,56 ha de mil	1560 kg	300	468 000		
		1,56 ha de maïs	4680 kg	250	1 170 000		
	MRK07	1,1 ha d'arachide (graines)	2750 kg	250	687500	1	2 117 500
		1,1 ha de fane d'arachide	110 sacs	2500	275 000		
		1,1 ha de mil	1100 kg	300	330 000		
		1,1 ha de maïs	3300 kg	250	825 000		
	MRK08	0,54 ha d'arachide (graines)	1350 kg	250	337 500	1	1 039 500
		0,54 ha de fane d'arachide	54 sacs	2500	135 000		
		0,54 ha de mil	540 kg	300	162 000		
		0,54 ha de maïs	1620 kg	250	405 000		
	MRK09	2,4 ha d'arachide (graines)	6000 kg	250	1 500 000	1	4 620 000
		2,4 ha de fane d'arachide	240 sacs	2500	600 000		
		2,4 ha de mil	2400 kg	300	720 000		
		2,4 ha de maïs	7200 kg	250	1 800 000		
TOTAL							**28 875 000**

Source : Consultant, IDEACONSULT international – SACI Sénégal, enquêtes socio-économiques des impactés du module régional de Kaolack, juillet 2021

Pour les 09 PAP concernées par les pertes de cultures, le montant total de la compensation s'élève à **28 875 000 F CFA.**

➢ ***Compensation des pertes d'arbres fruitiers et forestiers***

Module	N° Code PAP	Nbre de pieds	Rendement moyen (Kg/pied)	Prix unitaire (F CFA/Kg)	Coût des pertes de cultures (F CFA)	Montant compensation pour l'année	Montant compensation sur 5 ans
Module Régional de Kaolack	MRK 01	02 Cordyla Pinnata (Dimb)	30	300	18 000	24 000	120 000
		01 Prosopis Africana (ir)	30	200	6 000		
	MRK 02	04 Cordyla Pinnata (Dimb)	30	300	36 000	36 000	180 000
	MRK 03	07 Azadirachta indica (Neem)	0	0	0	10 000	70 000
	MRK 04	03 Cordyla Pinnata (Dimb)	30	300	27 000	27 000	135 000
TOTAL							**505 000**

Source : Consultant, IDEACONSULT international – SACI Sénégal, enquêtes socio-économiques des impactés du module régional de Kaolack, juillet 2021

Pour les 04 PAP concernées par les pertes d'arbres fruitiers et fruitiers, le montant total de la compensation est de **505 000 F CFA.**

➢ ***Indemnité de vulnérabilité***

Module	N° Code PAP	Indemnité de vulnérabilité
Module régional de Kaolack	MRK01	1 000 000
	MRK02	1 000 000
	MRK03	1 000 000
	MRK 04	1 000 000
	MRK05	1 000 000
	MRK06	1 000 000
	MRK07	1 000 000
	MRK08	1 000 000
	MRK09	2 000 000
TOTAL	**09 PAP**	**10 0000 000**

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, enquêtes socio-économiques des impactés du module régional de Kaolack, juillet 2021

Toutes les neuf (09) PAP ont été jugées vulnérables. Parmi elles, 08 PAP ont au moins 15 personnes à leur charge et 01 PAP, en plus de ce critère, est agée de 60 et plus, sans aucune autre source de revenus. Le montant total de l'indemnité de vulnérabilité s'élève ainsi à **10 000 000 F CFA**.

e. Synthèse des montants des compensations

Le montant total des compensations est fixé à **86 630 000 F CFA** répartis comme suit :

Tableau de Synthèse des compensations		
Rubriques	**Nombre de PAP**	**Compensation (F CFA)**
Pertes de terres agricoles	09	47 250 000
Perte de cultures	09	28 875 000
Pertes d'arbres fruitiers et forestiers	04	505 000
Indemnité de vulnérabilité	09	10 000 000
TOTAL		**86 630 000**

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, enquêtes socio-économiques des impactés du module régional de Kaolack, juillet 2021

Le Plan de communication va se dérouler à travers trois cheminements : (i) la consultation locale ou l'organisation de journées publiques ; (ii) l'organisation de forums communautaires ; (iii) les rencontres sectorielles de groupes sociaux et ou d'intérêts.

Des mesures d'intégration avec les populations hôtes ne seront pas nécessaires car, il n'y aura pas de déplacement vers un site de réinstallation.

f. Consultations tenues

Les consultations se sont globalement déroulées entre le 14 et le 18 juillet 2021, en deux parties distinctes et complémentaires. Elles sont s'abord constituées de rencontres et d'entretiens avec des acteurs représentants d'institutions impliquées dans la procédure nationale d'expropriation pour cause d'utilité publique et d'indemnisation. La deuxième partie est constituée d'une rencontre de consultation publique avec les populations du village de Keur Sader élargie notamment aux PAP des villages de Keur Ayip, Keur Ngatane et Darou Rahmane, qui sont directement impactées par les effets pervers du projet, notament ceux liés à l'acquisition des terres et aux travaux de construction du module régional de Kaolack (Médina Sabakh). A la suite de ces deux phases conduites par le consultant, la Commission Départementale de Recensement d'Evaluation des Impenses (CDREI) du Département de Kaolack, mise en place par arrêté, a aussi procédé à la consultation des PAP dans le cadre de son travail de validation du PAR abrégé, par la vérification sur le terrain des données et informations fournies par le consultant (recensement des PAP, évaluation des pertes, estimation des compensations). La CDREI a ensuite organisé et supervisé, la séance de conciliation avec les PAP, qui a abouti à la signature de procès-verbaux d'accord à l'amiable avec le projet (Cf. annexes).

Rencontres et entretiens avec les acteurs institutionnels

Cette première catégorie de rencontres et d'entretiens concerne les autorités administratives (Sous-préfet de Médina Sabakh, Adjoint au Préfet), des Chefs de services de l'administration déconcentrée et décentralisée (Chef du service départemental de l'Agriculture, Chef du secteur des eaux et forêts de Nioro, Chef du service du Commerce, chargé des projets de la Mairie de Médina sabakh, Secrétaire général du Conseil Départemental de Nioro, Chef du service du développement Social et commauntaire). Les thèmes abordés avec ces acteurs institutionnels sont en relation avec leurs missions et leurs rôles dans la mise en œuvre du projet en général et dans les activités de réinstallation en particulier.

Services consultés	Prénoms et noms des personnes consultées	Fonctions	Perceptions / Appréciations	Recommandations et suggestions
Préfecture de Nioro	**Maguette NDIAYE**	**Adjoint Préfet**	• Nous sommes ravis de la visite ; • C'est un projet qui sera très bénéfique aux populations ; • Nous sommes toujours ravis d'accompagner ce genre de projets, surtout que c'est un projet de l'Etat.	• Il faut impliquer tous les acteurs concernés par le projet ; • Nous vous recommandons de reoncontrer le Sous-préfet et le Maire de Médina Sabakh.
Sous-préfecture de Médina Sabakh	**Ousmane THIAO**	**Sous-préfet**	• Le site est occupé par des exploitations agricoles ; • Le site est assez proche de la route nationale et des habitations ; • On a déjà recensé les personnes qui seront affectées ; • Le site est à cheval entre les villages de Keur Sader, Keur Lahine, Keur Ngatane, Passirip. Mais toutes les personnes impactées sont issues du seul village de Keur Sader	• Juridiquement, les terres appartiennent au domaine national donc à l'Etat du Sénégal mais il faut penser à iindemniser les occupants du site ; • Pensez aux villages riverains dans le recrutement de la main d'œuvre locale.
Mairie de Médina Sabakh	**Ousmane SOW**	**Agent municipal chargé de projets**	• Nous attendons le projet avec impatience ; • Les personnes ayant des terres sur le site sont issues de du village de Keur Sader et doivent être indemnisées	• Il faut penser à indemniser les terres parce que la Mairie n'est pas en mesure de prendre les terres d'autres personnes pour les donner aux PAP • Impliquer les OCB et GIE de la Commune ; • Prioriser la main d'œuvre locale, impliquer les populations.
Service départemental du Commerce		**Chef service**	• La zone du Département de Nioro qui abrite le projet dispose d'un potentiel agricole important ; • L'encadrement des services techniques est primordial ;	• Améliorer l'autosuffisance alimentaire des populations ; • Combattre le sous-emploi.

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, rencontres et entretiens à Médina Sabakh, juillet 2021

			• Le projet est une très bonne initiative avec beaucoup d'impacts positifs attendus	
Service départemental de l'élevage		**Chef service**	• Le Projet sera déterminant dans l'amélioration des conditions de vie des populations, si les objectifs sont atteints ; • Le projet aura des impacts positifs sur la production animale ;	• Intégrer la filière lait et viande dans les filières ciblées par le projet ; • Impliquer les services de l'élevage dans la mise en œuvre du projet
Secteur forestier		**Chef secteur**	• Le Projet est très important, car il cadre avec les besoins des populations	• Eviter les empiètements sur les forêts classées ; • Penser à voir les types de sols pour palier à l'érosion ; • Avoir des autorisations de défrichage et d'abattage des arbres situés sur le site avant le démarrage des travaux ; • Mettre en place des brises-vent pour la protection de sols.
Conseil départemental		**Secrétaire général du conseil**	• Le Conseil départemental doit être la portée d'entrée du projet ; • Le projet est prometteur pour les populations locales	• Organiser un Comité Local de Développement (CLD) ou un Comité Départemental de Développement (CDD), afin de faciliter la sensibilisation des parties prenantes locales; • Privilégier l'approche participative dans la mise en œuvre du projet ; • Favoriser la main d'œuvre locale dans le recrutement du personnel de chantier non technique.
SDDR		**Chef Service**	• C'est un bon projet pour les populations.	• Impliquer les femmes, les GIE, et les jeunes et veiiler à la prise en charge de leurs besoins ; • Veiller à la sensibilisation des populations locales sur le projet ; • Intégrer les spéculations locales dans les activités de transformation ; • Cibler les GIE dynamiques dans les appuis à apporter par le projet

Service de développement social et communautaire		**Chef service**	• C'est un bon projet pour les populations notamment les femmes s'activant dans les GIE ; • Le commerce transfrontalier est de mise dans la zone ; • Il existe beaucoup de réseaux artisanaux de transformation de produits locaux.	• Impliquer les femmes dans le projet ; • Intégrer les Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) dans les filières ciblées par le projet ; • Prévoir un reboisement compensatoire ; • Veiller à la motivation des populations ; • Identifier et former les femmes ; • Encourager les femmes à aller exposer dans les foires ; • Veiller aux déchets et aux rejets du projet.

Consultation publique des Populations du village de Keur Sader

La consultation publique des populations devant accueillir le module régional de Kaolack prévu à Médina Sabakh dans le cadre du projet Agropole Centre, s'est déroulée le 17 juillet 2021 dans le village de Keur Sader (avec la participation des acteurs des villages de Keur Ayip, Santhie Sader, Keur Ngatane, Darou Rahmane, Passirip et Keur Lahine) , à travers un focus group. Cette rencontre a enregistré la participation du chef de village de Keur Sader (président de séance), des notabilités religieuses et coutumières du village, la présidente du groupement des femmes, le président des l'association des jeunes et des personnes affectées par le projet. Lors de la séance, ont pris la parole, le chef de village (président de séance), des notables, des jeunes et femmes du village et quelques propriétaires de terres agricoles expropriés. Le tableau suivant résume les points soulevés lors de la rencontre.

Localité	Perceptions/Appréciations	Préoccupations/Craintes	Questions	Réponses apportées aux préoccupations et aux questions	Recommandations et suggestions
Village de Keur Sader	• Nous sommes sensibilisés sur l'importance du projet Agropole qui est pour nous un bon projet pour le développement local et l'emploi des jeunes et des femmes ; • Il y a sur le site des champs de cultures ; • Nous avons une association de jeunes	• Nous avons des craintes quant au niveau d'indemnisation ; • Nous avons des inquiétudes sur les opportunités d'emplois des projets qui risquent, dans plusieurs cas, de bénéficier à d'autres, en dehors de la communauté ;	• Quand est-ce que le projet va démarrer ? • Quels sont les barèmes d'indemnisation du projet ? • Quelles sont les limites exactes du site de l'Agropole et sa superficie ?	• Le projet est en préparation. Nous ne savons donc pas avec exactitude la date de démarrage. Mais vous pouvez continuer vos activités agricoles sur les terres jusqu'au paiement des compensations ; • Ce sont les barèmes d'indemnisation nationaux qui sont applicables, mais ils seront révisés pour être conformes aux principes de réinstallation de la BAD	• Il faut indemniser les propriétaires de champs de façon substantielle ; • Il faut veiller au recrutement de la main d'œuvre locale surtout les jeunes ; • Il faut prévoir un programme d'accompagnement

	ouvriers qui regroupe tous les profils et toutes les compétences susceptibles d'occuper les emplois prévus ; • Nous sommes déjà organisées en GIE et nous comptons sur le projet pour nous appuyer, notamment en financements.	• Nous redoutons que le projet prenne plus de superficies sur nos terres que celles réellement annoncées	• Est-ce que nos jeunes et nos femmes seront pris en compte dans les offres d'emplois du projet ?	• L'indemnisation sera faite à l'avantage des PAP selon le principe de la compensation intégrale. De ce fait, toutes les pertes seront compensées suivant le prix du marché. Les PAP vulnérables bénéficieront en plus d'une aide spéciale ; • Le projet ne prendra que les 15 ha prévus et déjà octroyés par une délibération de la Commune • La superficie de l'Agropole est de 15 ha ; • Les jeunes et les femmes sont les principales cibles du projet. Il est prévu un paquet d'activités pour favoriser leur accès à l'emploi (formation, encadrement, financement, recrutement dans la main d'œuvre, etc.) ; • Les populations locales seront privilégiées concernant l'accès aux avantages du projet y compris la main d'œuvre et les emplois non qualifiés ;	social des populations et des femmes par des financements ; • Il faut prendre l'engagement que le projet ne sollicitera pas d'autres terres.

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, consultation publique à Keur Sader, juillet 2021

g. Calendrier de mise en œuvre de la reinstallation

Etapes	Désignation des activités	Mois																			
		Mois 1				Mois 2				Mois 3				Mois 4				Mois (fin des travaux)			
Etape 1	Dépôt d'un exemplaire du PAR Abrégé à la Mairie de Médina Sabakh et à la Préfecture de Nioro du Rip																				
Etape 2	Mise en place du MGP																				
Etape 3	Paiement des compensations financières et clôture des dossiers des PAP																				
Etape 4	Libération des emprises et démantèlement des installations et des biens affectés																				
Etape 5	Accompagnement et suivi de la procédure de réinstallation																				

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, juillet 2021

10. MÉCANISME DE GESTION DES PLAINTES / ARBITRAGE

a. Structure des organes de gestion du MGP

Les instances de dépôt, de traitement des plaintes et de recours sont : (i) le Comité Local de Médiation (CLM), (ii) le Comité Communal (CC) ; (iii) le Comité Régional (CR) ; et (iv) la Justice. Chaque comité de gestion des plaintes est indépendant et le plaignant est libre de déposer sa plainte au niveau du comité de son choix.

❖ ***Comité Local de Médiation***

Le Comité Local de Médiation comprend :

- le Chef de village de Keur Sader, Président du Comité local ;
- les Chefs des villages de Keur Ayip, Keur Ngatane et Darou Rahmane
- un notable du village de Keur Sader ;
- la Représentante des femmes du village de Keur Sader ;
- le Représentant des jeunes du village de Keur Sader ;
- les Représentants des PAP des villages de Keur Sader, Keur Ayip, Keur Ngatane et Darou Rahmane ;
- le Représentant de l'Organisation des Producteurs Partenaire (OPP), Secrétaire du Comité Local de Médiation (CLM).

❖ ***Comité Communal de Médina Sabakh***

Le Comité Communal comprend :

- le Maire de la Commune de Médina Sabakh ou son adjoint, Président du Comité Communal ;
- les Chefs des villages de Keur Sader, Keur Ayip, Keur Ngatane et Darou Rahmane ;
- la Représentante des femmes de la Commune (GPF) de Médina Sabakh ;
- le Représentant du Conseil communal de la jeunesse ;
- le Représentant des chefs religieux et coutumiers de Médina Sabakh ;
- les Représentants des PAP des villages de Keur Sader, Keur Ayip, Keur Ngatane et Darou Rahmane ;
- le Représentant de l'OPP intervenant dans la zone ;
- l'Agent désigné par la Mairie pour l'enregistrement des plaintes, Secrétaire du Comité Communal (CC).

❖ ***Comité Régional***

Le Projet Agropole Centre dispose d'une Coordination Régionale basée à Kaolack au sein de laquelle sera créé un Comité Régional chargé de l'enregistrement et du traitement des plaintes. Le Comité Régional comprend :

- le Coordonnateur Régional du Projet Agropole Centre, Président du Comité Régional ;
- le Spécialiste en infrastructures ;
- le Spécialiste des filières agricoles ;
- l'Assistant en Sauvegardes Environnementales ;
- l'Assistant en Sauvegardes Sociales, Secrétaire du Comité Régional (CR).

❖ ***Justice***

Le recours aux instances judiciaires selon les dispositions de la loi est garanti par le MGP.

b. Mode opératoire du MGP

Le mode opératoire du MGP se présente comme suit :

➢ **Réception des plaintes et doléances/accusé de réception**

Pour déposer sa plainte, le plaignant s'adressera aux présidents ou aux secrétaires des comités, en se déplaçant ou à travers d'autres canaux (appel téléphonique, sms, ou WhatsApp (appel, vocal, écrit)).

Les informations concernant les contacts des présidents et des secrétaires des Comités de gestion des plaintes (nom et prénom, fonction, numéro téléphone, adresse domicile, etc.) seront communiquées aux plaignants potentiels pendant la phase d'information et de vulgarisation du MGP. Toutes les plaintes reçues par les présidents des comités seront partagées avec les secrétaires et vice-versa.

Si la plainte reçue par courrier, sms, email, ou via les réseaux sociaux (WhatsApp) nécessite des compléments d'informations, le plaignant est joint pour avoir les éléments de clarification souhaités. En tous les cas, dès réception de la plainte, le président ou le secrétaire du comité ayant réceptionné la plainte, adressera un retour au plaignant sous forme d'accusé de réception. Si la réception de la plainte est faite par voie électronique, l'accusé de réception est systématiquement accompagné d'un message électronique (sms ou message WhatsApp) pour assurer la traçabilité.

➢ **Enregistrement des plaintes et doléances**

Les plaintes transmises aux différents comités seront dûment enregistrées dans un registre des plaintes qui sera mis en place au niveau du comité. Le secrétaire de chaque comité est chargé d'enregistrer la plainte séance tenante (en cas de déplacement du plaignant) et dans un délai de deux (02) jours suivant la réception de la plainte. Il enregistrera la plainte avec un code de confidentialité (P01, P02, P03, etc.) qui sera utilisé pour protéger l'identité du plaignant. L'existence de ce registre sera largement diffusée auprès des populations de la zone. Une fois la plainte enregistrée, le secrétaire du comité communiquera au plaignant son code de confidentialité. L'accès aux informations relatives à une plainte portant sur un cas de VBG sera limité au Président et au Secrétaire du comité.

➢ **Traitement des plaintes et investigations**

Dans un délai de deux (02) jours suivant l'enregistrement de la plainte, le secrétaire transmettra la fiche de plainte au président du comité. Le président du comité se chargera ensuite de convoquer les membres du Comité dans un délai de trois (03) jours suivant la réception de la fiche de plainte du secrétaire du comité. Le comité a globalement un délai de 15 jours à compter de la date d'enregistrement, pour traiter la plainte, c'est-à-dire 02 jours pour la transmission de la fiche de plainte renseignée au président, 03 jours pour la convocation des membres du comité et la tenue de la réunion et 10 jours pour la procédure de traitement.

Délais de traitement des plaintes dès leur réception

Activité	Délai
Transmission de la fiche de plainte au comité	2 jours
Convocation des membres du comité	3 jours
Procédure de traitement de la plainte	10 jours
Total	**15 jours**

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, juillet 2021

Le comité statuera d'abord sur la pertinence, la recevabilité et le bien-fondé de la plainte. L'évaluation de la recevabilité et de l'admissibilité d'une plainte se fera sur la base des critères ci-dessous :

- les griefs et les préjudices motivant la plainte ont été vérifiés et sont réels ;
- les griefs et les préjudices motivant la plainte ont été causés par le projet ou ses activités annexes ;
- la personne est habilitée à porter plainte parce qu'elle est elle-même la plaignante ou un individu dûment mandaté par cette dernière (à confirmer par le comité à travers ses investigations).

Si la plainte n'est pas admissible, elle est classée avec un rapport motivé et la non-recevabilité doit être notifiée au plaignant avec mention des raisons qui la motivent. Pour ce faire, le comité utilisera le même canal emprunté par le plaignant pour déposer sa plainte en l'accompagnant systématiquement d'un appel téléphonique d'explication.

Si la plainte est jugée recevable, le comité procédera au traitement. Dans la procédure de traitement d'une plainte, le comité pourra, s'il l'estime nécessaire, entendre par téléphone le plaignant ou les personnes concernées par le traitement de la plainte, dans le but d'avoir les éclairages ou les informations complémentaires dont il a besoin. Le comité saisi ou les personnes désignées par lui, pourront également se déplacer in situ pour faire les enquêtes, les vérifications, et les investigations indispensables à la résolution d'une plainte.

Le traitement d'une plainte de VBG sera du ressort exclusif du Président du comité qui doit accompagner le plaignant dans les démarches nécessaires à la résolution de ladite plainte.

- **Négociation, solution et communication du résultat**

A l'issue de sa procédure de traitement, et après concertation avec les parties concernées, le président du comité saisi soumettra au plaignant ses conclusions ou sa proposition de solution pour une réparation adéquate et juste du préjudice subi dans un délai maximum de 30 jours suivant l'accord du plaignant. Si le plaignant adhère à la solution proposée, le secrétaire du comité dressera le rapport de règlement signé par le président et les membres du comité. Si le plaignant n'adhère pas à la solution proposée, le secrétaire du comté établira le rapport de carence signé par le président et les membres du comité et lui suggèrera de saisir le comité au niveau supérieur.

- **Mise en œuvre du résultat**

Pour la mise en œuvre de la solution proposée et qui porte l'adhésion du plaignant, le président du comité transmettra par voie électronique, le rapport de règlement de la plainte et les documents annexes (fiche de plainte) au Coordonnateur Régional du projet, pour appuyer son exécution par les structures ou les personnes habilitées. Le président du comité fera ensuite le suivi de la mise en œuvre de la solution retenue, afin de rendre compte hebdomadairement au plaignant des avancées enregistrées par téléphone ou par affichage en utilisant son code de confidentialité, jusqu'à ce qu'il obtienne totalement réparation.

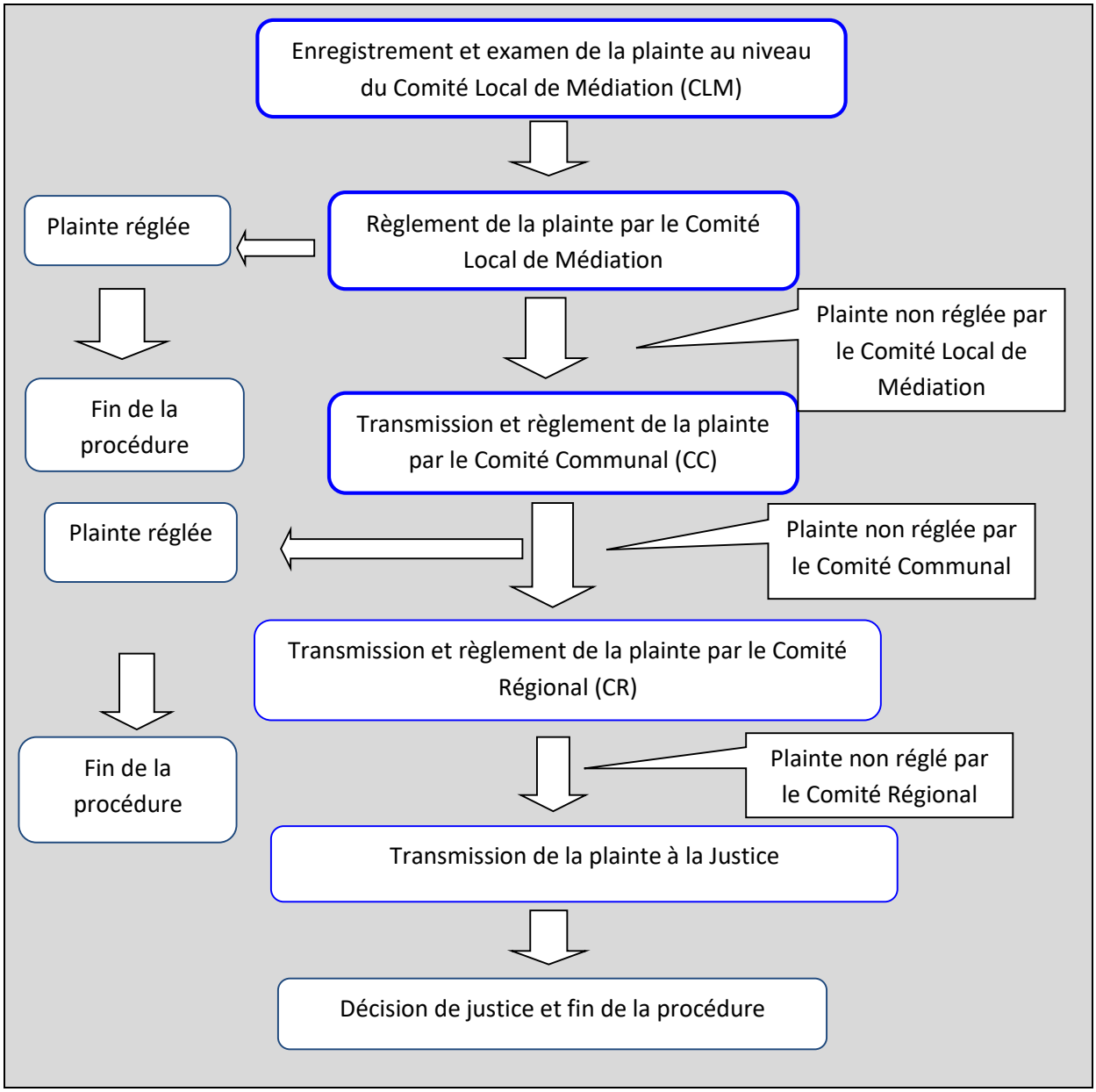
- **Clôture du cas et archivage**

Le comité, par l'intermédiaire de son secrétaire, procédera à l'archivage physique et numérique de la documentation relative aux plaintes sur toutes les étapes de la procédure, depuis la réception de la plainte jusqu'à la réparation du préjudice établi.

- **Recours à la Justice**

Le plaignant est libre de recourir au système judiciaire pour le traitement de sa plainte, notamment s'il n'a pas obtenu satisfaction au niveau des comités de gestion des plaintes mis en place dans le cadre du projet. Mais les plaignants potentiels seront informés par les présidents des comités, du fait que les procédures judiciaires sont souvent coûteuses, longues, et sans garantie de succès.

❖ ***Schéma du Mécanisme de règlement des plaintes du projet Agropole Centre***



Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, juillet 2021

11. SUIVI ET ÉVALUATION

a. Indicateurs de suivi

Dans le cadre du suivi, certains indicateurs seront utilisés, notamment:

- nombre de ménages et de personnes affectés par les activités du projet ;
- nombre de ménages et de personnes compensés par le projet ;
- nombre de ménages et de personnes réinstallés par le projet ;

- nombre des personnes vulnérables bénéficiant d'assistance ;
- nombre de plaintes traitées par rapport à celles reçues ;
- montant total des compensations payées ;
- etc.

b. Institutions de surveillance et leurs rôles

La mise en œuvre du PAR Abrégé est de la responsabilité de la CEP Agropole qui prendra toutes les dispositions nécessaires pour le suivi de l'exécution efficace et conforme des mesures de réinstallation et de compensation.

Le suivi interne de la mise en œuvre du PAR Abrégé sera assuré par le Spécialiste en Sauvegardes Sociales (SSS) qui pourra s'appuyer, dans la réalisation de sa mission, sur des consultants/ONG et la collectivité territoriale de Médina sabakh, le Comité Local de Médiation et le Comité Communal au niveau local, ainsi que sur la Coordination Régionale du projet.

c. Dissémination des rapports périodiques de suivi et d'audit d'achèvement

Le Spécialiste en Sauvegardes Sociales (SSS) de la CEP produira mensuellement et trimestriellement des rapports à cet effet. Ces rapports donneront un aperçu de l'état d'avancement des mesures de réinstallation en le comparant avec les buts et délais fixés au préalable et en donnant des explications, le cas échéant, sur les éventuels écarts entre le plan et la réalité. Cela permettra au projet de prévoir des mesures correctives, si nécessaire, pour résoudre les problèmes.

L'évaluation du PAR Abrégé (à mi-parcours et finale) sera réalisé par un consultant indépendant recruté par le projet. Cette évaluation est à la fois une évaluation de performance (niveau de réalisation des actions planifiées dans le PAR Abrégé) et une évaluation d'impact. L'évaluation d'impact fera ressortir l'impact du projet et de la réinstallation sur les PAP avant, pendant, et après le projet, relativement à leur niveau de revenus et de vie.

Les rapports périodiques de suivi et d'audit d'achèvement seront disséminés auprès des parties prenantes locales et publiés sur des supports accessibles au public (site internet).

d. Coûts de suivi et de l'évaluation

Les coûts de suivi et de l'évaluation sont de **10 000 000 F CFA.**

12. COÛT TOTAL DE LA MISE EN ŒUVRE COMPLETE DU PAR ABREGE

Les coûts totaux de la mise en œuvre complète du PAR est de **102 810 000 F CFA** répartis comme suit :

N°	Désignation	Coût total (FCFA)	Source de financement
1	Compensation des pertes de terres agricoles	47 250 000	Etat du Sénégal
2	Compensation des pertes de cultures	28 875 000	Etat du Sénégal
3	Compensation des pertes d'arbres fruitiers et forestiers	505 000	Etat du Sénégal
4	Indemnité de vulnérabilité	10 000 000	Etat du Sénégal
5	Provision pour le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP)	3 680 000	Projet agropole
6	Suivi-évaluation y compris audit de la réinstallation	10 000 000	Projet agropole
7	Information-Sensibilisation	2 500 000	Projet agropole
Coût global de mise en œuvre du PAR		**102 810 000**	

Source : Consultant, IDEACONSULT international–SACI Sénégal, juillet 2021

NON-TECHNICAL SUMMARY

1. COMPENSATION SUMMARY MATRIX

No.	Topic	Basic data
01	Project location	Kaolack region
02	Concerned Department	Nioro du Rip
03	Concerned Municipality	Medina Sabakh
04	Type of work	Regional module construction
05	Works budget	4 374 739 000 F CFA
06	RAP budget	**102 810 000 F CFA**
07	Eligibility deadline	July 18, 2021
08	Total number of affected households to be compensated	09
09	Total number of households to be resettled	None
10	Number of households affected by home losses	None
11	Number of households affected by the loss of economic activities:	09
12	Number of households affected by the loss definitive commercial activities	None
13	Number of people affected by the project	09
14	Number of women affected by the project	00
15	Number of vulnerable PAPs	00
16	Number of major PAPs	09
17	Number of minor PAPs	00
18	Total area of land lost	15
19	Number of households having lost agricultural land	09
20	Total area of agricultural land permanently lost (ha)	15
21	Number of communities affected by the project	None
22	Number of trees to be cut	17
23	Number of owners with land title	None

2. CONTEXT AND JUSTIFICATION OF THE PROJECT

The Center Agro-Industrial Transformation Zone Project (PZTA-Center or Agropole-Center) is one of the flagship projects of the Emerging Senegal Plan (PSE), which embodies the strategic orientations of Senegal's economic and social policy in order to make it, by 2035, an emerging country with a united society under the rule of law. The Agropole Center is specifically aligned with pillar I of the PSE relating to the structural transformation of the economy and growth and is an integral part of the industrial component of the PSE, which provides for the establishment of five (5) integrated and competitive agropoles. The first phase of the PES, with massive public investments, led to strong growth. Its second phase has been adapted for post-COVID 19 economic recovery through the Adjusted and Accelerated Priority Action Plan of the PSE (PAP 2A-PSE 2021-2023). The PZTA-Center is the second agropolis supported by the Bank, after the Agropole-Sud approved in 2019.

The Agropole-Center project covers a significant potential but little developed. It extends over the regions of Kaolack, Kaffrine, Fatick and Diourbel, for an area of 27.992 km² and an estimated population of 4.7 million inhabitants. These provide 51.8% of national peanut production, 65.8% of millet, 41% of maize, 35% of poultry and 98% of salt production. We also note the presence in the area of the private company "Les salins du Sine Saloum" and the National Oilseed Marketing Company of Senegal (SONACOS), which are respectively the largest industrial companies producing salt for crushing and refining of the peanut oil of the country. Geographically,

On the industrial level, the project fits perfectly with Senegal's industrialization strategy 2021-2035, whose axis 1 relates to the "Transformation of agricultural, forestry and fishery raw materials, for food sovereignty and exports". Ultimately, the Agropole-center will contribute to food sovereignty and the emergence of processed agricultural, forestry and fishery products with high added value on the local market and for export. Achieving this objective requires the mobilization of private direct investment on the one hand, and on the other hand, the development of an integrated ecosystem of local businesses offering products and services throughout the value chain of companies. Different targeted sectors.

On the agricultural front, the Project is aligned with the National Agricultural Investment Program for Food Security and Nutrition (PNIASAN) 2018-2025, the total cost of which is estimated at CFAF 2,465 billion, articulated around 6 axes : (i) improving and securing the productive base; (ii) sustainable increase in productivity and agro-sylvo-pastoral and fishery production; (iii) the development of agro-sylvo-pastoral and fishery value chains; (iv) strengthening food security, nutritional status, resilience and social protection of vulnerable populations; (v) improvement of the business environment, governance and financing mechanisms of the agricultural and agrifood sector; (vi) strengthening of human capital. It is also aligned with the Agricultural Program for Sustainable Food Sovereignty (PASAD 2021-2023), which aims to: i) improve and secure the productive base; (ii) sustainable increase in productivity and agricultural production; iii) strengthening of the agricultural services system in terms of production support; and (iv) improving governance of the agricultural sector.

From an environmental and social standpoint, the Agropole Center incorporates into its design, Senegal's commitments in terms of sustainable low-carbon development as defined in the Contribution Determined at the National Level of Senegal (CDN 2020). These commitments aim to mitigate "the current losses and damages as well as the projected impacts of climate change on arable land, hydraulic and fishery resources, likely to compromise the success of the PES", while reducing greenhouse gas emissions. (GHG) in 2025 and 2030, in the order of 23.7 and 29.5% respectively in 2025 and 2030, with the substantial support of the international community. The Agropole-center will also help implement the social component of the PSE,

In terms of gender and women's empowerment, the Agropole center integrates the main gender aspects in its design, formulation and institutional governance arrangements. The development of agro-industrial value chains, sensitive to gender, technical support and capacity building to SMEs / SMIs involved in the targeted sectors, including those led by women, is planned. It is also planned to develop a strategy to facilitate the access of women and other vulnerable groups to knowledge and resources (land, inputs, equipment, lines of finance, etc.).

The strengthening of SMEs and the establishment of facilities and services to support agribusiness value chains require the acquisition of a large volume of land (215 ha including 15 ha for the regional module of Medina Sabakh). This acquisition will have negative impacts on socio-economic activities and the

livelihoods of the populations. Thus it was decided, in accordance with ADB safeguards and national procedures, to carry out a summary Resettlement Action Plan (RAP).

3. BRIEF DESCRIPTION OF THE PROJECT

The Agro-Industrial Transformation Zone Project of the Center (PZTA-Center or Agropole-Center) is one of the flagship projects of the Emerging Senegal Plan (PSE) whose objective is to accelerate the economic and social development of Senegal, in order to '' make it an emerging country by 2035. The Project aims to contribute to the structural transformation of the economy by strengthening the country's agro-industrial transformation capacities. It covers four (04) regions (Kaolack, Diourbel, Kaffrine, and Fatick) and includes three (3) components: Component A "Strengthening agro-industrial transformation and marketing capacities"; Component B "Sustainable increase in the productivity of agro-industrial sectors"; Component C "Coordination, management and monitoring-evaluation".

Within the framework of the Agropole Center, the emphasis will be placed on favorable conditions for the development of agrifood industries in the central region of Senegal, technological mastery, strengthening of the technical and management capacity of entrepreneurs, place of financial systems in the form of Public - Private - Partnership (PPP) appropriate and marketing strategies to respond proactively to the demands / requirements of consumers and the national community in general.

In addition, the Agropole Center project will allow centralized management of a shared agro-industrial infrastructure platform for multiple products and a functional manufacturing and service community. But also, it will be a driving force for regional development and industrialization, notably through the improvement of agricultural added value created at the local level.

The Agropole center project will consist, among other things, in setting up a central agro-industrial transformation module, the characteristics of which are as follows:

A regional transformation module: this regional module will be implemented in the Commune of Medina Sabakh located in the Department of Nioro du Rip. It is hosted by a site located in the village of Keur Sader where most of the affected people originate, in addition to the villages of Keur Ngatane, Keur Ayip and Darou Rahmane. The criteria put forward for this choice are proximity to raw materials, accessibility, proximity to en energy source, proximity to markets and connectivity to logistics and transport networks and the availability of land. This regional module will shelter specialized activities and services in the areas of administration, primary processing of agricultural products, marketing, logistics, skills and training, energy and the environment, financing and communications, maintenance and basic social services;

Recommended program at the level of the regional module of Kaolack: for the development of the regional module of Kaolack planned in the Commune of Medina Sabakh (village of Keur Sader), it is recommended, within the framework of a first step, the establishment of 2 agro-industrial units, as well as a complex of agricultural product processing workshops and other related buildings. Eventually, the module will be located in a total area of 15 ha but it will initially be developed over an area of approximately 8.5 ha;

The selected crops/products: at the level of the Kaolack regional module: peanuts, cereals (millet, maize and sorghum) and salt.

4. OBJECTIVE OF THE RESETTLEMENT ACTION PLAN

The objectives of this Abbreviated Resettlement Action Plan (RAP) of the Kaolack regional module of 15 ha in the Municipality of Medina Sabakh are the following:

- minimize, to the extent possible, involuntary resettlement and land acquisition, by studying all viable alternatives from the design of the project;
- ensure that affected / displaced persons are effectively consulted with complete freedom and transparency and have the opportunity to participate in all key stages of the process of developing and implementing involuntary resettlement activities and compensation;
- ensure that compensation, if any, is determined in a participatory manner with people in relation to the impacts suffered, in order to ensure that no one affected by the project is disproportionately penalized;
- ensure that the compensation of affected / displaced persons is made according to the full cost of resettlement;
- ensure that affected people, including poor and vulnerable groups, are assisted in their efforts to improve their livelihoods and their standard and environment.

5. METHODOLOGY OF THE RAP SUMMARY ELABORATION

The methodological approach adopted in the preparation of the Abbreviated RAP is based on two complementary approaches. The first is a participatory approach which combined, on the one hand, the collection and analysis of strategic documents, and on the other hand, interviews and focus groups with local actors and partners concerned by the Agropole project (services techniques of the State, administrative authorities, local elected officials, affected local populations and residents of the project).

The second approach is based on a quantitative approach, based on the administration of a questionnaire and a census form to the people affected by the project activities. The objective is to identify the people and property affected and to determine the socio-economic profiles of the PAPs as well as the conditions and livelihoods of the people likely to be affected by the project, to serve as a basis for calculating the related compensation.

Following these two phases conducted by the consultant, the Departmental Commission for the Census and Evaluation of Expenses (CDREI) of the Department of Nioro du Rip, set up by decree, also proceeded to the consultation of the PAPs as part of its work validation of the abbreviated RAP, through field verification of the data and information provided by the consultant (census of PAPs, assessment of losses, estimate of compensation). The CDREI then organized and supervised the conciliation session with the PAPs, which resulted in the signing of minutes of amicable agreement with the project (see annexes).

6. MAIN SOCIOECONOMIC CHARACTERISTICS OF THE LOCALITY HOSTING THE PAP

The Municipality of Medina Sabakh is located in the district of Medina Sabakh, Department of Nioro du Rip, Region of Kaolack. It covers an area of 229 km2 and is limited:

- In the North by the Municipality of Ngayène;
- South and East by the Republic of the Gambia;
- West by Paos Koto District.
- In the east by the Republic of the Gambia.

The Municipality of Medina Sabakh is mainly populated by Wolofs who constitute 80% of the population. The second ethnic group is composed of Halpular which represents 18% of the total population and the third group by the Mandingo which represents 2%.

The total population of the municipality is 52,142 inhabitants according to RGPHAE projections 2019. The population is slightly dominated by women (50.2%) against (49.8%) men. The density is around about 534 inhabitants per km2; which is greater than the national density which is around 90 hts per km2

The predominance of women (with more than 50% of the population according to the distribution by sex) in the municipality can be explained by several factors in particular:

- infant and child mortality observed more in boys than in girls. Added to this are the departures of young talibés and the migration of men in search of work in towns;
- the relatively large emigration of men in the area;
- the exposure of men in high-risk occupations (labor, army, etc.).

The population of the Municipality is unevenly distributed over the municipal area. If almost all of the 53 villages have a large number of inhabitants, respectively by their small geographic size and by their village status, there are still demographic disparities at the village level.

The big villages of Medina Sabakh which are Ndimba, Keur Ayip, Falifa, Payoma concentrate large populations with densities that exceed the municipal average. Indeed, due to its geographical position and the dynamism of trade thanks to its proximity to The Gambia and to the crossing of the RN1 connecting Dakar to the rest of the country, the massive arrival of foreigners; the town's urbanization should reach its peak in a few years (in 2035).

Urbanization of the municipality should reach its peak in a few years (in 2035). The demographic development of the town will experience mixed changes in the years to come. Indeed, Medina Sabakh nowadays experiences many socioeconomic difficulties linked to the degradation of natural resources but above all to soil poverty, to the relative low standard of living of the populations among others.

Thus, the agropastoral vocation of the activities of the Municipality, promotes the exodus of rural people whose homes are Senegalese urban centers, mainly Dakar, the city of Fatick and that of Kaolack.

This situation is explained on the one hand by the fact that economic activities are quite simply limited to winter farming practices and increasingly vulnerable pastoral farming. This means that these sub-sectors present fewer opportunities in the generation of economic resources among the working population.

Health: the commune has 04 health posts located in Medina Sabakh (center village), Ndimba, Kohel and Falifa. It also has 08 functional health huts located in the villages of Santhie Médine, Djiguimar, Payoma, Keur katim Diama, Keur sett, Sanghap, Passy rip and Keur bakka basin. There are also in the municipality 05 non-functional health huts which need to be rehabilitated in order to satisfy the health demand.

Hydraulics: the municipality has infrastructures in the hydraulics sector managed collectively or individually. In addition, the quality of water is often suitable for consumption or production or both at the same time.

The drinking water supply system has 08 boreholes with a large storage capacity of between 90 and 400m3 which provide service to the 58 villages and hamlets of the Commune. As part of the reform of the State of Senegal on drinking water marked by the delegation of management to water supply

structures will be under the management of OFOR. The cost per m3 of water varies between a minimum of 250 FCFA and 300 FCFA at the public standpipe.

The wells (more than 50 identified) are still an asset that the populations of the Municipality can exploit. The main challenge for the municipality is to cover all the villages and hamlets and provide the populations with a quality water service.

Agriculture: like the department of Nioro, winter agriculture is the main economic activity in the municipality of Medina Sabakh. It holds an important position in the agricultural sector of the municipality. Agriculture is practiced by 85% of the active population of Medina Sabakh (RGPHAE 2013). From the point of view of production, the municipality is considered to be efficient. The main cereals grown in the town are: millet, cowpea, watermelon and others.

Cereals represent the basis of the diet of the populations of the municipality. Note that the cultivation of watermelons has experienced an exponential rise during the last five years.

Groundnuts as cash income for most of the farmers are practiced at 94% in the agricultural activities of the municipality. It represents most of the cultivated areas.

Matrix of productive sectors to promote in the municipality

COMMON	GLOBAL SECTOR POTENTIAL	STRATEGIC POTENTIAL
MUNICIPALITY OF MEDINA SABAKH	Agriculture, livestock, trade	▪ Food crops (millet, maize, cowpeas, sorghum); ▪ Pastoral farming (Cattle, small ruminants)
	Market gardening, cattle and sheep fattening	▪ Food crops (breeding intended for religious ceremonies, festivals and others)
	Small trade, intercommunity trade	▪ Shops, restaurants, stables
	Annuity products	▪ Related livestock activities (milk)
	Annuity activity	▪ Groundnut cultivation, cattle fattening

Source : CAPRODIV, August 2019

Breeding: animal husbandry is one of the dynamic economic activities alongside agriculture and commerce. It is of an extensive and traditional type and occupies the first position in terms of regeneration of economic resources for pastoralists who practice it. The herd is made up of cattle, small ruminants, horses, etc.

The municipality does not have enough equipment to promote the development of the livestock sector. Apart from the communal fair which serves as a park for stray animals, no other infrastructure is present in the commune. However, the practice of this activity offers enormous advantages which can improve and positively influence the financial situation of households which are increasingly vulnerable to climatic, economic and even social factors.

Trade: trade plays a very important role at the level of the municipality of Medina Sabakh. Its proximity to the Gambian Republic promotes commercial activities in the town. The greatest flows take place at the village level of Keur Ayip Gueye, which constitutes the epicenter of the commercial transaction between Senegal and The Gambia.

Forest explotation: with a fairly large communal area and low density, the Municipality of Medina Sabakh has some forest rich in animal and plant products. Plant products are picked, prepared and sold to traders from Kaolack, Gambia, Dakar and other urban centers in the country. The operators do not behave like professionals; they just enforce a right of household use. Thus they have no organization

and pay a tax to the water and forest services for the delivery of products such as dead wood to large cities.

The few supports for the preservation and exploitation of forest products are:

- the State through the Water and Forests service;
- the Global Environment Facility (GEF) through its bio diversity project which helps populations in forest regeneration,
- the Ecological Monitoring Center (CSE) for the recognition of ponds and bush fires

With the exception of a few species resistants to human or protected pressure, all the animal and forest resources of the town are diminishing due to factors of climate change such as repeated droughts, deforestation and pruning.

Mines and Industry: in the municipality there is no presence of national or international firms which are active in the industrial or mining fields. However, it is clear that the town is full of assets in this area. Quarries and other mineral resources such as limestone are present in many villages in the municipality.

In addition, as part of the National Multifunctional Platforms Program, it is planned to set up platforms in villages with mineral resources.

It would be appropriate for the platforms to be managed by the GPFs in order to facilitate an improvement in access to energy sources and to develop productive and income-generating activities.

The industrial situation of the town: apart from low-production mechanical workshops, the town has no other significant activity in the industrial sector. The machines available on site are the millet mills. The installation of an agro-food processing plant (mile, corn and other speculant) should allow on the one hand a significant reduction in unemployment and on the other hand to stimulate the development of these crops by offering a market for them harvests.

Energy: electricity is one source of energy used in the Municipality of Medina Sabakh. However, only three villages have access to electricity through the 54 official villages. These are the villages of Medina Sabakh, Ndimba Ndiayenne and Keur Ayip Gueye. As part of the action plan (2021-2025) of this Communal Development Plan (PDC), access to electricity occupies a prominent place.

Access to energy is also provided by butane gas. The latter has been widely used in homes since the establishment of the nature conservation policy advocated by the State since the 1970s.

However, firewood is also the most widely used source by housekeepers in the commune of Medina Sabakh. This is explained among other things by the rural character of the municipality, by its easier and less expensive accessibility and on the other hand by factorssocio-economic and even cultural.

The Environment, adaptation to climate change: man remains the essential element which contributes to the degradation of the environment. The abusive cutting of trees in search of firewood and the mining of international firms remain the main factors of the environmental threat in the town.

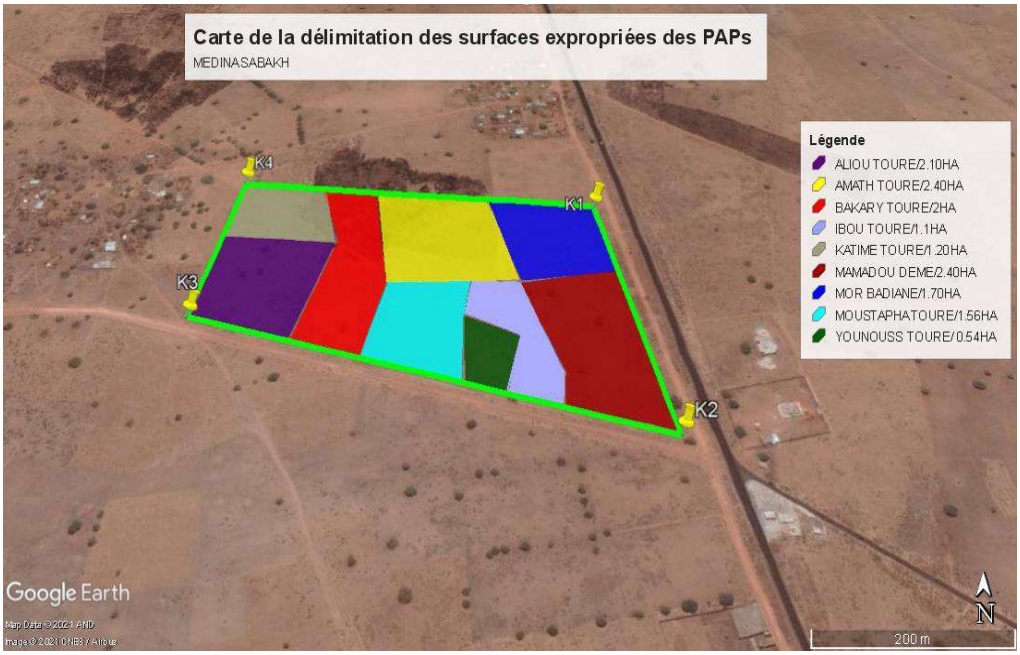
It must also be said that the practice of agriculture in the area, characterized by monoculture, ended up impoverishing the soils causing an increasingly significant drop in agricultural yields. It should be noted that speculations are developed through community gardens with significant yields. The nature of the soils consisting mainly of dior soils, favors the infiltration of rainwater, the town is not faced with flooding problems.

The images below illustrate the location, coordinates, and characteristics of the Medina Sabakh site.

Location	Contact details	Characteristics	Disadvantages
Municipality of Medina Sabakh	13.619372; -15.6117899	Available surfaces; Along the N4 (Kaolack-Gambia); Medium voltage line along the RN4; Land located to the north of the track (dir. Kohel);	Plot crossed by the N4; Presence of cultivated agricultural land; Presence of a few feet of trees; Presence of homes a few meters (too close to the site at a distance of about 100 to 135 m) and a service station; Land for residential use granted to owners;

Location map of the Medina Sabakh site for the location of the Kaolack regional module

Illustrative image of the Medina Sabakh site



Source: Consultant's field survey, 2020

The environmental and social challenges of the Kaolack area
❖ ***Physical and climatic constraints for agriculture*** These constraints mainly concern the physicochemical factors of the soils and climatic factors that can affect agriculture, among which we cite: • soil impoverishment caused by insufficient soil amendments, • climatic changes which can manifest themselves by rainfall breaks, an early cessation of rains, floods, winds, ..., • the progress of land salinization reduces crop soils and leads to pressure, • gullying, water and wind erosion as observed respectively in the departments of Nioro and Guinguinéo (more or less), contribute to the reduction of the croppable land base. ❖ ***Technical constraints for agriculture*** They mainly concern the insufficient use of certified seeds, fertilizers and agricultural equipment leading to weakness, especially at the level of majority family farms. Moreover, they are characterized by a lack of application of efficient and profitable technical routes, most often linked to an insufficient network of agricultural advisers. ❖ ***Socio-economic constraints for agriculture*** These drawbacks essentially affect two very important aspects: the social and the economic, which are closely related to agriculture. We can mention among others: • the lack of good tracks for the transport of equipment, agricultural inputs and access to markets, especially in the department of Nioro, despite the efforts of the former PAFA and the achievements of the PUDC • insufficient storage warehouses and the dilapidated state of those that exist; • difficulties in accessing finance for small producers; • insufficient participation of a large part of the producers' in organizational structures supposed to represent them. • the family farm is not considered by its owner as a micro, small or medium-sized agricultural enterprise that needs to be competitive and profitable. This constitutes a major handicap and prejudicial to the improvement of their results and performances.

7. SOCIOECONOMIC IMPACTS ON THE PEOPLE AFFECTED BY THE PROJECT

The main activities of the project which will generate the resettlement are essentially the release of the right-of-way during the implementation of the arrangements for the establishment of the Kaolack regional module.

The impact zone includes the entire project area where activities will be carried out over 15 ha, i.e. in the Municipality of Medina Sabakh, more precisely in the villages of Santhie Sader, Keur Ngatame, Passirip and Keur Lahine. The site's land is located at the following geographic coordinates: 13.619372; -15.6117899.

The project will generate considerable positive impacts on local economies. The planned activities and developments will have considerable economic impact on the populations in terms of jobs created and income generated through the use of local labor and the development of related services and activities that will boost the economy. Local economy and will be likely to fix young people in their land, or even reverse the migratory movement. In fact, 26,688 jobs are generally expected from the project, including 15,556 direct jobs. The project will strive to hire as a priority unskilled labor from the village of Keur Sader which houses the people affected by the project, but also from the villages of Santhie Sader, Keur Ngatame, Passirip, Keur Lahine and the Municipality of Medina Sabakh.

In addition to the creation of direct and indirect jobs linked to the construction of the regional module, subcontracting will also facilitate permanent and temporary jobs.

Improving the income of local populations will help fight poverty. The proposed developments will promote the intensification and diversification of production and consequently the increase in agricultural production.

At the national level, 32.1% of households have agriculture as their primary source of income. Consequently, a significant increase in the productivity of agricultural labor will translate into a marked improvement in food security while strengthening the resilience of the targeted communities.

The project will help reduce food insecurity and malnutrition in the department of Kaolack, first at the local level, then at the national level. Indeed, the project will increase the productivity of agriculture, and consequently the cereal stocks of households. It will help reduce poverty, diversify the diet and strengthen the resilience capacity of households and local communities, which will also be supported by the Agropole.

The land affected by the construction of Kaolack regional module (Medina Sabakh) consists of both agricultural land and residential plots not yet built. Specifically, the project covers a total area of 15ha owned by 09 people. The project will cause these people to lose land permanently without these people having to physically move. Indeed, the census showed that no infrastructure was erected in the plots, because the PAPs did not live on the lands which are affected by the project works. In summary, the implementation of the Kaolack regional module will result in:

- loss of agricultural land for 09 PAP who are utterly men;
- the loss of 37.5 tons of peanut crops, 60 tons of cereal crops (15 tons of millet and 45 tons of maize) and 1500 bags of peanut haulm on an area of agricultural land of 15 ha, as well as the income generated by these crops for 09 PAPs;
- the loss of 17 fruit and forest trees (09 Cordyla Pinnata "Dimb", 01 Prosopis Africana "Ir" and 07 Azadirachta indica "Neem") for 04 PAPs

Summary of impacts related to land acquisition

Region/Municipality	Locality	PAP	Affected area (ha)	Quantity (ton/bag) per type of crop	Quantity per type of tree
Kaolack/Medina Sabakh	Keur Ayib	MRK01	1.7	- 4.25 t peanuts - 1.7 t of millet - 5.1 t corn - 170 bags of groundnut haulm	- 02 Cordyla Pinnata - 01 Propopis Africana
Kaolack/Medina Sabakh	Keur Sader	MRK02	2.1	- 5.25 t peanuts - 2.1 t of millet - 6.3 t corn - 210 bags of groundnut haulm	- 04 Cordyla Pinnata
Kaolack/Medina Sabakh	Keur Sader	MRK03	2.4	- 6 cups peanuts - 2.4 t of millet - 7.2 t corn - 240 bags of groundnut haulm	- 07 Azadirachta indica
Kaolack/Medina Sabakh	Keur Sader	MRK04	1.2	- 3 cups peanuts - 1.2 t of millet - 3.6 t corn - 120 bags of groundnut haulm	- 03 Cordyla Pinnata
Kaolack/Medina Sabakh	Keur Ngatane	MRK05	2	- 5 cups peanuts - 2 t of millet - 6 t corn - 20 bags of groundnut haulm	0
Kaolack/Medina Sabakh	Keur Sader	MRK06	1.56	- 3.9 t peanuts - 1.56 t of millet - 4.68 t corn - 156 bags of groundnut haulm	0
Kaolack/Medina Sabakh	Keur Sader	MRK07	1.1	- 2.75 t peanuts - 1.1 t of millet	0

Region/Municipality	Locality	PAP	Affected area (ha)	Quantity (ton/bag) per type of crop	Quantity per type of tree
				- 3.3 t corn - 110 bags of groundnut haulm	
Kaolack/Medina Sabakh	Keur Ngatane	MRK08	0.54	- 1.35 t peanuts 0.54 t millet - 1.62 t corn - 54 bags of groundnut haulm	0
Kaolack/Medina Sabakh	Darou Rahman	MRK09	2.4	- 6 cups peanuts - 2.4 t of millet - 7.2 t corn - 240 bags of groundnut haulm	0
		09 PAP	**15 ha**	**97.5 tons and 1500 bags**	**17 trees**

Source: Consultant, IDEACONSULT international –SACI Senegal, july 2021

8. LEGAL AND INSTITUTIONAL FRAMEWORK FOR RESETTLEMENT

a. Legal framework for land expropriation and AfDB requirements for involuntary resettlement of populations

The Summary Resettlement Action Plan (RAP) of the Agropole Center Project, more particularly that of the Kaolack regional legislation module, based on the Senegalese national law in terms of land management and expropriation for public utility and Safeguards Operational Safeguards (OS) of the African Development Bank (AfDB), in particular Operational Safeguard No. 2 (OS2) relating to "Involuntary Resettlement: land acquisition, displacement and compensation". In the event of discrepancies between the two procedures, the one that is more advantageous for the affected populations will be applied.

Land tenure in Senegal and its legal texts

The applicable Senegalese land legislation is made up of several texts which allow to divide the lands of Senegal into three categories which are: the national domain; the domain of the State and the domain of individuals.

- **National domain**: the national domain is governed by law 64-46 of June 17, 1964 and its implementing decree n ° 64-573 of July 30, 1964 areas in terms of surface area and which can be used for agriculture, breeding or livestock.
- **Public domain**: according to article 2 of the law of 76-66, the public domain of the State includes "the goods which, by reason of their nature or of the destination which is given to them, are not susceptible of private appropriation". It is divided into natural public domain and artificial public domain.
- **Private sector**: The domain of individuals consists of registered land belonging to individuals. For a long time, it was organized by the civil code and the decree of July 26, 1932 reorganizing the property regime in French West Africa. But, in 2011, Law No. 2011-07 of March 30, 2011 on the land ownership regime repealed the previous provisions by updating the regulations to bring them into harmony with the legal arsenal in force in Senegal.

The lands of the regional module of Kaolack are located in the national domain.

National domain and its legal texts applicable to the project

Law 64-46 of June 17, 1964 and its implementing decree No. 64-573 of July 30, 1964, are the legal texts that govern the national domain. Article 1 of the law on the national domain stipulates the following: "The national domain is automatically constituted by all land not classified in the public domain, not registered or whose ownership has not been transcribed for conservation mortgages on the date of entry into force of this law, do not automatically form part of the national domain either, the lands which, on this date, are the subject of a registration procedure in the name of a person other than the State". Law 64-46 of June 17, 1964, in its article 4, divides the lands of the national domain into four zones which are: pioneer zones, urban zones, classified zones and terroir zones.

The project lands are located in the "terroir zones". The land area is defined in article 7 of law 64-46 of June 17, 1964 on the national domain, which stipulates that "the land area corresponds, on the date of publication of this law, to the lands which are regularly exploited for rural housing, cultivation or breeding".

Article 13 of Law 64-46 of June 17, 1964 specifies the condition for registering land in the terroirs zones. This article stipulates that "the State may only request land from the national domain constituting terroirs, or allocated by decree under article 11, for the performance of operations declared to be of public utility". The declaration of public utility which triggers this procedure is made in the form of a decree signed by the President of the Republic of Senegal or a ministerial decree. This declaration of usefulness, which designates the area concerned, will be followed by the estimate, by the Commission for the Census and Evaluation of Expenses (CDREI) of the jurisdiction, of the compensation to be paid to the occupants.

Decree 91-838 of August 22, 1991 amending law 64-46 of June 17, 1964 on the national domain, allows all occupants to be compensated. The compensation must be granted in kind or in cash.

Other legal texts applicable to the project

Law 11-2004 of March 26, 2004, repealing Law 76-67 of July 2, 1976, and its implementing decree, constitute the legal bases for expropriation procedures for public utility. Article 1 of this law stipulates that "expropriation is a procedure which allows the public authorities to obtain, in the form of a forced session, for its benefit, all or part of a property with a view to the realization of an objective of public utility and subject to the payment of fair and prior compensation". Article 11 of the said law, specifies that "the public utility is declared by a decree or a ministerial decree which fixes the duration of its validity, the perimeter concerned and the period during which the expropriation must be carried out". Article 13 of Law 11-2004 of March 26, 2004 specifies the role and composition of the Commission for the Census and Evaluation of Expenses (CDREI), which essentially consists of "determining the plots to be expropriated, finding owners, holders of real property rights and other interested parties".

Law 2013-10 of December 28, 2013 on the General Code of Local Authorities is also applicable to the project, in the sense that the lands of the national domain, in particular those of the areas of the soils where the land of the regional module of Kao is located., are managed by local authorities (rural communes). At the initial stage, their availability requires an opinion from the Departmental Council and a deliberation from the Municipal Council approved by the Prefect. Article 13 of this law stipulates that, "the State may transfer to a local authority the management of part of its public domain. He may also co-manage with a local authority or assign or transfer to it, against payment or free of charge, property in his private domain located within the territorial jurisdiction of the latter. For reasons of general interest, the State reserves the right to take back all or part of these assets on condition of reimbursing the expenses in accordance with the laws and regulations. The rules relating to the classification, declassification, transfer, assignment, decommissioning and alienation of the domain of a local authority are set by law. In addition, article 31 of law 2013-10 of December 28, 2013 on local authorities, cites among the powers of the municipal council, "the allocation and decommissioning of land in the national domain". Indeed, Law No. 2013-10 on the General Code of Local Authorities provides that for any project or operation of the State on the lands of the territorial areas of the national domain, the latter takes the decision after consulting the departmental council and of the relevant city council.

AfDB Policy on Involuntary Population Displacement

Regarding the AfDB's policy on involuntary displacement of populations (2003), it is operationalized through Operational Safeguard (SO) n ° 2 entitled "Involuntary Resettlement: Land acquisition, displacement of populations and compensation". This SO aims to integrate into the Bank's operations,

the resettlement of people / populations affected by projects leading to physical and / or economic displacement.

This SO aims to ensure that those who are to be displaced are treated in a fair and equitable manner, and in a socially and culturally acceptable manner, that they receive compensation and resettlement assistance so that their standard of living, their ability to generate income.

The differences between Senegalese legislation and the ADB's SO2 mainly relate to the following points:

- early consultation of PAPs and their participation in all stages of the resettlement process including on resettlement choices;
- compensation according to the full cost of resettlement or the full replacement cost of all losses suffered;
- compensation in kind for agricultural land, preferably instead of compensation in cash;
- assistance to vulnerable people throughout the resettlement process through specific measures;
- assistance to affected people and communities in restoring and improving their livelihoods (support measures);

b. Institutional framework for resettlement in Senegal

This chapter presents the institutions and structures, public or private, which have been involved to date or will be involved in the process of resettlement of the populations affected by the project.

The implementation structures have been put in place in such a way as to ensure the participation of the affected populations throughout the resettlement process. Specific structures such as the presence of a support structure, the creation of a local mediation committee and the presence of a steering committee will strengthen consultation between the PAPs and the project.

Institutional Arrangement and Responsibilities in the Implementation of the Abridged RAP

The success of the compensation procedure will depend to a large extent on the organization that is put in place and the definition of the role and responsibilities of the institutions involved. As the contracting authority, the implementation of the Abridged PAR will be under the authority of the Ministry of Industrial Development and Small and Medium Industries (MDIPMI).

Institutional arrangement		
Institutions	**Responsible**	**Responsibilities**
Steering Committee of the Agropole Center Project	Chairman of the Steering Committee	• Validation of the abbreviated PAR • Advocacy for the mobilization of the counterpart • Supervision of the PAP resettlement process
Agropole Center Project Execution Unit (CEP)	Coordinator of the CEP Agropole Center	• Monitoring of planning and mobilization by the Ministry in charge of Finance of financial resources allocated to compensation / compensation; • Instruction of the Request for Declaration of Public Utility (DUP) of the regional module of Kaolack (Medina Sabakh)
	Specialist in Safeguards and Social (SSS) of the CEP Agropole Center	• Referral to the Prefect for the establishment of the Departmental Commission for the Census and Evaluation of Expenses (CDREI); • Close collaboration with the municipality or other executive bodies; • Monitoring of the mobilization of financial resources allocated to compensation / compensation; • Instruction and monitoring of compensation / compensation payment to PAPs; • Participation in the recruitment of consultants / NGOs responsible for the social support of PAPs in the resettlement process; • Supervision Monitoring / evaluation of resettlement; • Dissemination of the Abridged RAP to the public concerned after validation by the ADB; • Periodic reporting on the progress of the implementation of the Abridged RAP; • Establishment of the Local Mediation Committee and Communal and regional Complaints Management Committee • Monitoring the proper functioning of the Grievances Redress Mechanism (GRM) and the proper maintenance of complaints management registers
Ministry in charge of finance	Directorate General of Taxes and Domains (DGID)	• Consultation of the Cadastre and Town Planning services for the processing of the Request Declaration of Public Utility of the regional module of Kaolack (Medina Sabakh); • Convening of the Home Operations Control Commission (CCOD) to rule on the Request Declaration of Public Utility of the regional module of Kaolack (Medina Sabakh);

Institutional arrangement		
Institutions	**Responsible**	**Responsibilities**
		• Issue of the Decree of Declaration of Public Utility of the Regional module of Kaolack (Medina Sabakh) and registration in the name of FONSIS
	Budget Planning Department (DPB)	• Mobilization and allocation of financial resources allocated to compensation / compensation;
Interior Ministry	Prefect of Nioro	• Establishment of the Departmental Commission for the Census and Evaluation of Expenses (CDREI); • Establishment of the Local Mediation Committee and the Communal Complaints Management Committee by decrees;
Departmental Commission for the Census and Evaluation of Expenses (CDREI)	Members	• Inventory of PAPs, assessment of losses, and estimate of compensation / compensation, in verification of the results of the RAP Abridged on the basis of Senegalese legislation supplemented by the principles and provisions of the ADB's SO2 relating to involuntary resettlement; • Validation / updating of the Abridged PAR based on the results of its work; • Convening and chairmanship of the Conciliation Commission / negotiations with the PAPs; • Payment of compensation / compensation; • Release of land rights of way
Municipality of Medina Sabakh	Mayor of Medina Sabakh	• Support for the dissemination of the Abridged RAP; • Support for the provision of Customary Exploitation Certificates to PAPs whose lands are affected by the Kaolack regional module (Medina Sabakh); • Support for the establishment of the Local Mediation Committee and the Communal Complaints Management Committee; • Participation in close monitoring
	Chief of the village of Keur Sader	• Provision of Customary Exploitation Certificates to PAPs whose lands are impacted by the Kaolack regional module (Medina Sabakh); • Participation in the Local Mediation Committee and the Communal Complaints Management Committee; • Support for the dissemination of the Abridged RAP
	Local Mediation Committee and Communal Committee	• Support for the dissemination of the Abridged RAP • Complaints management (registration of complaints and handling of complaints);

Institutional arrangement		
Institutions	**Responsible**	**Responsibilities**
		• Participation in the compensation / compensation procedure; • Participation in local monitoring
Consultants / NGOs recruited by CEP Agropole Center		• Social support for PAPs and community development projects; • Stage, mid-term, and final evaluation of the implementation of the Abridged RAP and its impacts
PAP / Local communities		• Participation in the Local Mediation Committee and the Communal Committee; • Participation in the monitoring and evaluation of the implementation of the Abridged RAP.
Justice		• Judgment and judicial resolution of conflicts (in the event of disagreement with the PAPs on the amicable settlement of compensation / compensation)

Source: Consultant, IDEACONSULT international –SACI Senegal, july 2021

c. Capacity assessment of institutional actors in resettlement

The national structures (Town halls, Cadastre, Town planning, Estate, Agriculture, Water and Forests, Environment) involved in expropriation operations for public utility have long experience in census and compensation procedures for people affected by government projects in Senegal. These structures which operate within the framework of the Departmental Commissions of Census and Evaluation of Expenses (CDREI) set up by decrees taken by the Prefects of the area have, however, a tendency to always worked by referring to the legislative and regulatory texts which govern national expropriation procedures (Law 64-46 of June 17, 1964 on the national domain, Law 76-67 of July 2, 1976 on expropriation for reasons of utility and its implementing decree, etc.).

In doing so, these CDREIs often face difficulties when they have to do the work within the framework of government projects supported by Multilateral Development Banks (MDBs) such as the World Bank and the African Development Bank (ADB) which have policies of involuntary displacement and resettlement of populations. For good reason, most of the member structures of CDREIs do not have a mastery of the principles and procedures that govern these policies for the resettlement of Technical and Financial Partners (PTF) and which are nevertheless applicable and required within the framework of operations and projects. Investment that they finance for the benefit of the State of Senegal.

This is the reason why, within the framework of the implementation of the RAP Summary of the module Regional Medina Sabakh, their capacities will be strengthened to optimize their intervention in accordance with the principles and procedures of the Operational Safeguard (SO) n ° 2 of the ADB relating to "Involuntary resettlement: land acquisition, displacement and compensation of populations".

This training will focus in particular on the principles and procedures of land acquisition and the consideration of social aspects related to resettlement (consultation of PAPs to obtain their consent, application of the principle of the hierarchy of mitigation measures in the selection of sites, etc.), the procedures for surveys, inventorying, property valuation, implementation and monitoring of the Abridged RAP, etc. Key people will be identified within CDREI for knowledge sharing and transfer.

9. COMPENSATION PLAN

a. Legal owners, property rights assessment and eligibility criteria

In line with AfDB's SO2 on involuntary resettlement, three groups of displaced people will be entitled to compensation or resettlement assistance for the loss of land, crops, fruit trees, and income impacted by implantation of the module regional Medina Sabakh:

- those who have formal legal rights to land or other property recognized under the laws of the country concerned.
- those who would not have formal legal rights to land or other assets at the time of the census or assessment, but can prove that they have a claim that would be recognized by the customary laws of the country.
- those who have no legal rights or recognizable claim to the lands they occupy in the sphere of influence of the project, and who do not fall into either of the two categories described above, but who, by them- themselves or via other witnesses, can prove that they occupied the sphere of influence of the project for at least 6 months before a deadline established by the borrower or the client and acceptable to the Bank.

The persons eligible under the project are made up only of natural and legal persons.

Affected individual (Natural Person): an owner or operator of land for agricultural use and any other economically active person on the right-of-way who will be forced to leave or move their property and activities due to the completion of the project. These subjects constitute people affected by the project;

Communities (Legal person): communities suffering collective losses due to the loss of access to the project footprint area and the loss of resources due to tree felling are also considered a category of Affected Persons by the Project (PAP) eligible for compensation (example of forest product operators).

b. Census and eligibility date

The eligibility deadline corresponds to the date of completion of the loss inventory operations, on which the affected assets are eligible for compensation. In the context of the said project, this date corresponds to July 18, 2021.To this end, a press release of this deadline was drafted and sent to the village chief of Keur Sader on July 14, 2021. Prior to this press release, the village chief had been previously informed by telephone and the information was already widely disseminated to potential PAPs (see Annex 3).

Based on the census, the project caused the loss of 03 categories of property belonging to nine (09) PAPs. The assets affected by the project are as follows:

- the loss of agricultural 15 ha of land belonging to 09 male PAPs;
- the loss of 37.5 tons of peanut crops, 60 tons of cereal crops (15 tons of millet and 45 tons of maize) and 1500 bags of peanut on an area of agricultural land of 15 ha, as well as the income generated by these crops for 09 PAPs;
- the loss of 17 fruit and forest trees (09 Cordyla Pinnata "Dimb", 01 Prosopis Africana "Ir" and 07 Azadirachta indica "Neem") for 04 PAPs.

The four (04) vulnerability criteria below have made it possible to identify and identify vulnerable PAPs:

- being a widow (woman head of household);
- be aged 60 or over with no other source of income;
- have a disability (motor, visual, hearing);
- have 15 or more people in charge.

Based on these criteria, all nine (09) PAPs were deemed vulnerable. Among them, 08 PAPs have at least 15 dependents and 01 PAP, in addition to this criterion, is aged 60 and over without any other source of income. In addition, no community loss was noted.

c. Compensation principles and applicable rates

The valuation will be made on the basis of the acquired value, which corresponds to the present value and which takes into account the intrinsic value of the good considered, but also the added value incorporated in it (corresponding to the general increase in cost. goods). In addition, law 64-46 of June 17, 1964 in its version amended by decree 91-838 of August 22, 1991, allows any occupant of the national domain being moved to be compensated. Cash compensation is the principle in Senegalese legislation when it comes to expropriation for public utility or withdrawal of land from the national domain. Due to the absence of a scale in the decree, the compensation offered below for information seems correct to compensate for all the damage suffered.

- ***Land***

Given the constraints of land availability in the area and the risk of exacerbating land conflicts that may arise from the decommissioning of other actors for the benefit of PAPs, the Municipality of Medina Sabakh ruled out any possibility of granting land from substitution for PAPs. The lands affected by the establishment of the regional module of Medina Sabakh are therefore compensated in cash at the market price, by integrating the costs of any transactions for the acquisition of new lands and a lump sum aid of 150,000 F CFA / ha for their preparation. (Priming and fertilizing the news to reach its current level of production).

- ***Crops***

Losses of annual crops (groundnuts, millet, maize) are compensated according to the annual production value (for a campaign).

The value of an annual production is calculated from the estimated yield of the crop during the last campaign and the unit price of the crop on the collection market (Value of production = area (ha) X yield (kg / ha) X unit price of the product (price / kg);

This information is obtained and validated by discussing with the PAPs.

- ***Fruit trees and timber***

For perennial crops (fruit trees and timber), the value of production lost until the tree reaches its production phase is considered (cost of compensating fruit trees = production value X number of year until production phase).

The value of production is determined as follows: average annual production per plant in kg X number of plants X value of the production of the fruit in the collection market.

This information is obtained and validated by discussing with the PAPs.

- ***Loss of income***

Displaced people are necessarily deprived of their sources of income for a certain period of time, ie the sale of products from crops (groundnuts, millet, maize) and timber. Even if they have new land, it takes time to develop it, cultivate it, and see the trees reach the stage of maturity and production. Based on the socio-economic survey, compensation for loss of income should be taken into account. It will cover the entire transition period and will be calculated on the basis of the daily income of the socio-professional category, whether in the formal or informal sector.

- ***Vulnerability compensation***

PAPs deemed vulnerable on the basis of the four (04) criteria retained have a fixed vulnerability allowance of one (1) million CFA F, in addition to the compensations to which they are entitled. The lump sum compensation is cumulative depending on the types of vulnerability detected in the person.

d. Estimation of discounted losses and their full compensation cost

The basis for assessing losses and their compensation was explained to the 09 PAPs during the various consultation phases (public consultation, socio-economic surveys and inventory of affected assets, conciliation phase). Overall, the compensations as mentioned in the following tables are consistent with the full compensation costs. Their approval by the PAPs resulted in the signing of minutes of amicable agreements, under the aegis of the Commission for the Census and Evaluation of Expenses (CDREI) of Kaolack, with a conciliation rate of 100%.

➢ ***Compensation for land losses***

Module	PAP Code N °	Area (ha)	Sale price (ha) according to market cost plus	Land loss compensation amount (F CFA)	Amount of aid for the preparation of new land (F CFA)	Full amount of land compensation (F CFA)
Regional module of Kaolack	MRMS01	1.7	3,000,000	5100000	255000	5355000
	MRMS 02	2.1	3,000,000	6300000	315000	6615000
	MRMS 03	2.4	3,000,000	7200000	360,000	7560000
	MRMS 04	1.2	3,000,000	3600000	180,000	3780000
	MRMS 05	2	3,000,000	6000000	300000	6300000
	MRMS 06	1.56	3,000,000	4680000	234000	4914000
	MRMS 07	1.1	3,000,000	3300000	165000	3465000
	MRMS 08	0.54	3,000,000	1620000	81000	1701000
	MRMS 09	2.4	3,000,000	7200000	360,000	7560000
TOTAL		**15 ha**		**45,000,000**	**2,250,000**	**47,250,000**

Source: Consultant, IDEACONSULT international –SACI Senegal, socio-economic surveys of the impact of the regional module of Kaolack, july 2021

For the 09 PAPs affected by land losses, the total amount of compensation is **47,250,000 CFA francs**.

The price per hectare of land on the local market is estimated by the PAPs between 2,000,000 and 2,500,000 CFA francs. This amount was increased by 500,000 F CFA and reduced to 3,000,000 F CFA per hectare to take into account any increases between the assessment and the payment of compensation.

➢ ***Compensation for crop losses***

Module	PAP Code N °	Area (ha)	Average production (kg / ha)	Market value per kg (F CFA)	Total value per crop	Number of agricultural seasons	Full crop compensation amount (F CFA)
Regional module of Kaolack	MRK01	1,7 ha groundnut (seeds)	4250 kg	250	1 062 500	1	3 272 500
		1, 7 ha groundnut haulm	170 bags	2500	425 000		
		1,7 ha millet	1700 kg	300	510 000		
		1,7 ha maize	5100 kg	250	1 275 000		
	MRK02	2,1 ha groundnut (seeds)	5250 kg	250	1 312 500	1	4 042 500
		2,1 ha groundnut haulm	210 bags	2500	525 000		
		2,1 ha millet	2100 kg	300	630 000		
		2,1 ha maize	6300 kg	250	1 575 000		
	MRK03	2,4 ha groundnut (seeds)	6000 kg	250	1 500 000	1	4 620 000
		2,4 ha groundnut haulm	240 bags	2500	600 000		
		2,4 ha millet	2400 kg	300	720 000		
		2,4 ha maize	7200 kg	250	1 800 000		
	MRK04	1,2 ha groundnut (seeds)	3000 kg	250	750 000	1	2 310 000
		1,2 ha groundnut haulm	120 bags	2500	300 000		
		1,2 ha millet	1200 kg	300	360 000		
		1,2 ha maize	3600 kg	250	900 000		
	MRK05	2 ha groundnut (seeds)	5000 kg	250	1 250 000	1	3 850 000
		2 ha groundnut haulm	200 bags	2500	500 000		
		2 ha millet	2000 kg	300	600 000		
		2 ha maize	6000 kg	250	1 500 000		
	MRK06	1,56 ha groundnut (seeds)	3900 kg	250	975 000	1	3 003 000
		1,56 ha groundnut haulm	156 sacs	2500	390 000		
		1,56 ha millet	1560 kg	300	468 000		

Module	PAP Code N °	Area (ha)	Average production (kg / ha)	Market value per kg (F CFA)	Total value per crop	Number of agricultural seasons	Full crop compensation amount (F CFA)
		1,56 ha maize	4680 kg	250	1 170 000		
	MRK07	1,1 ha groundnut (seeds)	2750 kg	250	687500	1	2 117 500
		1,1 ha groundnut haulm	110 bags	2500	275 000		
		1,1 ha millet	1100 kg	300	330 000		
		1,1 ha maize	3300 kg	250	825 000		
	MRK08	0,54 ha groundnut (seeds)	1350 kg	250	337 500	1	1 039 500
		0,54 ha groundnut haulm	54 bags	2500	135 000		
		0,54 ha millet	540 kg	300	162 000		
		0,54 ha maize	1620 kg	250	405 000		
	MRK09	2,4 ha groundnut (seeds)	6000 kg	250	1 500 000	1	4 620 000
		2,4 ha groundnut haulm	240 bags	2500	600 000		
		2,4 ha millet	2400 kg	300	720 000		
		2,4 ha maize	7200 kg	250	1 800 000		
TOTAL							**28 875 000**

Source: Consultant, IDEACONSULT international –SACI Senegal, socio-economic surveys of the impact of the regional module of Kaolack, july 2021

For the 09 PAPs affected by crop losses, the total amount of compensation is **28 875 000 F CFA**.

➢ ***Compensation for fruit and forest tree losses***

Module	N° Code PAP	Number of trees	Average yield (Kg/foot)	Unit price (F CFA/Kg)	Cost of crop losses (F CFA)	Compensation amount for the year	Compensation amount over 5 years
Module Régional de Kaolack	MRK 01	02 Cordyla Pinnata (Dimb)	30	300	18 000	24 000	120 000
		01 Prosopis Africana (ir)	30	200	6 000		
	MRK 02	04 Cordyla Pinnata (Dimb)	30	300	36 000	36 000	180 000
	MRK 03	07 Azadirachta indica (Neem)	0	0	0	10 000	70 000
	MRK 04	03 Cordyla Pinnata (Dimb)	30	300	27 000	27 000	135 000
TOTAL							**505 000**

Source: Consultant, IDEACONSULT international –SACI Senegal, socio-economic surveys of the impact of the regional module of Kaolack, july 2021

For the 04 PAPs affected by the loss of fruit and forest trees, the total amount of compensation is **505,000 CFA francs.**

➢ ***Vulnerability allowance***

Module	PAP Code	Vulnerbaility allowance
Regional module of Kaolack	MRK 01	1 000 000
	MRK 02	1 000 000
	MRK 03	1 000 000
	MRK 04	1 000 000
	MRK 05	1 000 000
	MRK 06	1 000 000
	MRK 07	1 000 000
	MRK 08	1 000 000
	MRK 09	2 000 000
TOTAL	**09 PAP**	**10 0000 000**

Source: Consultant, IDEACONSULT international –SACI Senegal, socio-economic surveys of the impact of the regional module of Kaolack, July 2021

All nine (09) PAPs were deemed vulnerable. Among them, 08 PAPs have at least 15 dependents and 01 PAP, in addition to this criterion, is aged 60 and having no other source of income. The total amount of the vulnerability allowance is thus **10,000,000 CFA francs**

e. Summary of compensation amounts

The total amount of compensation is set at **86 630 000 FCFA** distributed as follows:

Summary table of compensation		
Headings	**Number of PAP**	**Compensation (F CFA)**
Agricultural Land losses	09	47,250,000
Crop losses	09	28,875,000
Loss of fruit trees	04	505,000
Vulnerability allowance	09	10 000,000
TOTAL		**86 630 000 FCFA**

Source: Consultant, IDEACONSULT international –SACI Senegal, socio-economic surveys of the impact of the regional module of Kaolack, July 2021

The Communication Plan will take place through three paths: (i) local consultation or the organization of public days; (ii) organization of community forums; (iii) sectoral meetings of social groups and / or interests.

Integration measures with the host populations will not be necessary because there will be no displacement to a resettlement site.

f. Held consultations

The consultations generally took place between July 14 and 18, 2021, in two distinct and complementary parts. They are first made up of meetings and interviews with actors representing institutions involved in the national expropriation procedure for public utility and compensation. The second part consists of a public consultation meeting with the populations of the village of Keur Sader extended in particular to the PAPs of the villages of Keur Ayip, Keur Ngatane and Darou Rahmane, who are directly impacted by the adverse effects of the project, in particular those related land acquisition and construction works of the Kaolack regional module (Medina Sabakh). Following these two phases conducted by the consultant, the Departmental Commission for the Census and Evaluation of Expenses (CDREI) of the Department of Kaolack, set up by decree, also proceeded to the consultation of the PAPs as part of its work. Validation of the abbreviated RAP, through field verification of the data and information provided by the consultant (census of PAPs, assessment of losses, estimate of compensation). The CDREI then organized and supervised the conciliation session with the PAPs, which resulted in the signing of minutes of amicable agreement with the project (see annexes).

Meetings and interviews with institutional actors

This first category of meetings and interviews concerns the administrative authorities (Sub-prefect of Medina Sabakh, Deputy to the Prefect), Heads of departments of the deconcentrated and decentralized administration (Head of the departmental service of Agriculture, Head of the sector of waters and forests of Nioro, Head of the Department of Commerce, in charge of projects of the City of Medina sabakh, Secretary General of the Departmental Council of Nioro, Head of the Department of Social and Community Development). The themes discussed with these institutional actors relate to their missions and their roles in the implementation of the project in general and in the resettlement activities in particular.

Consulted services	First and last names of people consulted	Functions	Perceptions / Appreciations	Recommendations and suggestions
Nioro Prefecture	**Maguette NDIAYE**	**Deputy Prefect**	• We are delighted with the visit; • It is a project that will be very beneficial to the populations; • We are always delighted to support this type of project, especially since it is a government project.	• Involve all the actors concerned by the project; • We recommend that you meet the Sub-Prefect and the Mayor of Medina Sabakh.
Sub-prefecture of Medina Sabakh	**Ousmane THIAO**	**Sub-prefect**	• The site is occupied by farms; • The site is quite close to the national road and the houses; • We have already identified the people who will be affected; • The site straddles the villages of Keur Sader, Keur Lahine, Keur Ngatane, Passirip. But all those affected are from the only village of Keur Sader	• Integrate compensation for site occupants into project implementation • Think about neighboring villages when recruiting local labor.
Medina Sabakh Town Hall	**Ousmane SOW**	**Municipal project officer**	• We are looking forward to the project; • The people with land on the site come from the village of Keur Sader and must be compensated	• We must think about compensating the land because the Town Hall is not able to take the land of other people to give them to the PAPs • Involve the OCBs and GIEs of the Municipality; • Prioritize the local workforce, involve the populations.
Departmental Trade Service		**Chief Service**	• The area of the Department of Nioro which houses the project has significant agricultural potential; • Supervision of technical services is essential; • The project is a very good initiative with a lot of expected positive impacts	• Improve the food self-sufficiency of the populations; • Combat underemployment.
Departmental livestock service		**Chief Service**	• The Project will be decisive in improving the living conditions of the populations, if the objectives are achieved; • The project will have positive impacts on animal production;	• Integrate the milk and meat sector into the sectors targeted by the project; • Involve the livestock services in the implementation of the projec

Forestry sector		**Head of Sector**	• The Project is very important, because it fits with the needs of the populations	• Avoid encroachment on classified forests; • Remember to see the types of soil to mitigate erosion; • Have clearing and felling authorizations for trees located on the site before the start of work; • Install windbreaks to protect floors.
Departmental council		**Secretary General of the Council**	• The departmental council must be the entry point of the project; • The project is promising for the local populations	• Organize a Local Development Committee (CLD) or a Departmental Development Committee (CDD), in order to facilitate awareness-raising among local stakeholders; • Favor the participatory approach in the implementation of the project; • Encourage local labor in the recruitment of non-technical site staff.
SDDR		**Chief Service**	• It is a good project for the populations.	• Involve women, GIEs and young people and ensure that their needs are taken care of; • Ensure the awareness of local populations on the project; • Integrate local speculations into processing activities; • Target dynamic EIGs in the support to be provided by the project
Social and community development service		**Chief Service**	• It is a good project for the populations, in particular the women active in the EIGs; • Cross-border trade is essential in the area; • There are many artisanal networks for processing local products.	• Involve women in the project; • Integrate Non-Wood Forest Products (NTFPs) in the sectors targeted by the project; • Provide for compensatory reforestation; Ensure the motivation of the populations; • Identify and train women; • Encourage women to go and exhibit at fairs; • Watch over waste and rejects from the project.

Source: Consultant, IDEACONSULT international –SACI Senegal, meetings and interviews at Medina Sabakh, july 2021

Public consultation of the populations of the village of Keur Sader

The public consultation of the populations to host the Kaolack regional module planned for Medina Sabakh as part of the Agropole Center project, took place on July 17, 2021 in the village of Keur Sader (with the participation of stakeholders from villages of Santhie Sader, Keur Ayip, Keur Ngatame, Darou Rahmane, Passirip and Keur Lahine), through a focus group. This meeting recorded the participation of the village chief of Keur Sader (chairperson), the Mayor of Medina Sabakh, religious and customary notabilities of the village, the president of the women's group, the president of the association of young people and people. Affected by the project. During the meeting, took the floor, the village chief (president of the meeting), notables, young people and women of the village and some owners of fields which will be expropriated. The following table summarizes the points raised during the meeting.

Locality	Perceptions / Appreciations	Fears	Questions	Replies to questions and concrns	Recommendations and suggestions
Keur Sader village	- We are aware of the importance of the project which is for us a good project for local development and employment of young people and women; - There are on the site the presence of fields of cultures and subdivisions for residential plots; - We are asking for compensation up to 10,000 CFA F per m2; - We have an association of young workers which brings together all the profiles and all the skills to provide the jobs with the required personnel; - We are already organized as an EIG and we are counting on the project to support us, particularly in terms of financing.	- We are concerned about respecting the level of compensation requested; - We have concerns about the employment opportunities of the project which may in many cases benefit more to people outside the community; - We fear that the project will take more land on our land than those actually announced	- When will the project start? - Will our young people and our women be taken into account in job offers? - What are the exact boundaries of the Agropole site and its area? - What are the compensation scales for the project?	- The compensation will be made for the benefit of the PAPs according to the principle of full compensation. Therefore, all losses will be compensated according to the market price. Vulnerable PAPs will also benefit from special assistance; - Local populations will be given priority regarding access to project benefits, including labor and unskilled jobs; - The project will only take the 15 ha planned and already granted by a deliberation of the Commune - • The project is in preparation. We	- We must compensate the owners of fields in a substantial way; - Care must be taken to recruit local labor, especially young people, in job offers and financing; - It is necessary to plan a social support program for the populations through projects and funding; - You must give the exact boundaries of the site and make a commitment that the project will not use other lands.

				therefore do not know the exact start date. But you can continue your agricultural activities on the land until the compensation is paid; - The national compensation scales are applicable, but they will be revised to comply with AfDB resettlement principles. - The area of the Agropole is 15 ha; - Young people and women are the main targets of the project. A package of activities is planned to promote their access to employment (training, supervision, financing, recruitment into the manpower, etc.) - Local populations will be given priority regarding access to project benefits, including labor and unskilled jobs;	

Source: Consultant, IDEACONSULT international –SACI Senegal, public consultation in Keur Sader, july 2021

g. Resettlement implementation schedule

Steps		Mois																			
	Désignation des activités	Mois 1				Mois 2				Mois 3				Mois 4				Mois (fin des travaux)			
Step 1	Filing of a copy of the Summary RAP Abbreviated to the Town Hall of Medina Sabakh and the Nioro Prefecture																				
Step 2	Setting up the GRM																				
Step 3	Payment of financial compensation and closure of PAP files																				
Step 4	Clearance of rights-of-way and dismantling of affected facilities and property																				
Step 5	Monitoring of the resettlement procedure																				

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, juillet 2021

10. GRIEVANCE REDRESS MECHANISM

a. Structure of GM management bodies

The bodies for lodging, processing complaints and appeals are: (i) the Local Mediation Committee, (ii) the Communal Committee; (iii) Regional Coordination of the project; and (iv) justice. Each complaint management committee is independent and the complainant is free to lodge his complaint at the level of the committee of his choice.

❖ ***Local Mediation Committee***

The Local Mediation Committee includes:

- the village chief of Keur Sader, President of the local committee;
- the Chiefs of the villages of Keur Ayip, Keur Ngatane and Darou Rahmane
- a notable from the village of Keur Sader;
- the representative of women from the village of Keur Sader;
- the Representative of the youth of the village of Keur Sader;
- the Representatives of PAPs from the villages of Keur Sader, Keur Ayip, Keur Ngatane and Darou Rahmane and
- the Representative of the Organization of Partner Producers (OPP), Secretary of the Local Mediation Committee (CLM).

❖ ***Médina Sabakh Communal Committee***

The Communal Committee includes:

- the Mayor of the Commune of Medina Sabakh or his deputy, President of the Communal Committee;
- the Chiefs of the villages of Keur Sader, Keur Ayip, Keur Ngatane and Darou Rahmane;
- the Women's Representative of the Commune (GPF) of Medina Sabakh;
- the Representative of the Municipal Youth Council;
- the Representative of the religious and customary leaders of Medina Sabakh;
- the Representatives of PAPs from the villages of Keur Sader, Keur Ayip, Keur Ngatane and Darou Rahmane;
- the Representative of the OPP intervening in the area and
- the Agent designated by the Town Hall for the registration of complaints, Secretary of the Communal Committee (CC).

❖ ***Regional committee***

The Agropole Center Project has a Regional Coordination based in Kaolack within which a Regional Committee will be created in charge of recording and processing complaints. The Regional Committee includes:

- the Regional Coordinator of the Agropole Center Project, President of the Regional Committee;
- Infrastructure Specialists;
- the Specialist of agricultural sectors;
- the Environmental Safeguards Assistant;

- the Social Safeguards Assistant, Secretary of the Regional Committee (CR).

❖ ***Justice***

Recourse to judicial bodies in accordance with the provisions of the law is guaranteed by the Grievance Redress Mechanism (GRM).

b. Operating process of the GRM

The operating process of the GRM is presented as follows:

➢ **Receipt of complaints and doleances / acknowledgment of receipt**

To file a complaint, the complainant will contact the presidents or secretaries of the committees, by moving or through other channels (phone call, sms, or WhatsApp (call, voice, written)).

Information concerning the contacts of the chairmen and secretaries of the Complaints Management Committees (surname and first name, function, telephone number, home address, etc.) will be communicated to potential complainants during the information and popularization phase of the MGP. All complaints received by committee chairs will be shared with secretaries and vice versa.

If the complaint received by post, sms, email, or via social networks (WhatsApp) requires additional information, the complainant is contacted for the desired clarifications. In any case, upon receipt of the complaint, the president or the secretary of the committee having received the complaint, will send a return to the complainant in the form of an acknowledgment of receipt. If the receipt of the complaint is made electronically, the acknowledgment of receipt is systematically accompanied by an electronic message (sms or WhatsApp message) to ensure traceability.

➢ **Registration of complaints and grievances**

The complaints forwarded to the various committees will be duly recorded in a register of complaints which will be set up at the level of the committee. The secretary of each committee is responsible for registering the complaint immediately (in the event of the complainant's travel) and within two (02) days of receipt of the complaint. It will register the complaint with a confidentiality code (P01, P02, P03, etc.) which will be used to protect the identity of the complainant. The existence of this register will be widely disseminated to the populations of the area. Once the complaint has been registered, the Secretary of the committee will communicate to the complainant his confidentiality code.

➢ **Complaints handling and investigations**

Within two (02) days following the registration of the complaint, the secretary will send the complaint form to the chairman of the committee. The chairman of the committee will then be responsible for convening the members of the Committee within three (03) days of receipt of the complaint form from the secretary of the committee. The committee generally has a period of 15 days from the date of registration to process the complaint, i.e. 02 days for the transmission of the completed complaint form to the president, 03 days for the summons of committee members and holding the meeting and 10 days for the processing procedure.

Duration of complaints handling and their reception

Activity	Duration
Transmission of the complaint form to the committee	2 days
Summons of committee members	3 days
Complaint handling procedure	10 days
Total	**15 days**

The committee will first rule on the relevance, admissibility and merits of the complaint. The assessment of the admissibility and admissibility of a complaint will be made on the basis of the criteria below:

- the grievances and prejudices motivating the complaint have been verified and are real;
- the grievances and harms motivating the complaint were caused by the project or its related activities;
- the person is entitled to lodge a complaint because he or she is the complainant himself or an individual duly mandated by the latter (to be confirmed by the committee through its investigations).

If the complaint is not admissible, it is closed with a reasoned report and the inadmissibility must be notified to the complainant with mention of the reasons which justify it. To do this, the committee will use the same channel used by the complainant to file his complaint, systematically accompanying it with a phone call to explain.

If the complaint is deemed admissible, the committee will proceed with the processing. In the procedure for handling a complaint, the committee may, if it deems it necessary, hear the complainant or the persons concerned by the handling of the complaint by telephone, in order to obtain clarification or additional information which he needs. The committee seized or the persons designated by it, may also travel on site to carry out the inquiries, verifications, and investigations essential to the resolution of a complaint.

➢ **Negotiation, solution and communication of the result**

At the end of its processing procedure, and after consultation with the parties concerned, the chairman of the committee seized will submit to the complainant his conclusions or his proposal for a solution for adequate and fair compensation for the damage suffered within a maximum period of 30 days following the consent of the plaintiff. If the plaintiff adheres to the proposed solution, the secretary of the committee will draw up the settlement report signed by the president and the members of the committee. If the complainant does not adhere to the proposed solution, the county secretary will draw up the deficiency report signed by the chairman and the members of the committee and will suggest that he seizes the committee at the next level.

➢ **Implementation of the result**

For the implementation of the proposed solution and which has the support of the complainant, the chairman of the committee will send electronically the report of the settlement of the complaint and the accompanying documents (complaint form) to the Regional Coordinator of the project, for support its execution by authorized structures or persons. The chairman of the committee will then follow up on the implementation of the chosen solution, in order to report weekly to the complainant on the progress recorded by telephone or by posting using his confidentiality code, until he obtains full compensation.

➢ **Archiving and closure**

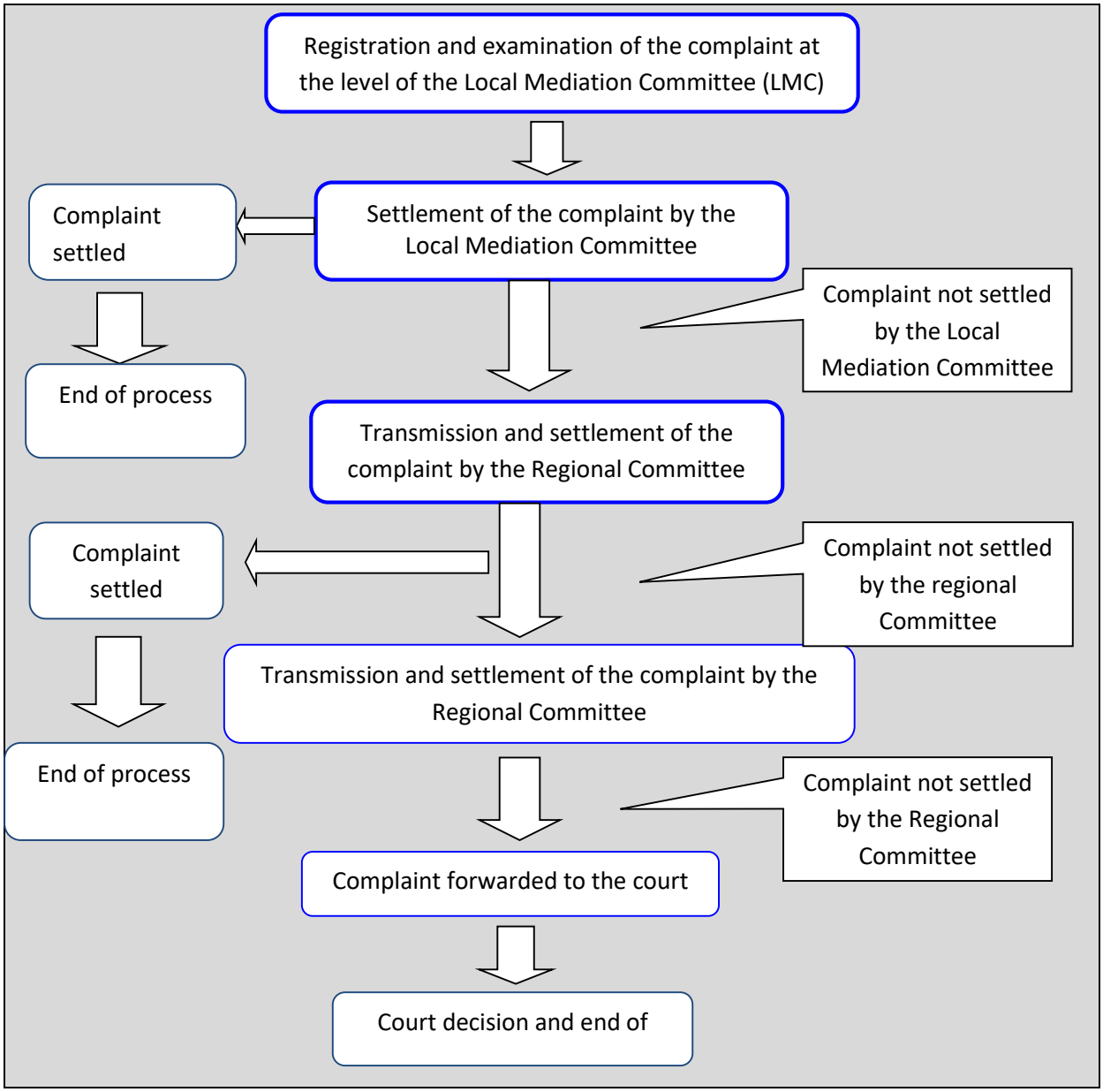
The committee, through its secretary, will carry out the physical and digital archiving of the documentation relating to the complaints on all the stages of the procedure, from the reception of the complaint until the repair of the damage established.

➢ **Resorting to Justice**

The complainant is free to have recourse to the legal system for the processing of his complaint, in particular if he has not obtained satisfaction at the level of the complaint management committees set

up within the framework of the project. But potential plaintiffs will be informed by committee chairmen that legal proceedings are often costly, lengthy, and with no guarantee of success.

❖ ***Agropole center project grievance mechanism diagram***



11. MONITORING AND EVALUATION

a. Monitoring indicators

In the context of monitoring, certain indicators will be used, in particular:

- number of households and people affected by project activities;
- number of households and people compensated by the project;
- number of households and people resettled by the project;
- number of vulnerable people receiving assistance;
- number of complaints processed compared to those received;
- total amount of compensation paid, etc.

b. Supervisory institutions and their roles

The implementation of the summary RAP is the responsibility of the CEP Agropole, which will take all the necessary measures to monitor the effective and compliant execution of the resettlement and compensation measures.

The internal monitoring of the implementation of the summary RAP will be ensured by the Social Safeguards Specialist (SSS) who will be able to rely in the achievement of his mission, on consultants / NGOs and the local authority of Kaolack, the Mediation Committee, and the Communal Committee at the local level as well as at the project regional coordination level.

c. Dissemination of periodic monitoring and completion audit reports

The Social Safeguards Specialist (SSS) of the CEP will produce monthly and quarterly reports to this effect. These reports will give an overview of the progress of the resettlement measures by comparing it with the goals and deadlines set in advance and giving explanations, if necessary, of any discrepancies between the plan and the reality. This will allow the project to plan corrective actions, if necessary, to resolve the issues.

The PAR evaluation (mid-term and final) will be carried out by an independent consultant recruited by the project. This evaluation is both a performance evaluation (level of achievement of the actions planned in the RAP) and an impact evaluation. The impact assessment will highlight the impact of the project and the resettlement on the PAPs before, during, and after the project, in relation to their level of income and living.

Periodic monitoring and completion audit reports will be disseminated to local stakeholders and published on publicly accessible media (website).

d. Monitoring and evaluation costs

The costs of monitoring and evaluation are 10,000,000 CFA francs.

12. TOTAL COST OF THE FULL IMPLEMENTATION OF THE PAR

The total costs of the full implementation of the summary RAP is **102 810 000 CFA francs** component-split as follows:

No.	Name	Total cost (FCFA)	Source of funding
1	Compensation for land losses	47 250 000	State of Senegal
2	Compensation for crop losses	28 875 000	State of Senegal
3	Compensation for fruit and forest tree losses	505 000	State of Senegal
4	Vulnerability allowance	10 000 000	State of Senegal
5	Provision for the Grievance Redress Mechanism (GRM)	3 680 000	Agropole project
6	Monitoring and evaluation including resettlement audit	10 000 000	Agropole project
7	Information-Awareness	2 500 000	Agropole project
Summary RAP implementation overall cost		**102 810 000 F CFA**	

1 Introduction

1.1 Contexte et justification

Le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (PZTA-Centre ou Agropole-Centre) est un des projets phares du Plan Sénégal Emergent (PSE) qui incarne les orientations stratégiques de la politique économique et sociale du Sénégal afin d'en faire, à l'horizon 2035, un pays émergent avec une société solidaire dans un Etat de droit. L'Agropole Centre s'inscrit spécifiquement dans le pilier I du PSE relatif à la transformation structurelle de l'économie et la croissance et fait partie intégrante du volet industriel du PSE, qui prévoit la mise en place de cinq agropoles intégrées et compétitives. La première phase du PSE, avec des investissements publics massifs, a entrainé une croissance forte. Sa deuxième phase a été adaptée pour une relance économique post COVID 19 à travers le Plan d'Actions Prioritaires Ajusté et Accéléré du PSE (PAP 2A-PSE 2021-2023). Le PZTA-Centre est la deuxième agropole appuyée par la Banque, après l'Agropole Sud approuvée en 2019.

Le projet Agropole-Centre couvre un potentiel important mais faiblement valorisé. Il s'étend sur les régions de Kaolack, Kaffrine, Fatick et Diourbel, pour une superficie de 27.992 km² et une population estimée à 4,7 millions d'habitants. Celles-ci assurent 51,8% de la production nationale d'arachide, 65,8% du mil, 41% du maïs, 35% des volailles et 98% de la production de sel. On note également la présence dans la zone de la société privée « Les salins du Sine Saloum » et la Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux du Sénégal (SONACOS), qui sont respectivement les plus grandes entreprises industrielles de production du sel de trituration et de raffinage de l'huile d'arachide du pays.

Au plan géographique, l'Agropole Centre s'insère dans le Plan National d'Aménagement et de Développement territorial (PNADT) qui vise à « promouvoir le développement du Sénégal à partir de ses territoires par une bonne structuration de l'espace et une valorisation durable des ressources et potentialités des territoires ».

Sur le Plan industriel, le projet cadre parfaitement avec la stratégie d'industrialisation du Sénégal 2021-2035, dont l'axe 1 est relatif à la « Transformation des matières premières agricoles, sylvopastorales et halieutiques, pour la souveraineté alimentaire et les exportations ». A terme, l'Agropole-Centre contribuera à la souveraineté alimentaire et à l'émergence de produits agricoles, sylvopastoraux et halieutiques transformés à forte valeur ajoutée sur le marché local et à l'export. L'atteinte de cet objectif nécessite la mobilisation d'investissements directs privés d'une part, et d'autre part, le développement d'un écosystème intégré d'entreprises locales offrant des produits et services tout au long de la chaîne de valeur des différentes filières ciblées.

Sur le plan agricole, le Projet s'aligne sur le Programme National d'Investissement Agricole pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (PNIASAN) 2018-2025, dont le coût total est estimé à 2 465 milliards de FCFA, articulé autour de 6 axes : (i) l'amélioration et la sécurisation de la base productive ; (ii) l'accroissement durable de la productivité et de la production agro-sylvo-pastorale et halieutique; (iii) le développement des chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales et halieutiques; (iv) le renforcement de la sécurité alimentaire, de l'état nutritionnel, de la résilience et de la protection sociale des populations vulnérables; (v) l'amélioration de l'environnement des affaires, la gouvernance et les mécanismes de financement du secteur agricole et agroalimentaire; (vi) le renforcement du capital humain. Il est aussi aligné au Programme Agricole pour la Souveraineté Alimentaire Durable (PASAD 2021-2023), qui vise : i) l'amélioration et sécurisation de la base productive ; ii) l'accroissement durable de la productivité et

de la production agricole ; iii) le renforcement du dispositif des services agricoles en matière d'appui à la production ; et iv) l'amélioration de la gouvernance du secteur agricole.

Sur le plan environnemental et social, l'Agropole Centre intègre dans sa conception, les engagements du Sénégal en matière de développement durable à bas carbone tels que définis dans la Contribution Déterminée au niveau National du Sénégal (CDN 2020). Ces engagements visent à atténuer « les pertes et préjudices actuels ainsi que les impacts projetés des changements climatiques sur les terres arables, les ressources hydrauliques et halieutiques, susceptibles de compromettre le succès du PSE », tout en réduisant les émissions des gaz à effet de serre (GES) en 2025 et 2030, de l'ordre de 23,7 et 29,5 % respectivement en 2025 et 2030, avec le soutien substantiel de la communauté internationale. L'Agropole Centre contribuera aussi à mettre en œuvre le volet social du PSE, en répondant notamment aux besoins des jeunes et des femmes des régions concernées en termes de formation, d'emplois décents et durables, de soutien à l'entreprenariat, de réduction des inégalités et plus globalement d'amélioration des conditions de vie des communautés.

Sur le plan genre et autonomisation des femmes, l'Agropole Centre intègre les principaux aspects de genre dans sa conception, sa formulation et les dispositifs institutionnels de sa gouvernance. Il est prévu le développement de chaines de valeur des filières agro-industrielles sensibles au genre, un appui technique et renforcement de capacités aux PME/PMI impliquées dans les filières ciblées, y compris celles dirigées par les femmes. Il est également planifié d'élaborer une stratégie de facilitation de l'accès des femmes et autres groupes vulnérables aux connaissances et aux ressources (terres, intrants, équipements, lignes de financement etc.).

Le renforcement des PME/PMI et la mise en place des installations et services d'appui aux chaînes de valeur de l'agro-industrie nécessitent l'acquisition d'un volume foncier important (217,6 ha dont 15 ha pour le module régional de Kaolack à Médina Sabakh). Cette acquisition aura des impacts négatifs sur les activités socio-économiques et les moyens d'existence des populations. C'est ainsi qu'il a été décidé, conformément aux sauvegardes de la BAD et aux procédures nationales, de réaliser un Plan d'Actions de réinstallation (PAR) Abrégé.

1.2 Objectifs du PAR

Les investissements prévus par l'Agropole à Médina sabakh, près du village de Keur sader, sont susceptibles d'occasionner des effets négatifs au plan social, en termes de pertes de terres ou autres actifs socio-économiques. Sous ce rapport, le présent Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé a été réalisé pour prendre en compte l'ensemble de ces aspects, et aussi pour prévenir et gérer de façon équitable les éventuelles incidences qui pourraient découler de la mise en œuvre du projet, en conformité avec la législation sénégalaise et les directives de la Banque Africaine de Développement sur le déplacement involontaire de populations.

Les objectifs du présent Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé du module régional de Kaolack (15) à implanter dans la Commune de Médina Sabakh, sont les suivants :

- minimiser, dans la mesure du possible, la réinstallation involontaire et l'acquisition de terres, en étudiant toutes les alternatives viables dès la conception du projet ;
- s'assurer que les personnes affectées/déplacées sont consultées effectivement en toute liberté et dans la plus grande transparence et ont l'opportunité de participer à toutes les étapes charnières

du processus d'élaboration et de mise en œuvre des activités de réinstallation involontaire et de compensation ;

- s'assurer que les indemnisations, s'il y a lieu, sont déterminées de manière participative avec les personnes en rapport avec les impacts subis, afin de s'assurer qu'aucune personne affectée par le projet ne soit pénalisée de façon disproportionnée ;
- s'assurer que la compensation des personnes affectées/déplacées soit faite selon le coût plein de réinstallation ;
- s'assurer que les personnes affectées, incluant les groupes pauvres et vulnérables, sont assistées dans leurs efforts pour améliorer leurs moyens d'existence et leur niveau et cadre de vie.

Il faut préciser que le présent PAR Abrégé porte essentiellement sur l'acquisition des terres du site du village de Keur Sader, à vocation agricole. Le site retenu pour le module régional de Kaolack est déjà délibéré sans aucune objection de la part du Conseil Communal de Médina Sabakh.

1.3 Méthodologie de l'étude

La démarche méthodologique adoptée dans la préparation du PAR Abrégé est basée sur deux approches complémentaires. La première est une approche participative qui a combiné, d'une part, la collecte et l'analyse de documents stratégiques, et d'autre part, des entretiens et des focus groups avec des acteurs et partenaires locaux concernés par le projet Agropole. Il s'agit :

- des services techniques de l'administration déconcentrée (agriculture, élevage, eaux et forêts, etc.) ;
- des autorités administratives et décentralisées (Sous-préfet, Maire, Président de Conseil Départemental) ;
- des populations et autorités locales des villages riverains du projet, affectées par l'implantation du module régional de Kaolack (Keur Sader, Keur Ayib, Keur Ngatane, Darou Rahmane, etc.) ;

Le but de ces entretiens étant :

- d'informer les acteurs concernés d'une façon juste et pertinente sur le projet, notamment ses effets négatifs et les mesures d'atténuation de ces effets négatifs;
- d'inviter les acteurs à donner leurs avis, préoccupations et suggestions sur le projet, afin d'instaurer un dialogue ;
- de définir et cerner les enjeux principaux du projet avec les différentes parties prenantes ;
- d'asseoir les bases d'une mise en œuvre concertée des actions prévues dans le cadre du projet.

La seconde démarche est fondée sur une approche quantitative, basée sur l'administration d'un questionnaire et d'une fiche de recensement aux personnes affectées par les activités du projet.

L'objectif visé étant de recenser les personnes et les biens affectés et de déterminer les profils socio-économiques des PAP, ainsi que les conditions et moyens d'existences des personnes susceptibles d'être affectées par le projet, pour servir de base de calcul des compensations y afférentes.

A la suite de ces deux phases conduites par le consultant, la Commission Départementale de Recensement d'Evaluation des Impenses (CDREI) du Département de Kaolack, mise en place par arrêté,

a aussi procédé à la consultation des PAP dans le cadre de son travail de validation du PAR Abrégé, par la vérification sur le terrain des données et informations fournies par le consultant (recensement des PAP, évaluation des pertes, estimation des compensations). La CDREI a ensuite organisé et supervisé, la séance de conciliation entre le projet et les PAP, au cours de laquelle les PAP ont validé les données recueillies (types de pertes, superficies des parcelles, évaluation de pertes et montant des compensations). Cette séance a abouti à la signature de procès-verbaux d'accord à l'amiable entre le projet et les PAP, avec un taux de conciliation de 100% (Cf. Accords en annexes).

L'objectif majeur de la mission est de faire en sorte que la procédure de réinstallation initiée par le projet Agropole Centre (identification des PAP, recensement de leurs biens affectés, estimation de la valeur des pertes subies, observation de la phase administrative de la procédure d'expropriation, etc.), soit conforme avec la législation nationale et la sauvegarde opérationnelle (SO2) de la BAD en matière de déplacement involontaire.

2 Description et justification du projet

2.1 Présentation du projet Agropole Centre

Le Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries (MDIPMI) a été désigné comme maître d'œuvre du projet Agropole Centre avec l'appui du Bureau Opérationnel de Suivi (BOS) du Plan Sénégal Émergent (PSE).

Le projet Agropole Centre concerne les quatre (4) régions (Fatick, Kaolack, Kaffrine et Diourbel) qui serviront d'incubateurs d'entreprises offrant des installations et des services d'appui aux chaînes de valeur de l'agro-industrie, afin de promouvoir l'agriculture commerciale et renforcer la compétitivité des entreprises locales et de leurs produits sur les marchés nationaux et internationaux.

Pour ce faire, l'accent sera mis sur les conditions favorables au développement des industries agroalimentaires dans la région du Centre du Sénégal, la maîtrise technologique, le renforcement de la capacité technique et de gestion des entrepreneurs, la mise en place de systèmes financiers sous forme de Partenariat - Public - Privé (PPP) approprié et des stratégies de marketing permettant de répondre, de manière proactive, aux demandes/exigences des consommateurs et de la collectivité nationale d'une manière générale.

De plus, le projet Agropole Centre permettra une gestion centralisée de plateformes partagées d'infrastructures agro-industrielles pour de multiples produits et une communauté fonctionnelle de fabrication et de service. Mais aussi, il sera une force motrice de développement et d'industrialisation régionale à travers notamment l'amélioration de la valeur ajoutée agricole créée au niveau local.

❖ **Ambitions stratégiques**

Renforcement de la valeur ajoutée des produits agricoles et réduction de la dépendance aux importations de produits agroalimentaires.

❖ **Description du projet**

Création des pôles de transformation agroalimentaire (Centre) avec des vocations définies combinant :

- ✓ **Infrastructures/services partagés**
  - Services immobiliers flexibles
  - Services logistiques & connectivité (p. ex. : stockage, transport, distribution)
  - Services de base (p. ex. : fonctions support)
- ✓ **Cadre incitatif attractif & simplifié (p. ex. : allègements fiscaux, subventions)**
  - Offre spécifique agro-alimentaire
  - Articulation/intégration avec l'amont agricole
  - Plan de formation sur les filières techniques
  - Services et infrastructures spécifiques
  - Renforcement de la base productive (sécurisation de la matière première)
- ✓ **Objectifs opérationnels**
  - Mise en place du cadre sectoriel incitatif spécifique aux agropoles avant fin 2020
  - Structuration complète de l'Agropole Centre en 2020
  - Mise en service de l'agropole sud avant fin 2022

- Structuration de l'Agropole nord avant fin 2021
- Mise en services des Agropole centre et nord avant fin 2024

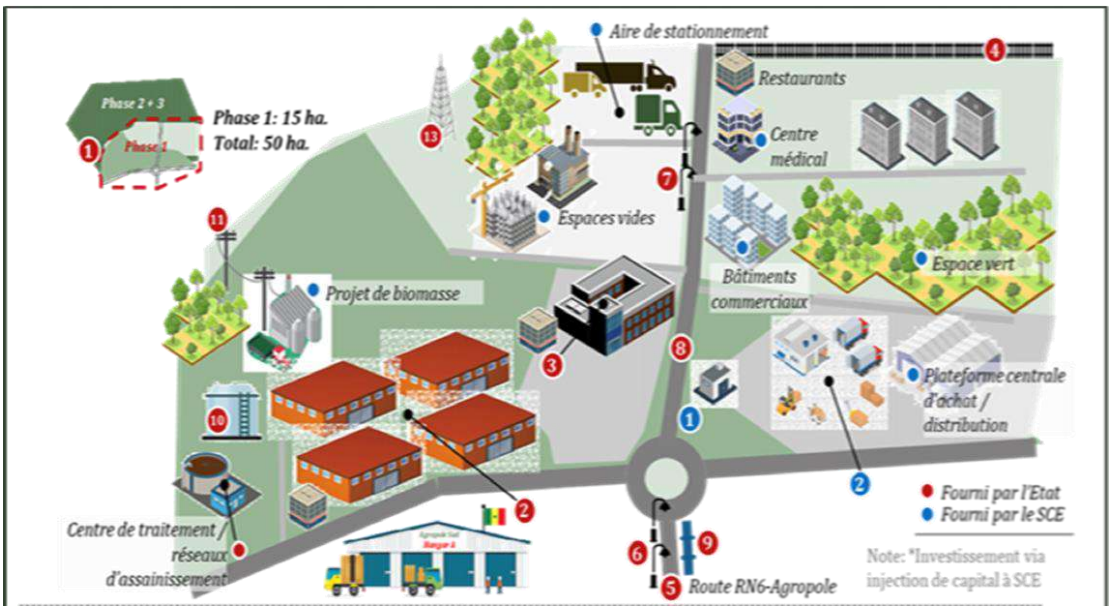


Figure 1. Schéma du module régional de Médina Sabakh

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, étude de faisabilité Agropole Centre, 2021

✓ **Objectifs économiques à 10 ans**

- Augmentation des exportations de produits agroalimentaire
- Création d'IDE
- Création d'emplois décents
- Réduction de l'importation des produits alimentaire

Schémas d'aménagement prévu au niveau des Agropoles

❖ **Spécifications de l'Agropole Centre**

Tableau 1. Spécifications de l'Agropole Centre

Critère	Type d'agropole	Caractérisation
Point de départ	• Initiative existante • **Nouvelle initiative**	• **Basé sur un développement existant (PME/PMI)** • **Développement nouveaux projets**
Porteur du Projet	• Etat • Secteur privé • Public-privé	• Essentiellement dirigé par le secteur public • Essentiellement dirigé par le secteur privé • Dirigé par le secteur public-privé
Objectifs de développement	• Agropole basique • **Agropole éco-industriel** • **Agropole avec incitations**	• **Compétitivité agro-industrielle** • **Agro-traitement écologique** • **Régime réglementaire et fiscal spécial**
Objectif industriel	• **Agropole spécialisé** • Parcs d'industries hybrides avec services connexes	• **Focus sur l'agro-industrie** • Plusieurs industries dont l'agroalimentaire (matières premières et traitement)

❖ **Mise en relation entre l'agropole et les petits exploitants**

Il est prévu d'élaborer un mécanisme de mise en relation. En effet, les liens avec les petits exploitants agricoles représentent une caractéristique primordiale des agropoles et des modules au niveau des régions. En regroupant les produits en un seul endroit, les plateformes départementales seront en mesure de relier les petits exploitants agricoles aux grandes chaînes de valeur agricole.

Ces liens remplissent deux fonctions clés :

- intégrer efficacement les fournisseurs de matières premières (petits exploitants agricoles) à la demande de la chaîne alimentaire ;
- fournir les matières premières appropriées aux agro-industries.

Il faut noter que ceci est essentiel pour la réduction de la pauvreté dans les zones rurales et pour la transformation structurelle de l'économie.

L'infrastructure physique liée à l'agropole est complétée par une incitation à l'agriculture contractuelle. Très peu de petits exploitants agricoles ont actuellement des liens contractuels avec les transformateurs agroalimentaires. Cela contribue à un système agro- industriel axé sur l'offre, caractérisé par l'incertitude et des coûts élevés de transaction, et n'incite pas les petits exploitants agricoles à produire la qualité ou la quantité de matières premières dont les agro-industries ont besoin. Avec le développement de l'agriculture contractuelle, les producteurs agricoles devront conclure avec les transformateurs des accords portant sur les méthodes et les technologies de production, la quantité, la qualité et les prix de la production, ainsi que le soutien technique et financier. Cela réduit les coûts de transaction pour les deux parties.

Tant les transformateurs que les producteurs devraient bénéficier de meilleurs liens entre les agriculteurs et les agro-industries. Les transformateurs bénéficient d'une livraison garantie des produits, tandis que les producteurs bénéficient d'intrants et de services essentiels (semences, engrais, équipement, financement et conseils techniques) et d'un accès à des marchés stables et plus prévisibles, ce qui permet une meilleure planification des dépenses et des économies.

2.2 Composante infrastructure du projet dans la commune de Médina Sabakh

Le projet d'Agropole centre consistera à mettre en place :

Le module régional de Kaolack : pour l'aménagement du module régional d**e** Kaolack prévu dans la Commune de Médina Sabakh (village de Keur Sader), il est préconisé, dans le cadre d'une tranche initiale, l'implantation de 2 unités agro-industrielles, ainsi qu'un complexe d'ateliers de transformation de produits agricoles et d'autres bâtiments connexes. A terme, le module sera implanté dans superficie globale de 15 ha mais il sera aménagé dans un premier temps sur une superficie d'environ 8,5 ha.

Filières prioritaires retenues au niveau du module régional de Kaolack : arachide, céréales (mil, maïs et sorgho) et sel.

2.3 Description technique détaillée du module

2.3.1 Programme préconisé au niveau du module régional de Kaolack

- **Programme d'aménagement**

Le module régional de Kaolack situé à Médina Sabakh comportera deux (2) terrains réservés à des unités de production industrielle répartis comme suit :

- un terrain de 1,00 ha pour la production d'aliments pour bétail ;
- un terrain de 0,8757 ha pour la production le séchage et mouture de céréales (mil et maïs) ;

En plus des unités industrielles il sera prévu des bâtiments aménagés pour des ateliers d'artisans. Deux (2) ateliers de 600m^2 chacun seront regroupés dans une zone commune.

➢ **Programme des unités agroindustrielles**

- La première tranche du module régional de Kaolack (Médina Sabakh) sera réalisée sur la partie du terrain accessible directement par une voie de desserte qui sera aménagée pour raccorder le module à la route nationale N°3.
- Une voie principale d'accès desservira à l'intérieur le lotissement qui comporte en plus des lots des unités industrielles, des terrains qui seront réservés à des services administratifs, des services sociaux, des services communs, des services mutualisés pour les artisans.
- Le module régional de Kaolack situé à Médina Sabakh accueillera également des ateliers qui seront mis à la disposition des artisans ainsi que des dépôts de stockage.
- Tout le terrain du module régional sera clôturé. Il sera contrôlé par un poste d'accueil et de contrôle à l'entrée principale du module.
- Un parking pour le stationnement des camions sera prévu à l'entrée du module.

➢ **Programme des infrastructures et équipements techniques**

- Le terrain de la première tranche du module régional de Kaolack (Médina Sabakh) sera entièrement viabilisé et équipé.
- Les voiries véhiculaires et piétonnes ainsi que les aires de circulation, de stationnement et de manœuvres seront aménagées et drainées afin d'éviter la stagnation des eaux de pluie.
- Le module sera alimenté en moyenne et basse tension, en eau potable et en fibre optique.
- Des bornes d'incendie seront implantées et reliées au réseau d'alimentation d'eau potable.
- L'assainissement de l'ensemble des lots industriels, administratifs, de services sera assuré par des réseaux et des installations appropriées.
- Les rejets industriels seront prétraités au niveau de chaque unité industrielle puis acheminés vers une zone de lagunage dont l'emplacement sera implanté en dehors du module régional afin d'éviter toutes les sources de pollution (surtout de dégagement d'odeurs). La zone de lagunage de la première tranche couvrira environ 1,65 hectares et atteindra en phase finale trois hectares cinquante (3,5) à quatre (4) hectares selon les besoins et la nature des unités industrielles.

Tableau 2. Eléments du module régional de Kaolack, département de Nioro du Rip/Commune de Médina Sabakh

UNITES AGRO-INDUSTRIELLES	CARACTERISTIQUES (MATIERE PREMIERE OU PRODUIT FINI)	BESOIN EN TERRAIN NU EN m²	SUPERFICIE COUVERTE EN m²	PUISSANCE ELECTRIQUE INSTALLEE (KW) PAR UNITE
Unité de production d'aliments de bétail	18 000 t/an d'aliment de bétail	10 000	1 000	173
Une unité de séchage et de mouture de céréales (mil et maïs)	25 000 t/an de matière première	8 757	1 000	247
2 Ateliers standards pour la transformation de produits agricoles de 600 m² chacun en première tranche	10 t/jour de matières premières/ unité type	1 200	1 200	212 au total (106 par unité)

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, 2020

2.3.2 Coûts d'aménagement du module régional de Kaolack

Tableau 3. Estimation des coûts du module régional de Kaolack

Programme des Aménagements	*Surface en m²*	*Prix unitaire en FCFA*	*Coût en FCFA*
Voirie : chaussée et aires de circulation y compris connexion extra-muros	24 142		1 386 754 000
Gestion des eaux pluviales	12 224		90 000 000
Parking voitures légères			0
Parking camions			0
Espaces verts à aménager			60 350 000
Clôture en MÈTRE LINÉAIRE	1 728	45 000	77 760 000
COÛT TOTAL EN FCFA	***1 614 864 000***		

Programme des bâtiments	*Surface Unité en m²*	*Nbre Unités*	*Surface totale en m²*	*Coût en FCFA*
Poste de contrôle et locaux techniques	150	1	150	30 000 000
Bloc administratif et social	747	1	747	279 155 000
Bâtiment comportant des services : exposition, commerce, restaurant		1	0	0
Atelier artisanal première tranche	600	2	1 200	483 388 000
Hangar de stockage en charpente de 2x (30m x120) première tranche	3 600	2	7 200	1 496 050 000
Atelier de réparation et de maintenance en charpente de 30mx30m	900	2	1 800	471 282 000
COÛT TOTAL EN FCFA	**2 759 875 000**			

Programme des équipements et infrastructures techniques		***Coût en FCFA***
· Equipement de pesage		**150 000 000**
· Energie		**602 500 000**
1 Poste de livraison et de transformation	250 000 000	
1 Reseau MT	84 000 000	
1 Reseau BT	79 500 000	
1 Groupe électrogène	150 000 000	
Eclairage public	39 000 000	
· Eau potable		**180 000 000**
· Assainissement y compris réseau extra-muros et lagunage	**197 000 000 (**dont 67 000 000 lagunage**)**	
· Sécurité incendie		**20 000 000**
COÛT TOTAL EN FCFA		**1 149 500 000**

DESIGNATION	***Coût en FCFA***
Programme des aménagements première tranche	**1 614 864 000**
Programme des bâtiments première tranche	**2 759 875 000**
Programme des équipements et infrastructures techniques	**1 149 500 000**
COÛT TOTAL DE LA PLATE FORME EN FCFA Module régional Kaolack-	**4 374 739 000**

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, 2020

3 Localisation et caractéristiques du site et des filières

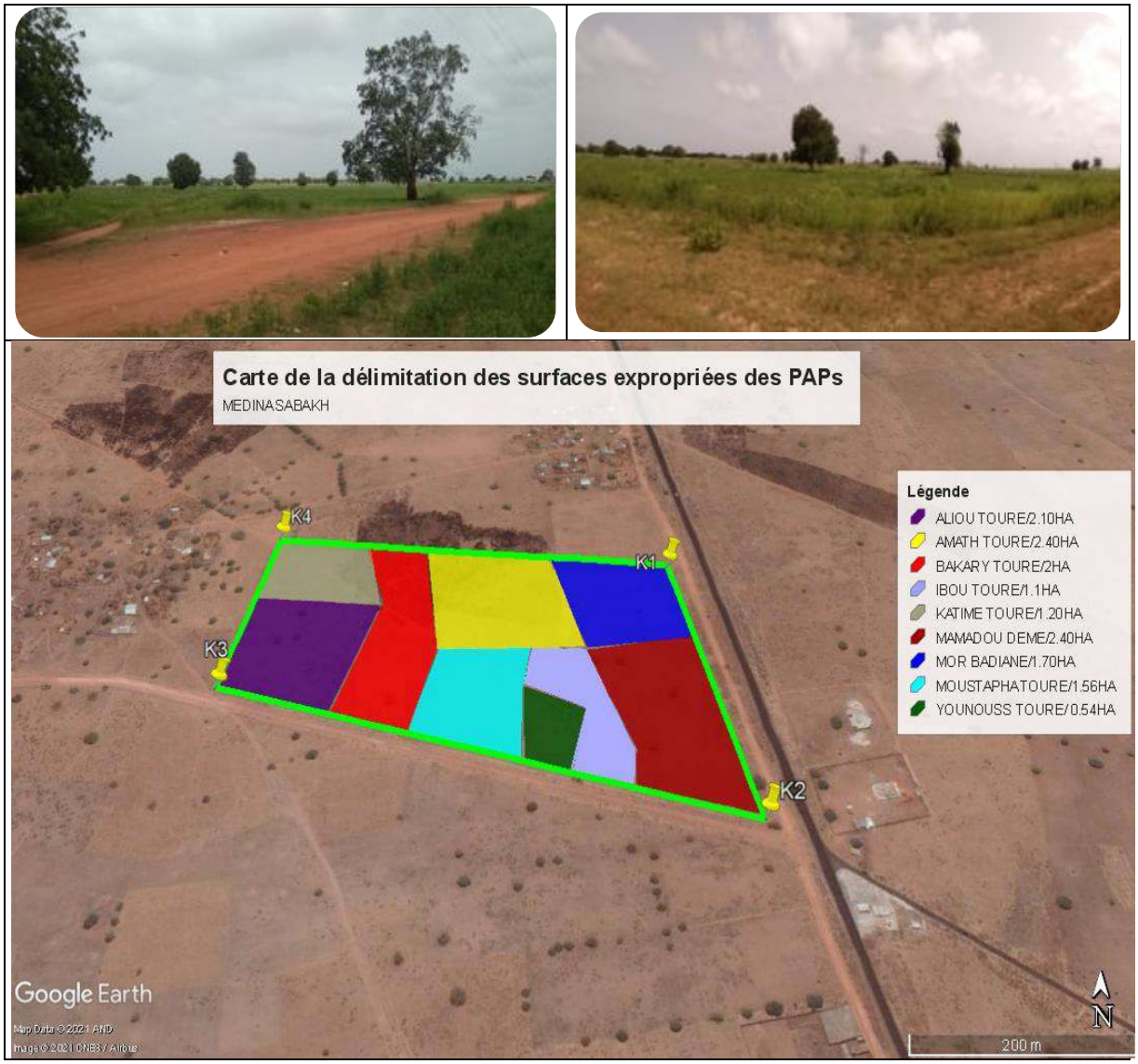
3.1 Localisation du module central dans la commune de Médina Sabakh

Le module régional de Médina Sabakh est situé dans le village de Keur Sader à environ 2 km au Nord du village Keur Ayip sur la route nationale N° 4 reliant Kaolack à La Gambie. C'est une localité du Sud-Ouest du Sénégal. La Commune de Medina Sabakh est le chef-lieu de l'arrondissement dans le département de Nioro du Rip.

Le Tableau ci-dessous, présente un tableau et des images qui illustrent la localisation, les coordonnées ainsi que les caractéristiques et les inconvénients du site de Médina Sabakh.

Tableau 4. Images illustrant la localisation, les coordonnées ainsi que les caractéristiques et les inconvénients du site de Médina Sabakh

Localisation	Coordonnées	Caractéristiques	Inconvénients
Commune de Médina Sabakh	13,619372 ; -15,6117899	Surfaces disponibles ; En bordure de la N4 (Kaolack-Gambie) ; Ligne moyenne tension en bordure de la RN4 ; Terrains situés au nord de la piste (dir. Kohel) ;	Parcelle traversée par la N4 ; Présence de terrains agricoles cultivés ; Présence de quelques pieds d'arbres ; Présence des habitations à quelque mètre (trop proche du site à une distance d'environ 100 à 135 m) et d'une station de service ; Terrains à usage d'habitations octroyé à des propriétaires ;
Carte de localisation du site de Médina Sabakh pour l'emplacement du module régional de kaolack			
Image d'illustration du site de Médina Sabakh			



3.2 Les conditions climatiques

Le climat de la région de Kaolack est de type soudano-sahélien marqué par des températures relativement hautes, une longue saison sèche (de novembre à juin) et une saison des pluies de quatre mois (de juillet à octobre). Ce climat façonné par les vents, l'humidité et la pluviométrie sera traité dans cette partie.

a) Pluviométrie

Les données sur la pluviométrie sont obtenues grâce aux installations de la Station Météorologique et celles de la Direction régionale du Développement rural (DRDR) disséminées à travers différentes localités de la région et qui peuvent renseigner de manière assez exhaustive sur les niveaux de pluviométrie à travers les différentes localités. Sur la base des informations recueillies des stations de la météorologie.

Le tableau. 4 ci-dessous montre l'évolution de la pluviométrie des postes de l'année 2016 à l'année 2018.Comme le montre le document ci-dessous la zone de Paoskoto dans le département de Nioro a

enregistré en 2018 les plus grandes quantités de pluie, tandis qu'en 2017, c'est la localité de Nioro qui a eu plus de précipitations. Cependant, Guinguinéo est la zone là moins pluvieuse de la région.

Tableau 5. Evolution de la pluviométrie par poste de 2016 à 2018 (mm)

Postes	2016	2017	2018
Guinguénéo	745.3	455.2	534.7
Kaolack	668.1	660.4	599
Nioro du Rip	910.8	692.8	683.9
Paoskoto	792.9	579.4	724.1
Wack Ngouna	741.8	616.8	654.6
Gandiaye		477.8	513.7

Source : SR de la Météorologie Kaolack 2018

b) Température et Humidité

La région de Kaolack, réputée être une zone où la canicule est rudement ressentie, n'a pas rompu à la tradition en affichant une température maximale moyenne de 41,1° en février 2018 contre 41,8° en avril 2017. En ce qui concerne de la température minimale, le mois de janvier bat le record de la fraicheur avec une moyenne de 18,4° en 2017 contre 19,2° en 2018.

Concernant l'humidité, c'est-à-dire la quantité d'eau que contient une masse d'air, elle est normale si le taux est compris entre 80% et 100%, déficitaire s'il est inférieur à 80% et excédentaire s'il est supérieur à 100%. Ainsi, l'humidité a atteint son maximum pendant les mois d'août et septembre pendant les deux années. Cependant, il faut noter que pendant toute la période de l'hivernage (mai octobre), l'humidité est normale et inférieure durant les autres périodes de l'année.

Comparativement à l'année 2017, l'année 2018 reste une année plus humide avec une humidité minimale de 17% en avril contre 14% au mois de février 2017.

c) Vents

La région de Kaolack est balayée par l'harmattan, vent chaud et sec et la mousson qui est un vent porteur de pluie. La direction Ouest a été empruntée par les vents dès le mois de juin jusqu'en octobre sur l'ensemble de la période de 2013 à 2018, atteignant des vitesses dégressives comprises entre 2,9 m/s et 1,8m/s. De même, la direction du nord prend le relais pour les mois de novembre et décembre.

d) Évaporation et Insolation

L'évaporation moyenne mensuelle est passée de 5,1 à 5,9 mm entre 2016 et 2017, puis à 5,3 en 2018. Cette moyenne de 2017 est tirée de la forte évaporation constatée pendant la période de janvier à avril avec un pic au mois de février (11,8 mm). Il faut noter aussi que le mois qui a enregistré la plus petite évaporation entre les années reste le mois d'août 2017 avec 1,8 mm.

3.3 Données hydrographiques

La région est peu arrosée au vu des données climatiques. Les eaux de surface pérennes peuvent se résumer au fleuve Saloum qui, en réalité, est sans écoulement de l'amont vers l'aval. Ainsi, son ancienne vallée occupée par la remontée de l'eau de mer est devenue impropre à l'agriculture, mais propice à la culture du sel.

Les eaux de surface temporaires sont constituées de mares qui sont nombreuses en hivernage. Dans le cadre de l'aménagement des bassins de rétention, ces points d'eau mériteraient d'être recensés.

Les eaux souterraines sont de trois ordres : les nappes superficielles qui sont à 03 ou 04 mètres suivant les endroits ; la nappe phréatique qui peut être atteinte entre 10 et 60 mètres d'Ouest en Est et qui est la principale pourvoyeuse en eau des populations rurales de la région. Cette nappe, dépendant directement des eaux de pluie, se salinise de plus en plus en certains endroits.

La principale réserve d'eau souterraine est constituée par la nappe du mæstrichtien qui est atteinte par les forages entre 300 et 400 mètres. Cette eau très fluorée devait être traitée, vu les incidences dans la dentition et la santé des enfants.

3.4 Relief et types de sol

a) Le relief

La région tient son relief des données géomorphologiques marquées par la présence du Continental Terminal composé de formations gréseuses, résultats d'une longue érosion.

Ainsi, la région est entièrement constituée d'une vaste plaine qui s'incline en pente douce vers l'ouest. Cette plaine est faiblement entaillée par plusieurs vallées peu profondes et aux pentes douces dont les plus importantes sont celles du Saalum, du Bao-bolong, du Nianijabolong, de Koutango et de Koular.

b) Les types de sols

Les sols de la région sont de type ferrugineux tropical lessivé avec différentes variantes suivant le relief.

- Les sols « joor » (rosâtres et meubles) sont dominants et se trouvent dans les plaines. Ces sols meubles, sablonneux et très profonds sont adaptés au système agricole adopté par les populations. Ce sont les sols du petit mil et de l'arachide dont la culture a été développée par la colonisation.
- Les sols « dekk » (lourds et noirs), qu'on trouve dans les bas-fonds des zones de plaines ou au niveau de certaines vallées non salées (Baobolong, Coular). Ces sols qui sont argileux et collants en hivernage sont durs et parfois fendillés en période de sécheresse. Ils sont propices à la culture du sorgho ou du riz.
- Les sols halomorphes qui se trouvent le long du fleuve Saloum sont généralement pauvres et impropres à l'agriculture. Ils sont souvent dénudés ; ce sont les tannes, parfois inondés durant les marées hautes, les slikkes.
- Les sols ferralitiques qui forment des cuirasses latéritiques dans les zones de bas plateaux. Ces sols résultent de l'accumulation du fer en profondeur durant les périodes pluvieuses et suite à la sécheresse, ces formations se sont « carapacées » pour donner de la latérite (bowal en poular). Ces formations sont disséminées à travers la région, affleurant çà et là et sont une aubaine pour les entreprises des travaux routiers, car la roche latéritique est assez bonne comme matériau pour le génie civil.

3.5 Végétation et faune

a) La végétation

C'est la zone de la savane avec plusieurs formations :

- La savane arborée avec de nombreuses espèces qui entrent dans les activités socioéconomiques des populations. Certaines espèces qui entrent dans les habitudes alimentaires des populations méritent d'être connues des responsables des cantines scolaires.

- La savane buissonnante avec des plantes rabougries souvent pyrophiles. Le nguérasénégalensis et les différents types d'acacias sont les plus répandus.

La zone éco – géographique de la région peut être divisée en deux sous zones :

- La sous zone du vieux bassin arachidier qui couvre les 3⁄4 du département de Kaolack. Elle abrite plus des 2/3 de la population régionale et les 5 forêts classées sur les 9 que compte la région. C'est une zone où la culture de l'arachide est dominante. Cependant, l'avancée de la langue salée a beaucoup contribué à la destruction du couvert végétal et à la pauvreté des sols. Il faut signaler l'existence d'une grande cuvette au cœur du vieux bassin qui subit chaque année des inondations.
- La sous zone de polyculture qui regroupe le département de Nioro et les parties méridionales du département de Kaolack. Elle abrite 4 forêts classées. Plusieurs variétés y sont cultivées, c'est aussi une zone de pâturage.

b) La faune

La faune est essentiellement composée d'animaux sauvages à poils et à plumes aquatiques et terrestres. Elles ont concerné la quasi-totalité des zones amodiées à l'exception de celle de Thiomby. Outre le recouvrement des taxes d'amodiation, des licences d'exploitation cynégétique et la délivrance des permis de chasse, les activités liées à l'évaluation et l'élaboration des plans de travail annuel été réalisées aussi.

Parmi les espèces animales rencontrées dans la région, nous pouvons citer, entre autres : le gibier à plumes représenté entre autres par la famille des Colombidés (les Tourterelles, Pigeons), des Numididés (Pintades), Phasianidés (Francolins, cailles), des Péroclididés (gangas), des oiseaux d'eau comme les Anatidés (Canards, Oies et Dendrocygnes) et d'autres espèces non chassées telles que les Bucérotidés (Calao) des Ardéidés (Hérons), les Cuculidés (Coucal du Sénégal) etc.

Le principe de l'amodiation consiste, dans le respect de la législation en matière de gestion des terres du terroir, à attribuer en dehors des aires protégées, un territoire de chasse à aménager sur lequel le droit de chasse, exclusivement dévolu à l'Etat, est loué à une personne physique ou morale. Cette location par l'Etat de ses droits de chasse est formalisée par un contrat dont les clauses sont fixées par un cahier des charges.

3.6 Zone d'emprunt et carrières pour le projet

Pour le présent projet, il est prévu d'exploiter une carrière déjà ouverte. En tout état de cause, l'entrepreneur est tenu de se conformer à la règlementation concernant la demande d'autorisation prévue par le Code minier pour l'ouverture/exploitation d'une carrière et prendra à sa charge tous les frais y afférents, y compris les droits d'entrée fixes et redevance de prélèvement.

A cet effet, les mesures suivantes seront respectées :

- ✓ localiser les voies d'accès aux gîtes en concertation avec les autorités locales concernées de façon à ce qu'elles puissent être utilisées par les populations après les travaux.
- ✓ éviter dans la mesure du possible de circuler avec du matériel lourd hors des voies d'accès afin de minimiser la compaction des sols.

Le gîte étant gardé ouvert pour l'entretien des pistes et autres activités futures, l'entrepreneur, en collaboration avec les autorités locales doit contrôler l'accès par une barrière.

Par conséquent, l'état de référence de ces sites doit être fait pour les besoins de la remise en état après exploitation. L'analyse des risques qui sera faite par l'entreprise devra prendre en compte cette activité pour minimiser les risques d'accidents

3.7 Démographie

Entre les recensements de la population de 1976 et 1988, la région de Fatick a été amputée de la région du Sine Saloum qui devient région de Kaolack. Entre ceux de 2002 et 2013, la région de Kaolack est encore scindée en deux avec la création de la nouvelle région de Kaffrine en 2008.

L'évolution de la population issue des différents recensements de la région de Kaolack s'établit ainsi qu'il suit : 540 388 habitants en 1988, 716 574 habitants en 2002 et 960 875 en 2013. Cette population est estimée à 1 086 464 Habitants en 2017 et à 1 120 402 en 2018 (source SES Kaolack 2018).

La structure par âge révèle que la population de la région de Kaolack se caractérise par une extrême jeunesse. C'est une structure typique des populations à fécondité et mortalité élevées.

3.8 Santé

Dans la région de Kaolack, le nombre d'infrastructures sanitaires n'a pas connu une variation entre 2017 et 2018, à l'exception des postes et cases de santé qui se sont respectivement accru de 4,7% et abaissé de -0,9% (source SES Kaolack 2018).

En effet on dénombre un hôpital, 4 districts sanitaires, 4 centres de santé. Quant aux postes et cases de santé, ils sont passés, pour les premiers, de 106 en 2017 à 111 en 2018 et pour les seconds, elles ont diminué de 230 à 238. Cette situation est différente dans les départements de Guinguinéo, Kaolack et Nioro où le nombre de postes de santé s'est accru pour Guinguinéo de 9.5% et pour Nioro de 7.7% et reste inchangé pour Kaolack. Quant aux nombres de cases de santé, on a noté une augmentation pour Nioro (2.7%) et une diminution pour Guinguinéo et Kaolack respectivement de - 9.5% et -1.3%.

3.9 Education

Dans l'ensemble la région de Kaolack compte 112 infrastructures scolaires. Ces derniers sont composés des infrastructures publiques privées et communautaires. Elles sont inégalement réparties dans la région. En effet, la majeure partie des infrastructures sont concentrées à Kaolack soit de 65% et le reste se trouve dans les autres départements. La totalité des infrastructures privées et communautaires sont implantées à Kaolack. En outre, le département de Nioro ne possède pas d'infrastructures communautaires

3.10 Agriculture

La région de Kaolack est essentiellement agricole, 65% de la population active s'adonne à l'agriculture. Les cultures sont diversifiées : arachide, céréales (mil souna, sorgho, maïs, riz), niébé, fonio, sésame, pastèques et cultures maraîchères.

a) Les cultures vivrières

Les cultures vivrières de la région de Kaolack concernent principalement le mil, le maïs, le sorgho, le riz et le fonio. Pour la campagne 2017/2018, la production du mil dans la région est évaluée à 152 011 tonnes et celles du maïs à 64 890 tonnes. Ces derniers occupent la quasi-totalité de la production avec

66% pour le mil et 28% pour le maïs. La production de riz est très faible dans la région avec une proportion de 1,9%.

Le mil et le maïs englobent la plus grande partie des surfaces cultivées avec des rendements respectifs de 1 144 kg/ha et 1 908 kg/ha.

Tableau 6. Répartition et évolution des cultures vivrières selon les superficies, les rendements et les productions par circonscription administrative dans la région de Kaolack

Spéculations		Guinguinéo			Kaolack			Nioro			Région		
Mil	Sup (Ha)	37745	26743	-29,15	45945	46648	1,53	71845	59455	-17,25	155535	132838	-14,59
	Rdt (Kg/Ha)	700	1050	50,00	870	1000	14,94	1154	1300	12,65	960	1144	19,17
	Prod (T)	26422	28071	6,24	39972	46648	16,70	82885	77292	-6,75	149279	152011	1,83
Sorgho	Sup (Ha)	447	241	-46,09	15015	5235	-65,13	2597	4134	59,18	18059	9610	-46,79
	Rdt (Kg/Ha)	388	1210	211,86	850	1000	17,65	1200	1000	-16,67	889	1005	13,05
	Prod (T)	173	292	68,79	12763	5235	-58,98	3116	4134	32,67	16052	9660	-39,82
Maïs	Sup (Ha)	866	826	-4,62	12821	11600	-9,52	12499	21592	72,75	26186	34018	29,91
	Rdt (Kg/Ha)	650	1000	53,85	1724	1800	4,41	2147	2000	-6,85	1824,41	1908	4,58
	Prod (T)	563	826	46,71	20373	20880	2,49	26838	43184	60,91	47774	64890	35,83
Riz	Sup (Ha)	0	42		350	750	114,29	1550	1524	-1,68	1900	2316	21,89
	Rdt(Kg/Ha)	0	540		1780	1790	0,56	1800	2012	11,78	1796	914	-49,11
	Prod (T)	0	23		623	1342	115,41	2790	3066	9,89	3413	4431	29,83
Fonio	Sup (Ha)	0			0			0			0		
	Rdt (Kg/Ha)	0			0			0			0		
	Prod (T)	0			0			0			0		

Source : DRDR Kaolack 2018

A noter qu'a l'exception du sorgho, la production des cultures vivrières de la campagne 2017/2018 a augmenté par rapport à la campagne précédente. En effet, pour le mil, il est de 1.8%, pour le sorgho, de -39.8%, pour le maïs, de 35.8% et pour le riz, de 29.8%. Cette augmentation a surtout été observée dans le département de Guinguineo. A Nioro, par contre, on a enregistré une baisse de la production de mil de 6.75% et à Kaolack, une baisse de la production de sorgho de 58.9%.

b) Les cultures industrielles

Durant la campagne 2017/2018, la région de Kaolack a produit 211 104 tonnes d'arachide, 271 549 tonnes de pastèque, 25 406 tonnes de manioc ainsi que des quantités non négligeables en sésame et en niébé.

Le département de Nioro s'est distingué dans la production d'arachide et du manioc avec plus de la moitié des quantités produites dans la région. Il enregistre 60.5% de la production arachidière régionale et 54.6% de manioc.

Tableau 7. Répartition et évolution des cultures industrielles selon les superficies, rendements et productions, par circonscription administrative dans la région de Kaolack

Spéculations		Guinguinéo			Kaolack			Nioro			Région		
		Campagne 2016/2017	Campagne 2017/2018	Variation %	Campagne 2016/2017	Campagne 2017/2018	Variation %	Campagne 2016/2017	Campagne 2017/2018	Variation	Campagne 2016/2017	Campagne 2017/2018	Variation %
Arachide d'huilerie	Sup (Ha)	24530	24348	-0,74	45657	43598	-4,51	65800	91175	38,56	135987	159120	17,01
	Rdt (Kg/Ha)	750	1100	46,67	920	1300	41,30	928	1400	50,86	893	1327	48,60
	Prod(T)	18398	26782	45,57	42004	56677	34,93	61062	127644	109,04	121464	211104	73,80
Coton	Sup (Ha)	0							2500		0		
	Rdt (Kg/Ha)	0							23000		0		
	Prod(T)	0							57500		0		
Manioc	Sup (Ha)	556	557	0,18	825	511	-38,06	2000	462	-76,90	3381	3568	5,53
	Rdt (Kg/Ha)	8000	13000	62,50	9000	9010	0,11	23000	30000	30,43	17117	19435	13,54
	Prod(T)	4448	7241	62,79	7425	4604	-37,99	46000	13861	-69,87	57873	25406	56
Pastèque	Sup (Ha)	198	62	-68,69	1264	7161	466,53	852		-100	2317	7685	231,68
	Rdt (Kg/Ha)	10000	14000	40,00	37800	37800	0	30000		-100	32512	37139	14,23
	Prod(T)	1980	867	-56,21	47777	270682	466,55	25574		-100	75331	271549	260.5
Aubergine	Sup (Ha)	0			31	76	145,16	117		-100	148	76	-48,65
	Rdt (Kg/Ha)	0			15000	15015	0,10	15000		-100	15000	15015	0,1
	Prod(T)	0			465	1137	144,52	1755		-100	2220	1137	-48,78
Tomate industrielle	Sup (Ha)												
	Rdt (Kg/Ha)												
	Prod(T)												
Bissap	Sup (Ha)	69		-100	140		-100	9		-100	218		-100
	Rdt (Kg/Ha)	450		-100	450		-100	450		-100	450		-100
	Prod(T)	31		-100	63		-100	4		-100	98		-100
Sésame	Sup (Ha)	0	150		325	208	-36	62		-100	387	358	-7,49
	Rdt (Kg/Ha)	0	450		500	500	0	600		-100	514	479	-6,81
	Prod(T)	0	68		162	104	-35,8	37		-100	199	171	-14,07
Niébé	Sup (Ha)	641	702	9,52	1246	405	-67,5	901	111	-87,68	2788	1218	-56,31
	Rdt (Kg/Ha)	550	400	-27,27	650	675	3,85	600	606	1,00	611	510	-16,53
	Prod(T)	353	281	-20,4	810	273	-66,3	541	67	-87,62	1703	621	-63,53

Source : DRDR Kaolack 2018

Le département de Kaolack est le premier producteur de pastèque avec 270682 tonnes soit les 99.7% et d'aubergine avec 1337 tonnes soit 100% de la production régionale. Le département de Guinguineo avec 45.2% devance pour cette spéculation les départements de Kaolack et Nioro.

Durant la campagne 2017/2018 les productions du manioc, de l'arachide et de la pastèque ont fortement progressé avec respectivement 56%, 73.8% et 260.5%.

3.11 Les activités pastorales

Il est impératif de relever le fait que le système de l'élevage utilisé est de type extensif. Le cheptel est composé de bovins, d'ovins, de caprins, d'équins, de porcins et de volailles. Cependant, vu que l'engraissement des bestiaux est aussi important, l'embouche bovine, ovine et l'aviculture se développent de plus en plus

Les données fournies par la SREPA de Kaolack font ressortir une évolution globale du bétail de 56,2% en 2018, quel que soit l'espèce, comparativement à 2017. Quant à l'effectif de la volaille, une évolution de 54,9% est également notée à la même période.

En 2018, l'effectif du cheptel tourne autour de 2 114 811 têtes selon les estimations fournies par le

Ministère de l'Elevage et des Productions Animales contre 925 753 têtes en 2017, soit une augmentation en valeur absolue de 1 189 058 têtes.

Le bétail est dominé par les ovins et les caprins dans des proportions respectives de 45,37% et 39,25% du total. Ils sont suivis par les bovins avec 6,26% de l'effectif.

L'analyse de la répartition selon le département montre que celui de Kaolack, contrairement aux années passées, renferme le plus de cheptel avec près de 47,23% des effectifs de la région suivie de celui de Nioro avec 44,02%.

3.12 Les activités industrielles et artisanales

Les activités industrielles sont portées principalement par la Suneor, la SNSSS et la Novasen.

Les activités artisanales sont développées dans la région avec la présence d'une chambre de métiers et d'un village artisanal.

Les acteurs sont des commerçants grossistes, demi-grossistes et détaillants. On note une présence massive de femmes dans l'importation des produits de la Gambie vers le Sénégal communément appelées « Ndioganes ». Le tissu commercial est complété par les industries de transformations de produits agricoles par les Groupement d'intérêt Economique, du sel (Salins du Saloum et Groupement d'intérêt Economique) de la Suneor, de la Novasen dans la commercialisation de l'arachide et ses produits dérivés.

L'essor du commerce a eu un effet collatéral sur le développement d'une autre activité, en l'occurrence l'artisanat. La redistribution des ressources commerciales a créé des activités artisanales de service, d'art et de production, coordonnées par la Chambre de Métiers.

3.13 Les activités halieutiques

L'activité de pêche y est pratiquée timidement dans la région. Les tonnages ont beaucoup diminué, du fait de la dégradation du milieu marin. La région s'appuie sur les autres régions pour s'approvisionner suffisamment en produits halieutiques.

Au niveau de la région, on distingue deux (2) types de pêche artisanale : la pêche continentale et celle dite maritime. La pêche continentale se pratique au niveau du fleuve Saloum, des deux défluents du fleuve Gambie que sont le Baobolong et le MiminiminyangBolong et au niveau de la vallée de Koutango. Dans le département de Kaolack, on y pratique la pêche dans les localités de Gandiaye et Sibassor avec des prises relativement importantes pendant la saison hivernale. Quant à la pêche maritime, elle se mène dans le bras de mer du Saloum.

3.14 L'exploitation forestière

L'exploitation forestière concerne principalement la récolte des produits de cueillette, la production de charbon de bois et bois de chauffe.

Le domaine classé de la région est composé de neuf (09) forêts dont cinq (05) dans le département de Kaolack et quatre (04) dans le département de Nioro. Elles couvrent une superficie de 13 390 ha, soit 2,5% du territoire régional. Le département de Guinguinéo referme en son sein une partie de la forêt classée de Mbirkilane (3.075 ha, soit 3,9 % de taux de classement).

3.15 Les activités commerciales

Les activités commerciales sont le poumon de l'économie régionale, c'est le secteur le plus dynamique. Le développement du commerce dans la région date de l'ère coloniale avec la commercialisation de l'arachide. Aujourd'hui, le commerce commence à prendre de nouvelles dimensions avec l'entrée en force des clients maliens qui viennent se ravitailler surtout en sel dans les ports de Kaolack et Diorhane.

3.16 Le transport

Le réseau routier est assez dense, il s'étend sur 1677 km et permet à la région d'être accessible. Le développement des vélos-taxis ces dernières années joue un rôle important sur le transport urbain et intra régional.

3.17 Les enjeux environnementaux et sociaux de la zone de Kaolack

Les enjeux environnementaux et sociaux de la zone de Kaffrine
Les contraintes physiques et climatiques pour l'agriculture Elles concernent essentiellement les facteurs physico-chimiques des sols et les facteurs climatiques pouvant affecter l'agriculture, parmi lesquels nous citons : ➢ L'appauvrissement des sols causé par l'insuffisance des amendements ; ➢ Les changements climatiques qui peuvent se manifester par des pauses pluviométriques, un arrêt précoce des pluies, des inondations, des vents, etc. **Les contraintes techniques pour l'agriculture** Elles sont relatives à l'insuffisance d'utilisation des semences certifiées, des engrais et du matériel agricole, entrainant de ce fait, une faiblesse, surtout au niveau des exploitations familiales, qui sont majoritaires dans la zone. D'ailleurs, elles sont caractérisées par une inapplication d'itinéraires techniques performants et rentables, liée le plus souvent à une insuffisance du maillage des conseillers agricoles. **Les contraintes socio-économiques pour l'agriculture** Ces inconvénients affectent essentiellement deux volets très importants, le sociale et l'économie, qui sont en étroite relation avec l'agriculture. Dans cette catégorie de contraintes, nous notons entre autres : ➢ l'insuffisance de bonnes pistes pour l'acheminement du matériel, des intrants agricoles et l'accès aux marchés ; ➢ l'insuffisance de magasins de stockage et la vétusté de ceux qui existent ; ➢ les difficultés d'accès aux financements des petits producteurs ; ➢ l'insuffisance de la participation d'une importante partie des producteurs dans les structures organisationnelles censées les représenter ; ➢ le manque de résultats et performances des exploitations agricoles familiales, du fait qu'elles ne sont pas considérées par leurs propriétaires, comme des micros, petites ou moyennes entreprises agricoles devant être compétitives et rentables.

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, juillet 2021

4 Impacts du projet et mesures d'atténuation et de compensation

4.1 Activités vectrices de la réinstallation

Les principales activités du projet qui engendrent la réinstallation sont essentiellement la libération des emprises, la préparation du site et la réalisation du module régional de Kaolack (Médina Sabakh).

La consistance technique du programme d'aménagement du module régional se présente comme suit :

- le terrain de la première tranche sera réalisé sur la partie du terrain accessible directement par une voie d'environ un kilomètre qui sera aménagée pour raccorder le module à la route nationale N°3, et sera entièrement viabilisé et équipé.
- les voiries véhiculaires et piétonnes ainsi que les aires de circulation, de stationnement et de manœuvres seront aménagées et drainées afin d'éviter la stagnation des eaux de pluie.
- une voie principale d'accès desservira à l'intérieur de la plateforme qui comporte, en plus des lots des unités industrielles, des terrains qui seront réservés à des services administratifs, des services sociaux, des services communs, des services mutualisés pour les artisans,
- la plateforme accueillera également des ateliers qui seront mis à la disposition des artisans ainsi-que des dépôts de stockage,
- le terrain sera clôturé et contrôlé par un poste d'accueil et de contrôle à l'entrée principale du module et un parking pour le stationnement des camions qui sera prévu à l'entrée du module,
- la plateforme comportera deux (2) terrains réservés à des unités de production industrielle répartis comme suit :
  - ✓ un terrain de 2,385 ha pour la trituration d'arachide ;
  - ✓ un terrain de 1,2 ha pour le raffinage de l'huile d'arachide ;

En plus des unités industrielles, il sera prévu des bâtiments aménagés pour des ateliers d'artisans. Deux ateliers de 600 m^2 chacun en première tranche seront regroupés dans une zone commune.

4.2 Zone d'impact de ces activités

Zone d'influence directe : elle constitue le site de l'investissement. Il s'agit d'une parcelle de 15 ha d'implantation du module dans le village de Keur Sader et la Commune de Médina Sabakh. Le terrain du site faisant parti du domaine national, se situe aux coordonnées géographiques : 13,619372 ; -15,6117899.

Zone d'influence indirecte : elle couvre les localités qui seront subiront l'influence (positive ou négative) du projet du fait de leur proximité de la zone directe d'implantation du projet. Les localites les plus proches de la commune de Medina Sabakh sont : Fass, Ker Halli, Keur Ayip, Keur Sering Tioye, Dieri Kao, Boumbouni, Farafenni, Jigimar, Kusassa et Yallal BA.

Zone d'influence élargie : elle se définit comme étant la zone réceptrice des effets éloignés et induits ou des impacts peuvent s'observer durant les travaux de construction et d'exploitation du Module régional. Cette zone prend en compte toutes les localités perturbées pendant les travaux de construction et la phase d'exploitation du module régional. Elle prend également en compte tous les terroirs d'où proviendront les bénéficiaires du module régional. Il s'agit notamment de l'ensemble du département de Kaolack, et plus élargie encore toute la région de Kaolack.

4.3 Analyse des impacts du projet

4.3.1 Analyse des impacts positifs

❖ **Dynamisation de l'économie locale**

Le projet va générer des impacts positifs considérables sur l'économie locale. Les activités et aménagements prévus auront des retombées économiques considérables sur les populations en termes d'emplois créés et de revenus générés du fait de l'utilisation de la main-d'œuvre locale et le développement des services et activités connexes qui dynamiseront l'économie locale et seront susceptibles de fixer les jeunes dans leur terroir, voire inverser le mouvement migratoire. L'amélioration des revenus des populations locales va contribuer à lutter contre la pauvreté. Les aménagements proposés vont favoriser l'intensification et la diversification des productions et, par conséquent, l'augmentation des productions agricoles.

❖ **Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle**

Au niveau national, 32,1% des ménages ont comme première source de revenus l'agriculture. Par conséquent, un accroissement significatif de la productivité du travail agricole va se traduire par une nette amélioration de la sécurité alimentaire tout en renforçant la résilience des communautés ciblées.

Le projet va contribuer à réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le département de Kaffrine, tant au niveau local, qu'au niveau national. En effet, le projet va accroître la productivité de l'agriculture, et par conséquent les stocks céréaliers des ménages. Il va contribuer à réduire la pauvreté, la diversification de la diète et au renforcement de la capacité de résilience des ménages et des communautés locales qui seront aussi appuyés par l'Agropole.

❖ **Création de 26.686 emplois**

Le projet va permettre la création d'emplois directs permanents, en équivalent temps plein, et d'emplois directs temporaires pour la construction des infrastructures. En effet, Le projet de l'agropole centre du Sénégal devrait permettre la création de 4.852 emplois directs, 7.278 emplois indirects et 14.556 emplois induits, soit un total général de 26.686 emplois.

La sous-traitance pour la construction du module et de sa gestion lors de son exploitation, facilitera également les emplois permanents et les emplois temporaires. En plus, le Projet va embaucher en priorité la main-d'œuvre non qualifiée issue de la Commune de Médina Sabakh.

4.3.2 Analyse des impacts négatifs

Le foncier affecté par l'implantation du module régional est uniquement constitué de terres agricoles, d'une superficie totale de 15 ha, détenues par 09 personnes de sexe masculin. L'acquisition de ces terres pour implanter le module régional de Kaolack va donc générer des impacts négatifs qui concernent :

- la perte définitive de terres agricoles 15 ha pour 09 PAP toutes des hommes, évaluée à 47 250 000 F CFA ;
- la perte de 37,5 tonnes de cultures d'arachide, de 60 tonnes de cultures de céréales (15 tonnes de mil et 45 tonnes de maïs) et 1500 sacs de fane d'arachide sur une superficie de terres agricoles de 15 ha, ainsi que les revenus générés par ces cultures pour 09 PAP, estimée à 28 875 000 F CFA ;

- la perte de 17 arbres fruitiers et forestiers (09 *Cordyla Pinnata* « Dimb», 01 *Prosopis Africana* « Ir » et 07 *Azadirachta indica* « Neem ») pour 04 PAP, estimée 505 000 F CFA.

Tableau 8. Evaluation du coût des pertes

Type de perte	Coût
Perte définitive de 15 ha de terres agricoles	47 250 000
Perte de 97,5 tonnes de cultures et 1500 sacs de fane d'arachide	28 875 000
Perte de 17 arbres fruitiers et forestiers	505 000
Total	**76 630 000**

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, juillet 2021

En dehors de ces types de pertes, le recensement a montré, qu'au moment de la cession des terres, aucune infrastructure n'était érigée dans les parcelles et les PAP habitent ailleurs que sur l'emprise des travaux du projet. En conséquence, il n'y aura pas de pertes d'infrastructures et le projet n'engendrera aucun déplacement physique.

Néanmoins, les effets de ces impacts négatifs sur les PAP sont amoindris, du fait que l'agriculture n'est pas l'activité principale des PAP, car elles disposent toutes les neuf (09) d'une activité secondaire (commerçants, maçons, transporteurs).

En outre, ces impacts négatifs peuvent être minimisés ou éliminés en optimisant les emprises à utiliser et en favorisant l'inclusion des PAP dans la prise de décision. Ils peuvent également être atténués, si les personnes qui en revendiquant la propriété au nom du droit coutumier et sont en train de les exploiter, sont reconnues comme des propriétaires légaux qui ont droit à des compensations justes et équitables.

4.4 Alternatives et mécanismes pour minimiser la réinstallation

L'un des principes clés de la politique de réinstallation est d'éviter autant que possible le déplacement des populations à impacter et quand ce n'est pas possible, le réduire au minimum. Conformément à ce principe, toutes les considérations techniques, économiques, environnementales, et sociales seront envisagées et prises en compte, afin de minimiser dans la mesure du possible, l'expropriation de terres et les pertes de biens et d'accès à des moyens d'existence.

Dans le cadre de ce projet, les initiatives suivantes ont été prises pour éviter ou réduire au maximum les déplacements :

➢ **Pendant la réalisation de l'étude :**

- faire un choix judicieux de l'implantation du module régional sur un site qui ne nécessite pas de déplacement ou bien où il y a très peu de PAP à déplacer. Cela revient à faire du choix du site une question éminemment sociale ;
- en plus de cette mesure, le consultant a profité, lors de la visite du site, de la présence des autorités et des services publics pour recueillir leurs avis en termes d'alternatives qui permettraient d'optimiser la délimitation du site. Les recommandations recueillies ont été transmises au géomètre chargé de l'implantation topographique qui a lui-même pris part à la visite du site. Elles concernent également la modification de la conception architecturale et technique du module régional ;
- échelonner au maximum la libération des emprises (15 ha) suivant le planning de construction et d'aménagement du module régional de Kaffrine ;

➢ **Pendant l'exécution des travaux :**

- contenir les travaux dans l'emprise libérée. Cette option présente l'avantage de permettre la circulation du matériel et des équipements (aussi bien en phase de travaux qu'en phase d'entretien) sans occasionner des dommages supplémentaires non pris en compte dans le présent PAR Abrégé ;
- mentionner dans le contrat de l'entreprise chargée des travaux « l'obligation d'emprunter l'emprise déjà libérée et les voies d'accès existantes ». Cette mesure vise à éviter des pertes supplémentaires en phase de travaux. En cas de non-conformité occasionnant des pertes supplémentaires de biens, les compensations y relatives seront à la charge de cette dernière et elles se feront selon les dispositions du PAR Abrégé ;
- faire des sondages avant les travaux et informer les services concernés, afin d'éviter la perturbation/dégradation des réseaux des concessionnaires.

4.5 Mesures de compensation des impacts négatifs

Les mesures seront mises en œuvre afin de compenser les impacts négatifs résiduels liés à l'expropriation des terres (pertes de terres agricoles, pertes de cultures, et d'arbres fruitiers et forestiers). En outre, il faut prendre en considération la distance et les désagréments éventuels auxquels les PAP seront confrontées et qui seront liés à l'acquisition de nouvelles terres pour redémarrer leurs activités agricoles (transactions foncières, préparation et apprêtement des nouvelles terres, etc.).

Tableau 9. Mesures de compensation des impacts négatifs

Composante	Activités	Impacts négatifs	Mesures de compensation
Phase de préparation	Délimitation du site/libération des emprises	Pertes de terres agricoles	• Compensation monétaire des terres perdues à la valeur de remplacement intégrale basé sur le coût du marché foncier local ; • Aide à l'acquisition de nouvelles terres (frais éventuels de transaction et d'apprêtement des nouvelles terres)
		Pertes des cultures et d'arbres forestiers	• Remplacement intégral des revenus perdus sur les cultures/arbres fruitiers sur la période considérée
	Réalisation des travaux du module régional	Empiétement des champs voisins	• Compensation monétaire des terres perdues à la valeur de remplacement ; • Compensations des revenus perdus

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, juillet 2021

5 Participation communautaire

Des rencontres institutionnelles avec les acteurs de l'administration déconcentrée et décentralisée et une consultation publique avec les populations riveraines, ont été organisées sur la période du 14 au 18 juillet 2021, en vue de les informer sur le projet et de recueillir leurs points de vue. Elles ont permis la prise en compte des avis, des perceptions, des attentes et des préoccupations de l'ensemble des acteurs concernés par l'élaboration et la mise en œuvre du plan de réinstallation du module régional de Kaolack (Médina Sabakh), particulièrement les personnes affectées par le projet (PAP) dans les villages de Keur Sader, Keur Ayip, Keur Ngatane et Darou Rahmane.

La participation communautaire s'inscrit dans une logique d'implication des services techniques, des personnes affectées par le projet et des institutions de gouvernance locale, afin de mettre en exergue les enjeux sociaux du projet et de contribuer efficacement à sa durabilité.

L'objectif global des rencontres institutionnelles et de la consultation publique est d'associer les différents acteurs, surtout les PAP, à la prise de décision finale concernant le programme de réinstallation, afin d'avoir leur adhésion et consentement.

5.1 Rencontres institutionnelles et de la consultation publique

5.1.1 Objectif des rencontres institutionnelles et de la consultation

De façon générale, l'objectif des rencontres institutionnelles et de la consultation publique est d'identifier toutes les personnes et institutions ayant intérêt audit projet, y compris les personnes directement affectées, afin de leur offrir la possibilité, d'une part, de comprendre les risques, les effets et les mesures d'atténuation et de compensation du projet, et d'autre part, de donner leurs avis, préoccupations, suggestions et recommandations sur toutes ces questions. La finalité est de permettre au projet de les prendre en compte et d'y répondre.

Les rencontres institutionnelles et la consultation publique combinées, ont été réalisées sur la période du 14 au 18 juillet 2021 dans le département de Nioro et surtout dans la commune de Médina Sabakh. La Consultation publique s'est tenue précisément le 17 juillet 2021 dans le village de Keur Sader.

De manière générale, les rencontres institutionnnelles et la consultation publique visaient les objectifs suivants :

- présenter l'Agropole Centre et ses projets prévus aux différentes parties prenantes afin de leur permettre de mieux s'imprégner du projet et d'avoir une meilleure compréhension de ses enjeux,
- permettre aux parties prenantes de s'exprimer, de faire part de leurs préoccupations, de leurs appréhensions et de leurs attentes vis à vis du projet ;
- anticiper sur les problèmes futurs que pourrait engendrer le projet d'Agropole centre et y trouver précocement des solutions en intégrant les points de vue des services techniques et des populations environnantes ;
- recueillir les informations pertinentes à prendre en compte dans la conduite de l'étude ;
- compléter l'identification des impacts du projet et envisager avec les parties intéressées, les mesures d'atténuation adaptées au contexte.

5.1.2 Méthodologie

Lors des rencontres institutionnelles et de la consultation publique, l'approche méthodologique utilisée est celle qualitative parce qu'elle permet de mieux comprendre les ressentis, les sentiments et les perceptions des acteurs sur un sujet donné.

Les outils utilisés pour le recueil de données sont l'entretien semi-directif pour les rencontres institutionnelles et le focus group pour la consultation publique dans le village de Mérina Sarr. Ces outils visent à produire un discours à travers de thèmes prédéterminés, ce qui a permis de mieux appréhender les constats, les avis, les craintes et les éventuelles recommandations des acteurs concernés tout en respectant les mesures barrières édictées dans le cadre de la COVID 19. Les discussions ont été articulées autour des principaux thèmes suivants :

I. êtes-vous informés du Projet de Zone de Transformation Agro -industrielle (PZTA) du Centre (Agropole Centre) ?
II. que pensez-vous du Projet Agropole Centre ?
III. Que pensez-vous des impacts sociaux et économiques du projet ?
IV. avez-vous des craintes particulières relatives à la perte de biens induites par le projet pendant les travaux ?
V. qu'attendez-vous du projet pour atténuer les impacts sociaux négatifs du projet ?
VI. avez-vous connu des opérations de déplacement/réinstallation dans le passé ? si oui quelles leçons en avez-vous tirées ?
VII. quels sont généralement les cadres d'expression des plaintes des communautés en cas de conflits ou tensions ?
VIII. quelles recommandations pourriez-vous formuler à l'endroit du projet ?
IX. qui parmi les personnes ayant subi des dommages pourraient vous représenter auprès du Projet Agropole Centre, en cas de besoin ?

Dans le cadre de ces concertations, les services techniques, les collectivités locales et les populations riveraines constituent en général, les principales cibles.

5.1.3 Résultats des rencontres institutionnelles et de la consultation publique

Les rencontres institutionnelles se sont tenues, dans la période du 14 au 18 juillet 2021, dans la Région de Kaolack et le Département de Nioro, et ont concernés l'administration territoriale, les services techniques déconcentrées de l'Etat et les collectivités locales. Ont été précisément rencontrées les institutions ci-après :

- la préfecture de Nioro
- la Sous-préfecture de Médina Sabakh ;
- le Service Départemental du Commerce ;
- le Service Départemental de l'Elevage ;
- le Secteur Départemental des Eaux et Forêts ;
- le Conseil Départemental de Nioro ;
- le Service Départemental du Développement Social et Communautaire ;
- la Mairie de Médina Sabakh.

Les avis, perceptions, recommandations et suggestions des acteurs institutionnels consultés sont résumés dans le tableau ci-après:

Tableau 10. Synthèse des rencontres institutionnelles

Services consultés	Prénoms et noms des personnes consultées	Fonctions	Perceptions / Appréciations	Recommandations et suggestions
Préfecture de Nioro	**Maguette NDIAYE**	**Adjoint Préfet**	• Nous sommes ravis de la visite ; • C'est un projet qui sera très bénéfique aux populations ; • Nous sommes toujours ravis d'accompagner ce genre de projets, surtout que c'est un projet de l'Etat.	• Il faut impliquer tous les acteurs concernés par le projet ; • Nous vous recommandons de reoncontrer le Sous-préfet et le Maire de Médina Sabakh.
Sous-préfecture de Médina Sabakh	**Ousmane THIAO**	**Sous-préfet**	• Le site est occupé par des exploitations agricoles ; • Le site est assez proche de la route nationale et des habitations ; • On a déjà recensé les personnes qui seront affectées ; • Le site est à cheval entre les villages de Keur Sader, Keur Lahine, Keur Ngatane, Passirip. Mais toutes les personnes impactées sont issues du seul village de Keur Sader	• Juridiquement, les terres appartiennent au domaine national donc à l'Etat du Sénégal mais il faut penser à iindemniser les occupants du site ; • Pensez aux villages riverains dans le recrutement de la main d'œuvre locale.
Mairie de Médina Sabakh	**Ousmane SOW**	**Agent municipal chargé de projets**	• Nous attendons le projet avec impatience ; • Les personnes ayant des terres sur le site sont issues de du village de Keur Sader et doivent être indemnisées	• Il faut penser à indemniser les terres parce que la Mairie n'est pas en mesure de prendre les terres d'autres personnes pour les donner aux PAP • Impliquer les OCB et GIE de la Commune ; • Prioriser la main d'œuvre locale, impliquer les populations.
Service départemental du Commerce		**Chef service**	• La zone du Département de Nioro qui abrite le projet dispose d'un potentiel agricole important ; • L'encadrement des services techniques est primordial ; • Le projet est une très bonne initiative avec beaucoup d'impacts positifs attendus	• Améliorer l'autosuffisance alimentaire des populations ; • Combattre le sous-emploi.
Service départemental de l'élevage		**Chef service**	• Le Projet sera déterminant dans l'amélioration des conditions de vie des populations, si les objectifs sont atteints ; • Le projet aura des impacts positifs sur la production animale ;	• Intégrer la filière lait et viande dans les filières ciblées par le projet ; • Impliquer les services de l'élevage dans la mise en œuvre du projet

Secteur forestier		**Chef secteur**	• Le Projet est très important, car il cadre avec les besoins des populations	• Eviter les empiètements sur les forêts classées ; • Penser à voir les types de sols pour palier à l'érosion ; • Avoir des autorisations de défrichage et d'abattage des arbres situés sur le site avant le démarrage des travaux ; • Mettre en place des brises-vent pour la protection de sols.
Conseil départemental		**Secrétaire général du conseil**	• Le Conseil départemental doit être la portée d'entrée du projet ; • Le projet est prometteur pour les populations locales	• Organiser un Comité Local de Développement (CLD) ou un Comité Départemental de Développement (CDD), afin de faciliter la sensibilisation des parties prenantes locales ; • Privilégier l'approche participative dans la mise en œuvre du projet ; • Favoriser la main d'œuvre locale dans le recrutement du personnel de chantier non technique.
SDDR		**Chef Service**	• C'est un bon projet pour les populations.	• Impliquer les femmes, les GIE, et les jeunes et veiiler à la prise en charge de leurs besoins ; • Veiller à la sensibilisation des populations locales sur le projet ; • Intégrer les spéculations locales dans les activités de transformation ; • Cibler les GIE dynamiques dans les appuis à apporter par le projet
Service de développement social et communautaire		**Chef service**	• C'est un bon projet pour les populations notamment les femmes s'activant dans les GIE ; • Le commerce transfrontalier est de mise dans la zone ; • Il existe beaucoup de réseaux artisanaux de transformation de produits locaux.	• Impliquer les femmes dans le projet ; • Intégrer les Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) dans les filières ciblées par le projet ; • Prévoir un reboisement compensatoire ; • Veiller à la motivation des populations ; • Identifier et former les femmes ; • Encourager les femmes à aller exposer dans les foires ; • Veiller aux déchets et aux rejets du projet.

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, rencontres et entretiens à Médina Sabakh, juillet 2021

Consultation publique des Populations du village de Keur Sader

La consultation publique des populations devant accueillir le module régional de Kaolack prévu à Médina Sabakh dans le cadre du projet Agropole Centre, s'est déroulée le 17 juillet 2021 dans le village de Keur Sader (avec la participation des acteurs des villages de Keur Ayip, Santhie Sader, Keur Ngatane, Darou Rahmane, Passirip et Keur Lahine) , à

travers un focus group. Cette rencontre a enregistré la participation du chef de village de Keur Sader (président de séance), des notabilités religieuses et coutumières du village, la présidente du groupement des femmes, le président des l'association des jeunes et des personnes affectées par le projet. Lors de la séance, ont pris la parole, le chef de village (président de séance), des notables, des jeunes et femmes du village et quelques propriétaires de terres agricoles expropriés. Le tableau suivant résume les points soulevés lors de la rencontre.

Tableau 11. Synthèse de la consultation publique

Localité	Perceptions/Appréciations	Préoccupations/Craintes		Questions	Réponses apportées aux préoccupations et aux questions	Recommandations et suggestions
Village de Keur Sader	• Nous sommes sensibilisés sur l'importance du projet Agropole qui est pour nous un bon projet pour le développement local et l'emploi des jeunes et des femmes ; • Il y a sur le site des champs de cultures ; • Nous avons une association de jeunes ouvriers qui regroupe tous les profils et toutes les compétences susceptibles d'occuper les emplois prévus ; • Nous sommes déjà organisées en GIE et nous comptons sur le projet pour nous appuyer, notamment en financements.	• Nous avons des craintes quant au niveau d'indemnisation ; • Nous avons des inquiétudes sur les opportunités d'emplois des projets qui risquent, dans plusieurs cas, de bénéficier à d'autres, en dehors de la communauté ; • Nous redoutons que le projet prenne plus de superficies sur nos terres que celles réellement annoncées		• Quand est-ce que le projet va démarrer ? • Quels sont les barèmes d'indemnisation du projet ? • Quelles sont les limites exactes du site de l'Agropole et sa superficie ? • Est-ce que nos jeunes et nos femmes seront pris en compte dans les offres d'emplois du projet ?	• Le projet est en préparation. Nous ne savons donc pas avec exactitude la date de démarrage. Mais vous pouvez continuer vos activités agricoles sur les terres jusqu'au paiement des compensations ; • Ce sont les barèmes d'indemnisation nationaux qui sont applicables, mais ils seront révisés pour être conformes aux principes de réinstallation de la BAD • L'indemnisation sera faite à l'avantage des PAP selon le principe de la compensation intégrale. De ce fait, toutes les pertes seront compensées suivant le prix du marché. Les PAP vulnérables bénéficieront en plus d'une aide spéciale ;	• Il faut indemniser les propriétaires de champs de façon substantielle ; • Il faut veiller au recrutement de la main d'œuvre locale surtout les jeunes ; • Il faut prévoir un programme d'accopagnement social des populations et des femmes par des financements ; • Il faut prendre l'engagement que le projet ne sollicitera pas d'autres terres.

					• Le projet ne prendra que les 15 ha prévus et déjà octroyés par une délibération de la Commune • La superficie de l'Agropole est de 15 ha ; • Les jeunes et les femmes sont les principales cibles du projet. Il est prévu un paquet d'activités pour favoriser leur accès à l'emploi (formation, encadrement, financement, recrutement dans la main d'œuvre, etc.) ; • Les populations locales seront privilégiées concernant l'accès aux avantages du projet y compris la main d'œuvre et les emplois non qualifiés ;	

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, consultation publique à Keur Sader, juillet 2021

5.1.4 L'acceptabilité sociale et institutionnelle du projet

L'analyse du contenu des avis et perceptions issues des rencontres institutionnelles avec les différentes structures et de la consultation publique tenue dans le village de Keur sader, révèle d'une bonne compréhension des enjeux du projet. Le niveau d'acceptabilité par les institutions étatiques, la commune concernée et les populations est jugé satisfaisant pour le bon déroulement du projet.

- **Avis et perceptions des acteurs institutionnels**

Les acteurs institutionnels ont unanimement confirmé le sentiment d'acceptabilité du projet par les populations locales. Pour eux le projet sera déterminant dans l'amélioration des conditions de vie des populations locales, à condition que les objectifs soient atteints. Ils ont aussi beacoup insisté sur la sensibilité sociale du site (activités agricoles menées sur le site et positionnement entre plusieurs villages). Les acteurs institutionnels ont également manifesté leur engagement et leur disponibilité à accompagner la mise en œuvre du projet.

- **Avis et perceptions des populations et leurs représentants**

La consultation publique tenue dans le village de Keur Sader a permis aux populations du site du module régional de Médina Sabakh et leurs représentants de donner leurs avis et perceptions sur le projet. Pour les populations, l'Agropole est un bon projet pour promouvoir le développement local et l'emploi des jeunes et des femmes. Ils ont insisté sur le fait que le site ciblé n'est pas encore libre pour abriter le module régional de Kaolack, du fait des activités agricoles. Il est apparu très largement et de façon générale au cours de la consultation publique, une forte acceptabilité sociale du projet.

Les populations, le chef de village et le Maire de Médina Sabakh ont aussi montré une claire compréhension des enjeux environnementaux et sociaux du projet.

- **Les préoccupations des acteurs institutionnels**

Les acteurs institutionnels n'ont pratiquement pas soulevé de préoccupations partculières. Ils ont toutefois attiré l'attention sur la sensibilité sociale du site qui est présentement occupé par des activités agricoles.

- **Les préoccupations des populations et leurs représentants**

Les préoccupations des populations et de leurs représentants ont globalement porté sur la capacité du projet à respecter ses engagements, notamment en ce qui concerne le niveau d'indemnisation et les offres d'emplois espérées par les jeunes du village de Keur Sader et de ses environs. Les acteurs craignent aussi que la présence de l'Agropole soit une porte ouverte à une expropriation foncière de plus grande envergure, favorisée par la présence des industriels et le renforcement des activités de production agricole (agri-business).

Ces préoccupations ont été à l'origine d'un certain nombre de questionnements formulés par les populations locales :

- quels sont les barèmes d'indemnisation du projet ?
- quelles sont les limites exactes du site de l'Agropole et sa superficie ?
- est-ce que nos jeunes et nos femmes seront pris en compte dans les offres d'emplois du projet ?

- **Les recommandations des acteurs institutionnels**

En résumé, les recommandations des acteurs institutionnels ont porté sur la nécessité de compenser les occupants du site, de prévoir des indemnisations pécuniaires pour les terres, de privilégier la main d'œuvre locale, d'impliquer les diiférents acteurs locaux (OCB, GIE, Groupements des femmes, services techniques de l'Etat, etc.).

- **Les recommandations des populations et leurs représentants**

Elles portent sur la nécessité de bien dédommager les impactés, de privilégier la main d'œuvre locale dans le recrutement lors des travaux et de prévoir un programme social en faveur des populations locales par la promotion de projets de développement commaunautaires et des financements.

5.1.5 Intégration avec les communautés d'accueil

Le projet n'aura pas à occasionner un déplacement physique de personnes ni de réinstallation des PAP dans un site d'accueil. Ainsi, aucune disposition n'est nécessaire à prendre pour régler tout différend qui pourrait survenir entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil. De même, aucune mesure n'est nécessaire à prendre pour augmenter les services publics (éducation, eau, santé et production) dans les communautés d'accueil pour les rendre comparables à ceux fournis aux personnes déplacées. Sous cet angle, cette section est sans objet.

5.1.6 Conclusion des consultations

L'analyse des échanges issus des rencontres/entretiens et de la consultation publique, montre une forte acceptabilité institutionnelle et sociale du projet. L'ensemble des acteurs consultés adhère au projet et le juge pertinent, ainsi que les composantes prévues. Ces échanges démontrent aussi une bonne compréhension des enjeux sociaux et environnementaux qu'implique la mise en œuvre du projet.

5.2 Information des Personnes Affectées par le Projet

Les populations expropriées ont été informées par les personnes ressources locales de l'arrivée de la mission de préparation du Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé, en l'occurrence le Chef de village. Ainsi, un focus group a pu être effectué pour recueillir les avis, les préoccupations, les craintes et les attentes des expropriés par rapport au processus de réinstallation. La consultation publique avec les populations locales et les PAP a été organisée le 17 juillet 2021.

5.3 Plan de Communication pour le Développement Local

Le projet doit constituer une opportunité de mener une communication pour le développement local en faisant la promotion de l'agriculture, de l'agro-industrie, des PME-PMI, de l'aménagement rural etc. Aussi, le projet devra envisager un plan de communication pour le développement local qui ambitionne d'assurer l'acceptabilité environnementale et sociale du projet à l'échelle communautaire, en mettant tous les acteurs dans un réseau de partage de l'information aussi bien sur l'environnement que sur le projet proprement dit. Le plan ambitionne d'amener les acteurs à avoir, à l'échelle des collectivités une vision commune et des objectifs partagés des actions entreprises par le projet dans une logique tridimensionnelle : avant le projet (phase d'identification et de préparation) ; en cours de projet (phase d'exécution) ; après le projet (phase de gestion, d'exploitation et de d'évaluation rétrospective). Le processus de consultation renvoie à la nécessité d'associer pleinement les populations dans

l'identification des besoins, le suivi des activités et leur évaluation dans une perspective de contrôle citoyen, de partage des connaissances et des savoirs, de participation et d'efficacité sociale.

5.4 Stratégie

La stratégie sera articulée autour de l'information, la sensibilisation, la communication, la mobilisation sociale et la capitalisation.

Le début de la mise à disposition de l'information environnementale et sociale du projet devra être marqué soit par des journées de lancement, soit par une série d'annonces publiques. Les objectifs visés sont : la mise en réseau des différents acteurs par rapport à un ensemble de connaissances sur l'environnement de la localité et sur le projet ; la mise en place de groupes intersectoriels référencés aux différentes composantes du Projet.

Dans le domaine de la consultation environnementale et sociale, il sera nécessaire de bien mettre en place, au niveau de la collectivité locale, un comité dont le rôle sera : d'appuyer l'institution locale dans le fonctionnement et l'appropriation sociale du projet ; de mobiliser auprès des partenaires nationaux et locaux dans la mise en œuvre des activités du projet ; de servir de cadre de résolution à l'amiable d'éventuels conflits (fonciers ou autres). Une ONG ou un Consultant spécialisé en évaluation environnementale et sociale, pourra aider à faciliter la mise en place et les opérations de ces groupes sectoriels ou socioprofessionnels, mais surtout veiller à la qualité et l'équité dans la représentation (groupes marginalisés, genre, etc.).

6 Etudes socio-économiques

Les études socioéconomiques revêtent une importance particulière dans le processus de d'élaboration d'un Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé. Elles permettent d'établir une ligne de référence qui servira de base à l'évaluation du succès du PAR Abrégé. Elles ont pour objet :

- d'établir de façon exhaustive la liste des personnes affectées ;
- de catégoriser les personnes affectées, afin de définir des mesures de compensations appropriées adaptées à chaque catégorie ;
- d'identifier les groupes vulnérables et de formuler les actions d'accompagnement et d'assistance spécifiques nécessaires en leur endroit ;
- de faire un recensement des biens, des infrastructures et des services sociaux existant dans la zone du projet, ainsi que les institutions culturelles locales ;
- d'étudier les activités de production des personnes affectées ;
- de mener toute enquête sur le régime foncier et autres interactions sociales au sein des populations affectées.

Ces études ont aussi permis de déterminer les caractéristiques socio-économiques des PAP. Elles sont présentées en détails détaillée dans les paragraphes ci-dessous.

6.1 Sexe et âge des PAP

Les PAP sont 100% de sexe masculin (09 PAP), une situation qui traduit le problème d'accès des femmes au foncier, favorisé par des lois coutumières qui perdurent. La moyenne d'âge des PAP est de 52 ans. La PAP la plus âgée totalise 67 ans et la moins âgée comptabilise 33 ans.

6.2 Localisation des PAP

L'enquête socio-économique a révélé que 56% des PAP (05 PAP) habitent dans le village de Keur Sader qui abrite le site du module régional de Kaolack et 44% dans trois villages environnants que sont : Keur Ayip (01 PAP), Keur Ngatane (02 PAP) et Darou Rahmane (01). Cette répartition géographique des PAP rend pertinent la tenue de la consultation publique à Keur Sader avec la participation des habitants des autres villages. Elle justifie également la présence des représentants de ces villages environnants dans le comité local de gestion des plaintes à installer à Keur Sader.

6.3 Situation matrimoniale des PAP et nombre d'enfants

100% des PAP (09 PAP) sont mariées. Parmi elles 78% (07 PAP) sont sous le régime de la polygamie et 22% (02 PAP) sous le régime de la monogamie (MK02 et MK05). La prédominance de la polygamie justifie sans doute le nombre important d'enfants des PAP (98 enfants), soit une moyenne de 10 enfants par PAP.

6.4 Niveau d'instruction des PAP

Il ressort des enquêtes que les PAP sont en majorité des analphabètes, soit 78% (07 PAP). Pour les PAP instruites, le niveau d'instruction des PAP est plutôt très bas. En effet, les 02 PAP instruites (MK01 et MK06), n'ont atteint que la classe de CM2, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas dépassé le niveau primaire.

6.5 Nationalité, religion et ethnie des PAP

Toutes les PAP sont de nationalité sénégalaise. Elles sont également de confession musulmane. Culturellement, les 09 PAP appartiennent à deux groupes ethniques, à savoir les Wolofs (08 PAP) et les Al pulaar (01 PAP). C'est dire que seule la PAP (MRK09) se distingue par son appartenance ethnique.

6.6 Statut de propriétaire et biens affectés

Les enquêtes ont permis de constater que les personnes affectées par le projet sont toutes les propriétaires coutumiers des parcelles qu'elles occupaient et exploitent pour l'agriculture, avant le démarrage du processus de réinstallation. La superficie totale des terres affectées est de 15 ha constitués de parcelles cultivées (activité agricole), soit une moyenne de 1,66 ha par PAP. La superficie des parcelles affectées varie entre 0,54 ha (MK08) et 2,40 ha (MK09). La répartition des 15 ha affectés se présente comme suit par PAP : MRK01 (1,7 ha) ; MRK02 (2,1 ha) ; MRK03 (2,4 ha) ; MRK04 (1,2 ha) ; MRK05 (2 ha) ; MRK06 (1,56 ha) ; MRK07 (1,1 ha) ; MRK08 (0,54 ha) ; MRK09 (2,40 ha). Les pertes de récoltes sont estimées à 37,5 tonnes d'arachide, 60 tonnes de céréales (15 tonnes de mil et 45 tonnes de maïs) et 1500 sacs de fane d'arachide. Les pertes en ressources fruitières et forestières sont constituées 17 arbres, dont 09 *Cordyla Pinnata* « Dimb » pour 03 PAP (MRK01, MRK02 et MRK03), 07 *Azadirachta indica* «Neem» pour 01 PAP (MRK03) et 01 *Prosopis Africana* « Ir » pour la PAP (MKR01). Par contre, sur le site, il n'y aucune infrastructure fixe susceptible d'être affectée lors des travaux du projet.

6.7 Activités et revenus des PAP

Toutes les PAP (09 PAP) disposent à la fois d'une activité principale et d'une activité secondaire mais aucune des PAP ne pratique l'agriculture comme activité principale. Les activités principales des PAP se présentent comme suit : commerçants (03 PAP); chauffeurs de transport (01 PAP); maçons (02 PAP); maître coranique avec un enseignement gratuit (01 PAP) et transporteur de moto Jakarta (01 PAP). Toutes ces 09 PAP s'activent dans l'agriculture comme complément d'activités économiques.

Le revenu annuel cumulé des 09 PAP s'élèvent globalement à 24 625 000 F CFA soit une moyenne annuelle de 2 736 000 F CFA par PAP et un revenu mensuel par PAP 228 000 F CFA. En conséquence, les revenus des PAP sont plus ou moins acceptables, surtout dans un contexte rural où prévaut généralement la pauvreté. 61% du revenu annuel des PAP, correspondant à 15 000 000 F CFA, proviennent de leurs activités principales (commerce, transport, maçons) tandis que 39% sont fournis par l'agriculture qu'elles utilisent comme activité secondaire, soit 9 625 000 F CFA. Le tableau ci-dessous détaille les revenus annuels des PAP et leur provenance.

Tableau 12. Revenus des PAP et leur provenance

PAP	Activité Principale		Activité secondaire	
	Type d'activité	Revenu annuel en F CFA	Type d'activité	Revenu annuel en F CFA
MK01	Commerce	6 000 000	Agriculture	1 090 835
MK02	Transporteur de moto Jakarta	1 800 000	Agriculture	1 347 500
MK03	Commerce	1 800 000	Agriculture	1 540 000
MK04	Maçon	2 160 000	Agriculture	770 000
MK05	Maçon	1 200 000	Agriculture	1 283 335

MK06	Commerce	1 080 000	Agriculture	1 001 000
MK07	Chauffeur transport	480 000	Agriculture	705 835
MK08	Chauffeur	480 000	Agriculture	346 500
MK09	Maître coranique	0	Agriculture	1 540 000
Revenu annuel par type d'activité		**15 000 000**		**9 625 005**
Revenu annuel cumulé des 09 PAP toutes activités confondues				**24 625 005**

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, juillet 2021

6.8 Nombre de personnes en charge

Il est noté un nombre élevé de personnes en charge par les PAP (186 personnes), soit une moyenne de 20 personnes par PAP avec un record de 33 personnes en charge pour la PAP (MRK09) qui est la PAP la plus âgée avec 67 ans. La répartition des personnes à charge par PAP se présente comme suit : MRK01 (22) ; MRK02 (15) ; MRK03 (15) ; MRK04 (16) ; MRK05 (17) MRK06 (25) ; MRK07 (18) ; MRK08 (25) ; MRK09 (33).

6.9 Vulnérabilité et handicap des PAP

Les critères de vulnérabilité ci-dessous ont permis de déterminer les PAP vulnérables, qui sont également éligibles à l'indemnité de vulnérabilité :

- être veuve (femme cheffe de ménage) ;
- être âgé de 60 ans et plus sans autre source de revenus ;
- avoir un handicap (moteur, visuel, auditif) ;
- avoir 15 personnes et plus en charge.

Sur la base de ces critères, toutes les 09 PAP ont été jugées vulnérables, car elles ont en charge 15 personnes ou plus. En plus de ce critère, la PAP (MRK09) est âgée plus de 60 ans et ne dispose pas d'autres sources de revenus en dehors de l'agriculture (son activité secondaire) car, l'enseignement du coran qui constitue son activité principale, est gratuitement exercé. Aucune PAP ne souffre d'un handicap.

Tableau 13. Synthèse des caractéristiques principales des PAP

PAP	Âge	Localisation	Situation matrimoniale	Niveau instruction	Ethnie	Superficie (ha) des biens affectés	Nombre de personnes à charge
MRK01	66	Keur ayib	Marié polygame	CM2	Wolof	1.7	22
MRK02	33	Keur sader	Marié monogame	Aucun	Wolof	2.1	15
MRK03	51	Keur sader	Marié polygame	Aucun	Wolof	2.4	15
MRK04	42	Keur sader	Marié polygame	Aucun	Wolof	1.2	16
MRK05	47	Keur ngatane	Marié monogame	Aucun	Wolof	2.0	17
MRK06	53	Keur sader	Marié polygame	CM2	Wolof	1.56	25
MRK07	60	Keur sader	Marié polygame	Aucun	Wolof	1.1	18
MRK08	59	Keur ngatane	Marié polygame	Aucun	Wolof	0.54	25
MRK09	67	Darou rahmane	Marié polygame	Aucun	Alpular	2.40	33
Total						**15 ha**	**186**

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, juillet 2021

7 Cadre légal en matière de réinstallation

Le cadre légal du Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé du module régional de Kaolack, prévu dans le cadre du Projet Agropole Centre du Sénégal, repose sur la législation nationale du Sénégal en matière de gestion foncière et d'expropriation pour cause d'utilité publique et les Sauvegardes Opérationnelles (SO) de la Banque Africaine de Développement (BAD), notamment la Sauvegarde Opérationnelle n° 2 (SO2) relative à la « Réinstallation Involontaire : acquisition de terres, déplacement et d'indemnisation». En cas d'écart entre les deux procédures sur un aspect lié à la réinstallation des PAP, c'est celle qui est plus avantageuse pour ces dernières qui sera appliquée.

7.1 Le Régime foncier du Sénégal et ses textes de loi

Le Régime foncier du Sénégal est constitué de plusieurs textes, qui permettent de diviser les terres du Sénégal en trois catégories que sont :

- **le domaine national** : le domaine national est régi par la loi 64-46 du 17 juin 1964 et son décret d'application n°64-573 du 30 juillet 1964 ;
- **le domaine de l'État** : selon l'article 2 de la loi de 76-66, le domaine public de l'État regroupe "les biens qui, en raison de leur nature ou de la destination qui leur est donnée, ne sont pas susceptibles d'appropriation privée". Il est divisé en domaine public naturel et domaine public artificiel ;
- **le domaine des particuliers** : le domaine des particuliers est constitué des terres immatriculées appartenant aux particuliers. Pendant longtemps, il a été organisé par le code civil et le décret du 26 juillet 1932 réorganisant le régime de la propriété en Afrique Occidentale Française. Mais, en 2011, la loi n° 2011-07 du 30 mars 2011 portant régime de la propriété foncière, a abrogé les dispositions antérieures en réactualisant la réglementation pour la mettre en harmonie avec l'arsenal juridique en vigueur au Sénégal.

Les terres du module régional de Kaolack se situent sur le domaine national.

7.2 La législation foncière du Sénégal applicable au projet

Le domaine national et ses textes de lois applicables au projet

La loi 64-46 du 17 juin 1964 et son décret d'application n°64-573 du 30 juillet 1964, sont les textes juridiques qui régissent le domaine national. L'article premier de la loi sur le domaine national dispose ce qui suit : *«constituent de plein droit le domaine national, toutes les terres non classées dans le domaine public, non immatriculées ou dont la propriété n'a pas été transcrite à la conservation des hypothèques à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ne font pas non plus partie de plein droit du domaine national les terres qui, à cette date, font l'objet d'une procédure d'immatriculation au nom d'une personne autre que l'État»*. La loi 64-46 du 17 juin 1964, à son article 4, divise les terres du domaine national en quatre zones que sont :

- les zones pionnières qui sont des zones prévues pour des actions spéciales, qui ne sont pas encore aménagées ;
- les zones urbaines qui sont constituées des terres du domaine national, qui servent pour l'habitat en milieu urbain et qui se situent sur le territoire des communes ;

- les zones classées qui sont des espaces protégés. Les terres des zones classées sont considérées comme une réserve foncière permanente. Ces zones sont prévues spécialement pour assurer la protection de l'environnement et le développement durable ;
- les zones des terroirs qui sont les zones les plus importantes en superficie et qui peuvent être destinées à l'agriculture, à l'élevage ou au parcours du bétail.

Les terres du projet se situent dans les « zones des terroirs ». La zone des terroirs est définie à l'article 7 de la loi 64-46 du 17 juin 1964 sur le domaine national. Cet article stipule que *« la zone des terroirs correspond, à la date de la publication de la présente loi, aux terres qui sont régulièrement exploitées pour l'habitat rural, la culture ou l'élevage ».*

L'article 13 de la loi 64-46 du 17 juin 1964 précise la condition d'immatriculation des terres des zones des terroirs. Cet article stipule en effet, *que « l'Etat ne peut requérir des terres du domaine national constituant des terroirs, ou affectées par décret en vertu de l'article 11, que pour la réalisation d'opérations déclarées d'utilité publique ».* La déclaration d'utilité publique qui déclenche cette procédure, est faite sous forme de décret signé par le Président de la République du Sénégal ou d'arrêté ministériel. Cette déclaration d'utilité qui désigne la zone concernée, sera suivie de l'estimation, par la Commission de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) du ressort, des indemnités à verser aux occupants.

Le décret 91-838 du 22 août 1991 portant modification de la loi 64-46 du 17 juin 1964 sur le domaine national, permet à tous les occupants d'être indemnisés. L'indemnité doit être octroyée en nature ou en espèce.

<u>Les autres textes de lois applicables au projet</u>

La loi 11-2004 du 26 mars 2004, abrogeant la loi 76-67 du 02 juillet 1976, et son décret d'application, constituent les bases légales pour les procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique. L'article premier de cette loi, stipule que *« l'expropriation est une procédure qui permet à la puissance publique d'obtenir sous forme de session forcée, à son profit, de tout ou partie d'un bien immobilier en vue de la réalisation d'un objectif d'utilité publique et moyennant le paiement d'une indemnité juste et préalable »*. L'article 11 de ladite loi, précise que *« l'utilité publique est déclarée par un décret ou un arrêté ministériel qui en fixe la durée de validité, le périmètre concerné et le délai pendant lequel l'expropriation devra être réalisée »*. L'article 13 de la loi 11-2004 du 26 mars 2004 précise le rôle et la composition de la Commission de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) qui consiste essentiellement à *« déterminer contradictoirement les parcelles à exproprier, d'en rechercher les propriétaires, les titulaires des droits réels immobiliers et d'autres intéressés ».*

La loi 2013-10 du 28 décembre 2013 portant Code général des collectivités territoriales est aussi applicable au projet, en ce sens que les terres du domaine national, notamment celles des zones des terroirs où se situe le foncier du module régional de Kaffrine., sont gérées par les Collectivités territoriales (Communes rurales). A l'étape initiale, leur mise à disposition requiert un avis du Conseil Départemental et une délibération du Conseil municipal approuvée par le Préfet. L'article 13 de cette loi, stipule que, « l'Etat peut transférer à une collectivité locale la gestion d'une partie de son domaine public. Il peut également cogérer avec une collectivité locale ou lui affecter ou céder, à titre onéreux ou gratuit, des biens de son domaine privé se trouvant dans le ressort territorial de celle-ci. Pour des motifs d'intérêt général, l'Etat se réserve le droit de reprendre tout ou partie de ces biens à charge d'en

rembourser les impenses conformément aux lois et règlements. Les règles relatives au classement, au déclassement, au transfert, à l'affectation, à la désaffectation et à l'aliénation du domaine d'une collectivité locale sont fixées par la loi ». En outre, l'article 31 de la loi 2013-10 du 28 décembre 2013 sur les collectivités territoriales, cite parmi les compétences du Conseil municipal, « l'affectation et la désaffectation des terres du domaine national ». En effet, la loi n° 2013-10 portant Code général des Collectivités locales dispose que pour tout projet ou opération de l'État sur les terres des zones des terroirs du domaine national, celui-ci prend la décision après avis du conseil départemental et du conseil municipal concernés.

7.3 Politique de la BAD en matière de déplacement involontaire des populations

La politique de la BAD en matière de déplacement involontaire des populations (2003) est opérationnalisée au travers de la Sauvegarde Opérationnelle (SO) n°2 intitulée « Réinstallation Involontaire : Acquisition des terres, déplacements de populations et indemnisation ». Cette SO vise à intégrer dans les opérations de la Banque, la réinstallation des personnes/populations affectées par des projets entraînant des déplacements physiques et/ou économiques. Cette SO vise à garantir que les personnes qui doivent être déplacées soient traitées de façon juste et équitable, et d'une manière socialement et culturellement acceptable, qu'elles reçoivent une indemnisation et une aide à la réinstallation de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer un revenu, leurs niveaux de production et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés, et qu'elles puissent bénéficier des avantages du projet qui induit leur réinstallation.

Les objectifs spécifiques de cette SO reflètent les objectifs de la politique sur la réinstallation involontaire : (i) éviter la réinstallation involontaire autant que possible, ou minimiser ses impacts lorsque la réinstallation involontaire est inévitable, après que toutes les conceptions alternatives du projet aient été envisagées ; (ii) assurer que les personnes déplacées sont véritablement consultées et ont la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation ; (iii) assurer que les personnes déplacées bénéficient d'une assistance substantielle de réinstallation sous le projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer des revenus, leurs capacités de production, et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés au-delà de ce qu'ils étaient avant le projet ; (iv) fournir aux emprunteurs des directives claires, sur les conditions qui doivent être satisfaites concernant les questions de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque, afin d'atténuer les impacts négatifs du déplacement et de la réinstallation, de faciliter activement le développement social et de mettre en place une économie et une société viables ; et (v) mettre en place un mécanisme de surveillance de la performance des programmes de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque et trouver des solutions aux problèmes au fur et à mesure qu'ils surviennent, afin de se prémunir contre les plans de réinstallation mal préparés et mal mis en œuvre.

L'emprunteur ou le client devra préparer un Plan d'Actions de Réinstallation Intégral (PAR intégral) pour (i) tout projet qui implique 200 personnes ou plus (selon la définition de la politique de réinstallation involontaire) ou (ii) tout projet susceptible d'avoir des impacts négatifs sur les groupes vulnérables.

Pour tout projet pour lequel le nombre de personnes à déplacer est inférieur à 200 personnes et l'acquisition des terres et le potentiel de déplacement et de perturbation des moyens de subsistance sont considérés comme moins importants, l'emprunteur ou le client prépare un Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé. Ce qui est le cas dans le cadre du présent projet du module régional de Kaolack (Médina Sabakh).

La Banque publiera le PAR au Centre d'information du public de la Banque et sur son site Internet, aux fins d'examen et commentaires par le public, conformément aux procédures PEES. Le PAR Abrégé dont il est question ici devra être communiqué au public au moins 30 jours avant la présentation au Conseil d'Administration de la BAD.

La SO met un accent particulier sur la Consultation, la participation et un large soutien communautaire ; les procédures d'indemnisation ; les communautés d'accueil ; les groupes vulnérables ; la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation.

L'emprunteur ou le client prépare un Plan de Développement Communautaire (PDC) pour les projets qui ont un risque avéré pour les communautés vulnérables et qu'il faut gérer. Les risques spécifiques associés aux questions de terre, à la réinstallation, ou à la dégradation environnementale sont intégrés au Plan d'Action des Réinstallation ou au PGES et les mesures d'accompagnement seront conçues et gérées en consultation avec les communautés affectées pour respecter leurs préférences culturelles.

7.4 Analyse comparative entre la législation sénégalaise et la politique de réinstallation de la Banque Africaine de Développement

Sur certains points il y a une convergence et sur d'autres des écarts entre la législation sénégalaise et la Politique de déplacement involontaire de la BAD. Les points de convergence concernent les aspects suivants : l'éligibilité à une compensation ; la date limite d'éligibilité ; le type de paiement.

Les points où il y a les écarts les plus importantes sont les suivants : participation des populations ; occupation irrégulière ; assistance particulière aux groupes vulnérables ; réhabilitation économique ; les alternatives de compensation.

Il apparaît que ces points non pris en compte dans la législation nationale ne sont pas en contradiction avec les directives de la BAD : ils relèvent plutôt d'une insuffisance dans la législation nationale. Ainsi, pour être en conformité avec la politique de la BAD, le projet Agropole Centre veillera à appliquer les directives de la BAD, chaque fois quand il y a un écart entre la législation nationale et les dispositions de la BAD.

Tableau 14. Comparaison entre la législation nationale et les procédures de la BAD en matière de réinstallation

Thèmes	Cadre juridique national	Exigences de la BAD	Observations	Propositions par rapport aux écarts
Personnes pouvant être déplacées	-La loi n° 76 – 67 du 2 juillet 1976 relative à l'ECUP précise que les personnes qui peuvent être déplacées sont celles qui sont propriétaires d'immeubles et / ou de droits réels immobiliers quel que soit le statut ou la protection dont bénéficie le bien ; -La loi n° 64 – 46 du 17 juin 1964, relative au domaine national et son décret d'application n° 64 – 573 du 30 juillet 1964 précisent que les détenteurs d'un droit formel ou non sur les terres du domaine national peuvent être déplacés pour des motifs d'intérêt général ; - La loi 76 – 66 du 02 Juillet 1966 portant code du domaine de l'Etat et son décret d'application n° 81 – 557 du 21 mai 1981 précisent que tout détenteur d'une autorisation d'occuper d'une terre du domaine de l'Etat peut être déplacé sans indemnisation (articles 13 et 37).	La politique de réinstallation de la BAD (SO2) désigne un troisième groupe de personnes qui n'a ni droits formels ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent. Ces personnes auront droit à une aide à la réinstallation en lieu et place de l'indemnisation pour leur permettre d'améliorer leur condition de vie. La politique de réinstallation de la BAD s'applique à toutes les composantes du projet qui risquent d'entraîner une réinstallation involontaire, quelle que soit la source de financement de celui-ci. Elle s'applique également aux autres activités donnant lieu à une réinstallation involontaire, qui, aux yeux de la Banque, sont d'abord directement et notoirement en relation avec le projet financé par la Banque ; ensuite nécessaires pour atteindre les objectifs tels qu'ils ont été fixés dans le document du projet ; et enfin réalisées, ou planifiées pour être réalisées, en parallèle avec le projet.	La politique de la BAD et la législation sénégalaise se rejoignent en ce qui concerne les personnes qui peuvent être déplacées. Il faut simplement préciser que le droit sénégalais est plus restrictif dans la mesure où il met l'accent en particulier sur les détenteurs de droits formels, alors que la politique de la BAD ne fait pas cette distinction.	La législation nationale sera complétée par la SO2 de la BAD plus large en termes de catégories de personnes affectées
Date limite d'éligibilité (CUT-OFF DATE)	Article 20 de la loi n° 76-67 du 2 juillet 1976 : indemnité établie à partir du procès-verbal de constat d'état des lieux. Les améliorations apportées après l'établissement du PV et qui ont pour objet d'obtenir une indemnité de plus-value ne sont pas pris en compte.	§3.4.3: les personnes affectées par le projet ont droit à une indemnisation ou à l'aide à la réinstallation "à condition qu'elles aient occupé le site du projet avant une date limite fixée par l'emprunteur et acceptable par la Banque. La date limite doit être clairement communiquée à la population touchée par le projet.	Similitude, même si les expressions utilisées sont différentes.	Application de la législation nationale qui sera complétée par la Sauvegarde Opérationnelle n°2 de la BAD
Compensation en espèces	Article 14 loi relative à l'ECUP : La compensation en espèces est le principe dans la législation sénégalaise quand il s'agit d'une	En cas d'indemnisation financière, des conseils pourraient être prodigués aux bénéficiaires pour les aider à en faire un usage judicieux.	Il y a une concordance entre les deux politiques mais celle de la BAD est plus complète car au-delà de la	Application des directives de la BAD parce que plus explicite.

Thèmes	Cadre juridique national	Exigences de la BAD	Observations	Propositions par rapport aux écarts
	expropriation pour cause d'utilité publique ou de retrait d'une terre du domaine national. Les indemnités proposées doivent être suffisantes pour permettre de compenser l'intégralité du préjudice subi.		compensation financière elle préconise un accompagnement social en termes de formation et d'appui-conseils pour un usage profitable des indemnisations financières	
Date limite d'éligibilité (CUT-OFF DATE)	Article 20 de la loi n° 76-67 du 2 juillet 1976 : indemnité établie à partir du procès-verbal de constat d'état des lieux. Les améliorations apportées après l'établissement du PV et qui ont pour objet d'obtenir une indemnité de plus-value ne sont pas pris en compte.	Les personnes affectées par le projet ont droit à une indemnisation ou à l'aide à la réinstallation "à condition qu'elles aient occupé le site du projet avant une date limite fixée par l'emprunteur et acceptable par la Banque. La date limite doit être clairement communiquée à la population touchée par le projet. Les preuves de la communication de la date buttoir doivent aussi être documentées.	Il n'existe pas une divergence entre les deux référentiels. La date limite d'éligibilité peut être déterminée comme étant celle relative à l'établissement du PV d'état des lieux. Cependant, la politique opérationnelle de la BAD est aussi explicite en ce qui concerne l'application du principe relatif au droit à l'information, ce qui n'est pas le cas dans la législation sénégalaise, même si dans la pratique des règles de participation du public sont mises en œuvre.	Application de la SO 2 du SSI de la BAD en se basant sur l'obligation légale prévue dans le droit positif sénégalais en matière de date limite d'éligibilité. Cependant, choisir les modes de communication en tenant compte du contexte socioculturel et des langues parlées dans la zone du projet.
Occupants illégaux	Le décret n° 91 – 938 du 22 août 1991 qui modifie l'article 38 du décret n° 64 – 573 du 30 juillet 1964 fixant les conditions d'application de la loi relative au domaine national permet à tout occupant même irrégulier faisant l'objet de déplacement d'être indemnisé. La loi n° 76 – 66 du 2 juillet 1976 portant code du Domaine de l'Etat ne prévoit pas d'indemnisation ou d'aide quelconque en cas de retrait des terres du domaine public de l'Etat.	La section « éligibilité et droits » de la SO 2 dispose que « Ces catégories ont droit à une assistance à la réinstallation en lieu et place de l'indemnisation pour la terre afin d'améliorer leur niveau de vie antérieur (indemnité pour perte d'activités de subsistance, de ressources foncières communes, de structures et cultures, etc.)	Divergence entre la SO 2 de la BAD et la législation sénégalaise. En effet, aucune aide ou indemnisation n'est prévue en cas de retrait de terre du domaine public de l'État. La SO2 prévoit une indemnisation pour la perte d'actifs autres que les terres et une aide qui sera suffisante pour un rétablissement des moyens de subsistance dans un autre lieu.	Le Gouvernement prendra en compte les occupants irréguliers et informels conformément à la SO 2 de la SSI de la BAD

Thèmes	Cadre juridique national	Exigences de la BAD	Observations	Propositions par rapport aux écarts
Compensation en nature – Critères de qualité	Le Décret n° 64 – 573 du 30 juillet 1964 fixant les conditions d'application de la loi relative au domaine national prévoit en cas de désaffectation, lorsque l'intérêt général l'exige, que la personne victime de la désaffectation reçoive une parcelle équivalente à titre de compensation (article 20). La loi n° 76 – 66 du 02 juillet 1966 portant code du domaine de l'Etat ne donne aucune possibilité aux titulaires d'autorisations d'occuper le domaine public naturel ou artificiel de recevoir des terres de compensation ou même d'indemnités.	Des indemnisations foncières devront être privilégiées lorsque les moyens d'existence dépendent de la terre afin de restaurer les systèmes de production agricole. Ces terres de substitution doivent avoir un potentiel de production équivalent ou supérieur. A défaut des appuis en intrants appropriés devront être fournis aux agriculteurs et aux ouvriers agricoles pour optimiser le niveau de production.	Concordance partielle entre les deux politiques notamment la loi sur le domaine national. Car certaines dispositions de la législation sénégalaise prévoient l'affectation de nouvelles terres en lieu et place de celles retirées. Par contre la loi sur le domaine de l'Etat exclu cette possibilité.	Application Sauvegarde Opérationnelle n°2 la BAD parce que plus complète. Le choix est laissé aux PAP, mais la faisabilité du choix est prise en compte. Toutefois d'autres appuis sont envisagés pour la restauration des moyens d'existence des PAP qui perdent des terres agricoles.
Compensation en espèces	Article 14 loi relative à l'ECUP : La compensation en espèces est le principe dans la législation sénégalaise quand il s'agit d'une expropriation pour cause d'utilité publique ou de retrait d'une terre du domaine national. Les indemnités proposées doivent être suffisantes pour permettre de compenser l'intégralité du préjudice subi.	L'indemnisation en nature est priorisée lorsqu'elle est possible. Cependant, en cas d'indemnisation financière, des conseils doivent être prodigués aux bénéficiaires pour les aider à en faire un usage judicieux	Il y a une concordance entre les deux politiques, mais celle de la BAD est plus complète car en cas de compensation financière inévitable, elle préconise un accompagnement social en termes de formation et de conseil.	Application de la sauvegarde opérationnelle 2 du SSI de la BAD parce que plus complète.
Réinstallation	L'article 35 de la loi n° 76-67 du 2 juillet 1967 précise qu'un programme de réinstallation de la population peut être prévu en cas de retrait des titres d'occupation des terrains domaniaux	La Sauvegarde s'applique lorsqu'un déplacement physique de populations et une perte de biens économiques sont inévitables, l'emprunteur doit élaborer un plan d'action de réinstallation. Ce plan doit être conçu de manière à réduire le déplacement et à fournir aux personnes déplacées une assistance avant, pendant et après la réinstallation physique.	Discordance dans la portée entre les deux politiques. Car le programme de réinstallation est une faculté dans le droit national, alors qu'il s'agit d'une obligation dans les directives de la BAD	Application Sauvegarde Opérationnelle n°2 des Directives de la BAD.

Thèmes	Cadre juridique national	Exigences de la BAD	Observations	Propositions par rapport aux écarts
Compensation Infrastructure	Payer la valeur selon les barèmes établis; normalement augmentés par la pratique en se fondant sur les prix du marché en incluant les plus-values	Les personnes déplacées doivent être indemnisées au coût de remplacement plein avant leur déplacement effectif.	Différence importante, mais en accord sur la pratique	Application Sauvegarde Opérationnelle n°2 des directives de la BAD.
Alternatives de compensation	La législation sénégalaise ne prévoit pas, en dehors des indemnisations et / ou l'attribution de nouvelles terres, l'octroi d'emploi ou de travail à titre d'alternatives de compensation.	Dans les cas où la terre n'était pas disponible ou si toutes les populations ne pouvaient pas recevoir d'autres moyens de production, des possibilités d'accès à l'emploi dans le secteur industriel et tertiaire ont été assurée grâce à des plans de formation…	Les directives de la BAD, en matière d'alternative de compensation notamment celle fondée sur des perspectives d'emploi ou de travail indépendant n'est pas prise en compte par la législation nationale. En règle générale, seules les indemnisations en espèces ou les compensations en nature sont prévues au Sénégal.	Application Sauvegarde Opérationnelle n°2 des directives de la BAD.
Evaluation-terres	Remplacer à base de barèmes selon la qualité par m2. L'article 12 de la loi n° 76-67 du 2 juillet 1967 précise que si l'immeuble comporte des constructions ou aménagements importants et si l'une des parties le demande, le juge ordonne un transport sur les lieux et dresse un procès-verbal descriptif contenant en outre, les dires des parties et les explications orales des experts pouvant assister les intéressés. En principe, si la compensation porte sur les terres du domaine national, seules les impenses sont évaluées et remboursées	Remplacer au coût de remplacement plein (indemnisation basée sur la valeur actuelle de remplacement des biens, ressources ou revenus perdus, sans tenir compte de l'amortissement	Divergence entre la législation nationale et les directives de la BAD mais dans la pratique les différents programmes de réinstallation permettent une évaluation identique.	Application Sauvegarde Opérationnelle n°2 des directives de la BAD.
Evaluation structures	Indemnisation à base de barèmes par m2 selon matériaux de construction	Indemnisation selon le coût de remplacement plein, c'est-à-dire selon une méthode d'évaluation des taux d'indemnisation basée sur le coût du marché plus les coûts de transaction (coûts des éventuels	Divergence entre la législation nationale et les directives de la BAD	Application de la Sauvegarde Opérationnelle n° 2 de la BAD plus conforme aux réalités du

Thèmes	Cadre juridique national	Exigences de la BAD	Observations	Propositions par rapport aux écarts
		droits d'enregistrement et de mutation) sans tenir compte de l'amortissement des structures		moment et plus avantageux.
Évaluation de ressources communes	Non mentionnée dans la législation. Les PAP sont indemnisées pour les pertes individuelles d'arbres à base de barème	La perte de ressources foncières communes, telles que les rivières, les lacs ou les ressources forestières est compensée en nature. Une attention particulière sera accordée au remplacement de la propriété foncière commune proprement dite, mais aussi aux services particuliers et aux liens communautaires réciproques qu'elle occasionne. Les personnes affectées et les communautés d'accueil reçoivent un soutien, avant la réinstallation, et après le déménagement, pendant une période transitoire qui couvre un temps raisonnable, nécessaire pour leur permettre de se réinstaller et d'améliorer leur niveau de vie, leurs capacités à générer des revenus. Concernant les arbres et autres espèces forestières, l'évaluation tient compte des bénéfices tirés, du manque à gagner par la collectivité pour déterminer la valeur ainsi que le remplacement à prévoir pour la communauté. Cette évaluation sera basée sur le coût unitaire des récoltes auquel on applique la perte totale qui sera quantifiée. L'application des barèmes nationaux pourraient déprécier la valeur vénale de ces ressources communautaires.	Divergence entre la réglementation nationale et le SSI de la BAD qui préconise que pour les personnes qui tirent leur subsistance de ressources naturelles, des mesures soient mises en œuvre pour permettre un accès continu aux ressources touchées, ou pour offrir un accès à d'autres ressources ayant un potentiel équivalent en tant que moyen de subsistance et de création de revenus, ainsi qu'un niveau d'accessibilité semblable. Lorsque des ressources collectives sont touchées, les indemnisations et avantages liés aux restrictions d'accès aux ressources naturelles peuvent être collectifs.	Application de la sauvegarde opérationnelle 2 du SSI de la BAD
Participation	Dans le décret d'utilité publique dont l'ouverture est précédée d'une enquête est annoncée au public par tout moyen de publicités habituelles. Durant cette période, toute personne intéressée peut formuler des observations (art. 5 Loi n° 76-67 du 2 juillet 1976);après notification de l'acte de cessibilité	Les populations déplacées et les communautés d'accueil doivent être suffisamment consultées à un stade précoce du processus de planification et être encouragées à participer de manière éclairée à l'exécution du programme de réinstallation durant tout le processus.	La législation sénégalaise prévoit une enquête, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Cette enquête est publique et fait l'objet d'une mesure de publicité. Mais les intéressés peuvent même en ignorer l'existence en raison du taux élevé	Application des directives de la BAD qui prévoit une approche inclusive et participative.

Thèmes	Cadre juridique national	Exigences de la BAD	Observations	Propositions par rapport aux écarts
	de l'immeuble, délai de quinze jours pour formuler des observations		d'analphabétisme. Ce qui peut rendre difficile la participation de manière constructive dans le processus de consultation	
Groupes vulnérables ou défavorisés	La législation sénégalaise n'a pas prévu de dispositions spéciales concernant les groupes vulnérables. Mais, l'article 10 de la loi n° 76-67 du 2 juillet 1976 précise que si les biens de mineurs ou autres incapables sont compromis dans l'acte de cessibilité, les tuteurs peuvent consentir amiablement l'aliénation desdits biens.	Une attention particulière doit être accordée aux besoins des groupes défavorisés parmi les populations déplacées, en particulier ceux dont le revenu est en deçà du seuil de pauvreté, les sans terres, les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes souffrant d'un handicap, les minorités ethniques, religieuses ou linguistiques ainsi que ceux qui n'ont pas titres légaux sur les biens, les veuves et femmes chefs de ménages. Des mesures spéciales doivent être prévues pour ces groupes vulnérables ou défavorisés et une assistance appropriée doit leur être apportée. .	Les groupes défavorisés mentionnés dans la politique de la BAD ne sont pas protégés réellement par la législation nationale. Il est nécessaire en cas de mise en œuvre de la réinstallation de prêter à une certaine attention à ces personnes.	Application des directives de la BAD.
Litiges	Négociation à travers la commission de conciliation ; les négociations au niveau local sont généralement de mise ; saisine des tribunaux et du Médiateur de la République. L'article 11 de la loi n° 76-67 du 2 juillet 1976 précise qu'à défaut d'accord amiable, l'expropriation est prononcée par le juge. En cas d'accord, l'expropriation est prononcée moyennant paiement de l'indemnité convenue. L'ordonnance d'expropriation peut être attaquée devant le juge. Dans la pratique, intervention des autorités.	Les procédures de règlement des différends doivent être suffisamment agiles pour trancher rapidement les litiges portant sur l'évaluation. A cette fin des mécanismes de réclamation appropriés et accessibles, fonctionnant sous la forme de comités locaux constitués de façon informelle et composés des représentants des principaux groupes de parties prenantes devraient être créés pour résoudre	Deux modalités différentes sur le plan des principes, mais dans la réalité, le mécanisme de résolution des conflits au plan national rejoint celui de la BAD.	Application de la législation nationale complétée par le mécanisme de gestion des plaintes préconisé par la BAD
Tout différend survenant au cours des procédures d'indemnisation.				

Thèmes	Cadre juridique national	Exigences de la BAD	Observations	Propositions par rapport aux écarts
Type de paiement	-Article 23 du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 qui précise que le nouvel affectataire a l'obligation de verser à son prédécesseur ou à ses héritiers, une indemnité égale à la valeur des améliorations apportées à l'immeuble et, le cas échéant, des récoltes pendantes, estimée au jour où la nouvelle affectation est prononcée (paiement en argent) L'article 15 du décret n° 72-1288 du 27 octobre 1972 précise qu'en cas de désaffectation de terres nécessaires à l'établissement de pistes, à l'élargissement de voies ou à l'aménagement de points d'eau, l'affectataire peut recevoir une parcelle équivalente lorsque cette compensation est possible.	Les indemnisations peuvent être aussi bien en espèces qu'en nature	La politique de la BAD et la législation sénégalaise se rejoignent en matière de compensation en espèces. D'ailleurs, la législation sénégalaise prévoit une indemnisation juste et préalable, en ce sens qu'elle doit réparer l'intégralité du préjudice direct, matériel et certain causé à la personne déplacée.	Application de la législation nationale qui sera complétée par la Sauvegarde Opérationnelle n° 2 de la BAD
Déménagement des PAP	Article 14 loi n° 76-67 du 2 juillet 1976 : Après paiement ou consignation de l'indemnité provisoire prévue par le juge des expropriations ou dans un délai de 8 jours après le transport sur les lieux ordonnés par le juge.	Après le paiement et le début des travaux	Différence entre la législation nationale et les directives de la BAD	Application des directives de la BAD. Pour la BAD, le déménagement n'est possible qu'après avoir effectivement indemnisé (en nature ou en espèce) les PAP et avoir pris les dispositions pratiques favorables à ce déménagement.
Coûts de réinstallation	Non mentionné dans la législation	Les coûts des indemnisations/compensations sont à la charge de l'emprunteur La BAD (fonds du projet) financera les coûts de préparation du PAR et les autres coûts (hors compensation) relatifs à sa mise en œuvre.	Différence entre la législation nationale et les directives de la BAD	Application des directives de la BAD

Thèmes	Cadre juridique national	Exigences de la BAD	Observations	Propositions par rapport aux écarts
Réhabilitation économique	Non mentionné dans la législation	La planification de la réinstallation doit reposer sur une approche de développement qui suppose qu'on offre aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil plusieurs possibilités d'épanouissement comportant des activités visant à reconstituer la base de production des déplacés…	Différence entre la législation nationale et les directives de la BAD	Application des directives de la BAD.
Conditions d'expropriation ou de déplacement des PAP	Article 14 loi n° 76-67 du 2 juillet 1976 : Après paiement ou consignation de l'indemnité provisoire prévue par le juge des expropriations ou dans un délai de 8 jours après le transport sur les lieux ordonné par le juge.	Les PAPs seront indemnisées pour leurs pertes au coût intégral de remplacement, avant leur déménagement effectif, avant la prise de terres et d'actifs connexes, ou avant le commencement des activités du projet lorsque le projet est mis en œuvre en plusieurs phases.	Différence entre la législation nationale et les directives de la BAD, uniquement sur le principe de la consignation d'une indemnité provisoire (pouvant être complétée, cf. article 15) et concernant la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique	Application de la sauvegarde opérationnelle 2 du SSI de la BAD
Suivi et évaluation	Non mentionné dans la législation	Nécessité d'assurer le suivi de la mise en œuvre des mesures de compensations		Application des directives de la BAD

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, consultation publique à Keur Sader, juillet 2021

Sur certains points, il y a une convergence et sur d'autres des écarts entre la législation sénégalaise et la Politique de déplacement involontaire de la BAD. Les points de convergence concernent les aspects suivants : l'éligibilité à une compensation ; la date limite d'éligibilité ; le type de paiement.

Les points où il y a les écarts les plus importants sont les suivants : la participation et la consultation des populations ; le cas des occupations irrégulières ; la compensation au taux de remplacement intégral ; l'assistance particulière aux groupes vulnérables ; les alternatives de compensation.

Il apparaît que ces points non pris en compte dans la législation nationale ne sont pas en contradiction avec les directives de la BAD : ils relèvent plutôt d'une insuffisance dans la législation nationale. Ainsi, pour être en conformité avec la politique de la BAD, le Projet Agropole Centre veillera à appliquer les directives de la BAD à chaque fois qu'il est noté un écart entre la législation nationale et les dispositions de la BAD.

8 Cadre institutionnel de la réinstallation au Sénégal

Le présent chapitre présente les institutions et structures, publiques ou privées, qui ont été impliquées à ce jour ou qui seront impliquées dans le processus de réinstallation des populations affectées par le projet.

Les structures de mise en œuvre ont été mises en place de telle manière à assurer une participation des populations affectées tout au long du processus de réinstallation. Des structures spécifiques telles que la présence d'une structure accompagnatrice, la création d'un Comité Local de Médiation (CLM) et la présence d'un Comité de Pilotage permettront de renforcer la concertation entre les PAP et le projet.

Différentes structures de l'Administration centrale, déconcentrée, et décentralisée, interviendront dans la mise en œuvre de la réinstallation ainsi que d'autres acteurs impliqués dans le projet :

- la Direction de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre ;
- la Commission de Contrôle des Opérations Domaniales ;
- la Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) ;
- le Juge chargé des expropriations ;
- le Maire de Médina Sabakh ;
- les Chefs des Villages de Keur Sader, Keur Ayib, Keur Ngatane et Darou Rahmane ;
- le Comité Local de Médiation, le Comité Communal et le Comité Régional de gestion des plaintes ;
- les Consultants/ONG d'appui aux PAP ;
- le Comité de Pilotage du Projet ;
- la Cellule d'Exécution du Projet.

8.1 Structures de l'Administration centrale

Les structures de l'Administration centrale impliquées dans l'exécution de la réinstallation sont :

- la Direction de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre (DEDT) ;
- la Commission de Contrôle des Opérations Domaniales (CCOD).

8.1.1 La Direction de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre (DEDT)

La Direction est chargée de prescrire l'ouverture de l'enquête d'utilité publique pour commencer la phase de l'expropriation. Le receveur des domaines appelé « Commissaire-enquêteur » tient le dossier d'enquête. Le Ministre chargé des domaines (Ministre de l'Économie et des Finances), ou le cas échéant, le Ministre dont dépend le projet à réaliser établit un rapport sur la base duquel la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) est prononcée par décret. La Direction des Domaines instruit la Déclaration d'Utilité Publique (DUP), le décret de cessibilité, la signature des actes d'acquiescement et les indemnisations pour ce qui concerne les Titres Fonciers (TF).

8.1.2 La Commission de Contrôle des Opérations Domaniales (CCOD)

La Commission de Contrôle des Opérations Domaniales (CCOD), prévue à l'article 55 du Code du domaine de l'État, est présidée par le Directeur de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre. Elle est chargée de l'application du régime foncier national et de la révision des évaluations foncières. Elle émet des avis : sur le montant des indemnités à proposer en cas d'expropriation foncière pour cause d'utilité publique; sur la régularité des conditions juridiques et financières des opérations foncières; sur l'opportunité de recours à la procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique; arrête le montant des provisions correspondant aux indemnités éventuelles d'expropriation; l'opportunité, la régularité et les conditions financières de toute opération intéressant le domaine privé de l'État, des collectivités locales et des établissements publics.

8.2 Structures et acteurs de l'administration déconcentrée et décentralisée

- La Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) de Nioro est instituée par arrêté du Préfet du ressort. Elle est composée des autorités administratives et des services déconcentrés de l'Etat chargé du développement local : Préfet du département de Kaffrine, Président de la CDREI ; Chef de Service de l'Urbanisme ; Chef de Service du Cadastre ; Chef de Service de l'Agriculture (Direction Régionale du Développement Rural) ; Directeur Régional de l'Environnement et des Etablissements Classés (DREEC) ; Chef de l'Inspection Régionale des Eaux et Forêts ; Chef de Service de l'Elavage ; Chef de Service du Développement Local ; Maire de Médina Sabakh ; Chef de village de Keur Sader; représentant du projet (structure expropriante). La CDREI est la structure reconnue par la réglementation et les procédures nationales en matière de compensation et de réinstallation des populations affectées par les projets. A ce titre, la CDREI de Nioro est chargée de prendre le relais du consultant pour faire sur le terrain, le travail de fiabilisation et de vérification nécessaire des données et des informations du PAR Abrégé (recensement des PAP, évaluation des pertes et calcul des compensations). La CDREI dresse un rapport validé par le projet qui peut nécessiter une actualisation du PAR Abrégé. La CDREI organise et supervise ensuite la Commmission de Conciliation entre le projet et les PAP.
- La Commission de Conciliation est organisée par la CDREI et est chargée d'organiser les négociations entre le projet et les PAP, de fixer à l'amiable le montant des compensations à verser et de superviser la signature des procès-verbaux d'accord à l'amiable.
- Le Juge chargé des expropriations est désigné au niveau du Tribunal Régional pour statuer sur les cas de contentieux qui n'ont pas trouvé de solutions à l'amiable entre l'Etat et une personne affectée. La procédure contentieuse peut entrainer des frais importants pour le justiciable, dans le cadre de ce projet, la résolution des litiges à l'amiable sera promue, à cet effet, un mécanisme de règlement des griefs sera mis en place.
- Le Maire de Médina Sabakh est chargé d'appuyer la diffusion du PAR Abrégé, la mise à disposition des Attestations d'Exploitation Coutumière aux PAP dont les terres sont impactées, et la mise en place du Comité Communal de règlement des plaintes. Il participe au suivi de proximité de la mise en œuvre du PAR Abrégé.
- Le Chef de village de Keur Sader (et ceux des villages de Keur Sader, Keur Ayib, Keur Ngatane et Darou Rahmane) est une institution locale, reconnue par le décret n° 2011-2072 du 29 décembre

2011 portant statut et émolument du Chef de village. Ce décret en fait le représentant légal des populations affectées par le projet. Il assure le relais entre les populations et le projet, porte la parole des PAP et veille à leurs intérêts dans le cadre de la procédure de réinstallation. Il est membre du CLM et du CC et participe à la résolution des plaintes concernant les PAP et les populations locales.

- Le Comité Local de Médiation, le Comité Communal et le Comité Régional appuient la diffusion du PAR Abrégé, assure la gestion des Plaintes (recevabilité des plaintes, enregistrement des plaintes, traitement des plaintes, etc.) et des conflits, participe au suivi de la procédure de compensation et de réinstallation.
- Les consultants/ONG accompagnent les PAP et et la mise en œuvre des projets de développement communautaire. Ils assurent l'évaluation de la mise en œuvre du PAR Abrégé et de ses impacts à différents stades de l'évolution du projet.
- Le Comité de Pilotage du Projet (COPIL) est chargé de la valiation du PAR Abrégé, du plaidoyer pour la mobilisation des fonds de compensation des PAP et de la supervison du processus de mise en œuvre du PAR Abrégé et de réinstallation des PAP.
- La Cellule d'Exécution du Projet (CEP) est chargée du pilotage global du PAR Abrégé (mise en œuvre, suivi, évaluation, etc.).

8.3 Dispositif institutionnel et responsabilités dans la mise en œuvre du PAR Abrégé

La réussite de la procédure d'indemnisation dépendra, dans une large mesure, de l'organisation qui sera mise en place et de la définition du rôle et des responsabilités des institutions impliquées. En tant que maître d'ouvrage, la mise en œuvre du PAR Abrégé sera sous l'autorité du Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries (MDIPMI).

Tableau 15. Dispositif institutionnel

Dispositif institutionnel		
Institutions	**Responsable**	**Responsabilités**
Comité de Pilotage du Projet Agropole Centre	Président du Comité de Pilotage	• Validation du PAR Abrégé • Plaidoyer pour la mobilisation de la contrepartie • Supervision du processus de réinstallation des PAP
Cellule d'Exécution du Projet (CEP) Agropole Centre	Coordonnateur de la CEP Agropole Centre	• Surveillance de la planification et de la mobilisation par le Ministère en charge des Finances des ressources financières allouées aux indemnisations/compensations ; • Instruction de la Demande de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du module régional de Kaolack (Médina Sabakh)
	Spécialiste en Sauvegardes et Sociales (SSS) de la CEP Agropole Centre	• Saisine du Préfet pour la mise en place de la Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) ; • Collaboration étroite avec la commune ou autres organes d'exécution ; • Suivi de la mobilisation des ressources financières allouées aux indemnisations/compensations ; • Instruction et suivi du paiement des indemnisations/compensations aux PAP ; • Participation au recrutement des consultants/ONG chargés de l'accompagnement social des PAP dans le processus de réinstallation ; • Supervision Suivi/évaluation de la réinstallation ; • Diffusion du PAR Abrégé auprès du public concerné après validation de la BAD ; • Rapportage périodique de l'état d'avancement de la mise en œuvre du PAR Abrégé ; • Mise en place du Comité Local de Médiation, du Comité Communal et du Comité Régional de Gestion des Plaintes • Surveillance du bon fonctionnement du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) et de la bonne tenue des registres de gestion des plaintes
Ministère chargé des Finances	Direction Générale des Impôts et Domaines (DGID)	• Consultation des services du Cadastre et de l'Urbanisme pour le traitement de la Demande de Déclaration d'Utilité Publique du module régional de Kaolack (Médina Sabakh) ; • Convocation de la Commission de Contrôle des Opérations Domaniales (CCOD) pour statuer sur la Demande de Déclaration d'Utilité Publique du module régional de Kaolack (Médina Sabakh) ;

		• Prise du décret de Déclaration d'Utilité Publique du module Régional de Kaolack (Médina Sabakh) et immatriculation au nom du FONSIS
	Direction de la Programmation Budgétaire (DPB)	• Mobilisation et affectation des ressources financières allouées aux indemnisations/compensations ;
Ministère Intérieur	Préfet de Nioro	• Mise en place de la Commission Départementale de Recensement et d'Évaluation des Impenses (CDREI) ; • Mise en place du Comité Local de Médiation et du Comité Communal de Gestion des Plaintes ;
Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI)	Membres	• Recensement des PAP, évaluation des pertes, et estimation des indemnisations/compensations, en vérification des résultats du PAR Abrégé sur la base de la législation sénégalaise complétée par les principes et dispositions de la SO2 de la BAD relative à la réinstallation involontaire ; • Validation/actualisation du PAR Abrégé sur la base des résultats de ses travaux ; • Convocation et présidence de la Commission de Conciliation/négociations avec les PAP ; • Paiement des indemnisations/compensations ; • Libération des emprises foncières
Commune de Médina Sabakh	Maire de Médina Sabakh	• Appui à la diffusion du PAR Abrégé ; • Appui à la mise à disposition des Attestations d'Exploitation coutumière aux PAP dont les terres sont impactées par le module régional de Kaolack (Médina Sabakh) ; • Appui à la mise en place du Comité Local de Médiation et du Comité Communal de Gestion des Plaintes • Participation au suivi de proximité
	Chef du village de Keur Sader	• Mise à disposition des Attestations d'Exploitation coutumière aux PAP dont les terres sont impactées par le module régional de Kaolack (Médina Sabakh) ; • Participation au Comité Local de Médiation et au Comité Communal de Gestion des Plaintes ; • Appui à la diffusion du PAR Abrégé
	Comité Local de Médiation et Comité Communal	• Appui à la diffusion du PAR Abrégé • Gestion des Plaintes (enregistrement des plaintes et traitement des plaintes); • Participation à la procédure d'indemnisation/compensation ; • Participation au suivi local

Consultants/ONG recrutés par la CEP Agropole Centre		• Accompagnement social des PAP et des projets de développement communautaire ; • Évaluation d'étape, à mi-parcours, et finale de la mise en œuvre du PAR Abrégé et de ses impacts
PAP/Communautés locales		• Participation au Comité Local de Médiation et au Comité Communal ; • Participation au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre du PAR Abrégé.
Justice		• Jugement et résolution par voie judiciaire des conflits (en cas de désaccord avec les PAP sur le règlement à l'amiable des indemnisations/compensations)

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, juillet 2021

8.4 Évaluation des capacités des acteurs institutionnels en matière de réinstallation

Les structures nationales (Mairies, Cadastre, Urbanisme, Domaine, Agriculture, Eaux et Forêts, Environnement) impliquées dans les opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique ont une longue expérience dans les procédures de recensement et d'indemnisation des personnes affectées par les projets de l'Etat au Sénégal. Ces structures qui opèrent dans le cadre des Commissions Départementales de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) mises en place par arrêtés pris par les Préfets du ressort ont cependant, tendance a toujours travailler en se référant aux textes législatifs et réglementaires qui régissent les procédures nationales en matière d'expropriation (loi 64-46 du 17 juin 1964 sur le domaine nationale, la loi 11-2004 du 26 mars 2004 abrogeant la loi 76-67 du 02 juillet 1976 sur l'expropriation pour cause d'utilité et son décret d'application, etc.).

Ce faisant, ces CDREI font souvent face à des difficultés lorsqu'elles doivent le travail dans le cadre des projets de l'Etat appuyés par des Banques Multilatérales de Développement (BMD) telles que la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement (BAD) qui ont des politiques de déplacement et de réinstallation involontaires des populations. Pour cause, la plupart des structures membres des CDREI n'ont pas une maîtrise des principes et des procédures qui régissent ces politiques de réinstallation des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et qui sont pourtant applicables et exigés dans le cadre des opérations et projets d'investissement qu'ils financent au profit de l'Etat du Sénégal.

8.5 Renforcement des capacités des acteurs institutionnels en matière de réinstallation

Il est nécessaire que tous les acteurs institutionnels intervenant dans la mise en œuvre du PAR Abrégé du module régional de Médina Sabakh et de la réinstallation soient renforcés en capacités pour optimiser leur intervention en conformité avec les principes et procédures la Sauvegarde Opérationnelle (SO) n°2 de la BAD relative à la « Réinstallation involontaire : acquisition des terres, déplacement et indemnisation des populations ».

Cette formation portera notamment sur les principes et procédures d'acquisition des terres et la prise en compte des aspects sociaux liés à la réinstallation (consultation des PAP pour avoir leur consentement, application du principe de la hiérarchie des mesures d'atténuation dans la sélection des sites, etc.), les procédures d'enquêtes, de recensement, d'évaluation des biens, de mise en œuvre et de suivi du PAR Abrégé, etc. Il sera identifié les personnes clés au sein de la CDREI pour le partage et le transfert de connaissances.

Il s'agira d'organiser un atelier de formation regroupant toutes les structures techniques impliquées dans la mise en œuvre du PAR Abrégé au niveau national et régional. La formation pourra être assurée par des consultants en sciences sociales, avec l'appui d'experts en sauvegarde sociale expérimentés des bailleurs de fonds.

9 Eligibilité

9.1 Critères d'éligibilité des personnes affectées par le projet

En adéquation avec la SO2 de la BAD sur la réinstallation involontaire, trois groupes de Personnes affectées par le projet (PAP) ont droit à une indemnité ou à une assistance de réinstallation pour la perte de terres ou d'autres biens du fait des activités du projet :

(a) les personnes qui ont des droits légaux formels sur les terres ou autres biens reconnus en vertu des lois du pays concerné. Cette catégorie inclut les personnes qui résident physiquement à l'emplacement du projet et celles qui seront déplacées ou pourraient perdre l'accès ou subir une perte de leurs moyens de subsistance à la suite des activités du projet.

(b) les personnes qui n'ont pas de droits légaux formels à la terre ou à d'autres actifs au moment du recensement ou de l'évaluation, mais peuvent prouver qu'ils ont une réclamation qui serait reconnue par les lois coutumières du pays. Cette catégorie comprend les personnes qui ne résideraient pas physiquement à l'emplacement du projet ou des personnes qui ne disposeraient pas d'actifs ou de sources directes de subsistance provenant du site du projet, mais qui ont des liens spirituels ou ancestraux avec la terre et sont reconnus par les collectivités locales comme les héritiers coutumiers.

Selon les droits coutumiers d'utilisation des terres du pays, ces personnes peuvent également être considérées comme titulaires de droits, si elles sont métayers, fermiers, migrants saisonniers ou familles de nomades qui perdent leurs droits d'utilisation.

(c) les personnes qui n'ont pas de droits légaux ou de réclamations valables sur les terres qu'ils occupent dans le domaine d'influence du projet, et qui n'appartiennent à aucune des deux catégories décrites ci-dessus, mais qui, par eux-mêmes ou via d'autres témoins, peuvent prouver qu'ils occupaient le domaine d'influence du projet pendant au moins 6 mois avant une date butoir établie par l'emprunteur ou le client et acceptable pour la Banque.

Ces catégories ont droit à une assistance à la réinstallation pour la perte de moyens de subsistance ou de restrictions à des moyens d subsistance. Afin de maintenir ou d'améliorer leur niveau de vie antérieur.

Les personnes déplacées faisant partie des groupes (a) et (b) ci-après ont droit à une indemnisation/compensation pour leur terre ou autres ressources perdues pour les besoins du projet. Les personnes du groupe (c) reçoivent seulement une aide à la réinstallation.

9.2 Date d'éligibilité

La date limite d'éligibilité correspond la date d'achèvement des opérations de recensement destinées à déterminer les biens éligibles à compensation, à laquelle les emprises affectées sont éligibles à la compensation. Dans le cadre du projet, cette date correspond au 18 juillet 2021. A cet effet, un communiqué de cette date butoir a été rédigé et transmis autorités locales (Maire de Médina Sabakh et Chef de village de keur Sader) qui l'ont cosigné et diffusé l'information auprès des PAP potentielles (voir annexe).

Le 18 juillet 2021 correspond à l'achèvement du recensement et de l'inventaire des biens des personnes touchées par le projet. Les personnes qui occupent la zone du projet après la date butoir n'ont pas droit à une indemnisation et/ou une aide à la réinstallation. De même, les actifs fixes (constructions, cultures, arbres fruitiers, parcelles boisées, etc.) établis après la date d'achèvement de l'inventaire des biens, ou

une autre date fixée d'un commun accord, ne donneront pas lieu à indemnisation. » (SFI, manuel d'élaboration des plans d'actions de réinstallation, avril 2002).

9.3 Catégories de personnes affectées

Dans le contexte sénégalais, les personnes affectées se limitent généralement aux propriétaires des biens et des terres qui sont perdus suite à la réalisation d'un projet pour cause d'utilité publique. Si ces propriétaires sont compensés pour les pertes encourues, que ce soit en partie ou en totalité, on considère que l'indemnisation est « juste ».

Les personnes éligibles dans le cadre du présent projet sont constituées que de personnes physiques.

Les personnes physiques sont constituées de trois (02) catégories : individus et ménages

- **Individu affecté** : un individu, homme ou femme, est affecté lorsqu'il subit la perte de biens, de terres ou de propriétés et/ou d'accès à des ressources naturelles et/ou économiques comme résultat du projet.
- **Ménage affecté** : un ménage est affecté si un ou plusieurs de ses membres est affecté par les activités du projet.

9.4 Inventaire des biens

La totalité des biens affectés est constituée de parcelles cultivées (terres agricoles) de 15 ha ; des cultures d'arachides d'une valeur de 37,5 tonnes ; des cultures de céréales d'une valeur de 60 tonnes (15 tonnes de mil et 45 tonnes de maïs) ; de 17 arbres fruitiers et forestiers (09 *Cordyla Pinnata* « Dimb», 01 *Prosopis Africana* « Ir » et 07 *Azadirachta indica* « Neem ») ; et de 1500 sacs de fane d'arachide. La superficie des parcelles affectées varie entre 0,54 ha et 2,4 ha.

Tableau 16. Type d'impact et critère d'éligibilité

Impact	Eligibilité	Droit à compensation ou réinstallation
Perte de terrres cultivables	Être occupant reconnu d'une parcelle cultivable et cultivée (reconnu par les chefs coutumiers, notables et voisins) Les « propriétaires » coutumiers sont considérés comme des occupants de bonne foi de la terre, et sont éligibles aux mesures décrites ci-contre Ils ne sont pas éligibles à une compensation monétaire pour un terrain non titré, car celui-ci est automatiquement considéré comme appartenant à l'Etat	Pas de compensation monétaire pour la parcelle de préférence. Les occupants reconnus de terres cultivables et cultivées sont éligibles à la réinstallation. Une option de réinstallation leur est offerte, comportant le remplacement des parcelles agricoles par des terres de potentiel agricole équivalent situées à une distance acceptable de la résidence de la personne concernée Les mises en valeur réalisées sur les terrains sont éligibles à une compensation à la valeur intégrale de remplacement, en prenant en compte les valeurs du marché pour les structures et matériaux, ou au remplacement sur un terrain de réinstallation
Perte de cultures (pérennes et annuelles) et de revenus	Être reconnu comme ayant établi la culture (exploitants agricoles)	Cultures pérennes : compensation à la valeur intégrale de remplacement de la culture considérée (prenant en considération la valeur du plant, le travail nécessaire au ré-établissement de la culture, et la perte de revenu pendant la période nécessaire au ré-établissement à la valeur du marché du produit considéré) Cultures annuelles : si la culture est détruite avant d'avoir pu être moissonnée, une compensation à la valeur actuelle du marché du produit perdu

10 Evaluation et indemnisation des pertes

10.1 Principes et formes d'indemnisation

L'indemnisation sera régie par les principes suivants :

- s'assurer que les indemnisations sont déterminées de manière participative avec les personnes en rapport avec les impacts subis, afin de s'assurer qu'aucune personne affectée par le projet ne soit pénalisée de façon disproportionnée ;
- s'assurer que l'indemnisation des personnes affectées est faite selon le coût plein de réinstallation qui implique notamment la prise en compte du coût du marché du foncier et des différentes cultures et arbres forestiers impactés ;
- s'assurer que les indemnisations sont payées avant le déplacement des personnes affectées.

L'évaluation serait faite sur la base de la valeur acquise, qui correspond à la valeur actualisée et qui prend en compte la valeur intrinsèque du bien considéré, mais aussi la plus-value qui s'y est incorporée (correspondant au renchérissement général du coût des biens). La compensation en espèces est le principe dans la législation sénégalaise lorsqu'il s'agit d'une expropriation pour cause d'utilité publique ou de retrait d'une terre du domaine national. Du fait de l'absence de barème dans le décret, les indemnités proposées ci-après à titre indicatif semblent correctes pour compenser l'intégralité du préjudice subi, suivant le principe du coût plein de réinstallation ou coût de remplacement intégral.

10.2 Méthode d'évaluation et d'indemnisation des pertes

- ***Terres***

Etant donné les contraintes de disponibilité de terres dans la zone et le risque d'exacerbation des conflits fonciers qui peuvent émaner de la désaffectation d'autres acteurs au profit des PAP, la Commune de Médina Sabakh a exclu toute possibilité d'octroyer des terres de substitution aux PAP. Les terres affectées par l'implantation du module régional de Kaolack (Médina Sabakh) sont donc compensées en espèces au prix du marché, en intégrant les coûts de transactions éventuels pour l'acquisition de nouvelles terres et une aide forfaitaire de 150.000 F CFA/ha pour leur préparation (apprêtement et fertilisation des nouvelles pour atteindre au moins le niveau de production des terres perdues).

- ***Cultures***

Les pertes de cultures annuelles (arachide, mil, maïs) sont compensées selon la valeur de production annuelle (pour une campagne).

La valeur d'une production annuelle est calculée à partir du rendement estimé de la culture pendant la dernière campagne et le prix unitaire de la culture sur le marché de collecte (Valeur de la production = superficie (ha) * rendement (kg/ha) * prix unitaire du produit (prix/kg) ;

Ces informations sont obtenues et validés en discutant avec les PAP.

- ***Arbres fruitiers et forestiers***

Pour les cultures pérennes (arbres fruitiers et forestiers), il est considéré la valeur de la production perdue jusqu'à ce que l'arbre atteigne sa phase de production (coût de compensation des arbres forestiers = valeur de production * nombre d'année jusqu'à phase de production).

La valeur de la production est déterminée comme suit : production annuelle moyenne par pied en kg * nombre de pieds * valeur de la production sur le marché.

Ces informations sont obtenues et validées en discutant avec les PAP.

- ***Pertes de revenus***

Les personnes économiquement déplacées sont obligatoirement privées de leurs sources de revenu pendant un certain temps, c'est-à-dire la vente des produits issus des cultures (arachide, mil, maîs) et du bois d'œuvre. Même si elles disposent de nouvelles terres, il leur faut du temps pour les aménager, les cultiver, et de voir les arbres atteindre le stade de maturation et de production. Sur la base de l'enquête socio-économique, une compensation pour perte de revenu sera prise en compte. Elle couvrira toute la période de transition et sera calculée sur la base du revenu journalier de la catégorie socioprofessionnelle, qu'elle soit dans le secteur formel ou informel.

- ***Indemnité de vulnérabilité***

Les PAP jugées vulnérables sur la base des quatre (04) critères retenus auront une indemnité forfaitaire de vulnérabilité d'un (01) million de F CFA, en plus des compensations auxquelles elles ont droit. L'indemnité forfaitaire est cumulative en fonction des types de vulnérabilité décelés chez la personne.

10.3 Évaluation des compensations pour les biens affectés

Le projet a occasionné des pertes de 03 catégories de biens appartenant à 09 PAP de sexe masculin. Les biens affectés par le projet s'établissent comme suit :

- la perte définitive de terres agricoles 15 ha pour 09 PAP toutes des hommes, évaluée à 47 250 000 F CFA ;
- la perte de 37,5 tonnes de cultures d'arachide, de 60 tonnes de cultures de céréales (15 tonnes de mil et 45 tonnes de maïs) et 1500 sacs de fane d'arachide sur une superficie de terres agricoles de 15 ha, ainsi que les revenus générés par ces cultures pour 09 PAP, estimée à 28 875 000 F CFA ;
- la perte de 17 arbres fruitiers et forestiers (09 *Cordyla Pinnata* « Dimb», 01 *Prosopis Africana* « Ir » et 07 *Azadirachta indica* « Neem ») pour 04 PAP, estimée 505 000 F CFA.

L'évaluation des pertes et de leur compensation a été expliquée au PAP durant les différentes phases de consultations (consultation publique, enquête socio-économique, phase de conciliation). C'est ainsi que les PAP ont accepté le principe des évaluations et des indemnisations, comme le confirment les accords qu'elles ont volontairement signé sous l'égide de la CDREI présidée par le préfet du Département de Kaffrine.

- ***Compensation des pertes de terres agricoles***

Pour les 09 PAP concernées par les pertes de terres agricoles, le montant total de la compensation est de **47 250 000 F CFA.**

Tableau 17. Compensation des pertes de terres agricoles

Module	N° Code PAP	Superficie (ha)	Prix de cession (ha) selon le coût du marché majoré	Montant compensation pertes de terres (F CFA)	Montant de l'aide à la préparation de nouvelles terres (F CFA)	Montant intégral de la compensation des terres (F CFA)
Module Régional de Kaolack	MRK01	1,7	3 000 000	5 100 000	255 000	5 355 000
	MRK02	2,1	3 000 000	6 300 000	315 000	6 615 000
	MRK03	2,4	3 000 000	7 200 000	360 000	7 560 000
	MRK04	1,2	3 000 000	3 600 000	180 000	3 780 000
	MRK05	2	3 000 000	6 000 000	300 000	6 300 000
	MRK06	1,56	3 000 000	4 680 000	234 000	4 914 000
	MRK07	1,1	3 000 000	3 300 000	165 000	3 465 000
	MRK08	0,54	3 000 000	1 620 000	81 000	1 701 000
	MRK09	2,4	3 000 000	7 200 000	360 000	7 560 000
TOTAL		**15 ha**		**45 000 000**	**2 250 000**	**47 250 000**

Source : Consultant, IDEACONSULT international – SACI Sénégal, enquêtes socio-économiques des impactés du module régional de Kaolack, juillet 2021

Le prix de l'hectare de terre sur le marché local est estimé par les PAP entre 2 000 000 et 2 500 000 F CFA. Ce montant a été majoré de 500 000 F CFA et ramené à 3 000 000 F CFA l'hectare pour tenir compte des augmentations éventuelles entre l'évaluation et le paiement des compensations.

- ***Compensation des pertes de cultures (arachide, mil et maïs)***

Pour les 09 PAP concernées par les pertes de cultures, le montant total de la compensation s'élève à **28 875 000 F CFA.**

Tableau 18. Compensation des pertes de cultures

Module	N° Code PAP	Superficie (ha)	Product.annuelle (kg ou sacs)	Valeur sur le marché du kg (F CFA)	Montant total par spéculation	Nombre de campagne	Montant compensation intégrale des cultures (F CFA)
Module Régional de Kaolack	MRK01	1,7 ha d'arachide (graines)	4250 kg	250	1 062 500	1	3 272 500
		1, 7 ha de fane d'arachide	170 sacs	2500	425 000		
		1,7 ha de mil	1700 kg	300	510 000		
		1,7 ha de maïs	5100 kg	250	1 275 000		
	MRK02	2,1 ha d'arachide (graines)	5250 kg	250	1 312 500	1	4 042 500
		2,1 ha de fane d'arachide	210 sacs	2500	525 000		
		2,1 ha de mil	2100 kg	300	630 000		
		2,1 ha de maïs	6300 kg	250	1 575 000		
	MRK03	2,4 ha d'arachide (graines)	6000 kg	250	1 500 000	1	4 620 000
		2,4 ha de fane d'arachide	240 sacs	2500	600 000		
		2,4 ha de mil	2400 kg	300	720 000		
		2,4 ha de maïs	7200 kg	250	1 800 000		
	MRK04	1,2 ha d'arachide (graines)	3000 kg	250	750 000	1	2 310 000
		1,2 ha de fane d'arachide	120 sacs	2500	300 000		
		1,2 ha de mil	1200 kg	300	360 000		
		1,2 ha de maïs	3600 kg	250	900 000		
	MRK05	2 ha d'arachide (graines)	5000 kg	250	1 250 000	1	3 850 000
		2 ha de fane d'arachide	200 sacs	2500	500 000		
		2 ha de mil	2000 kg	300	600 000		
		2 ha de maïs	6000 kg	250	1 500 000		
	MRK06	1,56 ha d'arachide (graines)	3900 kg	250	975 000	1	3 003 000
		1,56 ha de fane d'arachide	156 sacs	2500	390 000		
		1,56 ha de mil	1560 kg	300	468 000		
		1,56 ha de maïs	4680 kg	250	1 170 000		
	MRK07	1,1 ha d'arachide (graines)	2750 kg	250	687500		2 117 500

Module	N° Code PAP	Superficie (ha)	Product.annuelle (kg ou sacs)	Valeur sur le marché du kg (F CFA)	Montant total par spéculation	Nombre de campagne	Montant compensation intégrale des cultures (F CFA)
		1,1 ha de fane d'arachide	110 sacs	2500	275 000	1	
		1,1 ha de mil	1100 kg	300	330 000		
		1,1 ha de maïs	3300 kg	250	825 000		
	MRK08	0,54 ha d'arachide (graines)	1350 kg	250	337 500	1	1 039 500
		0,54 ha de fane d'arachide	54 sacs	2500	135 000		
		0,54 ha de mil	540 kg	300	162 000		
		0,54 ha de maïs	1620 kg	250	405 000		
	MRK09	2,4 ha d'arachide (graines)	6000 kg	250	1 500 000	1	4 620 000
		2,4 ha de fane d'arachide	240 sacs	2500	600 000		
		2,4 ha de mil	2400 kg	300	720 000		
		2,4 ha de maïs	7200 kg	250	1 800 000		
TOTAL							**28 875 000**

Source : Consultant, IDEACONSULT international – SACI Sénégal, enquêtes socio-économiques des impactés du module régional de Kaolack, juillet 2021

➢ ***Compensation des pertes d'arbres fruitiers et forestiers***

Pour les 04 PAP concernées par les pertes d'arbres fruitiers et fruitiers, le montant total de la compensation est de **505 000 F CFA.**

Tableau 19. Compensation pour les pertes d'arbres fruitiers et forestiers

Module	N° Code PAP	Nbre de pieds	Rendement moyen (Kg/pied)	Prix unitaire (F CFA/Kg)	Coût des pertes de cultures (F CFA)	Montant compensation pour l'année	Montant compensation sur 5 ans
Module Régional de Kaolack	MRK 01	02 Cordyla Pinnata (Dimb)	30	300	18 000	24 000	120 000
		01 Prosopis Africana (ir)	30	200	6 000		
	MRK 02	04 Cordyla Pinnata (Dimb)	30	300	36 000	36 000	180 000
	MRK 03	07 Azadirachta indica (Neem)	0	0	0	10 000	70 000
	MRK 04	03 Cordyla Pinnata (Dimb)	30	300	27 000	27 000	135 000
TOTAL							**505 000**

Source : Consultant, IDEACONSULT international – SACI Sénégal, enquêtes socio-économiques des impactés du module régional de Kaolack, juillet 2021

➢ ***Indemnité de vulnérabilité***

Toutes les neuf (09) PAP ont été jugées vulnérables. Parmi elles, 08 PAP ont au moins 15 personnes à leur charge et 01 PAP, en plus de ce critère, est agée de 60 et plus, sans aucune autre source de revenus. Le montant total de l'indemnité de vulnérabilité s'élève ainsi à **10 000 000 F CFA**.

Tableau 20. Compensation de vulnérabilité

Module	N° Code PAP	Indemnité de vulnérabilité
Module régional de Kaolack	MRK 01	1 000 000
	MRK 02	1 000 000
	MRK 03	1 000 000
	MRK 04	1 000 000
	MRK 05	1 000 000
	MRK 06	1 000 000
	MRK 07	1 000 000
	MRK 08	1 000 000
	MRK 09	2 000 000
TOTAL	**09 PAP**	**10 0000 000**

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, enquêtes socio-économiques des impactés du module régional de Kaolack, juillet 2021

10.4 Synthèse des montants des indemnisations

Le montant total des compensations est fixé à **86 630 000 F CFA** répartis comme suit :

Tableau 21. Synthèse des compensations

Tableau de Synthèse des compensations		
Rubriques	**Nombre de PAP**	**Compensation (F CFA)**
Pertes de terres	09	47 250 000
Perte de cultures	09	28 875 000
Pertes d'arbres fruitiers et forestiers	04	505 000
Indemnité de vulnérabilité	09	10 000 000
TOTAL		**86 630 000**

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, enquêtes socio-économiques des impactés du module régional de Kaolack, juillet 2021

Le Plan de communication va se dérouler à travers trois cheminements : (i) la consultation locale ou l'organisation de journées publiques ; (ii) l'organisation de forums communautaires ; (iii) les rencontres sectorielles de groupes sociaux et ou d'intérêts.

Des mesures d'intégration avec les populations hôtes ne seront pas nécessaires car, il n'y aura pas de déplacement vers un site de réinstallation.

- ***Matrice de compensation***

L'estimation des compensations se réfère à la législation et aux pratiques de la République du Sénégal tout en respectant les exigences de la SO 2 de la Banque Africaine de Développement. Les mesures de compensation adéquates par type de perte et par type de PAP ont été identifiées au tableau ci-dessous:

Tableau 22. Matrice de compensation

Code PAP	Sexe	Age	Contact	Superf. (ha)	Terres agricoles	Cultures	Arbres fruitiers ou forestiers	Indemnité vulnérabilité	Montant total compensation
MRK01	M	49	78 287 72 49	1,7	5 355 000	3 272 500	120 000	1 000 000	**9 747 500**
MRK02	M	33	77 679 08 14	2,1	6 615 000	4 042 500	180 000	1 000 000	**11 837 500**
MRK03	M	51	77 714 38 87	2,4	7 560 000	4 620 000	70 000	1 000 000	**13 250 000**
MRK04	M	42	77 958 07 71	1,2	3 780 000	2 310 000	135 000	1 000 000	**7 225 000**
MRK05	M	47	77 307 27 95	2	6 300 000	3 850 000	00	1 000 000	**11 150 000**
MRK06	M	53	77 578 90 85	1,56	4 914 000	3 003 000	00	1 000 000	**8 917 000**
MRK07	M	60	77 566 10 46	1,1	3 465 000	2 117 500	00	1 000 000	**6 582 500**
MRK08	M	49	78 196 95 71	0,54	1 701 000	1 039 500	00	1 000 000	**3 740 500**
MRK09	M	62	77 630 47 92	2,4	7 560 000	4 620 000	00	2 000 000	**14 180 000**
				15 ha	**47 250 000**	**28 875 000**	**505 000**	**10 000 000**	**86 630 000**

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, 2021

10.5 Le Plan des mesures additionnelles d'atténuation

Il s'agit surtout du suivi et de la poursuite de l'assistance après le déplacement et l'identification d'institutions susceptibles de prendre le relais à la fin des interventions du projet. L'assistance apportée prendra les formes suivantes, selon les besoins et demandes des personnes impactées concernées :

- Assistance dans la procédure d'indemnisation (par exemple procéder à des explications supplémentaires sur le processus, et veiller à ce que les documents soient bien compris, accompagner la personne à la banque pour l'aider à percevoir le chèque d'indemnisation) ;
- Assistance au cours de la période suivant le paiement afin que l'indemnité soit sécurisée.

11 Mécanismes de Gestion des Plaintes (MGP)

La mise en œuvre du projet Agropole Centre en général et la procédure de réinstallation des PAP en particulier, peut générer des réclamations et des griefs qu'il faudra prendre en charge par la mise en place d'un Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP).

11.1 Objectifs du MGP

Le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) peut être défini comme un système permettant de recueillir, de régler et de traiter les préoccupations et plaintes des parties prenantes à un projet et aussi d'exploiter la rétro-information provenant de ces dernières pour améliorer les interventions dudit projet. Dans le cadre du projet Agropole Centre, le MGP vise à fournir aux personnes et communautés qui se sentent lésées par les activités du projet, des possibilités accessibles, rapides, efficaces et culturellement adaptées pour soumettre leurs plaintes et préoccupations afférentes au projet.

D'autre part, il vise à identifier, proposer et mettre en œuvre des solutions justes et appropriées en réponses aux plaintes et préoccupations soulevées.

De manière spécifique, les objectifs poursuivis par le MGP sont les suivants :

- établir un système de réception, d'enregistrement et de traitement des plaintes et préoccupations en temps opportun en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables ;
- établir un système de réception, d'enregistrement et de traitement des plaintes relatives aux exploitations et abus sexuels (EAS) et harcèlement sexuel (HS) sur la base d'une approche centrée sur les besoins des survivantes et des survivants ;
- fournir un système efficace, transparent, opportun, équitable et non discriminatoire qui permettrait aux personnes lésées de soumettre des plaintes et d'éviter les litiges ;
- favoriser la médiation et le règlement à l'amiable des plaintes ;
- assurer la durabilité des interventions du projet Agropole Centre et son appropriation par les parties prenantes
- donner des éclaircissements suite à des demandes d'information.

Ce mécanisme n'a pas la prétention de remplacer les canaux légaux de gestion des plaintes. Toutefois, il permet d'assurer que les préoccupations/plaintes venant des parties prenantes soient promptement écoutées, analysées, traitées dans le but de détecter les causes, de les résoudre et de prendre des actions correctives et éviter une aggravation qui va au-delà du contrôle du projet.

11.2 Principes fondamentaux du MGP

Principes MGP	Mesures d'application
Participation	• Développer le MGP avec une forte participation des représentants de tous les groupes et parties prenantes ; • Intégrer pleinement le MGP dans les activités du projet ; • Faire participer les populations ou les groupes d'usagers à chaque étape du processus, depuis la conception jusqu'au suivi évaluation, en passant par la mise en œuvre ; • Consulter spécifiquement les femmes et les filles (en petits groupes séparés et animés par une femme) pour confirmer l'accessibilité et la sécurité des points d'entrée et des procédures de gestion des plaintes liées aux EAS/HS.
Sécurité/confidentialité	• Protéger l'anonymat des plaignants si nécessaire ; • Assurer la confidentialité nécessaire en cas de plaintes de nature sensibles (EAS/HS) ; • Limiter le nombre des gens ayant accès aux informations sensibles.
Présentation de toutes les options aux plaignants	• Divulguer clairement les différents niveaux de gestion des plaintes y compris le recours au Juge du Tribunal Régional du ressort territorial du plaignant, au cas échéant ;
Mise en contexte et pertinence	• Localiser le MGP de façon à ce qu'il soit adapté au contexte local, qu'il soit conforme aux structures de gouvernance locales et qu'il s'inscrive dans le cadre particulier du projet mis en œuvre ; • Concevoir le mécanisme de manière participative en consultant ses usagers potentiels et autres parties prenantes ;
Accessibilité au mécanisme /Variété de points d'entrée	• Diffuser largement le mécanisme aux groupes cibles, en surmontant les barrières linguistiques, géographiques, intellectuelles, financières, etc ; • Expliquer clairement les procédures de dépôt de plainte ; • Diversifier les possibilités ou canaux de dépôt de plaines ; • Assister les personnes ayant des problèmes particuliers d'accès, les personnes exclues ou qui sont le plus marginalisées ou
Impartialité /objectivité/Neutralité	• Veiller à l'impartialité des personnes qui participent aux enquêtes ; • Assurer qu'aucune personne ayant un intérêt direct dans l'issue de l'enquête ne participe au traitement de la plainte concernée

Transparence	• Informer clairement les parties prenantes de la marche à suivre pour avoir accès au MGP et des différentes procédures qui suivront une fois qu'elles l'auront fait ; • Communiquer l'objet et la fonction du mécanisme en toute transparence. On peut à cet effet utiliser les médias pour passer l'information au plus grand nombre ; • Renseigner les parties concernées sur l'évolution et les résultats des plaintes et du traitement.
Prévisibilité/Rapidité	• Réagir promptement à tous les plaintes ; • Présenter un processus de traitement clair, avec des délais pour chaque étape ; • Faire preuve de célérité dans le traitement des plaintes.
Simplicité	• Faciliter la compréhension du processus de traitement des plaintes à toutes les parties prenantes
Rétroactivité	• Retourner les informations aux parties prenantes sur les activités les concernant
Approche centrée sur les survivantes et survivants d'EAS/HS	• Toute action de réponse et de prévention concernant les cas d'EAS/HS nécessitera un équilibrage entre le respect de la légalité du processus et les exigences d'une approche centrée sur la victime dans laquelle les choix, les besoins, la sécurité et le bien-être de la victime restent au centre pour toutes les questions et les procédures ; • À ce titre, toutes les mesures prises devraient être guidées par le respect des choix, des besoins, des droits et de la dignité de la victime, qui doivent être favorisés dans le processus de gestion de la plainte.
Approche centrée sur le bien-être et l'intérêt supérieur de l'enfant	• Considérations concernant les enfants : tous les principes directeurs énumérés ci-dessus s'appliquent aux enfants, y compris le droit de participer aux décisions qui les concernent. • Si une décision est prise au nom d'un enfant, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être le guide principal, et le tuteur légal de l'enfant doit être associé à cette décision chaque fois que c'est possible sans exposer un enfant à des risques supplémentaires.

11.3 Types de plaintes et conflits potentiels

Il est à signaler que ce mécanisme s'avère important car, au cours d'une réinstallation, plusieurs types de conflits peuvent survenir, parmi lesquels :

- des erreurs ou omission dans l'identification des PAP et l'évaluation des biens ;
- des désaccords sur les limites de parcelles, la propriété d'un bien, l'évaluation d'une parcelle;
- des désaccords sur les mesures de réinstallation (montants des compensations, types de compensation, etc.) ;
- des dissensions familiales sur le partage des ressources de compensation au sein d'une famille ;
- des conflits sur la propriété d'une parcelle ou d'un bien ;
- etc.

11.4 Structure des organes de gestion des plaintes

Les instances de dépôt, de traitement des plaintes et de recours sont : (i) le Comité Local de Médiation (CLM), (ii) le Comité Communal (CC) ; (iii) le Comité Régional (CR) ; et (iv) la Justice. Chaque comité de gestion des plaintes est indépendant et le plaignant est libre de déposer sa plainte au niveau du comité de son choix.

❖ ***Comité Local de Médiation***

Le Comité Local de Médiation comprend :

- le Chef de village de Keur Sader, Président du Comité local ;
- les Chefs des villages de Keur Ayip, Keur Ngatane et Darou Rahmane ;
- un notable du village de Keur Sader;
- la Représentante des femmes du village de Keur Sader ;
- le Représentant des jeunes du village de Keur Sader ;
- les Représentants des PAP des villages de Keur Sader, Keur Ayip, Keur Ngatane et Darou Rahmane ;
- le Représentant de l'Organisation des Producteurs Partenaire (OPP), Secrétaire du Comité Local de Médiation (CLM).

Composition	Statut	Rôle
Le Chef de village de Keur Sader	Président du Comité	• Réceptionner les plaintes ; • Transmettre les plaintes au Secrétaire du comité pour enregistrement ; • Convoquer les membres comité ; • Présider les réunions du comité et signer les rapports ; • S'assurer de la conformité du fonctionnement du comité au mode opératoire et aux principes fondamentaux du MGP ; • Assurer le suivi de la mise en œuvre des décisions de règlement des plaintes; • Informer les plaignants du niveau d'exécution des décisions de règlement des plaintes ; • Superviser le travail du secrétaire du comité
Les Chefs des villages de Keur Ayip, Keur Ngatane et Darou Rahmane	Membres du Comité	• Participer au traitement de toutes les plaintes dans le respect des principes fondamentaux du MGP ; • Veiller au traitement diligent et conforme des plaintes et des doléances des populations de Keur Ayip, Keur Ngatane et Darou Rahmane ; • Veiller à la prise en compte des réalités socioculturelles locales dans le traitement des plaintes
Un notable du village de Keur Sader	Membre du Comité	• Participer au traitement de toutes les plaintes dans le respect des principes fondamentaux du MGP ; • Veiller à la prise en compte des réalités socioculturelles locales dans le traitement des plaintes
La Représentante des femmes du village de Keur Sader (GPF)	Membre du Comité	• Participer au traitement de toutes les plaintes dans le respect des principes fondamentaux du MGP ; • Veiller au traitement diligent et conforme des plaintes et des doléances des femmes et des filles, notamment celles relatives aux VBG
Le Représentant des jeunes du village de Keur Sader	Membre du Comité	• Participer au traitement de toutes les plaintes dans le respect des principes fondamentaux du MGP ; • Veiller au traitement diligent des plaintes et des doléances des jeunes
Le Représentant des PAP des villages de Keur Sader, Keur Ayip, Keur Ngatane et Darou Rahmane	Membres du Comité	• Participer au traitement de toutes les plaintes dans le respect des principes fondamentaux du MGP ; • Veiller au traitement diligent des plaintes et des doléances des PAP, notamment celles liées à leur réinstallation
Le Représentant de l'Organisation des Producteurs Partenaire (OPP)	Secrétaire du Comité	• Réceptionner les plaintes ; • Enregistrer les plaintes ; • Transmettre les fiches de plaintes au Président du comité ; • Participer au traitement de toutes les plaintes dans le respect des principes fondamentaux du MGP ; • Veiller au traitement diligent des plaintes et des doléances des producteurs ; • Rédiger les rapports du comité

❖ ***Comité Communal de Médina Sabakh***

Le Comité Communal comprend :

- le Maire de la Commune de Médina Sabakh ou son adjoint, Président du Comité Communal ;
- le Chef de village de Keur Sader ;
- les Chefs des villages de Keur Ayip, Keur Ngatane et Darou Rahmane ;
- la Représentante des femmes de la Commune de Médina Sabakh (GPF) ;
- le Représentant du Conseil communal de la jeunesse ;
- le Représentant des chefs religieux et coutumiers de Médina Sabakh ;
- les Représentants des PAP des villages de Keur Sader, Keur Ayip, Keur Ngatane et Darou Rahmane ;
- le Représentant de l'OPP intervenant dans la zone ;
- l'Agent désigné par la Mairie pour l'enregistrement des plaintes, Secrétaire du Comité Communal (CC).

Composition	Statut	Rôle
Le Maire de la Commune de Médina Sabakh ou son Adjoint	Président du Comité	• Réceptionner les plaintes ; • Transmettre les plaintes au secrétaire du comité pour enregistrement ; • Convoquer les membres du comité ; • Présider les réunions du comité et signer les rapports ; • S'assurer de la conformité du fonctionnement du comité au mode opératoire et aux principes fondamentaux du MGP ; • Assurer le suivi de la mise en œuvre des décisions de règlement des plaintes ; • Informer les plaignants du niveau d'exécution des décisions de règlement des plaintes ; • Superviser le travail du secrétaire du comité
Les Chefs des villages de Keur Sader, Keur Ayip, Keur Ngatane et Darou Rahmane	Membres du Comité	• Participer au traitement de toutes les plaintes dans le respect des principes fondamentaux du MGP ; • Veiller au traitement diligent des plaintes et des doléances des habitants des villages de de Keur Sader, Keur Ayip, Keur Ngatane et Darou Rahmane

Composition	Statut	Rôle
La Représentante des femmes de la Commune (GPF) de Médina Sabakh	Membre du Comité	• Participer au traitement de toutes les plaintes dans le respect des principes fondamentaux du MGP ; • Veiller au traitement diligent et conforme des plaintes et des doléances des femmes et des filles, notamment celles relatives aux VBG
Le Représentant du Conseil communal de la jeunesse	Membre du Comité	• Participer au traitement de toutes les plaintes dans le respect des principes fondamentaux du MGP ; • Veiller au traitement diligent des plaintes et des doléances des jeunes
Le Représentant des chefs religieux et coutumiers	Membre du Comité	• Participer au traitement de toutes les plaintes dans le respect des principes fondamentaux du MGP ; • Veiller à la prise en compte des réalités socioculturelles locales dans le traitement des plaintes
Le Représentant des PAP des villages de Keur Sader, Keur Ayip, Keur Ngatane, Darou Rahmane	Membres du Comité	• Participer au traitement de toutes les plaintes dans le respect des principes fondamentaux du MGP ; • Veiller au traitement diligent des plaintes et des doléances des PAP, notamment celles liées à leur réinstallation
Le Représentant de l'OPP intervenant dans la zone	Membre du Comité	• Participer au traitement de toutes les plaintes dans le respect des principes fondamentaux du MGP ; • Veiller au traitement diligent des plaintes et des doléances des producteurs ;
L'Agent désigné par la Mairie pour l'enregistrement des plaintes	Secrétaire du Comité	• Réceptionner les plaintes ; • Enregistrer les plaintes ; • Transmettre les fiches de plaintes au Président du comité ; • Participer au traitement de toutes les plaintes dans le respect des principes fondamentaux du MGP ; • Rédiger les rapports du comité

❖ ***Comité Régional***

Le Projet Agropole Centre dispose d'une Coordination Régionale basée à Kaolack au sein de laquelle sera créé un Comité Régional chargé de l'enregistrement et du traitement des plaintes. Le Comité Régional comprend :

- le Coordonnateur Régional du Projet Agropole Centre, Président du Comité Régional ;
- le Spécialiste en infrastructures ;
- le Spécialiste des filières agricoles ;
- l'Assistant en Sauvegardes Environnementales ;
- l'Assistant en Sauvegardes Sociales, Secrétaire du Comité Régional (CR).

Composition	Statut	Rôle
Le Coordonnateur Régional du Projet Agropole Centre	Président du Comité	• Réceptionner les plaintes ; • Transmettre les plaintes au secrétaire du comité pour enregistrement ; • Convoquer les membres du comité ; • Présider les réunions du comité et signer les rapports ; • S'assurer de la conformité du fonctionnement du comité au mode opératoire et aux principes fondamentaux du MGP ; • Assurer le suivi de la mise en œuvre des décisions de règlement des plaintes ; • Informer les plaignants du niveau d'exécution des décisions de règlement des plaintes ; • Superviser le travail du secrétaire du comité
Le Spécialiste en Infrastructure	Membre du Comité	• Participer au traitement de toutes les plaintes dans le respect des principes fondamentaux du MGP ; • Veiller au traitement diligent et conforme des plaintes et des doléances liées aux travaux
Le Spécialiste des filières agricoles	Membre du Comité	• Participer au traitement de toutes les plaintes dans le respect des principes fondamentaux du MGP ; • Veiller au traitement diligent des plaintes et des doléances des producteurs ;
L'Assistant en Sauvegardes Environnementales	Membre du Comité	• Participer au traitement de toutes les plaintes dans le respect des principes fondamentaux du MGP ; • Veiller au traitement diligent et conforme des plaintes et des doléances liées aux impacts environnementaux
L'Assistant en Sauvegardes Sociales	Secrétaire du Comité	• Réceptionner les plaintes ; • Enregistrer les plaintes ; • Transmettre les fiches de plaintes au Président du comité ; • Participer au traitement de toutes les plaintes dans le respect des principes fondamentaux du MGP ; • Veiller au traitement diligent et conforme des plaintes et des doléances des jeunes, des femmes et des filles, notamment celles relatives aux VBG ; • Rédiger les rapports du comité

❖ ***Justice***

Le recours aux instances judiciaires selon les dispositions de la loi est garanti par le MGP.

11.5 Mode opératoire du MGP

➢ **Réception des plaintes et doléances/accusé de réception**

Pour déposer sa plainte, le plaignant s'adressera aux présidents ou aux secrétaires des comités, en se déplaçant ou à travers d'autres canaux (appel téléphonique, sms, ou WhatsApp (appel, vocal, écrit)).

Les informations concernant les contacts des présidents et des secrétaires des Comités de gestion des plaintes (nom et prénom, fonction, numéro téléphone, adresse domicile, etc.) seront communiquées aux plaignants potentiels pendant la phase d'information et de vulgarisation du MGP. Toutes les plaintes reçues par les présidents des comités seront partagées avec les secrétaires et vice-versa.

Si la plainte reçue par courrier, sms, email, ou via les réseaux sociaux (WhatsApp) nécessite des compléments d'informations, le plaignant est joint pour avoir les éléments de clarification souhaités. En tous les cas, dès réception de la plainte, le président ou le secrétaire du comité ayant réceptionné la plainte, adressera un retour au plaignant sous forme d'accusé de réception. Si la réception de la plainte est faite par voie électronique, l'accusé de réception est systématiquement accompagné d'un message électronique (sms ou message WhatsApp) pour assurer la traçabilité.

➢ **Enregistrement des plaintes et doléances**

Les plaintes transmises aux différents comités seront dûment enregistrées dans un registre des plaintes qui sera mis en place au niveau du comité. Le secrétaire de chaque comité est chargé d'enregistrer la plainte séance tenante (en cas de déplacement du plaignant) et dans un délai de deux (02) jours suivant la réception de la plainte. Il enregistrera la plainte avec un code de confidentialité (P01, P02, P03, etc.) qui sera utilisé pour protéger l'identité du plaignant. L'existence de ce registre sera largement diffusée auprès des populations de la zone. Une fois la plainte enregistrée, le Secrétaire du comité communiquera au plaignant son code de confidentialité. . L'accès aux informations relatives à une plainte portant sur un cas de VBG sera limité au Président et au Secrétaire du comité.

➢ **Traitement des plaintes et investigations**

Dans un délai de deux (02) jours suivant l'enregistrement de la plainte, le secrétaire transmettra la fiche de plainte au président du comité. Le président du comité se chargera ensuite de convoquer les membres du Comité dans un délai de trois (03) jours suivant la réception de la fiche de plainte du secrétaire du comité. Le comité a globalement un délai de 15 jours à compter de la date d'enregistrement, pour traiter la plainte, c'est-à-dire 02 jours pour la transmission de la fiche de plainte renseignée au président, 03 jours pour la convocation des membres du comité et la tenue de la réunion et 10 jours pour la procédure de traitement.

Tableau 23. Délai de traitement des plaintes dès leur réception

Activité	Délai
Transmission de la fiche de plainte au comité	2 jours
Convocation des membres du comité	3 jours
Procédure de traitement de la plainte	10 jours
Total	**15 jours**

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, 2021

Le comité statuera d'abord sur la pertinence, la recevabilité et le bien-fondé de la plainte. L'évaluation de la recevabilité et de l'admissibilité d'une plainte se fera sur la base des critères ci-dessous :

- les griefs et les préjudices motivant la plainte ont été vérifiés et sont réels ;
- les griefs et les préjudices motivant la plainte ont été causés par le projet ou ses activités annexes ;
- la personne est habilitée à porter plainte parce qu'elle est elle-même la plaignante ou un individu dûment mandaté par cette dernière (à confirmer par le comité à travers ses investigations).

Si la plainte n'est pas admissible, elle est classée avec un rapport motivé et la non-recevabilité doit être notifiée au plaignant avec mention des raisons qui la motivent. Pour ce faire, le comité utilisera le même canal emprunté par le plaignant pour déposer sa plainte en l'accompagnant systématiquement d'un appel téléphonique d'explication.

Si la plainte est jugée recevable, le comité procédera au traitement. Dans la procédure de traitement d'une plainte, le comité pourra, s'il l'estime nécessaire, entendre par téléphone le plaignant ou les personnes concernées par le traitement de la plainte, dans le but d'avoir les éclairages ou les informations complémentaires dont il a besoin. Le comité saisi ou les personnes désignées par lui, pourront également se déplacer in situ pour faire les enquêtes, les vérifications, et les investigations indispensables à la résolution d'une plainte.

Le traitement d'une plainte de VBG sera du ressort exclusif du Président du comité qui doit accompagner le plaignant dans les démarches nécessaires à la résolution de ladite plainte.

- **Négociation, solution et communication du résultat**

A l'issue de sa procédure de traitement, et après concertation avec les parties concernées, le président du comité saisi soumettra au plaignant ses conclusions ou sa proposition de solution pour une réparation adéquate et juste du préjudice subi dans un délai maximum de 30 jours suivant l'accord du plaignant. Si le plaignant adhère à la solution proposée, le secrétaire du comité dressera le rapport de règlement signé par le président et les membres du comité. Si le plaignant n'adhère pas à la solution proposée, le secrétaire du comté établira le rapport de carence signé par le président et les membres du comité et lui suggèrera de saisir le comité au niveau supérieur.

- **Mise en œuvre du résultat/résolution ou réexamen en cas de mésentente**

Pour la mise en œuvre de la solution proposée et qui porte l'adhésion du plaignant, le président du comité transmettra par voie électronique, le rapport de règlement de la plainte et les documents annexes (fiche de plainte) au Coordonnateur Régional du projet, pour appuyer son exécution par les structures ou les personnes habilitées. Le président du comité fera ensuite le suivi de la mise en œuvre de la solution retenue, afin de rendre compte hebdomadairement au plaignant des avancées enregistrées par téléphone ou par affichage en utilisant son code de confidentialité, jusqu'à ce qu'il obtienne totalement réparation.

- **Clôture du cas et archivage**

Le comité, par l'intermédiaire de son secrétaire, procédera à l'archivage physique et numérique de la

documentation relative aux plaintes sur toutes les étapes de la procédure, depuis la réception de la plainte jusqu'à la réparation du préjudice établi.

- **Recours à la Justice**

Le plaignant est libre de recourir au système judiciaire pour le traitement de sa plainte, notamment s'il n'a pas obtenu satisfaction au niveau des comités de gestion des plaintes mis en place dans le cadre du projet. Mais les plaignants potentiels seront informés par les présidents des comités, du fait que les procédures judiciaires sont souvent coûteuses, longues, et sans garantie de succès.

11.6 Information et vulgarisation locale du MGP

Pour s'assurer de sa compréhension par l'ensemble des acteurs locaux et de son fonctionnement optimal dans le respect des principes édictés, le MGP sera restitué dans la Commune de Médina Sabakh et les villages concernés (Keur Sader, Keur Ayip, Keur Ngatane, Darou Rahmane). La Cellule d'Exécution du Projet (CEP) installera dans la foulée les différents comités de gestion des plaintes (CLM, CC, CR), sous la supervision des autorités administratives (Préfets ou Sous-préfets).

Par ailleurs, les populations des villages de Keur Sader, Keur Ayip, Keur Ngatane, Darou Rahmane et de la Commune de Médina Sabakh seront informées de façon circonstanciée du MGP, par le biais d'une campagne de vulgarisation menée par les comités après leur formation. Cette communication utilisera des canaux localement appropriés et véhiculera des messages facilement compréhensibles dans les langues locales. Les principaux canaux d'information et de vulgarisation seront :

- les radios communautaires (annonces et émissions sur le MGP) ;
- les affichages à la Mairie et sur les places publiques des villages villages de Keur Sader, Keur Ayip, Keur Ngatane et Darou Rahmane ;
- les réunions publiques d'information et de sensibilisation ;
- les réseaux sociaux (groupes WhatsApp, pages Facebook) ;
- le porte-à-porte ;
- l'impression et la ventilation de brochures/prospectus sur le MGP.

Cette campagne mettra particulièrement l'accent sur les fondements du MGP, les procédures de dépôt des plaintes, et la confidentialité de la démarche.

❖ ***Schéma du Mécanisme de règlement des plaintes du projet Agropole Centre***

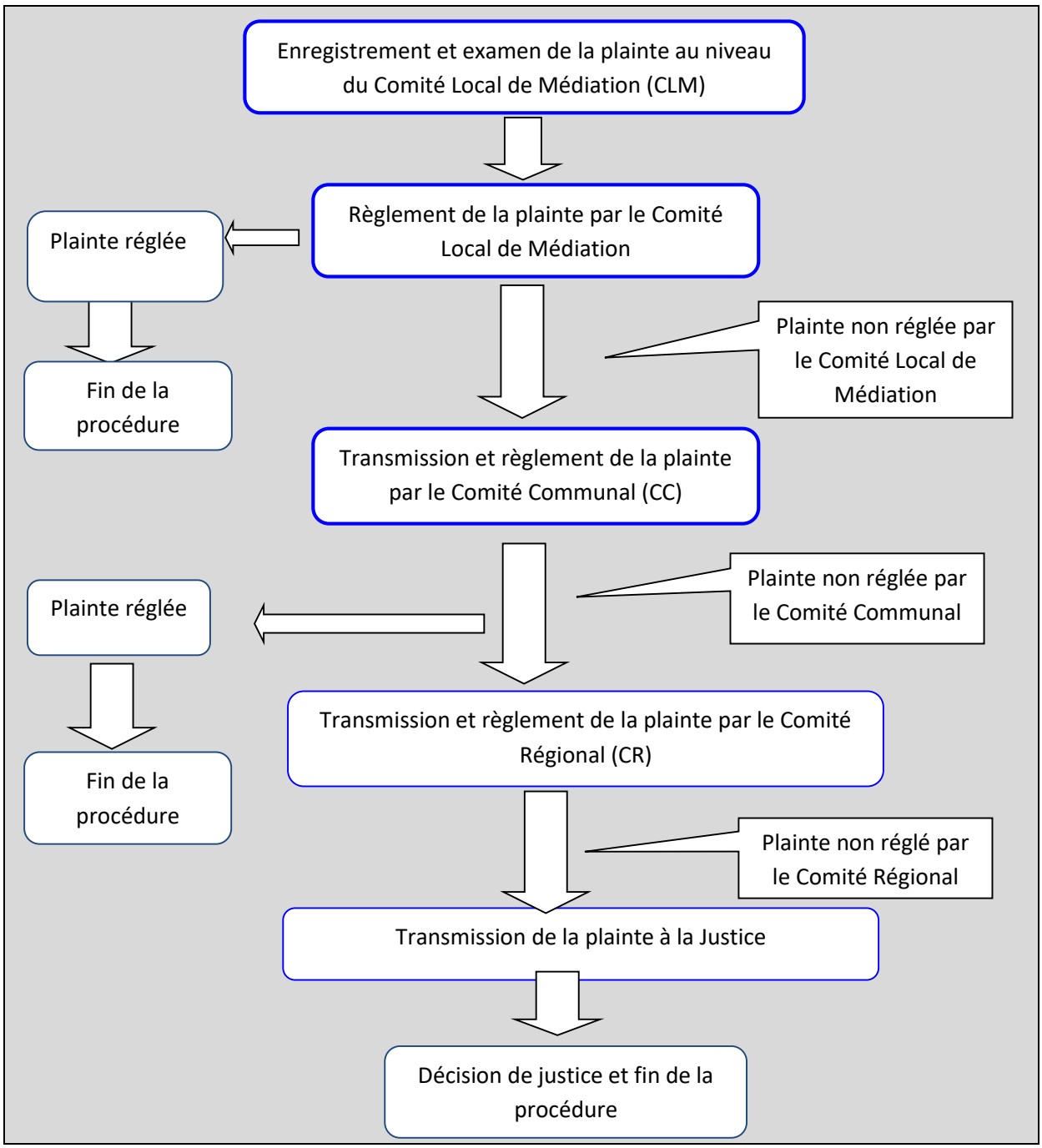


Figure 2. Mécanisme de règlement des plaintes du projet Agropole Centre

Source : Consultant, IDEACONSULT international – SACI Sénégal, juillet 2021

11.7 Suivi Évaluation du MGP

Le suivi-évaluation globale du MGP relève de la responsabilité de la CEP. A cet effet, La CEP mettra en place une petite « Base de Données EXCEL ». Ce faisant, elle classifiera les plaintes par type, pour avoir les statistiques nécessaires à l'analyse des problèmes récurrentes dans la mise en œuvre du projet.

En s'appuyant sur les informations et données fournies par la base des données des plaintes, la CEP élaborera trimestriellement un rapport sur les résultats et le fonctionnement du MGP. Ce rapport mettra en exergue et renseignera les indicateurs ci-dessous :

- nombre de plaintes reçues ;
- nombre de plaintes reçues par courrier/téléphone/Email/Sms/WhatsApp/en personne ;
- nombre de plaintes reçues par type ;
- nombre de plaintes traitées ;
- nombre de plaintes traitées par type ;
- nombre de plaintes traitées dans les délais requis ;
- nombre de plaintes traitées avec un rapport de règlement rédigé ;
- nombre de plaintes traitées avec recours du plaignant ;
- nombre de plaintes traitées et résolues par organes de gestion des plaintes.

Le rapport informera également des performances enregistrées et des dysfonctionnements notés. Il intégrera, le cas échéant, des mesures correctives à mettre en œuvre pour améliorer le dispositif et le fonctionnement du MGP dans la localité.

11.8 Moyens et budget du MGP

Le projet fournira aux instances locales chargées de l'enregistrement et du traitement des plaintes, les moyens nécessaires à la mise en œuvre opérationnel du MGP et qui se présentent comme suit :

- registres de plaintes ;
- équipement
- frais de secrétariat ;
- frais de déplacement ;
- frais d'enquêtes, de vérification, et d'investigations sur le terrain ;
- frais de communication.

Pour ce faire, un budget global de **3 680 000 F CFA** sera planifié dans le projet pour la mise en œuvre du MGP. Ce budget est réparti ainsi qui suit :

Tableau 24. Buget du MGP

Rubriques MGP	Budget
Installation et formation des Comités de gestion des plaintes (frais de secrétariat à compléter dans le cadre des TDR de la mission du SSS de la CEP)	380 000
Information et vulgarisation du MGP au niveau local	600 000
Equipement	500 000
Frais de Communication (pour édition des fiches de plaintes et des rapports)	1 200 000
Frais de déplacement et d'investigation	1 000 000
TOTAL MGP	**3 680 000**

Source : Consultant, IDEACONSULT international–SACI Sénégal, juillet 2021

Ce budget du MGP sera complété, au besoin, avec le cumul du même montant planifié dans l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) du site de Médina Sabakh.

12 Calendrier de mise en œuvre de la réinstallation

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAR Abrégé du module régional de Kaolack, un celendrier d'exécution a été proposé et se présente comme suit :

Tableau 25. Calendrier de mise en œuvre de la réinstallation

Etapes	Désignation des activités	Mois																			
		Mois 1				Mois 2				Mois 3				Mois 4				Mois (fin des travaux)			
Etape 1	Dépôt d'un exemplaire du PAR Abrégé à la Mairie de Médina Sabakh et à la Préfecture de Nioro du Rip																				
Etape 2	Mise en place du MGP																				
Etape 3	Paiement des compensations financières et clôture des dossiers des PAP																				
Etape 4	Libération des emprises et démantèlement des installations et des biens affectés																				
Etape 5	Accompagnement et suivi de la procédure de réinstallation																				

Source : Consultant, IDEACONSULT international –SACI Sénégal, juillet 2021

13 Suivi et évaluation

13.1 Suivi de la mise en œuvre

Pour la mise en œuvre du Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé du module régional de Kaolack, il sera nécessaire d'avoir en place un instrument de suivi et de supervision *ex-post*, pour vérifier si la mise en œuvre se fait selon le plan accepté au préalable et à la satisfaction des PAP et d'autres parties prenantes (par exemple la BAD et les Collectivités locales), et si des problèmes non prévus dans le plan se sont manifestés.

Compte tenu du fait que le projet a déjà acquis les terres et que toutes les personnes affectées sont déjà compensées, il est suggéré de faire un seul suivi (suivi interne) qui sera conduit par le Spécialiste en Sauvegardes Sociales (SSS) du projet Agropole Centre qui devra développer son propre programme de suivi, c'est-à-dire de contrôle permanent des activités en cours. Cela se fera avec l'appui des collectivités territoriales au niveau local, normalement sous forme de rapports qui donneront un bref aperçu de l'état d'avancement des mesures de réinstallation, en le comparant avec les buts et délais fixés au préalable, et en donnant des explications, le cas échéant, sur d'éventuels écarts entre le plan et la réalité. Cela permettra au projet de prévoir des mesures correctives, si nécessaire, pour résoudre les problèmes.

Le suivi-évaluation devra se faire selon une approche participative et la prise en compte du genre.

13.2 Indicateurs de suivi

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAR Abrégé, les indicateurs suivants seront suivis et renseignés :

Phases	Types d'indicateurs
Indicateurs de préparation de la mise en œuvre du PAR Abrégé	• Nombre de rencontres d'information organisées avec les PAP • Nombre de personnes ayant participé aux rencontres • Thèmes abordés lors de ces rencontres
Indicateurs de mise en œuvre du PAR Abrégé	• Nombre d'emplos créés en faveur des PAP • Nombre de PAP ayant redémarré leurs activités agricoles • Difficultés rencontrées dans le processus • Solutions préconisées ou apportées pour surmonter ces difficultés • Nombre et types de conflits liés aux déplacements • Dispositifs mis en œuvre pour la résolution des conflits
Mesures sociales d'accompagnement des PAP	• Nombre de PAP ayant bénéficié de mesures d'accompagnement • Nombre de mesure d'accompagnement

13.3 Organes du suivi et leurs rôles

La mise en œuvre du PAR Abrégé est de la responsabilité de la CEP Agropole qui prendra toutes les dispositions nécessaires pour le suivi de l'exécution efficace et conforme des mesures de réinstallation et de compensation. Le suivi du PAR Abrégé sera assuré par le Spécialiste en Sauvegarde Sociale (SSS) de la CEP. Dans le cadre du suivi, le Spécialiste en Sauvegardes Sociales (SSS) de la CEP produira mensuellement

et trimestriellement des rapports. Ces rapports donneront un aperçu de l'état d'avancement des mesures de réinstallation en le comparant avec les buts et délais fixés au préalable et en donnant des explications, le cas échéant, sur les éventuels écarts entre le plan et la réalité. Cela permettra au projet de prévoir des mesures correctives, si nécessaire, pour résoudre les problèmes.

13.4 Evaluation du PAR Abrégé et dissémination des rapports

L'évaluation du PAR Abrégé (à mi-parcours et finale) sera réalisé par un consultant indépendant recruté par le projet. Cette évaluation est à la fois une évaluation de performance (niveau de réalisation des actions planifiées dans le PAR Abrégé) et une évaluation d'impact. L'évaluation d'impact fera ressortir l'impact du projet et de la réinstallation sur les PAP avant, pendant, et après le projet, relativement à leur niveau de revenus et de vie.

Ce consultant utilisera les documents et matériaux issus du suivi interne et en supplément, les évaluateurs procéderont à leurs propres analyses de terrain par enquêtes auprès des intervenants et des personnes affectées par le projet. L'évaluation des actions d'assistance et éventuellement de réinstallation entreprises au sein du Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé sera menée par des auditeurs compétents choisis sur la base de critères objectifs. Cette évaluation sera entreprise immédiatement après l'achèvement des opérations de réinstallation, afin de déterminer si les PAP ont été indemnisées et assistées conformément aux principes applicables au Projet Centre (principes de réinstallation de la BAD notamment) et accords signé, et si les compensations ont été intégralement payées.

L'évaluation doit faire ressortir l'impact du projet et de la réinstallation sur les PAP avant, pendant et après le projet. L'évaluation doit être menée par un organe externe au projet. Aussi, il est important de savoir qu'en dehors de l'indemnisation des PAP, le projet doit se soucier de soucier de leur situation post-réinstallation et de l'impact du déplacement économique sur l'évolution de leurs conditions de vie.

Les rapports périodiques de suivi et d'audit d'achèvement seront disséminés auprès des parties prenantes locales et publiés sur des supports accessibles au public (site internet).

13.5 Coût du suivi-évaluation

Le coût de suivi et de l'évaluation est de **10 000 000 F CFA.**

13.6 Budget de la réinstallation

Les coûts totaux de la mise en œuvre complète du PAR Abrégé est de **102 810 000 F CFA** répartis comme suit :

Tableau 26. Coût global du PAR Abrégé du module régional de Kaolack

N°	Désignation	Coût total (FCFA)	Source de financement
1	Compensation des pertes de terres	47 250 000	Etat du Sénégal
2	Compensation des pertes de cultures	28 875 000	Etat du Sénégal
3	Compensation des pertes d'arbres fruitiers et forestiers	505 000	Etat du Sénégal
4	Indemnité de vulnérabilité	10 000 000	Etat du Sénégal
5	Provision pour le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP)	3 680 000	Projet agropole
6	Suivi-évaluation y compris audit de la réinstallation	10 000 000	Projet agropole
7	Information-Sensibilisation	2 500 000	Projet agropole
Coût global de mise en œuvre du PAR		**102 810 000**	

Source : Consultant, IDEACONSULT international–SACI Sénégal, juillet 2021

14 Conclusion

Ce document concerne le Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé de neuf (09) personnes affectées par le projet d'installation du module Régional de Kaolack de l'Agropole Centre, prévu sur le site de la Commune de Médina Sabakh, sur 15 ha. Le plan a été préparé avec la participation de toutes les parties prenantes.

Les compensations proposées sont globalement conformes aux dispositions nationales et à celles de la BAD. Ces compensations et les pertes y afférentes, ont été vérifiées par la Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) de Nioro du Rip mise en place par arrêté du préfet du ressort, en rapport avec les PAP et le consultant, et en se référant aux principes de réinstallation de la BAD. Les résultats de cette vérification ont été portés à la connaissance des PAP lors de la Commission de Conciliation organisée et supervisée par la CDREI présidée par le préfet de Nioro du rip. C'est ainsi que les PAP ont validé les données recueillies et les montants des compensations. Ce faisant, elles ont donné leur consentement par la signature des procès-verbaux d'accords à l'amiable.

Pour le suivi de la mise en œuvre de l'ensemble de ces mesures sociales, la CEP Agropole a déjà recruté un Spécialiste en Sauvegardes Sociales (SSS), pour procéder de façon régulière à leur monitoring. Sa mission est de veiller à ce que les mesures sociales soient en conformité avec les objectifs des populations, du promoteur et de la BAD.

ANNEXES

ANNEXE 1 : Accords signés et attestations d'exploitation coutumière des PAPs CXLIV
ANNEXE 2 : PV de consultation publique CLXXX
ANNEXE 3 : Liste des participants à la consultation publique du 17 Juillet 2021 CLXXXIII
ANNEXE 4 : Liste des participants aux rencontres institutionnelles CLXXXVI
ANNEXE 5 : Définition des termes liés à la réinstallation I
ANNEXE 6 : Questionnaire d'enquête socioéconomique III
ANNEXE 7 : Avis de recensement VI
ANNEXE 8 : Base de données des personnes affectées par le projet (PAP) VII
ANNEXE 9 : Délimitation nominative et spatiale des terres perdues par les PAPs VIII
ANNEXE 10 : Modèle de fiche de plainte XI
ANNEXE 11 : Registre de plaintes XII
ANNEXE 12 : Fiche de clôture des plaintes XIII
ANNEXE 13 : Fiche de suivi des plaintes XIV
ANNEXE 14 : Références bibliographiques XV

ANNEXE 1 : Accords signés et attestations d'exploitation coutumière des PAPs

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES

PROJET DE ZONE DE TRANSFORMATION AGRO-INDUSTRIELLE DU CENTRE

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Agropole
Projet des Agropoles du Sénégal

****

Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre)

PROCES-VERBAL D'ACCORD A L'AMIABLE

APRES ACCORD ENTRE :

Le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre) sis à Lot N° 15- Lotissement Mermoz Extension, en en face de l'ONG 3D, Tél : 33 864 35 15, cepagropole@gmail.com, représenté par **Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ,** agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal,

D'UNE PART

Monsieur Mor BADIANE, né le 12/12/1956 à Ndary Gade (Région de Kaolack), titulaire de la CNI n° 1 192 1956 00209, Contact : (221) 78 287 72 49, Code PAP n° MRK01,

D'AUTRE PART

PREAMBULE

Le Gouvernement de la République du Sénégal est en train de préparer, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers (Banque Africaine de Développement/BAD, Agence de Coopération Belge/ENABEL, Banque Européenne d'Investissement/BEI, etc.), le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre), initié dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE).

Le Projet Agropole Centre vise à contribuer à la transformation structurelle de l'économie sénégalaise par le renforcement des capacités de transformation agro-industrielle du pays et couvre les quatre (04) régions administratives de Fatick, Kaolack, Diourbel et Kaffrine.

Pour ce faire, le Projet Agropole Centre compte : (i) créer les conditions favorables à l'investissement privé dans la transformation industrielle des produits agricoles, ainsi que la fourniture d'intrants et de services ; et ii) renforcer les capacités des acteurs des filières prioritaires (arachide, céréales, sel) à accroître durablement la productivité agricole et soutenir la résilience des communautés riveraines impactées par le projet.

Une des activités phares du Projet Agropole Centre consiste à mettre en place une superstructure industrielle favorable à l'investissement privé dans l'agro-industrie. Elle intègre, entre autres, la **construction du Module Régional de Kaolack dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, sur une superficie viabilisée de 15 ha.**

Pour permettre la libération de l'assiette foncière ciblée pour abriter cette infrastructure, un **Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé** a été élaboré par un Consultant (IDEACONSULT International-SACI Sénégal). **Une Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation**

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Mor BADIANE

2

des Impenses (CDREI) mise en place par Arrêté du Préfet du Département de Nioro du Rip, n°000016/RKL/DNR, du 09 février 2022, a ensuite procédé à la vérification des informations sur le site et à la validation du PAR Abrégé, notamment en ce qui concerne le recensement des personnes affectées par le projet (PAP), l'évaluation des pertes et l'estimation des compensations dues aux différents occupants de l'emprise. Parmi les PAP recensées et consultées, figure **Monsieur Mor BADIANE**.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'Accord

Le présent Accord a pour objet, de s'accorder à l'amiable, sur la compensation à accorder à **Monsieur Mor BADIANE,** en échange de l'aliénation à l'Etat du Sénégal, des **1,7 hectares de terres** qu'il occupe et exploite, et qui sont compris dans l'emprise ciblée par le Projet Agropole Centre, pour l'implantation du Module Régional de Kaolack, dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, village de Keur Sader.

Article 2 : Engagements de Monsieur Mor BADIANE

Je soussigné, **Monsieur Mor BADIANE** :

- reconnais avoir été consulté par le consultant mandaté par le Projet Agropole Centre (IDEACONSULT International-SACI Sénégal) pour l'élaboration du PAR Abrégé et la Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) du Département de Nioro du Rip, à toutes les étapes du processus ayant abouti à la signature du présent Accord : information, recensement, évaluation des pertes, estimation des indemnisations et des compensations, etc. ;
- déclare avoir marqué mon accord sans contrainte ni influence d'aucune sorte, par la présente, à aliéner à l'Etat du Sénégal, mes 1,7 hectares de terre que j'occupe et exploite, pour permettre l'implantation du Module Régional de Kaolack prévu dans le cadre du Projet Agropole Centre, contre le paiement d'une compensation totale de **neuf millions sept cent quarante-sept mille cinq cent (9.747.500) F CFA** répartis comme suit :
  - **5.100.000 F CFA** au titre de la compensation des terres (1,7 ha) ;
  - **255.000 F CFA** au titre de l'aide à la préparation de nouvelles terres ;
  - **3.272.500 FCFA** au titre de la compensation des cultures (4250 kg d'arachides, 1700 kg de mil, 5100 kg de maïs et 170 sacs de fane d'arachide) ;
  - **120.000 FCFA** au titre de la compensation des arbres (02 Cordyla Pinnata et 01 Propopis Africana) ;
  - **1.000.000 F CFA** au titre de l'indemnité de vulnérabilité ;
- m'engage de ce fait, à renoncer à tout recours portant sur l'objet du présent Accord contre l'Etat du Sénégal et le Projet Agropole Centre ;
- m'engage à libérer l'emprise concernée dans les délais fixés par l'autorité compétente, après la réception intégrale du montant de la compensation susmentionnée ;
- m'engage à utiliser l'argent de la compensation pour rétablir ce moyen d'existence perdu et améliorer mon niveau de revenu ainsi que les conditions de vie de ma famille ;
- m'engage à me mettre à la disposition des missions d'audit et d'évaluation du Projet Agropole Centre, visant à rendre compte de l'utilisation de l'argent de la compensation et de son impact socioéconomique.

Article 3 : Engagements du Projet Agropole Centre

Le Projet Agropole Centre s'engage à payer à **Monsieur Mor BADIANE**, le montant de la compensation convenue à l'amiable, **neuf millions sept cent quarante-sept mille cinq cent (9.747.500) F CFA**, avant tout déplacement ou libération de l'emprise concernée.

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Mor BADIANE

e

3

Fait à Nioro du Rip, le 16 mars 2022

Pour le Projet Agropole Centre

Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ

Pour l'intéressé

Monsieur Mor BADIANE

Approbation du Préfet du Département de Nioro du Rip

Monsieur Babacar NDIAYE

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Mor BADIANE

ATTESTATION D'EXPLOITATION COUTUMIERE

Je soussigné, ...Katim Zouré.....,

Chef de village de : .....Keur Sader.....,

atteste que M/Mme/la famille X:.....Mor Badiane.....

exploite une parcelle agricole du domaine national, d'une superficie de .....1,7 ha....., située à (Village/Commune) .....Keur Sader..... ,

et sur laquelle il/elle a des prétentions au titre de la pratique coutumière sur la terre.

En foi de quoi, la présente attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à.....Keur Sader....., le .....02 mars 2022

Le chef de village

(Signature et cachet)

COMMUNE DE MEDINA SABAKH
Le Chef de village
VILLAGE DE KEUR SADER

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES

PROJET DE ZONE DE TRANSFORMATION AGRO-INDUSTRIELLE DU CENTRE

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Agropole
Projet des Agropoles du Sénégal

****

Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre)

PROCES-VERBAL D'ACCORD A L'AMIABLE

APRES ACCORD ENTRE :

Le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre) sis à Lot N° 15- Lotissement Mermoz Extension, en en face de l'ONG 3D, Tél : 33 864 35 15, cepagropole@gmail.com, représenté par **Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ,** agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal,

D'UNE PART

Monsieur Aliou TOURE, né le 17/07/1988 à Keur Ngattane (Région de Kaolack), titulaire de la CNI n° 1 418 1988 00673, Contact : (221) 77 679 08 14, Code PAP n° MRK02,

D'AUTRE PART

PREAMBULE

Le Gouvernement de la République du Sénégal est en train de préparer, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers (Banque Africaine de Développement/BAD, Agence de Coopération Belge/ENABEL, Banque Européenne d'Investissement/BEI, etc.), le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre), initié dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE).

Le Projet Agropole Centre vise à contribuer à la transformation structurelle de l'économie sénégalaise par le renforcement des capacités de transformation agro-industrielle du pays et couvre les quatre (04) régions administratives de Fatick, Kaolack, Diourbel et Kaffrine.

Pour ce faire, le Projet Agropole Centre compte : (i) créer les conditions favorables à l'investissement privé dans la transformation industrielle des produits agricoles, ainsi que la fourniture d'intrants et de services ; et ii) renforcer les capacités des acteurs des filières prioritaires (arachide, céréales, sel) à accroître durablement la productivité agricole et soutenir la résilience des communautés riveraines impactées par le projet.

Une des activités phares du Projet Agropole Centre consiste à mettre en place une superstructure industrielle favorable à l'investissement privé dans l'agro-industrie. Elle intègre, entre autres, la **construction du Module Régional de Kaolack dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, sur une superficie viabilisée de 15 ha.**

Pour permettre la libération de l'assiette foncière ciblée pour abriter cette infrastructure, un **Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé** a été élaboré par un Consultant (IDEACONSULT International-SACI Sénégal). **Une Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation**

des Impenses (CDREI) mise en place par Arrêté du Préfet du Département de Nioro du Rip, n°000016/RKL/DNR, du 09 février 2022, a ensuite procédé à la vérification des informations sur le site et à la validation du PAR Abrégé, notamment en ce qui concerne le recensement des personnes affectées par le projet (PAP), l'évaluation des pertes et l'estimation des compensations dues aux différents occupants de l'emprise. Parmi les PAP recensées et consultées, figure **Monsieur Aliou TOURE**.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'Accord

Le présent Accord a pour objet, de s'accorder à l'amiable, sur la compensation à accorder à **Monsieur Aliou TOURE,** en échange de l'aliénation à l'Etat du Sénégal, des **2,1 hectares de terres** qu'il occupe et exploite, et qui sont compris dans l'emprise ciblée par le Projet Agropole Centre, pour l'implantation du Module Régional de Kaolack, dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, village de Keur Sader.

Article 2 : Engagements de Monsieur Aliou TOURE

Je soussigné, **Monsieur Aliou TOURE** :

- reconnais avoir été consulté par le consultant mandaté par le Projet Agropole Centre (IDEACONSULT International-SACI Sénégal) pour l'élaboration du PAR Abrégé et la Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) du Département de Nioro du Rip, à toutes les étapes du processus ayant abouti à la signature du présent Accord : information, recensement, évaluation des pertes, estimation des indemnisations et des compensations, etc. ;
- déclare avoir marqué mon accord sans contrainte ni influence d'aucune sorte, par la présente, à aliéner à l'Etat du Sénégal, mes 2,1 hectares de terre que j'occupe et exploite, pour permettre l'implantation du Module Régional de Kaolack prévu dans le cadre du Projet Agropole Centre, contre le paiement d'une compensation totale de **onze millions huit cent trente-sept mille cinq cent (11.837.500) F CFA** répartis comme suit :
  - **6.300.000 F CFA** au titre de la compensation des terres (2,1 ha) ;
  - **315.000 F CFA** au titre de l'aide à la préparation de nouvelles terres ;
  - **4.042.500 FCFA** au titre de la compensation des cultures (5250 kg d'arachides, 2100 kg de mil, 6300 kg de maïs et 210 sacs de fane d'arachide) ;
  - **180.000 FCFA** au titre de la compensation des arbres (04 Cordyla Pinnata) ;
  - **1.000.000 F CFA** au titre de l'indemnité de vulnérabilité ;
- m'engage de ce fait, à renoncer à tout recours portant sur l'objet du présent Accord contre l'Etat du Sénégal et le Projet Agropole Centre ;
- m'engage à libérer l'emprise concernée dans les délais fixés par l'autorité compétente, après la réception intégrale du montant de la compensation susmentionnée ;
- m'engage à utiliser l'argent de la compensation pour rétablir ce moyen d'existence perdu et améliorer mon niveau de revenu ainsi que les conditions de vie de ma famille ;
- m'engage à me mettre à la disposition des missions d'audit et d'évaluation du Projet Agropole Centre, visant à rendre compte de l'utilisation de l'argent de la compensation et de son impact socioéconomique.

Article 3 : Engagements du Projet Agropole Centre

Le Projet Agropole Centre s'engage à payer à **Monsieur Aliou TOURE**, le montant de la compensation convenue à l'amiable, **onze millions huit cent trente-sept mille cinq cent (11.837.500) F CFA**, avant tout déplacement ou libération de l'emprise concernée.

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Aliou TOURE

3

Fait à Nioro du Rip, le 16 mars 2022

Pour le Projet Agropole Centre

Coordonnateur Agropoles

Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ

Pour l'intéressé

Monsieur Aliou TOURE

Approbation du Préfet du Département de Nioro du Rip

Le Prefet

Monsieur Babacar NDIAYE

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Aliou TOURE

ATTESTATION D'EXPLOITATION COUTUMIERE

Je soussigné, ...Katim Touré.....,

Chef de village de : .....Keur Fader.....,

atteste que M/Mme/la famille X:.....Aliou Touré.....

exploite une parcelle agricole du domaine national, d'une superficie de .....2,1 ha....., située à (Village/Commune) .....Keur Fader..... ,

et sur laquelle il/elle a des prétentions au titre de la pratique coutumière sur la terre.

En foi de quoi, la présente attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à.....Keur Fader....., le 02/03/22.....

Le chef de village
(signature et cachet)

COMMUNE DE MEDINA SABAKH
Le Chef de village
VILLAGE DE KEUR SADIO

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES

PROJET DE ZONE DE TRANSFORMATION AGRO-INDUSTRIELLE DU CENTRE

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Agropole
Projet des Agropoles du Sénégal

****

Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre)

PROCES-VERBAL D'ACCORD A L'AMIABLE

APRES ACCORD ENTRE :

Le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre) sis à Lot N° 15- Lotissement Mermoz Extension, en en face de l'ONG 3D, Tél : 33 864 35 15, cepagropole@gmail.com, représenté par **Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ,** agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal,

D'UNE PART

Monsieur Amath TOURE, né le 03/05/1970 à Keur Sader (Région de Kaolack), titulaire de la CNI n° 1 418 1986 00231, Contact : (221) 77 714 38 37, Code PAP n° MRK03,

D'AUTRE PART

PREAMBULE

Le Gouvernement de la République du Sénégal est en train de préparer, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers (Banque Africaine de Développement/BAD, Agence de Coopération Belge/ENABEL, Banque Européenne d'Investissement/BEI, etc.), le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre), initié dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE).

Le Projet Agropole Centre vise à contribuer à la transformation structurelle de l'économie sénégalaise par le renforcement des capacités de transformation agro-industrielle du pays et couvre les quatre (04) régions administratives de Fatick, Kaolack, Diourbel et Kaffrine.

Pour ce faire, le Projet Agropole Centre compte : (i) créer les conditions favorables à l'investissement privé dans la transformation industrielle des produits agricoles, ainsi que la fourniture d'intrants et de services ; et ii) renforcer les capacités des acteurs des filières prioritaires (arachide, céréales, sel) à accroître durablement la productivité agricole et soutenir la résilience des communautés riveraines impactées par le projet.

Une des activités phares du Projet Agropole Centre consiste à mettre en place une superstructure industrielle favorable à l'investissement privé dans l'agro-industrie. Elle intègre, entre autres, la **construction du Module Régional de Kaolack dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, sur une superficie viabilisée de 15 ha.**

Pour permettre la libération de l'assiette foncière ciblée pour abriter cette infrastructure, un **Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé** a été élaboré par un Consultant (IDEACONSULT International-SACI Sénégal). **Une Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation**

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Amath TOURE

2

des Impenses (CDREI) mise en place par Arrêté du Préfet du Département de Nioro du Rip, n°000016/RKL/DNR, du 09 février 2022, a ensuite procédé à la vérification des informations sur le site et à la validation du PAR Abrégé, notamment en ce qui concerne le recensement des personnes affectées par le projet (PAP), l'évaluation des pertes et l'estimation des compensations dues aux différents occupants de l'emprise. Parmi les PAP recensées et consultées, figure **Monsieur Amath TOURE**.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'Accord

Le présent Accord a pour objet, de s'accorder à l'amiable, sur la compensation à accorder à **Monsieur Amath TOURE,** en échange de l'aliénation à l'Etat du Sénégal, des **2,4 hectares de terres** qu'il occupe et exploite, et qui sont compris dans l'emprise ciblée par le Projet Agropole Centre, pour l'implantation du Module Régional de Kaolack, dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, village de Keur Sader.

Article 2 : Engagements de Monsieur Amath TOURE

Je soussigné, **Monsieur Amath TOURE** :

- reconnais avoir été consulté par le consultant mandaté par le Projet Agropole Centre (IDEACONSULT International-SACI Sénégal) pour l'élaboration du PAR Abrégé et la Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) du Département de Nioro du Rip, à toutes les étapes du processus ayant abouti à la signature du présent Accord : information, recensement, évaluation des pertes, estimation des indemnisations et des compensations, etc. ;
- déclare avoir marqué mon accord sans contrainte ni influence d'aucune sorte, par la présente, à aliéner à l'Etat du Sénégal, mes 2,4 hectares de terre que j'occupe et exploite, pour permettre l'implantation du Module Régional de Kaolack prévu dans le cadre du Projet Agropole Centre, contre le paiement d'une compensation totale de **treize millions deux cent cinquante mille (13.250.000) F CFA** répartis comme suit :
  - **7.200.000 F CFA** au titre de la compensation des terres (2,4 ha) ;
  - **360.000 F CFA** au titre de l'aide à la préparation de nouvelles terres ;
  - **4.620.000 FCFA** au titre de la compensation des cultures (6000 kg d'arachides, 2400 kg de mil, 7200 kg de maïs et 240 sacs de fane d'arachide) ;
  - **70.000 FCFA** au titre de la compensation des arbres (07 Azadirachta indica) ;
  - **1.000.000 F CFA** au titre de l'indemnité de vulnérabilité ;
- m'engage de ce fait, à renoncer à tout recours portant sur l'objet du présent Accord contre l'Etat du Sénégal et le Projet Agropole Centre ;
- m'engage à libérer l'emprise concernée dans les délais fixés par l'autorité compétente, après la réception intégrale du montant de la compensation susmentionnée ;
- m'engage à utiliser l'argent de la compensation pour rétablir ce moyen d'existence perdu et améliorer mon niveau de revenu ainsi que les conditions de vie de ma famille ;
- m'engage à me mettre à la disposition des missions d'audit et d'évaluation du Projet Agropole Centre, visant à rendre compte de l'utilisation de l'argent de la compensation et de son impact socioéconomique.

Article 3 : Engagements du Projet Agropole Centre

Le Projet Agropole Centre s'engage à payer à **Monsieur Amath TOURE**, le montant de la compensation convenue à l'amiable, **treize millions deux cent cinquante mille (13.250.000) F CFA**, avant tout déplacement ou libération de l'emprise concernée.

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Amath TOURE

3

Fait à Nioro du Rip, le 16 mars 2022

Pour le Projet Agropole Centre | **Pour l'intéressé**

Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle ZATA-SUD
Coordonnateur Agropoles

Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ | **Monsieur Amath TOURE**

Approbation du Préfet du Département de Nioro du Rip

DEPARTEMENT DE NIORO DU RIP
Le Prefet
PREFECTURE

Monsieur Babacar NDIAYE

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Amath TOURE

ATTESTATION D'EXPLOITATION COUTUMIERE

Je soussigné, ...Katim Gouré.....,

Chef de village de : .....Keur Sader.....,

atteste que M/Mme/la famille X:.....Amath Gouré.....

exploite une parcelle agricole du domaine national, d'une superficie de .....2,4 ha....., située à (Village/Commune) .....Keur Sader..... ,

et sur laquelle il/elle a des prétentions au titre de la pratique coutumière sur la terre.

En foi de quoi, la présente attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à.....Keur Sader....., le .....02/03/22.....

Le chef de village

(Signature et cachet)

COMMUNE DE MEDINA SABAKH
Le Chef de village
VILLAGE DE KEUR SADER

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES

PROJET DE ZONE DE TRANSFORMATION AGRO-INDUSTRIELLE DU CENTRE

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Agropole
Projet des Agropoles du Sénégal

****

Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre)

PROCES-VERBAL D'ACCORD A L'AMIABLE

APRES ACCORD ENTRE :

Le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre) sis à Lot N° 15- Lotissement Mermoz Extension, en en face de l'ONG 3D, Tél : 33 864 35 15, cepagropole@gmail.com, représenté par **Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ,** agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal,

D'UNE PART

Monsieur Katim TOURE, né le 07/02/1979 à Santhie Sader (Région de Kaolack), titulaire de la CNI n° 1 418 1979 00040, Contact : (221) 77 958 07 71, Code PAP n° MRK04,

D'AUTRE PART

PREAMBULE

Le Gouvernement de la République du Sénégal est en train de préparer, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers (Banque Africaine de Développement/BAD, Agence de Coopération Belge/ENABEL, Banque Européenne d'Investissement/BEI, etc.), le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre), initié dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE).

Le Projet Agropole Centre vise à contribuer à la transformation structurelle de l'économie sénégalaise par le renforcement des capacités de transformation agro-industrielle du pays et couvre les quatre (04) régions administratives de Fatick, Kaolack, Diourbel et Kaffrine.

Pour ce faire, le Projet Agropole Centre compte : (i) créer les conditions favorables à l'investissement privé dans la transformation industrielle des produits agricoles, ainsi que la fourniture d'intrants et de services ; et ii) renforcer les capacités des acteurs des filières prioritaires (arachide, céréales, sel) à accroître durablement la productivité agricole et soutenir la résilience des communautés riveraines impactées par le projet.

Une des activités phares du Projet Agropole Centre consiste à mettre en place une superstructure industrielle favorable à l'investissement privé dans l'agro-industrie. Elle intègre, entre autres, la **construction du Module Régional de Kaolack dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, sur une superficie viabilisée de 15 ha.**

Pour permettre la libération de l'assiette foncière ciblée pour abriter cette infrastructure, un **Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé** a été élaboré par un Consultant (IDEACONSULT International-SACI Sénégal). **Une Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation**

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Katim TOURE

2

des Impenses (CDREI) mise en place par Arrêté du Préfet du Département de Nioro du Rip, n°000016/RKL/DNR, du 09 février 2022, a ensuite procédé à la vérification des informations sur le site et à la validation du PAR Abrégé, notamment en ce qui concerne le recensement des personnes affectées par le projet (PAP), l'évaluation des pertes et l'estimation des compensations dues aux différents occupants de l'emprise. Parmi les PAP recensées et consultées, figure **Monsieur Katim TOURE**.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'Accord

Le présent Accord a pour objet, de s'accorder à l'amiable, sur la compensation à accorder à **Monsieur Katim TOURE,** en échange de l'aliénation à l'Etat du Sénégal, des **1,2 hectares de terres** qu'il occupe et exploite, et qui sont compris dans l'emprise ciblée par le Projet Agropole Centre, pour l'implantation du Module Régional de Kaolack, dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, village de Keur Sader.

Article 2 : Engagements de Monsieur Katim TOURE

Je soussigné, **Monsieur Katim TOURE** :

- reconnais avoir été consulté par le consultant mandaté par le Projet Agropole Centre (IDEACONSULT International-SACI Sénégal) pour l'élaboration du PAR Abrégé et la Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) du Département de Nioro du Rip, à toutes les étapes du processus ayant abouti à la signature du présent Accord : information, recensement, évaluation des pertes, estimation des indemnisations et des compensations, etc. ;
- déclare avoir marqué mon accord sans contrainte ni influence d'aucune sorte, par la présente, à aliéner à l'Etat du Sénégal, mes 1,2 hectares de terre que j'occupe et exploite, pour permettre l'implantation du Module Régional de Kaolack prévu dans le cadre du Projet Agropole Centre, contre le paiement d'une compensation totale de **sept millions deux cent vingt-cinq mille (7.225.000) F CFA** répartis comme suit :
  - **3.600.000 F CFA** au titre de la compensation des terres (1,2 ha) ;
  - **180.000 F CFA** au titre de l'aide à la préparation de nouvelles terres ;
  - **2.310.000 FCFA** au titre de la compensation des cultures (3000 kg d'arachides, 1200 kg de mil, 3600 kg de maïs et 120 sacs de fane d'arachide) ;
  - **135.000 FCFA** au titre de la compensation des arbres (03 Cordyla Pinnata) ;
  - **1.000.000 F CFA** au titre de l'indemnité de vulnérabilité ;
- m'engage de ce fait, à renoncer à tout recours portant sur l'objet du présent Accord contre l'Etat du Sénégal et le Projet Agropole Centre ;
- m'engage à libérer l'emprise concernée dans les délais fixés par l'autorité compétente, après la réception intégrale du montant de la compensation susmentionnée ;
- m'engage à utiliser l'argent de la compensation pour rétablir ce moyen d'existence perdu et améliorer mon niveau de revenu ainsi que les conditions de vie de ma famille ;
- m'engage à me mettre à la disposition des missions d'audit et d'évaluation du Projet Agropole Centre, visant à rendre compte de l'utilisation de l'argent de la compensation et de son impact socioéconomique.

Article 3 : Engagements du Projet Agropole Centre

Le Projet Agropole Centre s'engage à payer à **Monsieur Katim TOURE**, le montant de la compensation convenue à l'amiable, **sept millions deux cent vingt-cinq mille (7.225.000) F CFA,** avant tout déplacement ou libération de l'emprise concernée.

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Katim TOURE

3

Fait à Nioro du Rip, le 16 mars 2022

Pour le Projet Agropole Centre

Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ

Pour l'intéressé

Monsieur Katim TOURE

Approbation du Préfet du Département de Nioro du Rip

Monsieur Babacar NDIAYE

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Katim TOURE

ATTESTATION D'EXPLOITATION COUTUMIERE

Je soussigné, ...Katim Touré.....,

Chef de village de : .....Keur Sader.....,

atteste que M/Mme/la famille X:.....Katim Touré.....

exploite une parcelle agricole du domaine national, d'une superficie de .....1,2 ha....., située à (Village/Commune) .....Keur Sader..... ,

et sur laquelle il/elle a des prétentions au titre de la pratique coutumière sur la terre.

En foi de quoi, la présente attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à.....Keur Sader....., le .....02/03/22.....

Le chef de village

(Signature et cachet)

COMMUNE DE MEDINA SABAKH
Le Chef de village
VILLAGE DE KEUR SADER

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES

PROJET DE ZONE DE TRANSFORMATION AGRO-INDUSTRIELLE DU CENTRE

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Agropole
Projet des Agropoles du Sénégal

****

Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre)

PROCES-VERBAL D'ACCORD A L'AMIABLE

APRES ACCORD ENTRE :

Le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre) sis à Lot N° 15- Lotissement Mermoz Extension, en en face de l'ONG 3D, Tél : 33 864 35 15, cepagropole@gmail.com, représenté par **Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ**, agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal,

D'UNE PART

Monsieur Bakary TOURE, né le 12/01/1974 à Keur Sader (Région de Kaolack), titulaire de la CNI n° 1 418 1992 04093, Contact : (221) 77 307 27 95, Code PAP n° MRK05,

D'AUTRE PART

PREAMBULE

Le Gouvernement de la République du Sénégal est en train de préparer, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers (Banque Africaine de Développement/BAD, Agence de Coopération Belge/ENABEL, Banque Européenne d'Investissement/BEI, etc.), le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre), initié dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE).

Le Projet Agropole Centre vise à contribuer à la transformation structurelle de l'économie sénégalaise par le renforcement des capacités de transformation agro-industrielle du pays et couvre les quatre (04) régions administratives de Fatick, Kaolack, Diourbel et Kaffrine.

Pour ce faire, le Projet Agropole Centre compte : (i) créer les conditions favorables à l'investissement privé dans la transformation industrielle des produits agricoles, ainsi que la fourniture d'intrants et de services ; et ii) renforcer les capacités des acteurs des filières prioritaires (arachide, céréales, sel) à accroître durablement la productivité agricole et soutenir la résilience des communautés riveraines impactées par le projet.

Une des activités phares du Projet Agropole Centre consiste à mettre en place une superstructure industrielle favorable à l'investissement privé dans l'agro-industrie. Elle intègre, entre autres, la **construction du Module Régional de Kaolack dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, sur une superficie viabilisée de 15 ha.**

Pour permettre la libération de l'assiette foncière ciblée pour abriter cette infrastructure, un **Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé** a été élaboré par un Consultant (IDEACONSULT International-SACI Sénégal). **Une Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation**

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Bakary TOURE

2

des Impenses (CDREI) mise en place par Arrêté du Préfet du Département de Nioro du Rip, n°000016/RKL/DNR, du 09 février 2022, a ensuite procédé à la vérification des informations sur le site et à la validation du PAR Abrégé, notamment en ce qui concerne le recensement des personnes affectées par le projet (PAP), l'évaluation des pertes et l'estimation des compensations dues aux différents occupants de l'emprise. Parmi les PAP recensées et consultées, figure **Monsieur Bakary TOURE.**

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'Accord

Le présent Accord a pour objet, de s'accorder à l'amiable, sur la compensation à accorder à **Monsieur Bakary TOURE,** en échange de l'aliénation à l'Etat du Sénégal, des **02 hectares de terres** qu'il occupe et exploite, et qui sont compris dans l'emprise ciblée par le Projet Agropole Centre, pour l'implantation du Module Régional de Kaolack, dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, village de Keur Sader.

Article 2 : Engagements de Monsieur Bakary TOURE

Je soussigné, **Monsieur Bakary TOURE** :

- reconnais avoir été consulté par le consultant mandaté par le Projet Agropole Centre (IDEACONSULT International-SACI Sénégal) pour l'élaboration du PAR Abrégé et la Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) du Département de Nioro du Rip, à toutes les étapes du processus ayant abouti à la signature du présent Accord : information, recensement, évaluation des pertes, estimation des indemnisations et des compensations, etc. ;
- déclare avoir marqué mon accord sans contrainte ni influence d'aucune sorte, par la présente, à aliéner à l'Etat du Sénégal, mes 02 hectares de terre que j'occupe et exploite, pour permettre l'implantation du Module Régional de Kaolack prévu dans le cadre du Projet Agropole Centre, contre le paiement d'une compensation totale de **onze millions cent cinquante mille (11.150.000) F CFA** répartis comme suit :
  - **6.000.000 F CFA** au titre de la compensation des terres (02 ha) ;
  - **300.000 F CFA** au titre de l'aide à la préparation de nouvelles terres ;
  - **3.850.000 FCFA** au titre de la compensation des cultures (5000 kg d'arachides, 2000 kg de mil, 6000 kg de maïs et 20 sacs de fane d'arachide) ;
  - **1.000.000 F CFA** au titre de l'indemnité de vulnérabilité ;
- m'engage de ce fait, à renoncer à tout recours portant sur l'objet du présent Accord contre l'Etat du Sénégal et le Projet Agropole Centre ;
- m'engage à libérer l'emprise concernée dans les délais fixés par l'autorité compétente, après la réception intégrale du montant de la compensation susmentionnée ;
- m'engage à utiliser l'argent de la compensation pour rétablir ce moyen d'existence perdu et améliorer mon niveau de revenu ainsi que les conditions de vie de ma famille ;
- m'engage à me mettre à la disposition des missions d'audit et d'évaluation du Projet Agropole Centre, visant à rendre compte de l'utilisation de l'argent de la compensation et de son impact socioéconomique.

Article 3 : Engagements du Projet Agropole Centre

Le Projet Agropole Centre s'engage à payer à **Monsieur Bakary TOURE,** le montant de la compensation convenue à l'amiable, **onze millions cent cinquante mille (11.150.000) F CFA,** avant tout déplacement ou libération de l'emprise concernée.

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Bakary TOURE

3

Fait à Nioro du Rip, le 16 mars 2022

Pour le Projet Agropole Centre

Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ

Pour l'intéressé

Monsieur Bakary TOURE

Approbation du Préfet du Département de Nioro du Rip

Monsieur Babacar NDIAYE

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Bakary TOURE

ATTESTATION D'EXPLOITATION COUTUMIERE

Je soussigné, ...Katim Touré.....,

Chef de village de : .....Keur Fader.....,

atteste que M/Mme/la famille X:.....Bakary Touré.....

exploite une parcelle agricole du domaine national, d'une superficie de .....2 ha....., située à (Village/Commune) .....Keur Fader..... ,

et sur laquelle il/elle a des prétentions au titre de la pratique coutumière sur la terre.

En foi de quoi, la présente attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à.....Keur Fader....., le .....02/03/22.....

Le chef de village

(Signature et cachet)

COMMUNE DE MEDINA SABAKH
Le Chef de village
VILLAGE DE KEUR SADER

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES

PROJET DE ZONE DE TRANSFORMATION AGRO-INDUSTRIELLE DU CENTRE

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Agropole
Projet des Agropoles du Sénégal

****

Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre)

PROCES-VERBAL D'ACCORD A L'AMIABLE

APRES ACCORD ENTRE :

Le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre) sis à Lot N° 15- Lotissement Mermoz Extension, en en face de l'ONG 3D, Tél : 33 864 35 15, cepagropole@gmail.com, représenté par **Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ,** agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal,

D'UNE PART

Monsieur Moustapha TOURE, né le 02/06/1968 à Keur Ngattane (Région de Kaolack), titulaire de la CNI n°1 418 1990 00187, Contact : (221) 77 578 90 85, Code PAP n° MRK06,

D'AUTRE PART

PREAMBULE

Le Gouvernement de la République du Sénégal est en train de préparer, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers (Banque Africaine de Développement/BAD, Agence de Coopération Belge/ENABEL, Banque Européenne d'Investissement/BEI, etc.), le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre), initié dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE).

Le Projet Agropole Centre vise à contribuer à la transformation structurelle de l'économie sénégalaise par le renforcement des capacités de transformation agro-industrielle du pays et couvre les quatre (04) régions administratives de Fatick, Kaolack, Diourbel et Kaffrine.

Pour ce faire, le Projet Agropole Centre compte : (i) créer les conditions favorables à l'investissement privé dans la transformation industrielle des produits agricoles, ainsi que la fourniture d'intrants et de services ; et ii) renforcer les capacités des acteurs des filières prioritaires (arachide, céréales, sel) à accroître durablement la productivité agricole et soutenir la résilience des communautés riveraines impactées par le projet.

Une des activités phares du Projet Agropole Centre consiste à mettre en place une superstructure industrielle favorable à l'investissement privé dans l'agro-industrie. Elle intègre, entre autres, la **construction du Module Régional de Kaolack dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, sur une superficie viabilisée de 15 ha.**

Pour permettre la libération de l'assiette foncière ciblée pour abriter cette infrastructure, un **Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé** a été élaboré par un Consultant (IDEACONSULT International-SACI Sénégal). **Une Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation**

2

des Impenses (CDREI) mise en place par Arrêté du Préfet du Département de Nioro du Rip, n°000016/RKL/DNR, du 09 février 2022, a ensuite procédé à la vérification des informations sur le site et à la validation du PAR Abrégé, notamment en ce qui concerne le recensement des personnes affectées par le projet (PAP), l'évaluation des pertes et l'estimation des compensations dues aux différents occupants de l'emprise. Parmi les PAP recensées et consultées, figure **Monsieur Moustapha TOURE.**

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'Accord

Le présent Accord a pour objet, de s'accorder à l'amiable, sur la compensation à accorder à **Monsieur Moustapha TOURE,** en échange de l'aliénation à l'Etat du Sénégal, des **1,56 hectares de terres** qu'il occupe et exploite, et qui sont compris dans l'emprise ciblée par le Projet Agropole Centre, pour l'implantation du Module Régional de Kaolack, dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, village de Keur Sader.

Article 2 : Engagements de Monsieur Moustapha TOURE

Je soussigné, **Monsieur Moustapha TOURE** :

- reconnais avoir été consulté par le consultant mandaté par le Projet Agropole Centre (IDEACONSULT International-SACI Sénégal) pour l'élaboration du PAR Abrégé et la Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) du Département de Nioro du Rip, à toutes les étapes du processus ayant abouti à la signature du présent Accord : information, recensement, évaluation des pertes, estimation des indemnisations et des compensations, etc. ;
- déclare avoir marqué mon accord sans contrainte ni influence d'aucune sorte, par la présente, à aliéner à l'Etat du Sénégal, mes 1,56 hectares de terre que j'occupe et exploite, pour permettre l'implantation du Module Régional de Kaolack prévu dans le cadre du Projet Agropole Centre, contre le paiement d'une compensation totale de **huit millions neuf cent dix-sept mille (8.917.000) F CFA** répartis comme suit :
  - **4.680.000 F CFA** au titre de la compensation des terres (1,56 ha) ;
  - **234.000 F CFA** au titre de l'aide à la préparation de nouvelles terres ;
  - **3.003.000 FCFA** au titre de la compensation des cultures (3900 kg d'arachides, 1560 kg de mil, 4680 kg de maïs et 156 sacs de fane d'arachide) ;
  - **1.000.000 F CFA** au titre de l'indemnité de vulnérabilité ;
- m'engage de ce fait, à renoncer à tout recours portant sur l'objet du présent Accord contre l'Etat du Sénégal et le Projet Agropole Centre ;
- m'engage à libérer l'emprise concernée dans les délais fixés par l'autorité compétente, après la réception intégrale du montant de la compensation susmentionnée ;
- m'engage à utiliser l'argent de la compensation pour rétablir ce moyen d'existence perdu et améliorer mon niveau de revenu ainsi que les conditions de vie de ma famille ;
- m'engage à me mettre à la disposition des missions d'audit et d'évaluation du Projet Agropole Centre, visant à rendre compte de l'utilisation de l'argent de la compensation et de son impact socioéconomique.

Article 3 : Engagements du Projet Agropole Centre

Le Projet Agropole Centre s'engage à payer à **Monsieur Moustapha TOURE**, le montant de la compensation convenue à l'amiable, **huit millions neuf cent dix-sept mille (8.917.000) F CFA,** avant tout déplacement ou libération de l'emprise concernée.

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Moustapha TOURE

3

Fait à Nioro du Rip, le 16 mars 2022

Pour le Projet Agropole Centre

Projet Zone de Transformation Agro-industrielle PZTA SUD
Coordonnateur Agropoles

Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ

Pour l'intéressé

Monsieur Moustapha TOURE

Approbation du Préfet du Département de Nioro du Rip

DEPARTEMENT DE NIORO DU RIP
Le Préfet
PREFECTURE

Monsieur Babacar NDIAYE

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Moustapha TOURE

ATTESTATION D'EXPLOITATION COUTUMIERE

Je soussigné, ...Katim Gouré.....,

Chef de village de : .....Keur Sader.....,

atteste que M/Mme/la famille X:.....Moustapha Gouré.....

exploite une parcelle agricole du domaine national, d'une superficie de .....1,56 ha....., située à (Village/Commune) ....Keur Sader..... ,

et sur laquelle il/elle a des prétentions au titre de la pratique coutumière sur la terre.

En foi de quoi, la présente attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à....Keur Sader...., le ....02/03/22.....

Le chef de village

(Signature et cachet)

COMMUNE DE MEDINA SABAKH
Le Chef de village
VILLAGE DE KEUR SADER

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES

PROJET DE ZONE DE TRANSFORMATION AGRO-INDUSTRIELLE DU CENTRE

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Agropole
Projet des Agropoles du Sénégal

****

Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre)

PROCES-VERBAL D'ACCORD A L'AMIABLE

APRES ACCORD ENTRE :

Le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre) sis à Lot N° 15- Lotissement Mermoz Extension, en en face de l'ONG 3D, Tél : 33 864 35 15, cepagropole@gmail.com, représenté par **Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ,** agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal,

D'UNE PART

Monsieur Ibou TOURE, né le 25/06/1961 à Keur Sader (Région de Kaolack), titulaire de la CNI n°1 565 1980 00173, Contact : (221) 77 566 10 46, Code PAP n° MRK07,

D'AUTRE PART

PREAMBULE

Le Gouvernement de la République du Sénégal est en train de préparer, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers (Banque Africaine de Développement/BAD, Agence de Coopération Belge/ENABEL, Banque Européenne d'Investissement/BEI, etc.), le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre), initié dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE).

Le Projet Agropole Centre vise à contribuer à la transformation structurelle de l'économie sénégalaise par le renforcement des capacités de transformation agro-industrielle du pays et couvre les quatre (04) régions administratives de Fatick, Kaolack, Diourbel et Kaffrine.

Pour ce faire, le Projet Agropole Centre compte : (i) créer les conditions favorables à l'investissement privé dans la transformation industrielle des produits agricoles, ainsi que la fourniture d'intrants et de services ; et ii) renforcer les capacités des acteurs des filières prioritaires (arachide, céréales, sel) à accroître durablement la productivité agricole et soutenir la résilience des communautés riveraines impactées par le projet.

Une des activités phares du Projet Agropole Centre consiste à mettre en place une superstructure industrielle favorable à l'investissement privé dans l'agro-industrie. Elle intègre, entre autres, la **construction du Module Régional de Kaolack dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, sur une superficie viabilisée de 15 ha.**

Pour permettre la libération de l'assiette foncière ciblée pour abriter cette infrastructure, un **Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé** a été élaboré par un Consultant (IDEACONSULT International-SACI Sénégal). **Une Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation**

2

des Impenses (CDREI) mise en place par Arrêté du Préfet du Département de Nioro du Rip, n°000016/RKL/DNR, du 09 février 2022, a ensuite procédé à la vérification des informations sur le site et à la validation du PAR Abrégé, notamment en ce qui concerne le recensement des personnes affectées par le projet (PAP), l'évaluation des pertes et l'estimation des compensations dues aux différents occupants de l'emprise. Parmi les PAP recensées et consultées, figure **Monsieur Ibou TOURE**.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'Accord

Le présent Accord a pour objet, de s'accorder à l'amiable, sur la compensation à accorder à **Monsieur Ibou TOURE**, en échange de l'aliénation à l'Etat du Sénégal, des **1,1 hectares de terres** qu'il occupe et exploite, et qui sont compris dans l'emprise ciblée par le Projet Agropole Centre, pour l'implantation du Module Régional de Kaolack, dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, village de Keur Sader.

Article 2 : Engagements de Monsieur Ibou TOURE

Je soussigné, **Monsieur Ibou TOURE** :

- reconnais avoir été consulté par le consultant mandaté par le Projet Agropole Centre (IDEACONSULT International-SACI Sénégal) pour l'élaboration du PAR Abrégé et la Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) du Département de Nioro du Rip, à toutes les étapes du processus ayant abouti à la signature du présent Accord : information, recensement, évaluation des pertes, estimation des indemnisations et des compensations, etc. ;
- déclare avoir marqué mon accord sans contrainte ni influence d'aucune sorte, par la présente, à aliéner à l'Etat du Sénégal, mes 1,1 hectares de terre que j'occupe et exploite, pour permettre l'implantation du Module Régional de Kaolack prévu dans le cadre du Projet Agropole Centre, contre le paiement d'une compensation totale de **six millions cinq cent quatre-vingt-deux mille cinq cent (6.582.500) F CFA** répartis comme suit :
  - **3.300.000 F CFA** au titre de la compensation des terres (1,1 ha) ;
  - **165.000 F CFA** au titre de l'aide à la préparation de nouvelles terres ;
  - **2 117 500 FCFA** au titre de la compensation des cultures (2750 kg d'arachides, 1100 kg de mil, 3300 kg de maïs et 110 sacs de fane d'arachide) ;
  - **1.000.000 F CFA** au titre de l'indemnité de vulnérabilité ;
- m'engage de ce fait, à renoncer à tout recours portant sur l'objet du présent Accord contre l'Etat du Sénégal et le Projet Agropole Centre ;
- m'engage à libérer l'emprise concernée dans les délais fixés par l'autorité compétente, après la réception intégrale du montant de la compensation susmentionnée ;
- m'engage à utiliser l'argent de la compensation pour rétablir ce moyen d'existence perdu et améliorer mon niveau de revenu ainsi que les conditions de vie de ma famille ;
- m'engage à me mettre à la disposition des missions d'audit et d'évaluation du Projet Agropole Centre, visant à rendre compte de l'utilisation de l'argent de la compensation et de son impact socioéconomique.

Article 3 : Engagements du Projet Agropole Centre

Le Projet Agropole Centre s'engage à payer à **Monsieur Ibou TOURE**, le montant de la compensation convenue à l'amiable, **six millions cinq cent quatre-vingt-deux mille cinq cent (6.582.500) F CFA**, avant tout déplacement ou libération de l'emprise concernée.

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Ibou TOURE

3

Fait à Nioro du Rip, le 16 mars 2022

Pour le Projet Agropole Centre

Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ

Pour l'intéressé

Monsieur Ibou TOURE

Approbation du Préfet du Département de Nioro du Rip

Monsieur Babacar NDIAYE

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Ibou TOURE

ATTESTATION D'EXPLOITATION COUTUMIERE

Je soussigné, ...Katim Touré.....,

Chef de village de : .....Keur Sader.....,

atteste que M/Mme/la famille X:.....Hon Touré.....

exploite une parcelle agricole du domaine national, d'une superficie de .....1,1 ha....., située à (Village/Commune) .....Keur Sader..... ,

et sur laquelle il/elle a des prétentions au titre de la pratique coutumière sur la terre.

En foi de quoi, la présente attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à.....Keur Sader....., le .....02/03/22.....

Le chef de village

(Signature et cachet)

COMMUNE DE MEDINA SABAKH ★ Le Chef de vill ★ VILLAGE DE KEUR SADER

COMMUNE DE MEDINA SABAKH ★ Le Chef de village ★ VILLAGE DE KEUR SADER

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES

PROJET DE ZONE DE TRANSFORMATION AGRO-INDUSTRIELLE DU CENTRE

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Agropole
Projet des Agropoles du Sénégal

****

Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre)

PROCES-VERBAL D'ACCORD A L'AMIABLE

APRES ACCORD ENTRE :

Le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre) sis à Lot N° 15- Lotissement Mermoz Extension, en en face de l'ONG 3D, Tél : 33 864 35 15, cepagropole@gmail.com, représenté par **Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ,** agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal,

D'UNE PART

Monsieur Younouss TOURE, né le 13/08/1972 à Passy Rip (Région de Kaolack), titulaire de la CNI n° 1 418 1990 00622, Contact : (221) 78 196 95 71, Code PAP n° MRK08,

D'AUTRE PART

PREAMBULE

Le Gouvernement de la République du Sénégal est en train de préparer, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers (Banque Africaine de Développement/BAD, Agence de Coopération Belge/ENABEL, Banque Européenne d'Investissement/BEI, etc.), le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre), initié dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE).

Le Projet Agropole Centre vise à contribuer à la transformation structurelle de l'économie sénégalaise par le renforcement des capacités de transformation agro-industrielle du pays et couvre les quatre (04) régions administratives de Fatick, Kaolack, Diourbel et Kaffrine.

Pour ce faire, le Projet Agropole Centre compte : (i) créer les conditions favorables à l'investissement privé dans la transformation industrielle des produits agricoles, ainsi que la fourniture d'intrants et de services ; et ii) renforcer les capacités des acteurs des filières prioritaires (arachide, céréales, sel) à accroître durablement la productivité agricole et soutenir la résilience des communautés riveraines impactées par le projet.

Une des activités phares du Projet Agropole Centre consiste à mettre en place une superstructure industrielle favorable à l'investissement privé dans l'agro-industrie. Elle intègre, entre autres, la **construction du Module Régional de Kaolack dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, sur une superficie viabilisée de 15 ha.**

Pour permettre la libération de l'assiette foncière ciblée pour abriter cette infrastructure, un **Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé** a été élaboré par un Consultant (IDEACONSULT International-SACI Sénégal). **Une Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation**

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Younouss TOURE

2

des Impenses (CDREI) mise en place par Arrêté du Préfet du Département de Nioro du Rip, n°000016/RKL/DNR, du 09 février 2022, a ensuite procédé à la vérification des informations sur le site et à la validation du PAR Abrégé, notamment en ce qui concerne le recensement des personnes affectées par le projet (PAP), l'évaluation des pertes et l'estimation des compensations dues aux différents occupants de l'emprise. Parmi les PAP recensées et consultées, figure **Monsieur Younouss TOURE**.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'Accord

Le présent Accord a pour objet, de s'accorder à l'amiable, sur la compensation à accorder à **Monsieur Younouss TOURE,** en échange de l'aliénation à l'Etat du Sénégal, des **0,54 hectares de terres** qu'il occupe et exploite, et qui sont compris dans l'emprise ciblée par le Projet Agropole Centre, pour l'implantation du Module Régional de Kaolack, dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, village de Keur Sader.

Article 2 : Engagements de Monsieur Younouss TOURE

Je soussigné, **Monsieur Younouss TOURE** :

- reconnais avoir été consulté par le consultant mandaté par le Projet Agropole Centre (IDEACONSULT International-SACI Sénégal) pour l'élaboration du PAR Abrégé et la Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) du Département de Nioro du Rip, à toutes les étapes du processus ayant abouti à la signature du présent Accord : information, recensement, évaluation des pertes, estimation des indemnisations et des compensations, etc. ;
- déclare avoir marqué mon accord sans contrainte ni influence d'aucune sorte, par la présente, à aliéner à l'Etat du Sénégal, mes 0,54 hectares de terre que j'occupe et exploite, pour permettre l'implantation du Module Régional de Kaolack prévu dans le cadre du Projet Agropole Centre, contre le paiement d'une compensation totale de **trois millions sept cent quarante mille cinq cent (3.740.500) F CFA** répartis comme suit :
  - **1.620.000 F CFA** au titre de la compensation des terres (0,54 ha) ;
  - **81.000 F CFA** au titre de l'aide à la préparation de nouvelles terres ;
  - **1.039.500 FCFA** au titre de la compensation des cultures (1350 kg d'arachides, 540 kg de mil, 1620 kg de maïs et 54 sacs de fane d'arachide) ;
  - **1.000.000 F CFA** au titre de l'indemnité de vulnérabilité ;
- m'engage de ce fait, à renoncer à tout recours portant sur l'objet du présent Accord contre l'Etat du Sénégal et le Projet Agropole Centre ;
- m'engage à libérer l'emprise concernée dans les délais fixés par l'autorité compétente, après la réception intégrale du montant de la compensation susmentionnée ;
- m'engage à utiliser l'argent de la compensation pour rétablir ce moyen d'existence perdu et améliorer mon niveau de revenu ainsi que les conditions de vie de ma famille ;
- m'engage à me mettre à la disposition des missions d'audit et d'évaluation du Projet Agropole Centre, visant à rendre compte de l'utilisation de l'argent de la compensation et de son impact socioéconomique.

Article 3 : Engagements du Projet Agropole Centre

Le Projet Agropole Centre s'engage à payer à **Monsieur Younouss TOURE**, le montant de la compensation convenue à l'amiable, **trois millions sept cent quarante mille cinq cent (3.740.500) F CFA**, avant tout déplacement ou libération de l'emprise concernée.

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Younouss TOURE

3

Fait à Nioro du Rip, le 16 mars 2022

Pour le Projet Agropole Centre

Projet de Transformation Agro-industrielle PZ-SUD
Coordonnateur Agropoles

Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ

Pour l'intéressé

Monsieur Younouss TOURE

Approbation du Préfet du Département de Nioro du Rip

DEPARTEMENT DE NIORO DU RIP
Le Prefet
PREFECTURE

Monsieur Babacar NDIAYE

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Younouss TOURE

ATTESTATION D'EXPLOITATION COUTUMIERE

Je soussigné, ...Katim Touré.....,

Chef de village de : .....Keur Sader.....,

atteste que M/Mme/la famille X:.....Joumous Touré.....

exploite une parcelle agricole du domaine national, d'une superficie de .....0,54 ha....., située à (Village/Commune) ....Keur Sader..... ,

et sur laquelle il/elle a des prétentions au titre de la pratique coutumière sur la terre.

En foi de quoi, la présente attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à....Keur Sader....., le ....02/03/92.....

Le chef de village

(Signature et cachet)

COMMUNE DE MEDINA SABAKH
Le Chef de village
VILLAGE DE KEUR SADER

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES

PROJET DE ZONE DE TRANSFORMATION AGRO-INDUSTRIELLE DU CENTRE

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Agropole
Projet des Agropoles du Sénégal

****

Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre)

PROCES-VERBAL D'ACCORD A L'AMIABLE

APRES ACCORD ENTRE :

Le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre) sis à Lot N° 15- Lotissement Mermoz Extension, en en face de l'ONG 3D, Tél : 33 864 35 15, cepagropole@gmail.com, représenté par **Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ,** agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal,

D'UNE PART

Monsieur Mamadou DEME, né le 02/01/1955 à Kohel (Région de Kaolack), titulaire de la CNI n° 1 565 1974 00306, Contact : (221) 77 630 47 92, Code PAP n° MRK09,

D'AUTRE PART

PREAMBULE

Le Gouvernement de la République du Sénégal est en train de préparer, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers (Banque Africaine de Développement/BAD, Agence de Coopération Belge/ENABEL, Banque Européenne d'Investissement/BEI, etc.), le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle du Centre (Agropole Centre), initié dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE).

Le Projet Agropole Centre vise à contribuer à la transformation structurelle de l'économie sénégalaise par le renforcement des capacités de transformation agro-industrielle du pays et couvre les quatre (04) régions administratives de Fatick, Kaolack, Diourbel et Kaffrine.

Pour ce faire, le Projet Agropole Centre compte : (i) créer les conditions favorables à l'investissement privé dans la transformation industrielle des produits agricoles, ainsi que la fourniture d'intrants et de services ; et ii) renforcer les capacités des acteurs des filières prioritaires (arachide, céréales, sel) à accroître durablement la productivité agricole et soutenir la résilience des communautés riveraines impactées par le projet.

Une des activités phares du Projet Agropole Centre consiste à mettre en place une superstructure industrielle favorable à l'investissement privé dans l'agro-industrie. Elle intègre, entre autres, la **construction du Module Régional de Kaolack dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, sur une superficie viabilisée de 15 ha.**

Pour permettre la libération de l'assiette foncière ciblée pour abriter cette infrastructure, un **Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) Abrégé** a été élaboré par un Consultant (IDEACONSULT International-SACI Sénégal). **Une Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation**

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Mamadou DEME

2

des Impenses (CDREI) mise en place par Arrêté du Préfet du Département de Nioro du Rip, n°000016/RKL/DNR, du 09 février 2022, a ensuite procédé à la vérification des informations sur le site et à la validation du PAR Abrégé, notamment en ce qui concerne le recensement des personnes affectées par le projet (PAP), l'évaluation des pertes et l'estimation des compensations dues aux différents occupants de l'emprise. Parmi les PAP recensées et consultées, figure **Monsieur Mamadou DEME.**

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'Accord

Le présent Accord a pour objet, de s'accorder à l'amiable, sur la compensation à accorder à **Monsieur Mamadpu DEME,** en échange de l'aliénation à l'Etat du Sénégal, des **2,4 hectares de terres** qu'il occupe et exploite, et qui sont compris dans l'emprise ciblée par le Projet Agropole Centre, pour l'implantation du Module Régional de Kaolack, dans la Commune de Médina Sabakh, Département de Nioro du Rip, village de Keur Sader.

Article 2 : Engagements de Monsieur Mamadou DEME

Je soussigné, **Monsieur Mamadou DEME**:

- reconnais avoir été consulté par le consultant mandaté par le Projet Agropole Centre (IDEACONSULT International-SACI Sénégal) pour l'élaboration du PAR Abrégé et la Commission Départementale de Recensement et d'Evaluation des Impenses (CDREI) du Département de Nioro du Rip, à toutes les étapes du processus ayant abouti à la signature du présent Accord : information, recensement, évaluation des pertes, estimation des indemnisations et des compensations, etc. ;
- déclare avoir marqué mon accord sans contrainte ni influence d'aucune sorte, par la présente, à aliéner à l'Etat du Sénégal, mes 2,4 hectares de terre que j'occupe et exploite, pour permettre l'implantation du Module Régional de Kaolack prévu dans le cadre du Projet Agropole Centre, contre le paiement d'une compensation totale de **quatorze millions cent quatre-vingt mille (14.180.000) F CFA** répartis comme suit :
  - **7.200.000 F CFA** au titre de la compensation des terres (2,4 ha) ;
  - **360.000 F CFA** au titre de l'aide à la préparation de nouvelles terres ;
  - **4.620.000 FCFA** au titre de la compensation des cultures (6000 kg d'arachides, 2400 kg de mil, 7200 kg de maïs et 240 sacs de fane d'arachide) ;
  - **2.000.000 F CFA** au titre de l'indemnité de vulnérabilité ;
- m'engage de ce fait, à renoncer à tout recours portant sur l'objet du présent Accord contre l'Etat du Sénégal et le Projet Agropole Centre ;
- m'engage à libérer l'emprise concernée dans les délais fixés par l'autorité compétente, après la réception intégrale du montant de la compensation susmentionnée ;
- m'engage à utiliser l'argent de la compensation pour rétablir ce moyen d'existence perdu et améliorer mon niveau de revenu ainsi que les conditions de vie de ma famille ;
- m'engage à me mettre à la disposition des missions d'audit et d'évaluation du Projet Agropole Centre, visant à rendre compte de l'utilisation de l'argent de la compensation et de son impact socioéconomique.

Article 3 : Engagements du Projet Agropole Centre

Le Projet Agropole Centre s'engage à payer à **Monsieur Mamadou DEME**, le montant de la compensation convenue à l'amiable, **quatorze millions cent quatre-vingt mille (14.180.000) F CFA**, avant tout déplacement ou libération de l'emprise concernée.

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Mamadou DEME

3

Fait à Nioro du Rip, le 16 mars 2022

Pour le Projet Agropole Centre

Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle PZTA
Coordonnateur Agropole

Monsieur El Hadji Djily Mbaye LÔ

Pour l'intéressé

Monsieur Mamadou DEME

Approbation du Préfet du Département de Nioro du Rip

DEPARTEMENT DE NIORO DU RIP
Le Préfet
PREFECTURE

Monsieur Babacar NDIAYE

Procès-verbal d'Accord à l'amiable entre Projet Agropole Centre et Monsieur Mamadou DEME

ATTESTATION D'EXPLOITATION COUTUMIERE

Je soussigné, ...Katim Touré.....,

Chef de village de : .....Keur Sader.....,

atteste que M/Mme/la famille X:.....Mamadou Dème.....

exploite une parcelle agricole du domaine national, d'une superficie de .....2,4 ha....., située à (Village/Commune) ....Keur Sader..... ,

et sur laquelle il/elle a des prétentions au titre de la pratique coutumière sur la terre.

En foi de quoi, la présente attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à....Keur Sader....., le ....09/03/22.....

Le chef de village

(Signature et cachet)

COMMUNE DE MEDINA SABAKH
Le Chef de village
VILLAGE DE KEUR SADER

ANNEXE 2 : PV de consultation publique

1
Villag
Keur S

PROCES VERBAL DE CONSULTATION PUBLIQUE

OBJET : Consultation publique des populations des villages de Keur Sader, Keur Ayib, Keur Ngatane et Darou Rahmane (PAR Abrégé du module régional de Kaolack)

DATE : 17 juillet 2021

LIEU DE LA CONSULTATION : Place du village de Keur Sader

PRESIDENT DE SEANCE : Chef du village de Keur Sader, Ibou Touré

RAPPORTEUR : Consultant IDEA-CONSULT SACI-SENEGAL

DUREE : 10h à 13h 25mn

PARTICIPANTS : 47 personnes recensées dont 24 hommes et 23 femmes (voir en annexe)

Points discutés

- Le projet agropole centre et le module régional de Kaolack
- Les enjeux et les retombées socio-économiques du projet
- Les impacts négatifs potentiels du projet
- Les mesures d'atténuation prévus y compris les compensations liées aux déplacements économiques
- Les avis, préoccupations, questions, suggestions et recommandations des populations locales affectées

Avis et perceptions

- Etienne Gueye, Conseiller municipal, Keur Ngatane : Nous sommes sensibilisés sur l'importance du projet agropole qui est pour nous un projet pour le développement local et l'emploi des jeunes et des femmes
- Ibou Touré, chef de village, Keur Sader : il y a sur le site des champs de cultures
- Mbaye Touré, maçon, Keur Sader : nous avons une association de jeunes ouvriers qui regroupe tous les profils et toutes les compétences susceptibles d'occuper les emplois prévus
- Ndèye Ndiaye, commerçante, membre du GIE des femmes, Ngane : nous sommes déjà organisées en GIE et nous comptons sur le projet pour nous appuyer, notamment en financements.

(2)
Village Keur Sader

Préoccupations/craintes

- Moustapha Touré, cultivateur et PAP : nous avons des craintes quant au niveau d'indemnisation
- Dame Touré, électricien, Keur Ngatane : nous avons des inquiétudes sur les opportunités d'emplois du projet qui risquent, dans plusieurs cas de bénéficier à d'autres en dehors de la communauté
- Alion Touré, cultivateur et PAP, Keur Ngatane : nous redoutons que le projet prenne plus de superficies sur nos terres que celles réellement annoncés.

Questions posées

- Etienne Gueye, conseiller municipal, Keur Ngatane : Quand est-ce que le projet va démarrer ?
- Ibou Touré, chef de village, Keur Sader : quels sont les barèmes d'indemnisation du projet ?
- Alion Touré, cultivateur et PAP, Keur Ngatane : quels sont limites exactes du site de l'Agropole et sa superficie ?
- Assane Touré, imam, Keur Sader : est-ce que nos jeunes et nos femmes seront prises en compte dans les offres d'emplois du projet ?

Réponses aux préoccupations et aux questions

- Réponse à la crainte de Moustapha Touré : l'indemnisation sera faite à l'avantage des PAP selon le principe de la compensation intégrale. De ce fait, toutes les pertes seront compensées suivant le prix du marché. Les PAP vulnérables bénéficieront en plus d'une aide spéciale
- Réponse à Dame Touré : les populations locales seront privilégiées concernant l'accès aux avantages du projet y compris la main d'œuvre et les emplois non qualifiés
- Réponse à la préoccupation de Alion Touré : le projet ne prendra que 15 ha frais et déjà octroyés par une délibération de la commune
- Réponse à la question de Etienne Gueye : le projet est en préparation. Nous ne savons donc pas quand il va démarrer avec exactitude. Mais vous pouvez continuer vos activités agricoles sur les terres jusqu'au paiement des compensations.
- Réponse à la question de Ibou Touré : ce sont les barèmes d'indemnisation nationaux qui sont applicables mais ils seront révisés pour être conformes aux principes de réinstallation

(3) Village Keur Sader

- Réponse à la question de Alion Touré : la superficie de l'Agropole est de 15ha
- Réponse à la question de Assane Touré : les jeunes et les femmes sont les principales cibles du projet. Il est prévu un paquet d'activités pour favoriser leur accès à l'emploi (formation, encadrement, financement, recrutement dans la main d'oeuvre locale, etc.)

Recommandations et suggestions

- Moustapha Touré, cultivateur et PAP : il faut indemniser les propriétaires de champs de façon substantielle
- Dame Touré, électricien : il faut veiller au recrutement de la main d'oeuvre locale surtout les jeunes
- Ndèye Ndiaye, Commerçante, membre du GIE des femmes : il faut prévoir un programme d'accompagnement social des populations et des femmes par des financements.
- Il faut prendre l'engagement que le projet ne sollicitera pas d'autres terres (Alion Touré, cultivateur et PAP)

Conclusion

Il est noté une prise de conscience de l'intérêt du projet pour l'amélioration des conditions des populations, notamment des jeunes et des femmes. Les populations ont toutefois des craintes sur la question des indemnisations et de l'emploi des jeunes dans le cadre du projet. Il est noté également une bonne participation des femmes qui constituent une force très dynamique à travers leurs GIE de développement locale. En effet, sur les 47 participants à la consultation, il est recensé 23 femmes contre 24 hommes.

LE RAPPORTEUR

LE PRESIDENT DE SEANCE
Ibou Touré, Chef de village de Keur Sader

COMMUNE DE MEDINA SABAKH
Le Chef de village
VILLAGE DE KEUR SADER

REPRESENTANTS DE PARTIES PRENANTES

Moustapha Touré, cultivateur et PAP
Alion Touré, cultivateur et PAP
Mbaye Touré, maçon
Etienne Gueye, Conseiller municipal
Djim Touré, chauffeur
Assane Touré Imam

ANNEXE 3 : Liste des participants à la consultation publique du 17 Juillet 2021

ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR)

Construction d'un (01) module central, d'un module régional dans les collectivités locales de la région de Kaolack (Commune de Dya et de Médina Sabakh) pour le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle (PZTA) du Centre (Agropole Centre)

CONSULTATION DES POPULATIONS : FICHE D'EMARGEMENT

Période du.....au.....

N°	PRENOMS &NOM	VILLAGE SERVICE	FONCTION	COORDONNEES	EMARGEMENT
03	Lamine BADIANE Dame TOURE	" Keur Ngatane	Chauffeur Electricien	77 290 32 77 77 011 37 13	
04	Oussynou NDIAYE	"	Cultivateur	77 183 34 13	
05	Etienne GUEYE	"	Conseiller Communal	77 310 41 13	

Villa N° 190, Cité La Linguère - Keur Massar
NINEA: 23 290441D1 *RC: 17153 A 2003 DAKAR*
Tél: 33 837 80 36 – Email: ecienvironnement@gmail.com

ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR)

Construction d'un (01) module central, d'un module régional dans les collectivités locales de la région de Kaolack (Commune de Dya et de Médina Sabakh) pour le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle (PZTA) du Centre (Agropole Centre)

CONSULTATION DES POPULATIONS : FICHE D'EMARGEMENT

Période du.....au.....

N°	PRENOMS &NOM	VILLAGE SERVICE	FONCTION	COORDONNEES	EMARGEMENT
20	Ndèye NDIAYE	Ngane	Membre GIE Femmes	76 178 90 85	
21	Awa NDIAYE	"	Membre GIE	77 355 46 25	

ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR)

Construction d'un (01) module central, d'un module régional dans les collectivités locales de la région de Kaolack (Commune de Dya et de Médina Sabakh) pour le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle (PZTA) du Centre (Agropole Centre)

CONSULTATION DES POPULATIONS : FICHE D'EMARGEMENT

Période du.....au.....

N°	PRENOMS & NOM	VILLAGE SERVICE	FONCTION	COORDONNEES	EMARGEMENT
22	Ibou TOURE	Santhie Sader	Chef de village	77 566 10 46	
23	Aliou GUEYE Momar TOURE	Keur Lakhine Pasirip	Oustaz chef de village	77 150 85 29 77 537 85 76	
24	Assane Toure	Keur Sader	Imam	77 554 23 74	

Villa N° 190, Cité La Linguère - Keur Massar
NINEA: 23 290441D1 *RC: 17153 A 2003 DAKAR*
Tél: 33 837 80 36 – Email: ecienvironnement@gmail.com

ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR)

Construction d'un (01) module central, d'un module régional dans les collectivités locales de la région de Kaolack (Commune de Dya et de Médina Sabakh) pour le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle (PZTA) du Centre (Agropole Centre)

CONSULTATION DES POPULATIONS : FICHE D'EMARGEMENT

N°	PRENOMS & NOM	SERVICE	FONCTION	COORDONNEES	EMARGEMENT
	Moustapha TOURE Aliou TOURE	Keur Ngatane Keur Ngatane	Cultivateur Taximan Jakarta	77 578 90 85 77 679 08 14	
25	Adama TOURE Ablaye TOURE	Keur Sader Keur Sader	Chauffeur Cultivateur	78 427 68 06 77 593 92 78	
26	Djim TOURE Aladji TOURE	Keur Sader Keur Sader	Chauffeur Chauffeur	77 336 27 09 78 248 58 47	
27	Mamat NDIAYE Ibrahima TOURE Birane TOURE	Keur Sader Keur Sader Keur Sader	Cultivateur Elève Electricien	77 295 06 54 75 744 23 79 77 743 62 30	
28	Keba DIOP Ibrahima TOURE Abdou TOURE Bathie TOURE	Keur Ngatane Keur Sader Keur Sader Keur Sader	Cultivateur Cultivateur Journalier Cultivateur	77 848 80 31 78 330 19 64 77 253 50 00 78 539 62 23	

Villa N° 190, Cité La Linguère - Keur Massar
NINEA: 23 290441D1 *RC: 17153 A 2003 DAKAR*
Tél: 33 837 80 36 – Email: ecienvironnement@gmail.com

ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR)

Construction d'un (01) module central, d'un module régional dans les collectivités locales de la région de Kaolack (Commune de Dya et de Médina Subakh) pour le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle (PZTA) du Centre (Agropole Centre)

CONSULTATION DES POPULATIONS : FICHE D'EMARGEMENT

N°	PRENOMS & NOM	SERVICE	FONCTION	COORDONNEES	EMARGEMENT
29	Fatou Mata Ndiaye	Keur Sader	commerçante	784276806	Faatu
	Noumbé Boye	Keur Sader	commerçante	—	
	Fanou Bousso	Keur Lalime	commerçante	783101129	
30	Hadjia Faye	Keur Lalime	commerçante	774759798	
	Seynabou Sene	Keur Sader	cultivatrice	—	
	Fatou Gueye	Keur Sader	cultivatrice	779514980	
31	Marième Touré	Pauli	commerçante	783308739	
	Dié Ndiaye	Keur Sader	commerçante	789558187	
	Diambé Ndao	Keur Sader	commerçante	777067395	
32	Ndèye Diallo	Keur Sader	commerçante	782281446	
	Diéma Touré	Keur Sader	ménagère	—	
	Kani Touré	Keur Sader	commerçante	776649817	
33	Alima Touré	Keur Sader	commerçante	779430599	
	A'Sraton Diaw	"	"	777350286	
	Awa Diouf	"	"	778383059	
	Awa Sedl	"	"		
	Awa Diaw		"	783162415	
	Mata Diaw				

Villa N° 190, Cité La Linguère - Keur Massar
NINEA: 23 290441D1 RC: 17153 A 2003 DAKAR

ANNEXE 4 : Liste des participants aux rencontres institutionnelles

ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR)

Construction d'un (01) module central, d'un module régional dans les collectivités locales de la région de Kaolack (Commune de Dya et de Médina Sabakh) pour le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle (PZTA) du Centre (Agropole Centre)

CONSULTATION DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES : FICHE D'EMARGEMENT

Période du 15 juillet au 18 juillet 2021

N°	PRENOMS &NOM	SERVICE	FONCTION	COORDONNEES	EMARGEMENT
16	Alion Siby	Chef service Commerce Nioro du Rip	Chef de service	77 514 50 66 sibyalion76@gmail.com	
17	Ibra DIAW	Chef service Elevage	Chef de service	77 542 29 25 arliwaib@yf.fr	
18	François DIEME	Eaux et Forêts	Chef de service	francieye@gmail.com	
19	Ndary Déme	SG conseil départemental	S.G	77 647 19 48	

Villa N° 190, Cité La Lingère - Keur Massar
NINEA: 23 290441D1 *RC: 17153 A 2003 DAKAR*

ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) ET PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR)

Construction d'un (01) module central, d'un module régional dans les collectivités locales de la région de Kaolack (Commune de Dya et de Médina Sabakh) pour le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle (PZTA) du Centre (Agropole Centre)

CONSULTATION DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES : FICHE D'EMARGEMENT

Période du 15 au 18 juillet 2021

N°	PRENOMS &NOM	SERVICE	FONCTION	COORDONNEES	EMARGEMENT
10	Ousmane Sow	Agent municipal chargé des projets	Responsable des projet	77 525 44 72 ousmane024@gmail.com	
20	Badara Diallo	Conseil Departemental	Conseiller Technique	77 623 65 08	
21	Mignane Sarr	chef SDDA Agriculture	chef service Agriculture (SDDA)	77 552 90 81	
22	Dior Diakhate	chef SDDC	Chef	77 670 87 23	
09	Ousmane THIAO	Sous-préfecture Médina Sabakh	Sous-préfet	ousseintzucaro@gmail.com	

Villa N° 190, Cité La Lingère - Keur Massar
NINEA: 23 290441D1 *RC: 17153 A 2003 DAKAR*
Tél: 33 837 80 36 – Email: ecienvironnement@gmail.com

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATEGIQUE (EES)

ETUDE DE FAISABILITE DE L'AGROPOLE CENTRE AU SENEGAL.

Projet d'implantation d'un module central de transformation et 4 modules régionaux de transformation primaire et entre 10 à 15 plateformes de stockage dans les régions de Kaolack, Fatick, Kaffrine et Diourbel.

CONSULTATION DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET TEHNIQUES : FICHE D'EMARGEMENT

Période du 16 au 31 Septembre 2020

N°	PRENOM &NOM	SERVICE	FONCTION	COORDONNEES	EMARGEMENT
31	Thierno Ibrahim N Diao	Chambre de Commerce	SG	77558 61 86	
32	Ndiogou B. MBOUJI	Mairie Dya	Maire	774674242 76851 46-46	
33	Mme NBAYE Maimouna Abadi SECK	DREEC FK	Chef de Service	77760 95 86 detenab@yahoo.fr dreec.fatick@gmail.com	
34	Mamadou BADIAKE	DRDR/FK	DRDR	359691106 775351168	
35	Modou Mustapha SARR	IREF/FK	IREF	77 284 63 30 modou.mustapha.sarr@orangeadvisor.com	

Villa N° 190, Cité La Linguère - Keur Massar
NINEA : 25 290441D1 RC : 17153 A 2005 DAKAR
Tél : 33 837 80 36 – Email : ecienvironnementale@gmail.com

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATEGIQUE (EES)

ETUDE DE FAISABILITE DE L'AGROPOLE CENTRE AU SENEGAL.

Projet d'implantation d'un module central de transformation et 4 modules régionaux de transformation primaire et entre 10 à 15 plateformes de stockage dans les régions de Kaolack, Fatick, Kaffrine et Diourbel.

CONSULTATION DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET TEHNIQUES : FICHE D'EMARGEMENT

Période du 16 au 31 Septembre 2020

N°	PRENOM &NOM	SERVICE	FONCTION	COORDONNEES	EMARGEMENT
21	Victor Babacar FAYE	Bureau du Cadastre du CSF de Kaffrine	Chef de bureau	77875 3799 cadbaffrine@gmail.com	
22	Ousmane Guèye	Maire de la Commune de Médina Sabakh	—	77 [illegible]	
23	Ousmane THIAO	Sous préfet de Médina Sabakh	Sous préfet	775290629	
24	Saliou BA	DREEC de Kaolack	chef de Service	776170881	
25	Cheikh Moussa DRAME	IREF/Kaolack	chef de service	775608740	

Villa N° 190, Cité La Linguère - Keur Massar
NINEA : 25 290441D1 RC : 17153 A 2005 DAKAR
Tél : 33 837 80 36 – Email : ecienvironnementale@gmail.com

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATEGIQUE (EES)

ETUDE DE FAISABILITE DE L'AGROPOLE CENTRE AU SENEGAL.

Projet d'implantation d'un module central de transformation et 4 modules régionaux de transformation primaire et entre 10 à 15 plateformes de stockage dans les régions de Kaolack, Fatick, Kaffrine et Diourbel.

CONSULTATION DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET TEHNIQUES : FICHE D'EMARGEMENT

Période du 16 au 31 Septembre 2020

N°	PRENOM & NOM	SERVICE	FONCTION	COORDONNEES	EMARGEMENT
26	Dr Souleymane DIOP	DRDR/KL	Directeur	775215214	
27	Fallou Cisse	Chambre de Métiers. KL	ATCM	776588476	
28	Mamadou Lamine DIALLO	Service Régional de l'Urbanisme de Kaolack	Chef de Service	775258483	
29	Mamadou Moustapha Lamine KA	Division Régionale de l'Urbanisme et de l'Habitat de KL	Chef de Division	783069696	

ANNEXE 5 : Définition des termes liés à la réinstallation

Personne Affectées par le Projet (PAP) : Personne Affectée par le Projet (PAP) désigne tout individu qui sera affecté négativement par l'installation d'un projet. Ceci se traduit soit par la perte d'un bien (maison, cabane, logement, local,) ou par un service (agriculture, élevage) qui aurait des impacts pervers sur son revenu et ainsi sur son niveau de vie.

Personnes/Groupes vulnérables : Personnes qui, à cause de leur sexe, de leur ethnie, de leur âge, de leurs handicaps physiques ou mentaux, ou de facteurs économiques ou sociaux, peuvent se trouver affectées de manière plus importante par le processus de déplacement et de réinstallation, ou dont la capacité à réclamer ou à bénéficier de l'assistance à la réinstallation et autres avantages peut se trouver limitée.

Date limite d'éligibilité/Date butoir : Date d'achèvement du recensement et de l'inventaire des personnes et biens affectés par le projet. Les personnes occupant les zones du projet après la date limite ne sont pas éligibles aux compensations ni à l'assistance à la réinstallation. De même, les biens immeubles (tels que les bâtiments, les cultures, les arbres fruitiers ou forestiers) mis en place après la date limite ne sont pas indemnisés.

Expropriation : Processus par lequel l'Etat peut retirer une terre aux particuliers ou aux collectivités territoriales pour raison d'utilité publique. La procédure d'expropriation est déclenchée parce que l'activité envisagée nécessite une acquisition par l'Etat à travers une déclaration d'utilité publique des terres occupées ou exploitées par des personnes pour divers besoins ou activités.

Déplacement physique : Perte de l'hébergement et des biens du fait des acquisitions de terres par le projet, nécessitant que la personne affectée se déplace sur un nouveau site. Les personnes physiquement déplacées (PPD) doivent déménager du fait du projet.

Déplacement économique : Perte de sources de revenus ou de moyens d'existence du fait de l'acquisition de terrains ou de restrictions d'accès à certaines ressources (terre, eau, forêt), du fait de la construction ou de l'exploitation du projet ou de ses installations annexes. Les Personnes Economiquement Déplacées (PED) ne sont pas forcément toutes besoins de déménager du fait du projet.

Indemnisation : Paiement en espèces d'une indemnité pour un bien ou une ressource acquis ou affectés par le projet.

Compensation : Remplacement intégral (au coût plein de réinstallation), par paiement en espèces ou remplacement en nature, d'un bien ou d'une ressource acquis ou affectés par le projet.

Impenses : Biens immeubles affectées par le projet.

Aide ou assistance à la réinstallation : Assistance fournie aux personnes déplacées physiquement par le projet. Cette assistance peut par exemple comprendre le transport, l'aide alimentaire, l'hébergement et/ou divers services aux personnes affectées lors du déménagement et de la réinstallation elle peut également comprendre l'acquisition de matériaux pour la reconstruction des habitations, l'appui à l'accès au micro-crédit, le renforcement des capacités de production, des indemnités en espèces pour le dérangement subi du fait de la réinstallation et pour couvrir les frais de déménagement et de réinstallation, tels que les dépenses de déménagement et le temps perdu.

Coût plein de réinstallation ou coût de remplacement intégral : Cette expression est relative au taux de compensation des pertes, notamment des biens perdus. Elle précise que ce taux doit être calculé selon la valeur intégrale de remplacement, c'est à dire la valeur du marché des biens (valeur à neuf) plus les coûts de transaction éventuels. En ce qui concerne la terre et les structures (bâtiments par exemple), la valeur de remplacement est définie comme suit :

- **Terrains agricoles** : le prix du marché pour un terrain d'usage et de potentiel équivalent situé au voisinage du terrain affecté, plus le coût de mise en valeur permettant d'atteindre un niveau semblable ou meilleur que celui du terrain affecté, plus le coût de toutes taxes d'enregistrement et de mutation ;

- **Terrain en zone urbaine** : le prix du marché pour un terrain d'usage et de taille équivalente, avec des équipements et services publics similaires ou meilleurs à ceux du terrain affecté, situé au voisinage de ce dernier, plus le coût de toutes taxes d'enregistrement et de mutation;

- **Structures** (bâtiments publics ou privés par exemple) : le coût d'achat ou de construction d'un nouveau bâtiment de surface et de standing semblables ou supérieurs à ceux du bâtiment affecté, ou de réparation d'un bâtiment partiellement affecté, y compris le coût de la main d'œuvre, les honoraires des entrepreneurs, et le coût de toutes taxes d'enregistrement et de mutation. Dans la détermination du coût de remplacement, ni la dépréciation du bien ni la valeur des matériaux éventuellement récupérés ne sont pris en compte.

Réinstallation involontaire : Ensemble des mesures entreprises de façon concertée et consensuelle en vue de compenser les pertes et préjudices subis et d'améliorer les conditions de vie des personnes affectées par le projet du fait des retraits de terres par l'Etat pour raison d'utilité publique.

Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) : Plan détaillé qui décrit, définit, et clarifie les conditions et le processus de déplacement et de réinstallation des personnes affectées par le projet. Un Plan d'Actions de Réinstallation Complet est requis pour 200 PAP et plus et un Plan d'Actions de Réinstallation Abrégé pour moins de 200 PAP.

ANNEXE 6 : Questionnaire d'enquête socioéconomique

Plan d'Action de Réinstallation pour la Construction d'un (01) module central, d'un module régional dans les collectivités locales de la région de Kaolack (Commune de Médina Sabakh) pour le Projet de Zone de Transformation Agro-industrielle (PZTA) du Centre (Agropole Centre)

SECTION: 0. LOCALISATION ADMINISTRATIVE DE L'ENQUÊTÉ:

Date de l'enquête : /__/__/ /__/__/ /__/__/

Numéro de la fiche /___/___/___/___/ _____ **Code PAP:** /___/___/

Commune:……**Quartier ou village** : /……

Code GPS du bien affecté : N°……Longitude…… Latitude …….

SECTION I - Identification de la personne affectée

I.1.Statut de propriété de l'enquêté

1. Propriétaire : 2. Locataire ; 3. autre précisez**:……**/……/……

1.1 Nom et Prénom : ……

1.2 Nom et Prénom du répondant : ……

1.3 Sexe de la PAP : (Masculin =1 ; Féminin =2) [__]

1.4 Age de la PAP : /__//__/

1.5 Numéro de contact téléphonique de la PAP : …/__/__/__//__/__/__//__/__/__/

1.6 Numéro d'identité de la PAP (CNI) /__/__/__//__/__/__//__/__/__/ __/__/__//__/

1.7. Depuis combien de temps êtes-vous installez à cette place ?.... …ans……..mois

Pour uniquement les locataires

1.8. **Si locataire**: Payer vous une rente locative : (oui=1; Non=2) [__]

1.9 Si oui quel est le montant du loyer……FCFA/Mois

1.10 Nom et Prénom du propriétaire du bien:……

1.11. Lieu de résidence du propriétaire:……

1.12. Contacts téléphonique du propriétaire:…….

I.2. Caractéristiques sociodémographiques

I.13 Statut matrimonial de l'enquêté : 1= Marié (e) monogame, 2= Marié (e) polygame, 3= divorcé (e), 4= veuf/veuve, 5= célibataire : [__]

1.14 : Nationalité……Quel est votre groupe ethnique : …….

1.15 Niveau d'instruction : (1= aucun, 2= primaire, 3= secondaire, 4= supérieur, 5=technique ou professionnel 6= alphabétise) [__]

1.16 Quelle est votre activité principale ?.....

1.17 Exercez-vous une activité secondaire : 1=oui ; 2=non) [__] si oui précisez……

1.18 Revenu moyen mensuel : 1=moins de 50 000 ; 2= 50 000 à 100 000 ; 3=100 001 à 150 000 ; 4=150 001 à 200 000 ; 5 = 200 001 à 250 000 ; 6=250 001 à 300 000 ; 7 = 300 001 à 400 000 ; 8= 400 001 et plus [__]

1.19. Combien de membres dans votre ménage ont des revenus ? /…./

1.20. Quel est le montant de votre dépense mensuelle **?** **1**=moins de 50 000 ; **2**= 50 000 à 100 000 ; **3**=100 001 à 150 000 ; **4**=150 001 à 200 000 ; **5** = 200 001 à 250 000 ; **6**=250 001 à 300 000 ; **7** = 300 001 à 400 000 ; **8**= 400 001 et plus [__]

1.21. Combien de personnes avez-vous en charge **?** /__//__/ les moins de 5 ans /__//__/

1.22. Combien d'enfants avez-vous ? /…../

1.23. Combien sont en âge de scolarisation ? /…./

1.24. Avez-vous de l'électricité chez vous ? 1=Oui ; 2=Non /__/

1.25. Quelle est votre source d'approvisionnement en eau potable ? ……

1.26. Combien de personnes compte votre ménage ? /……/

1.27. Souffrez-vous d'un handicap ? 1=Oui ; 2=non /__/ Si ou lequel ?.....

1.28. Soufrez-vous d'une maladie **?** 1=Oui ; 2=non /__/

1.29. Si oui laquelle :……

SECTION II - Identification du (des) bien (s) affecté (s)

1.30. Types d'infrastructures affectées/Parcelles

Type d'infrastructure	Fonction élément(s) affecté	Structure fixe (1) ou Amovible (2)	Superficie total (m2 x m2, **ST_2**)& Superficie affectée (**SA_ 2**)	Type de Matériaux de construction	Valeur totale bien affecté

Section III : Evaluation de l'activité économique affectée

3.0: Caractéristiques de l'activité affectée

3.1: Activité commerciale

Activités	Nombre de jours de travail par semaine	Nombre d'employés	Revenu moyen journalier	Salaires du personnel ou Montant alloué au personnel
1				
2				
3				

3.2: Activités agricoles

3.2.1. Cultures

Type de spéculation	Superficie Cultivée affectée (ha ou m2)	Valeur/Revenu (FCFA/ha ou m2)	Valeur Totale (FCFA)
1			
2			
3			

3.2.2 Arbres

Espèce	Nombre de pieds affectés	Niveau de Maturation (jeune 1 ou adulte 2)	Rendement en Kg/pied	Valeur en FCFA/kg	Valeur Totale (FCFA)

1					
2					
3					

SECTION IV : Préférence de réinstallation et/ou de compensation de la PAP

1.30. Lors de la sélection d'un site de recasement, quels sont aspects sont les plus importants pour vous ?…….....

1.35. Quelle est votre préférence en termes compensation pour les pertes subies ?

Type d'indemnisation (pour les terrains, les bâtiments, les biens, les arbres et autres possessions)	**Cochez un choix**
Compenser entièrement les pertes en espèces	1
Obtenir un terrain en remplacement et compenser le reste des pertes en espèces	2
Remplacer le terrain par un autre	3
Autre, précisez : _____	

Merci de votre disponibilité

Signature de la personne affectée Signature de l'enquêteur

ANNEXE 7 : Avis de recensement

AVIS ET ANNONCE

RECENSEMENT DES PERSONNES ET DES BIENS AFFECTÉS DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR) DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MODULE REGIONAL DE MEDINA SABAKH POUR LE PROJET AGROPOLE CENTRE (REGION DE KAOLACK VILLAGE KEUR SADER)

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAR dans la commune de (Région de Kaolack village de Keur Sader), nous souhaitons informer la population générale du recensement des personnes affectées par le projet à travers leurs actifs qui seront atteints lors de la phase d'exécution. Le recensement débutera du 15 au 18 Juillet 2021.

Les personnes qui ont des biens sur la zone de projet projetée doivent être présentes sur le site, afin de nous faciliter le recensement de leurs biens concernés et de répondre aux questions qui seront posées par les enquêteurs du Cabinet ECI.

A cet effet, nous demandons la compréhension des populations afin de faciliter le travail des techniciens.

Fait à Kaolack, le 14 Juillet 2021

Le chef du village de Keur Sader

Le Maire de la commune de Médina Sabakh

Ousmane Grey

Le Maire
Commune de Médina Sabakh

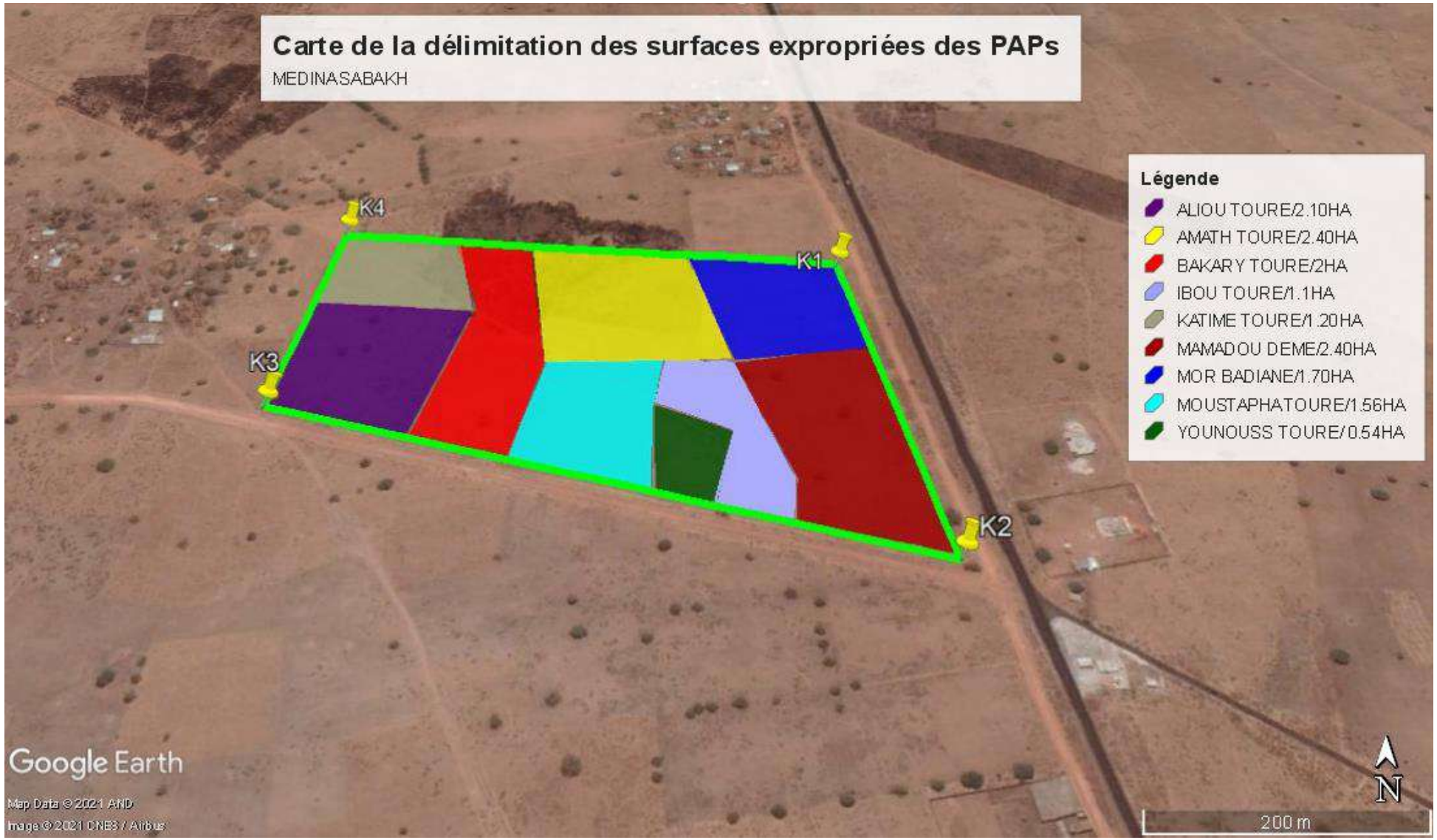
ANNEXE 8 : Base de données des personnes affectées par le projet (PAP)

N° de Code	**MRK01**	**MRK02**	**MRK03**	**MRK04**	**MRK05**	**MRK06**	**MRK07**	**MRK08**	**MRK09**
Sexe	M	M	M	M	M	M	M	M	M
Age (ans)	66	33	51	42	47	53	60	59	67
Nombre des personnes à charge	22	15	15	16	17	25	18	25	33
Vulnerable/non vulnerable	Vulnérable	Vulnérable	Vulnérable	Vulnérable	Vulnérable	Vulnérable	Vulnérable	Vulnérable	Vulnérable
Nombre d'enfant	11	3	10	9	4	12	15	17	17
Activité principale	Commerce	Transport (moto Jakarta)	Commerce	Maçon	Maçon	Commerce	Transport (Chauffeur)	Chauffeur	Maître coranique
Activité secondaire	Agriculture	Agriculture	Agriculture	Agriculture	Agriculture	Agriculture	Agriculture	Agriculture	Agriculture
Statut d'exploitation de la terre	Propriétaire coutumier	Propriétaire coutumier	Propriétaire coutumier	Propriétaire coutumier	Propriétaire coutumier	Propriétaire coutumier	Propriétaire coutumier	Propriétaire coutumier	Propriétaire coutumier
Statut matrimonial	Marié 3 épouses	Marié Une épouse	Marié 3 épouses	Marié 2 épouses	Marié Une épouse	Marié 2 épouses	Marié 3 épouses	Marié 3 épouses	Marié 4 épouses
Nationalité	Sénégalaise	Sénégalaise	Sénégalaise	Sénégalaise	Sénégalaise	Sénégalaise	Sénégalaise	Sénégalaise	Sénégalaise
Religion	Musulmane	Musulmane	Musulman	Musulman	Musulman	Musulman	Musulman	Musulman	Musulman
Groupe ethnique	Wolof	Wolof	Wolof	Wolof	Wolof	Wolof	Wolof	Wolof	Alpulaar
Niveau d'instruction	CEM[2]	Pas instruit en français	Pas instruit en français	Pas instruit en français	Pas instruit en français	CEM[2]	Pas instruit en français	Pas instruit en français	Pas instruit en français
Taille du ménage	15	5	14	12	6	15	19	21	21
Bien affecté	Terre et récoltes pendantes	Terre et récoltes pendantes	Terre et récoltes pendantes	Terre et récoltes pendantes	Terre et récoltes pendantes	Terre et récoltes pendantes	Terre et récoltes pendantes	Terre et récoltes pendantes	Terre et récoltes pendants
Perte foncière en terre (ha)	1,7	2,1	2,4	1,2	2	1,56	1,1	0,54	2,4
Valeur du revenu annuel de l'activité principale (FCFA)	6 000 000	1 800 000	1 800 000	2 160 000	1 200 000	1 080 000	480 000	480 000	Pas de revenu, enseigne gratuitement
Valeur du revenu annuel de l'exploitation du site par l'Agriculture (FCFA)	1 090 835	1 347 500	1 540 000	770 000	1 283 335	1 001 000	705 835	346 500	1 540 000
Total revenue (FCFA)	7 090 835	3 147 500	3 340 000	2 930 000	2 483 335	2 081 000	1 185 835	826 500	1 540 000
Présence d'arbres fruitiers à abattre	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Présence d'arbres forestiers à abattre	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non	Non
Souhait de compensation (nature, espèce)	Espèce	Espèce	Espèce	Espèce	Espèce	Espèce	Espèce	Espèce	Espèce
Montant de la Compensation des terres agricoles (F CFA)	5.100.000	6.300.000	7.200.000	3.600.000	6.000.000	4.680.000	3.300.000	1.620.000	7.200.000
Montant de l'aide à la préparation de nouvelles terres (F CFA)	255.000	315.000	360.000	180.000	300.000	234.000	165.000	81.000	360.000
Montant de la compensation des cultures (F CFA)	3.272.500	4.042.500	4.620.000	2.310.000	3.850.000	3.003.000	2 117 500	1.039.500	4.620.000
Montant de la compensation des arbres forestiers et fruitiers (F CFA)	120.000	180.000	70.000	135.000	0	0	0	0	0
Indemnité de vulnérabilité (F CFA)	1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000	2.000.000
Montant de la compensation intégrale (F CFA)	**9.747.500**	**11.837.500**	**13.250.000**	**7.225.000**	**11.150.000**	**8.917.000**	**6.582.500**	**3.740.500**	**14.180.000**
Numéro de téléphone (contact)	**77 039 98 56**	**77 679 08 14**	**77 714 38 87**	**77 958 07 71**	**77 307 27 95**	**77 578 90 85**	**77 566 10 46**	**78 196 95 71**	**77630 47 92**

ANNEXE 9 : Délimitation nominative et spatiale des terres perdues par les PAPs

Prénoms	Noms	Village	Coordonnées GPS	Superficies en Ha
Mor	**Badiane**	Keur ayib	434111.00-- 1505881.00	**1.7**
			433979.00--1505870.00	
			434084.00--1506000.00	
			433934.00--1506009.00	
Amath	**Toure**	Keur Sader	433979.00--1505870.00	**2.1**
			433934.00--1506009.00	
			433780.00--1506023.00	
			433804.00--1505873.00	
Katime	**Toure**	Keur Sader	433572.00--1505956.00	**2.4**
			433731.00--1505941.00	
			433584.00--1506051.00	
			433704.00--1506032.00	
Bakary	**Toure**	Keur Sader	433780.00--1506023.00	**1,2**
			433804.00--1505873.00	
			433781.00--1505755.00	
			433696.00--1505774.00	
			433731.00--1505941.00	
			433704.00--1506032.00	
Moustapha	**Toure**	Keur ngatane	433911.00--1505818.00	**2**
			433916.00--1505870.00	
			433912.00--1505714.00	
			433804.00--1505873.00	
			433781.00--1505755.00	
Ibou	**Toure**	Keur Sader	433979.00--1505870.00	**1.56**
			434035.00--1505736.00	
			434027.00--1505681.00	

Prénoms	Noms	Village	Coordonnées GPS	Superficies en Ha
			433979.00--1505788.00	
			433962.00--1505700.00	
			433911.00--1505818.00	
			433916.00--1505870.00	
Younouss	**Toure**	Keur Sader	433979.00--1505788.00	**1.1**
			433962.00--1505700.00	
			433911.00--1505818.00	
			433912.00--1505714.00	
Aliou	**Toure**	Keur ngatane	433696.00--1505774.00	**0.54**
			433554.00--1505819.00	
			433572.00--1505956.00	
			433731.00--1505941.00	
Mamadou	**Dème**	Darou rahmane	434165.00-- 1505650.00	**2.4**
			434111.00-- 1505881.00	
			433979.00--1505870.00	
			434035.00--1505736.00	
			434027.00--1505681.00	


Carte de la délimitation des surfaces expropriées des PAPs
MEDINASABAKH
Légende
ALIOU TOURE/2.10HA
AMATH TOURE/2.40HA
BAKARY TOURE/2HA
IBOU TOURE/1.1HA
KATIME TOURE/1.20HA
MAMADOU DEME/2.40HA
MOR BADIANE/1.70HA
MOUSTAPHA TOURE/1.56HA
YOUNOUSS TOURE/0.54HA
K1
K2
K3
K4
Google Earth
Map Data © 2021 AND
Image © 2021 CNES / Airbus
N
200 m

ANNEXE 10 : Modèle de fiche de plainte

Date : _____

Région/Département/Arrondissement/Commune/Village :_____ _____

Comité de Gestion des Plaintes de : _____ _____

Plainte N°_____

1) **PLAGNANT**

Nom du plaignant : _____

Adresse : _____

Nature du bien affecté/Nature du préjudice : _____

2) **DESCRIPTION DE LA PLAINTE**

……
……
……

_____

Signature du plaignant

3) **OBSERVATIONS DU COMITE DE GESTION DES PLAINTES**

……
……

A ……, le……..

_____

(Signature du Président du Comité de Gestion des Plaintes)

4) **RÉPONSE DU PLAIGNANT**

……
……

A ……, le……..

_____

Signature du plaignant

5) **RESOLUTION**

……

A ……, le……..

_____ _____

(Signature du Président du Comité de Gestion des Plaintes) (Signature du plaignant)

ANNEXE 11 : Registre de plaintes

Niveau local

N° de plainte	Nom/Prénom du : de la requérant (e)	CNIB	Sexe	Contact	Commune/village de résidence	Commune/Village concernés	Date de dépôt	Objet de la plainte	Description de la plainte	Mode de soumission	Date de transmission au point focal	Plainte résolue oui ou non	Signature du/de la Requérant (e)

Niveau communal

N° de plainte	Nom/Prénom du : de la requérant (e)	CNIB	Sexe	Contact	Commune/village de résidence	Commune/Village concernés	Date de dépôt	Objet de la plainte	Description de la plainte	Mode de soumission	Date de transmission au point focal	Plainte résolue oui ou non	Signature du/de la requérant (e)

ANNEXE 12 : Fiche de clôture des plaintes

N° de référence	Date de clôture	Solution mise en œuvre	Réplicabilité possible	Modifications des pratiques requises
		Décrire ici en détail les mesures correctrices, les solutions apportées	*Mentionner ici s'il est possible que les mêmes mesures soient applicables pour des plaintes similaires*	*Spécifier ici s'il y a lieu de modifier les pratiques, si oui quelles sont- elles, et à quels endroits ces pratiques doivent être mises en œuvre*

ANNEXE 13 : Fiche de suivi des plaintes

Informations sur la plainte						Suivi du traitement de la plainte					
No. De plainte	**Nom et contact du plaignant**	**Date de dépôt de la plainte**	**Description de la plainte**	**Type de projet et lieu**	**Source de financement (prêts, ressources propres, etc.)**	**Transmission au service concerné (oui/non, indiquant le service et la personne contact)**	**Date de traitement prévue**	**Accusé de réception de la plainte au réclamant (oui/non)**	**Plainte résolue (oui / non) et date**	**Retour d'information au réclamant sur le traitement de la plainte (oui/non) et date**	**Acceptation de la résolution par le plaignant**

1

11

ANNEXE 14 : Références bibliographiques

- PLAN SENEGAL EMERGENT 2014
- BOS-Atelier d'Orientation Stratégie qu'Agropole Centre V-finale (1) / 2020
- Csc_sen_438_etude_de_faisabilite_dun_agropole_au_centre_du_senegal_08_05_20
- Autour des politiques industrielles au Sénégal_Atoumane DIAGNE_2014
- PLD de la communauté rurale de Ndangalma 2004
- Plan d'action national pour l'adaptation au changement climatique, Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature, Année 2006
- SES Kaolack 2005/ANSD. Données de projection, 2016
- ANSD. Données de projection RHPHAE, 2016
- Situation Economique et Sociale de la Région de Kaolack, édition 2017-2018 /Juillet 2020
- Code de l'environnement du Sénégal
- Annuaire sur l'environnement et les ressources naturelles du Sénégal
- Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques agricoles (DAPSA), 2015. – Résultats définitifs de la campagne agricole 2015-2016.
- Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques agricoles (DAPSA), 2013. – Résultats définitifs de la campagne agricole 2013-2014.
- CSE, 2015a. – Rapport sur l'état de l'environnement du Sénégal, édition 2015, 199p.
- Site du Ministère de l'agriculture
- Site du Ministère de BOS